

# P.L.U. intercommunal de la VEYLE

## 3 - 1 - RÈGLEMENT ÉCRIT Tome 1 - Règlement

Dossier certifié conforme et annexé à la délibération du conseil communautaire du 22/05/2023,

Le Président,

Christophe GREFFET



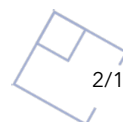
## SOMMAIRE

### **Préalable :**

- Les motifs de délimitation des zones sont décrits dans la partie III.2. du rapport de présentation du PLUI.
- Des schémas explicatifs des principales règles contenues dans les dispositions générales et les articles de chaque zone figurent, à titre d'illustration et d'information uniquement, en annexe du présent règlement.

Nota : pour connaître l'ensemble des règles applicables, il convient de se référer à la fois aux dispositions générales et au règlement propre à chaque zone.

<b>TITRE 1 DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>3</b>
<b>TITRE 2 ZONES URBAINES</b>	<b>26</b>
DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES UH.....	27
DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES UC.....	53
DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES UE.....	67
DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES UX.....	84
<b>TITRE 3 ZONES A URBANISER</b>	<b>104</b>
DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES 1AU.....	105
DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES 2AU.....	110
<b>TITRE 4 ZONES AGRICOLES</b>	<b>119</b>
DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES A.....	120
<b>TITRE 5 ZONES NATURELLES</b>	<b>136</b>
DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES N.....	137
<b>TITRE 6 STECAL</b>	<b>159</b>
DISPOSITIONS APPLICABLES AUX STECAL.....	160



**TITRE 1**

**DISPOSITIONS GENERALES**

## I. CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL DU PLUI INTERCOMMUNAL

Le présent règlement est applicable à l'ensemble du territoire de la communauté de communes de la VEYLE

## II. DISPOSITIONS APPLICABLES DANS TOUTES LES ZONES OU DANS PLUSIEURS D'ENTRE ELLES

### II. 1/ ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

Pour les secteurs concernés par des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) : se référer complémentairement à la pièce n°5 « OAP » pour les principes d'aménagement à respecter (opposables par compatibilité). Ces principes sont complémentaires aux dispositions du règlement ou se substituent au règlement.

OAP complémentaires au règlement	
Type OAP	Application
<b>OAP sectorielles</b>	Périmètre identifié au document graphique
<b>OAP thématique A</b> « Stationnement »	Zone U et 1AU
<b>OAP thématique B</b> « Densification tissu bâti »	Zone U et 1AU
<b>OAP thématique C</b> « Énergie & climat »	Ensemble des zones
<b>OAP thématique D</b> « Mobilité »	Ensemble des zones
<b>OAP thématique E</b> « Milieux naturels & continuités écologiques »	Ensemble des zones

### II. 2/ RÈGLES GRAPHIQUES

Pour toutes les règles graphiques, les dispositions non représentées au document graphiques relèvent du règlement écrit et les dispositions générales (qui constituent les modalités d'application du règlement) s'appliquent dans tous les cas.

### II. 3/ ADAPTATIONS MINEURES

Conformément à l'article L152-3 du Code de l'urbanisme, les dispositions des articles 3 à 9 du règlement de chacune des zones ne peuvent faire l'objet que d'adaptations mineures rendues nécessaires par la nature du sol, la configuration des parcelles ou le caractère des constructions avoisinantes.

Dans ces cas, la décision doit être **explicite et motivée**.

**Par adaptation mineure**, il faut entendre un assouplissement, un faible dépassement de la norme, qui doit être apporté sans aboutir à un changement du type d'urbanisation, en excluant tout écart important entre la règle et l'autorisation accordée. En règle générale, l'écart toléré entre la règle et le projet ne doit pas excéder 15 %.

Les conditions de nécessité de l'adaptation mineure et de son caractère mineur sont cumulatives.

## **II. 4/ RECONSTRUCTION A L'IDENTIQUE D'UN BATIMENT**

Au titre de l'article L111-15 du Code de l'urbanisme, la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit ou démolé depuis moins de cinq (5) ans est autorisée dans l'enveloppe du volume ancien dès lors qu'il a été régulièrement édifié, à condition que sa destination soit conservée ou soit conforme aux occupations et utilisations du sol prévues dans la zone. Le projet de reconstruction devra obligatoirement être conforme aux dispositions des PPRI.

La reconstruction à l'identique peut toutefois intégrer des modifications de l'aspect extérieur des façades et des toitures du bâtiment détruit ou démolé, sous réserve du respect des dispositions générales ainsi que des articles 5-2 et 5-3 du règlement applicable au secteur concerné.

## **II. 5/ CLOTURE**

L'édification des clôtures est soumise à déclaration préalable sur tout le territoire intercommunal.

Les clôtures agricoles ne sont pas soumises à déclaration préalable.

Dans le secteur UEr, les clôtures autoroutières ne sont pas soumises à déclaration préalable.

## **II. 6/ CONSTRUCTION EXISTANTE NON CONFORME**

Lorsqu'une construction existante n'est pas conforme à une ou plusieurs dispositions édictées par le règlement de la zone applicable, ne peuvent être autorisés que les travaux qui ont pour objet d'améliorer la conformité de cette construction aux dites règles ou qui sont sans effet à son égard.

Les travaux sur les bâtiments existants non conformes au règlement applicable à la zone sont aussi autorisés, à condition qu'ils aient pour objet la mise en œuvre des prescriptions du PPRI, si la zone y est soumise (cf. règlements graphiques aux pièces n°3b et suivantes).

## **II. 7/ QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE**

En aucun cas, les bâtiments, installations et divers modes d'utilisation du sol ne doivent par leur dimension, leur situation ou leur aspect extérieur porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains.

Des modifications ayant pour but d'améliorer l'insertion de la construction à son environnement et son adaptation au terrain, peuvent être exigées pour l'obtention du permis de construire.

Dans le cas d'un projet architectural s'inscrivant dans l'évolution du cadre bâti ou participant au développement des énergies renouvelables, et ne répondant pas pour partie, au règlement fixé dans les titres suivants, des adaptations au présent article pourront être instruites.

De plus, en application des dispositions de l'article L111-16 du Code de l'urbanisme :

- Nonobstant les règles relatives à l'aspect extérieur des constructions contenues dans le PLUi ou dans les règlements de lotissement, le permis de construire ou d'aménager ou la décision prise sur une déclaration préalable ne peut s'opposer à l'utilisation de matériaux renouvelables ou de matériaux ou procédés de construction permettant d'éviter l'émission de gaz à effet de serre, à l'installation de dispositifs favorisant la retenue des eaux pluviales ou la production d'énergie renouvelable correspondant aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernés.
- La liste des dispositifs, procédés de construction et matériaux concernés sont fixés à l'article R111-23 du Code de l'urbanisme.
- Les dispositions des points 1. et 2. ci-dessus ne s'appliquent pas dans le périmètre de protection d'un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques, pour les immeubles identifiés au règlement graphique au titre de l'article L151-19 du Code de l'urbanisme (cf. pièces n°3b et suivantes).

## II. 8/ DÉROGATIONS AUX RÈGLES DE VOLUMÉTRIES

Sont admises :

- La réfection de toiture non conforme à l'article 5 du règlement de chaque zone pour des raisons de sécurité et d'étanchéité.
- La réfection de toiture conduisant à une légère surélévation de la construction uniquement du fait de l'usage des matériaux d'isolation et ce, nonobstant l'application de l'article 4-4 et de l'article 5-4 du règlement de chaque zone.

Il pourra être dérogé aux règles de l'article 4 dans le cadre de rénovation ou de réhabilitation de constructions et uniquement pour des raisons de mise en conformité thermique. Cette dérogation sera possible jusqu'à +0,30 m. Toutefois, en cas de parements extérieurs, cette dérogation peut s'appliquer jusqu'à +0,50m.

## II. 9/ SÉCURITÉ DES ACCÈS

Un projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation des engins de lutte contre l'incendie.

Il pourra également **être refusé ou n'être accepté que sous réserve de prescriptions spéciales si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant cet accès**. Cette sécurité doit être appréciée compte-tenu, notamment, de la position des accès, de leur nombre, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Il pourra être imposé la réalisation de voies privées ou tout autre aménagement particulier nécessaire aux conditions de sécurités précitées.

Le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, le projet peut n'être autorisé que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

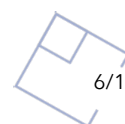
De plus, pour les aménagements et travaux à proximité des routes départementales :

- Pour chaque aménagement en interface avec le réseau routier départemental (espace public contigu, accès de nouvelle voie ou de voie modes doux), le département doit être sollicité pour avis.
- Pour tout aménagement sur le réseau routier départemental, dont la maîtrise d'ouvrage sera définie au cas par cas, les communes doivent solliciter le département qui définira les prescriptions techniques nécessaires à la préservation du patrimoine routier et rédigera la convention rappelant les obligations des collectivités en matière d'entretien ultérieur, notamment pour les modes doux.

## II. 10/ LES DISPOSITIONS APPLICABLES AUX LOTISSEMENTS DE MOINS DE DIX ANS

Les règles d'urbanisme contenues dans les documents du lotissement, notamment le règlement, le cahier des charges s'il a été approuvé ou les clauses de nature réglementaire du cahier des charges s'il n'a pas été approuvé, deviennent caduques au terme de dix années à compter de la délivrance de l'autorisation de lotir si, à cette date, le lotissement est couvert par un plan local d'urbanisme ou un document d'urbanisme en tenant lieu.

De même, lorsqu'une majorité de colotis a demandé le maintien de ces règles, elles cessent de s'appliquer immédiatement si le lotissement est couvert par un plan local d'urbanisme ou un document d'urbanisme en tenant lieu, dès l'entrée en vigueur de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové.



Les dispositions du présent article ne remettent pas en cause les droits et obligations régissant les rapports entre colotis définis dans le cahier des charges du lotissement, ni le mode de gestion des parties communes.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux terrains lotis en vue de la création de jardins mentionnés à l'article L. 115-6.

## **II. 11/ PRISE EN COMPTE DES RISQUES NATURELS**

### **1. Plan de prévention des risques :**

Sur le territoire, les communes suivantes sont concernées par le plan de prévention des risques naturels prévisibles :

- sur la commune de Cormoranche-sur-Saône : le plan de prévention des risques « inondations de la Saône » approuvé le 18 juillet 2013
- sur les communes de Crottet, Grièges, Laiz et Pont-de-Veyle : le plan de prévention des risques « confluence Saône et Veyle inondations de la Saône, de la Veyle et de ses affluents » approuvé le 10 avril 2012
- sur les communes de Mézériat, Vonnas, Saint-Jean-sur-Veyle, Saint-Julien-sur-Veyle, Saint-Cyr-sur-Menthon, Biziat et Perrex : le plan de prévention des risques « inondations de la Veyle et de ses affluents », approuvé le 22 juillet 2011

Dans ces communes, il conviendra de se référer au règlement du PPR annexé au PLUi pour connaître les occupations et utilisations du sol admises sous conditions, et sous réserve des dispositions prévues aux articles 2 de chaque zone.

Toute nouvelle occupation et utilisation du sol ne devra pas être de nature à aggraver les risques ni à en provoquer de nouveaux.

### **2. Risque retrait/gonflement d'argile :**

Les communes de la Communauté de communes de la Veyle sont concernées par les niveaux d'aléa faible et moyen de la carte d'exposition au phénomène de mouvement différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols accessible sur le site Géorisques.

Les **secteurs d'aléa moyen** au phénomène de retrait gonflement des argiles sont soumis aux règles de construction correspondantes (article 68 de la loi ELAN publiée le 24 novembre 2018). En particulier une étude géotechnique doit être réalisée pour la vente de terrain constructible et en préalable aux constructions en zone d'aléa moyen et fort.

## **II. 12/ PRISE EN COMPTE DES RISQUES LIÉS AUX CANALISATIONS DE TRANSPORT DE MATIÈRES DANGEREUSES**

Aux abords des canalisations de transport de matières dangereuses identifiés sur le règlement graphique au titre l'article R151-341° du Code de l'Urbanisme : se référer aux servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimique, et annexées au présent PLUi.

### **1. Oléoduc de Défense Commune (ODC)**

En application des dispositions du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement (partie réglementaire) et depuis le 01 juillet 2012, pour tous les travaux situés dans une bande 50 mètres de part et d'autre de la canalisation, la consultation du guichet unique à l'adresse internet suivante est obligatoire :

<http://reseaux-et-canalisation.ineris.fr>

Cette disposition concerne les communes de Laiz, Saint-André-d'Huriat, Saint-Jean-sur-Veyle qui sont traversées par la canalisation et les communes de Crottet et Cruzilles-lès-Mépillat qui sont affectées par les zones d'effets de la canalisation ODC.

## **2. Réseau de transport d'électricité à haute et très haute tension**

Les ouvrages du réseau public de transport d'électricité constituent des « équipements d'intérêt collectif et services publics » (4° de l'article R. 151-27 du Code de l'urbanisme), et entrent au sein de la sous-destination « locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilées » (4° de l'article R. 151-28 du même Code).

A ce titre, les ouvrages (réseaux et postes de transformation) correspondent à des « constructions techniques nécessaires au fonctionnement des services publics » (article 4 de l'arrêté du 10 novembre 2016 relatif aux sous-destinations) et peuvent ainsi être mentionnés au sein de cet article.

## **3. Réseau de transport de gaz**

Sont admis, dans l'ensemble des zones, les canalisations (conduites enterrées et installations annexes) de transport de gaz ou assimilé y compris les ouvrages techniques nécessaires à leur fonctionnement et leur bornage, ainsi que les affouillements et exhaussements inhérents à leur construction et aux interventions ultérieures relatives au maintien de la sécurité.

Les interdictions et règles d'implantation associées à la servitude d'implantation et de passage I3 des canalisations (zone non aedificandi et non sylvandi) sont décrites dans les fiches relatives à la servitude I3 (en annexe du PLUi).

Les interdictions et règles d'implantations associées relatives à la maîtrise de l'urbanisation sont décrites dans la fiche de la servitude d'utilité publique I1 ; elle détaille les modalités de l'analyse de compatibilité (en annexe du PLUi).

Il est rappelé l'obligation d'informer GRTgaz de toute demande de permis de construire, de certificat d'urbanisme opérationnel ou de permis d'aménager concernant un projet situé dans l'une des zones précitées des ouvrages GRT Gaz (Art. R. 555-30-1. - I issu du code de l'environnement, créé par le décret n° 2017-1557 du 10 novembre 2017).

La réglementation anti-endommagement est accessible sur le site internet du Guichet Unique des réseaux pour les Déclarations de Travaux (DT) et Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT).

## **II. 13/ PRISE EN COMPTE DU NUANCIER INTERCOMMUNAL**

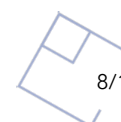
Il conviendra de se référer au nuancier intercommunal en complément des articles 5 propres à chaque zone.

## **II. 14/ SERVITUDES DE COUR COMMUNE**

### **1. Définition**

(source : le moniteur - 29/09/2020)

La servitude dite « de cour commune » est une condition d'obtention de l'autorisation de construire lorsqu'un projet de construction, au regard de la configuration du terrain d'assiette, ne permet pas de respecter les règles de distance par rapport aux limites séparatives de propriété, imposées par les dispositions d'urbanisme en vigueur.

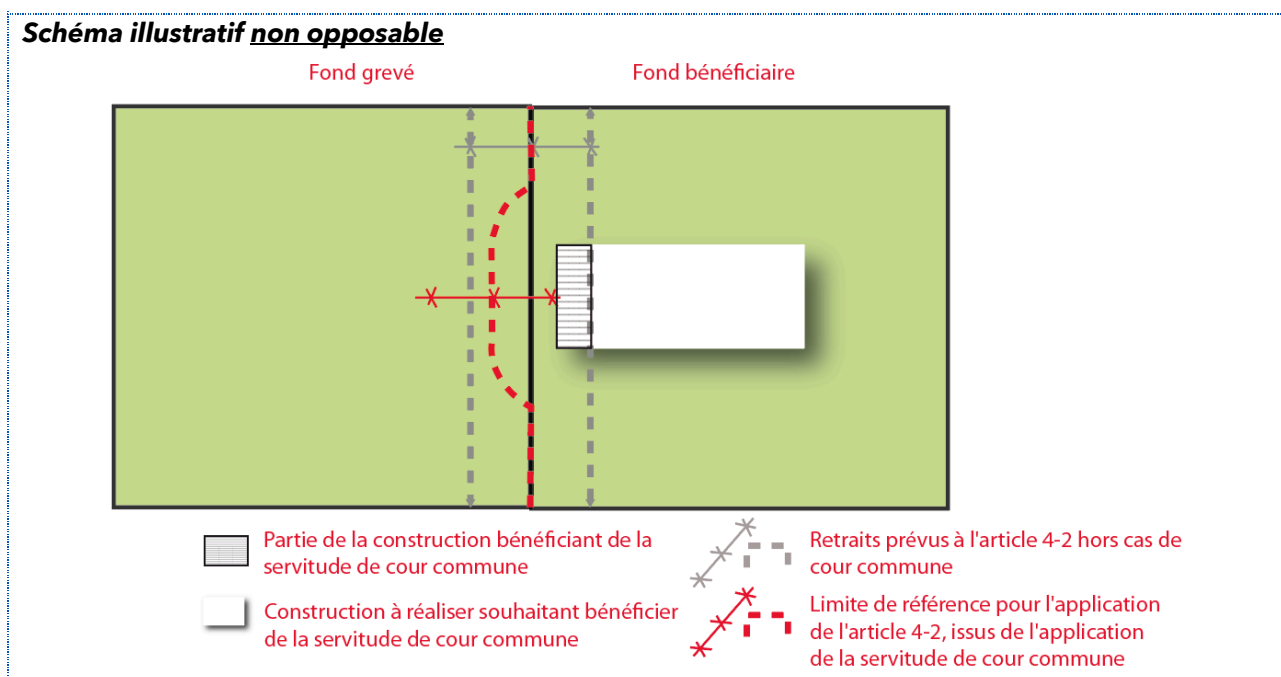


La servitude de cour commune est tout d'abord une servitude de droit privé, c'est-à-dire une charge imposée sur un immeuble (dit fonds servant) au bénéfice d'un autre immeuble (dit fonds dominant) appartenant à un autre propriétaire.

Concrètement, la constitution de cette servitude permettra au propriétaire d'un terrain d'interdire au propriétaire d'un terrain voisin contigu de construire sur une partie de son terrain (servitude non aedificandi) ou de ne pas construire au-delà d'une certaine hauteur (servitude non altius tollendi), afin de préserver un espace minimal entre les constructions édifiées sur les deux terrains. Cette espace constitue l'assiette de la servitude ; il peut être situé d'un seul côté de la limite séparant les deux terrains ou des deux côtés de cette limite. Notons qu'en dépit de son appellation, l'établissement d'une servitude de cour commune n'engendre pas un usage commun de l'espace constituant le terrain d'assiette de la servitude. L'intérêt de la servitude non aedificandi est pour le propriétaire qui en est le bénéficiaire d'obtenir un permis de construire (ou une non-opposition à une déclaration préalable de travaux) permettant des règles d'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives de propriété moins contraignantes que celles qui résulteraient de la stricte application des dispositions d'urbanisme en vigueur. Autrement dit, cette servitude procure un gain de constructibilité pour le propriétaire constructeur.

## 2. Modalité d'application

L'usage de la servitude de cour commune prévue à l'article L471-1 du Code de l'Urbanisme conduit à appliquer particulièrement l'article 4-2 de chaque zone.



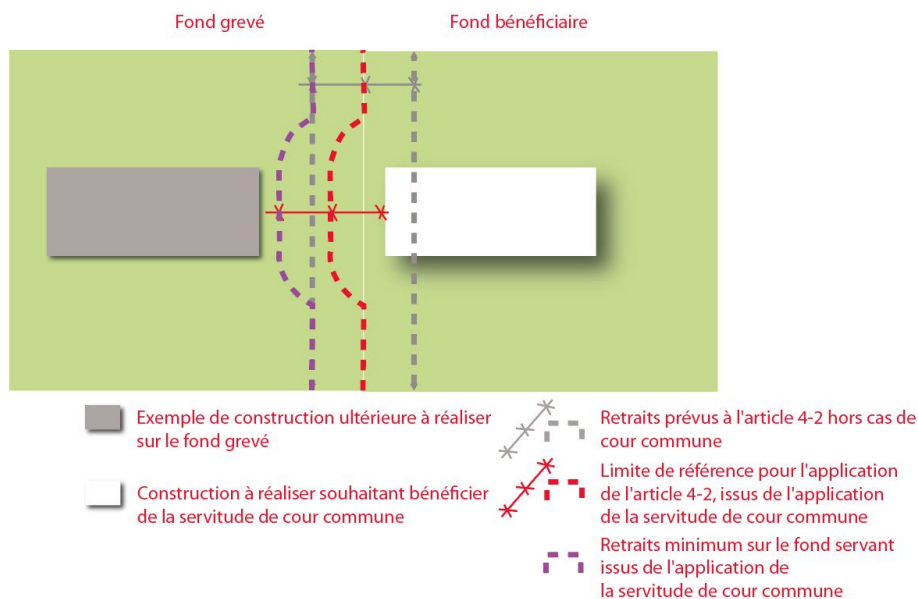
## 3. Zoom sur les conséquences de l'application de l'article 4-2 pour le fond grevé

L'application de l'article 4-2 pour toute construction hors sol envisagée sur le fond grevé par toute servitude de cour commune (= fonds servant) conduira à prendre comme limite séparative de référence la ou les limite(s) extérieures de la ou des bande(s) de recul résultant de l'application de toute(s) servitude(s) de cour commune ayant été instaurée(s) et grevant ledit fond.

Il est entendu :

- que la superposition de servitudes réciproques de cour commune n'est pas autorisée afin de ne pas dénaturer l'application de la règle instaurée à l'article 4-2 de chaque zone
- que les dispositions de l'article 4-3 de chaque zone ne s'applique pas entre les constructions situées de part et d'autre de la limite de référence.

**Schéma illustratif non opposable**



**II. 15/ DESSERTE PAR LES RESEAUX**

**Alimentation en eau potable**

Toute construction à usage d'habitation ou tout local pouvant servir au travail ou à l'accueil du public doit être raccordé au réseau public d'eau potable, et ce conformément aux dispositions techniques prescrites en application des annexes sanitaires jointes au PLUi.

**Assainissement des eaux usées**

Toute construction nouvelle ou installation doit être conforme aux dispositions techniques prescrites en application des annexes sanitaires jointes au PLUi.

**Évacuation des eaux pluviales et de ruissellement**

Toute construction nouvelle ou installation doit être conforme aux dispositions techniques prescrites en application des annexes sanitaires jointes au PLUi.

En outre, lorsque les eaux pluviales collectées par les aménagements réalisés sur l'assiette foncière (eaux de toiture, surfaces imperméabilisées, voiries privées, ...) ne peuvent pas être rejetées dans le réseau public d'assainissement dimensionné à cet effet (réseau d'eaux pluviales ou réseau unitaire), elles devront être traitées par un dispositif individuel d'évacuation dimensionné pour les besoins de l'opération, et ne pas être rejetées dans le réseau d'assainissement propre des voiries départementales.

Les constructions et installations non liées à l'autoroute ne peuvent rejeter leurs eaux pluviales dans le réseau ou les ouvrages des gestions de l'autoroute, sauf accord exprès du gestionnaire.

Chaque construction nouvelle ou réhabilitation ou changement de destination de bâtiment existant devra disposer d'une citerne de récupération des eaux pluviales.

**Électricité, téléphone et télédistribution**

Sauf impossibilités techniques, les raccordements aux réseaux câblés (électriques de basse tension et téléphoniques) doivent être établis en souterrain sur les propriétés, quel que soit le mode de distribution des réseaux publics.

**Collecte des déchets**

Pour les projets de deux logements et plus : il est impératif de consulter le SMIDOM qui préconisera dès la conception des projets un système adapté à la gestion des déchets.

Pour toute opération supérieure ou égale à 500 m<sup>2</sup> surface de plancher, la réalisation d'aire de stockage, et de collecte des ordures ménagères en limite du domaine public (ou dans la copropriété) est obligatoire. Les dimensions de cette aire seront déterminées conformément aux besoins de l'opération et à la réglementation en vigueur. Cette aire devra également être accessible aux véhicules de collecte des ordures ménagères.

Cette disposition ne s'appliquera pas lorsqu'un point de collecte public existe ou est projeté à proximité immédiate. Une participation financière pourra être exigée par le service gestionnaire dans le cadre de la création ou de l'agrandissement de ce point de collecte.

Cette disposition ne s'applique pas aux systèmes de compostage des déchets verts.

### **Infrastructures et réseaux de communication électroniques**

Toute construction à usage d'habitation et tout local pouvant servir au travail, au repos, à l'agrément ou l'accueil du public, excepté les annexes, devra prévoir les branchements nécessaires assurant un raccordement aux réseaux de communications électroniques. Cette règle ne s'applique pas dans le cadre de la réhabilitation de bâtiments existants.

## **II. 16/ PRISE EN COMPTE DU PDIPR**

Dans le cadre des opérations d'aménagement et de construction, les **chemins inscrits au PDIPR** (Plan Département des Itinéraires de Promenade et de Randonnée) et les sentiers et itinéraires piétonniers et/ou cyclables repérés dans l'OAP thématique Mobilité doivent être préservés ; leur continuité doit être assurée. Les projets d'urbanisation à venir doivent préserver les emprises foncières nécessaires.

## **II.17/ CORRIDORS ECOLOGIQUES ET RESERVOIRS DE BIODIVERSITE IDENTIFIES AU TITRE DE L'ARTICLE L151-23 DU CODE DE L'URBANISME**

### **Sont interdits :**

- l'implantation d'installations photovoltaïques au sol
- l'implantation d'éoliennes

## **II.18/ CORRIDORS ECOLOGIQUES ET RESERVOIRS DE BIODIVERSITE IDENTIFIES AU TITRE DE L'ARTICLE L151-23 ET COUPURES PAYSAGERES DEFINIES AU TITRE DE L'ARTICLE L151-19 DU CODE DE L'URBANISME.**

### **Sont uniquement admis :**

- **les extensions des bâtiments existants d'habitation, présentant une surface de plancher minimale initiale de 50 m<sup>2</sup>**, aux conditions suivantes :
  - si elles sont inférieures ou égales à 30 m<sup>2</sup> d'emprise au sol,
  - si ces extensions ne compromettent pas l'activité agricole et la qualité paysagère du site,
  - sans que la totalité du bâtiment (extension + existant) ait plus de 130 m<sup>2</sup> d'emprise au sol totale ;
- les **équipements, bâtiments et installations techniques** destinés aux services publics (téléphone, EDF, réservoir d'eau, etc.) sous réserve de ne pas porter atteinte à l'activité agricole et de prendre toutes les dispositions pour qu'ils soient compatibles avec le maintien de la fonctionnalité des corridors écologiques ;
- les **équipements, installations et ouvrages liés à la gestion des inondations** et notamment la gestion des casiers d'inondation ;
- les **clôtures**, si elles sont rendues nécessaires par la nature des bâtiments et équipements, devront être perméables à la faune (type haies arbustives composées d'essences locales) ou à défaut,

lorsque la sécurité des ouvrages l'exige, les clôtures devront conserver un espace libre entre le sol et le début de la clôture d'une hauteur de 15 cm afin de laisser passer la petite faune ;

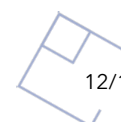
- les **clôtures type agricole** destinées à l'activité agricole sous réserve qu'elles ne nuisent pas à la qualité des corridors ;
- la **création de mares multifonctionnelles** : biodiversité, récupération de l'eau de pluie, à l'alimentation des animaux,... ;
- les **travaux d'entretien des haies et des petits boisements** (élagage...);
- les **défrichements, arrachages et dessouchages des arbres et arbustes constitutifs des haies** sont soumis à déclaration préalable au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme. Il est exigé que l'élément recensé soit déplacé ou reconstitué en recourant aux essences végétales locales préalablement identifiées sur ces secteurs, et en variant la nature des essences et les strates végétales ;
- les **aménagements à vocation pédagogique ou de mise en valeur des espaces naturels** tels que sentiers pédestre et/ou cyclables, ponton, site d'observation de la faune, ...
- les **aménagements de mode actifs** qui n'affectent pas de manière significative les réservoirs de biodiversité ou qui compensent leur impact.
- Dans une bande de 10 m par rapport à la limite du secteur UEr, il est admis que le concessionnaire autoroutier applique des objectifs de gestion sécuritaire des espaces de transition (pour éviter les risques de chute d'arbres par exemple).

De plus dans les zone A et N

- les **constructions à usage agricole type tunnel et serre** dans la limite de 150 m<sup>2</sup> d'emprise au sol (surface maximale totale d'emprise au sol de la (ou des) construction(s)),
- **les nouvelles constructions à vocation agricole** peuvent être autorisées à condition qu'elles concernent des besoins d'extension de sièges d'exploitation existants. A ce titre, elles doivent être implantées au sein du siège d'exploitation considéré ou dans un rayon de 50 m maximum et sous réserve de ne pas remettre en cause les fonctionnalités écologiques du corridor écologique ou du réservoir de biodiversité ou de la coupure paysagère.

## II.19/ ZONES HUMIDES IDENTIFIEES AU TITRE DE L'ARTICLE L151-23 DU CODE DE L'URBANISME

- **sont interdits** : toutes occupations et utilisations du sol susceptibles de détruire ou modifier les zones qui seront qualifiées d'humides au sens de de l'annexe 1 de l'arrêté du 1er octobre 2009 et de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 24 juin 2008, à l'exception de celles autorisées ci-dessous :
- **sont autorisés** : dans les zones qualifiées de humide au sens de de l'annexe 1 de l'arrêté du 1er octobre 2009 et de l'arrêté ministériel du 24 Juin 2018, et à conditions que les travaux ci-dessous aient vocation à préserver ou restaurer ce caractère de zone humide et le cas échéant les espèces protégées qui s'y développent :
  - les travaux qui s'avéreraient indispensables à une bonne gestion de la zone humide, dans le sens du maintien de sa biodiversité et de ses fonctionnalités,
  - les travaux d'entretien ou d'exploitation agricole ou d'entretien et de restauration d'habitats naturels, dès lors qu'ils sont favorables à la biodiversité et la dynamique écologique des milieux humides,
  - les travaux d'entretien et de réparation des voies, chemins, fossés et réseaux divers existants (en particulier réseau de drainage et d'assainissement), dans le respect de leurs caractéristiques actuelles,
  - les équipements, installations et ouvrages liés à la gestion des inondations et notamment la gestion des casiers d'inondation ;



- la réalisation d'aménagements, sans soubassement, à vocation pédagogique et/ou de conservation des habitats naturels et des espèces sauvages, tels que sentiers pédestre et/ou cyclables, ponton, site d'observation de la faune, ...
- les aménagements de mode actifs qui n'affectent pas de manière significative les réservoirs de biodiversité ou qui compensent leur impact.
- les stations de traitements des eaux usées à condition de ne pouvoir être implantées hors zone humide et/ou zone inondable sous réserve de respecter les conditions édictées dans l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif

Conformément à l'article R.421-23 du Code de l'Urbanisme, les travaux ayant pour effet de modifier un élément que le PLUI a identifié au titre du L.151-23 doivent faire l'objet d'une déclaration préalable.

## II.20/ ARBRES ISOLES, HAIES ET SECTEURS BOISES A PRESERVER IDENTIFIES AU TITRE DE L'ARTICLE L151-23 DU CODE DE L'URBANISME

- les travaux d'entretien, de gestion et de valorisation des haies, arbres et boisements sont admis sans formalités, à condition que ces derniers restent fonctionnels sur le plan écologique et paysager,
- les **défrichements, abattages, arrachages et dessouchages** visant à supprimer définitivement les sujets sont soumis à **déclaration préalable**,
- des mesures compensatoires liées à la suppression d'un élément sont imposées :
  - si les conditions techniques le permettent, le déplacement de l'élément sera préféré à son arrachage ou son abattage,
  - dans le cas de l'abattage ou de l'arrachage, la plantation d'essences identiques est demandée, ou a minima d'essences locales, à l'emplacement même ou à proximité immédiate du site.
- Dans une bande de 10 m par rapport à la limite du secteur UEr, il est admis que le concessionnaire autoroutier applique des objectifs de gestion sécuritaire des espaces de transition (pour éviter les risques de chute d'arbres par exemple).

## II.21/ ESPACES VERTS ET PARCS A PRESERVER IDENTIFIES AU TITRE DE L'ARTICLE L151-19 DU CODE DE L'URBANISME :

- les **défrichements, arrachages et dessouchages** des arbres et arbustes constitutifs des parcs et vergers sont soumis à **déclaration préalable** ;
- il est exigé que **l'élément recensé soit déplacé ou reconstitué** en recourant aux essences végétales locales préalablement identifiées sur ces secteurs, et en variant la nature des essences et les strates végétales ;
- sont seules **admises les constructions ou installations de petites tailles**, accolées ou non, dans la limite de **10 m<sup>2</sup> d'emprise au sol** et si leur hauteur est inférieure à 3,5 m au sommet.
- Dans une bande de 10 m par rapport à la limite du secteur UEr, il est admis que le concessionnaire autoroutier applique des objectifs de gestion sécuritaire des espaces de transition (pour éviter les risques de chute d'arbres par exemple).

## II.22/ TERRAINS CULTIVES A PROTEGER IDENTIFIES AU TITRE DE L'ARTICLE L151-23 DU CODE DE L'URBANISME :

- le caractère de jardins potagers doit être conservé,
- l'urbanisation et l'imperméabilisation de ces espaces sont interdits,
- sont seules admises les annexes de type « abri de jardin » et serres, dans la limite de 6 m<sup>2</sup> d'emprise au sol et si leur hauteur est inférieure à 3,5 m au sommet.

### II.23/ SECTEURS DE PRISE EN COMPTE DU RISQUE D'INONDATION PAR LES EAUX PLUVIALES OU DE RUISSELLEMENT DELIMITES EN APPLICATION DE L'ARTICLE R151-34-1° DU CODE DE L'URBANISME :

- toute **construction nouvelle est interdite**,
- tout aménagement envisagé ne doit **pas faire obstacle à la capacité d'écoulement des eaux pluviales ou de ruissellement**, ni à la capacité d'infiltration, le cas échéant,
- ce secteur peut recevoir des **aménagements paysagers, des ouvrages de gestions des eaux pluviales et des espaces ouverts au public**.

### II.24/ DANS LES SECTEURS REPERES AU TITRE DE L'ARTICLE L151-23 DU CODE DE L'URBANISME POUR IDENTIFIER LES MESURES COMPENSATOIRES EXISTANTES OU POTENTIELLES DES ATTEINTES A LA BIODIVERSITE :

- toute construction nouvelle est interdite ;
- tout projet, aménagement ou intervention est soumis au strict respect des conditions définies dans le ou les arrêté préfectoraux d'autorisation environnementales ;

## III. LES MODALITÉS DE CALCUL DES RÈGLES

### III. 1/ MODALITÉS DE CALCUL DES RECULS (articles 4-1, 4-2 et 4-3)

Pour l'application des règles, le **calcul doit se faire au nu de la façade**, sans tenir compte de ses éléments de débords éventuels, tels débords de toitures et tout ouvrage en saillie à conditions que leur profondeur par rapport à la façade concernée ne dépasse pas 1,20 m et en cas d'implantation en limite, que la hauteur de leur implantation soit égale ou supérieure à 4,50 m du terrain après travaux.

Au-delà de 1,20 m, seul le surplus sera pris en compte.

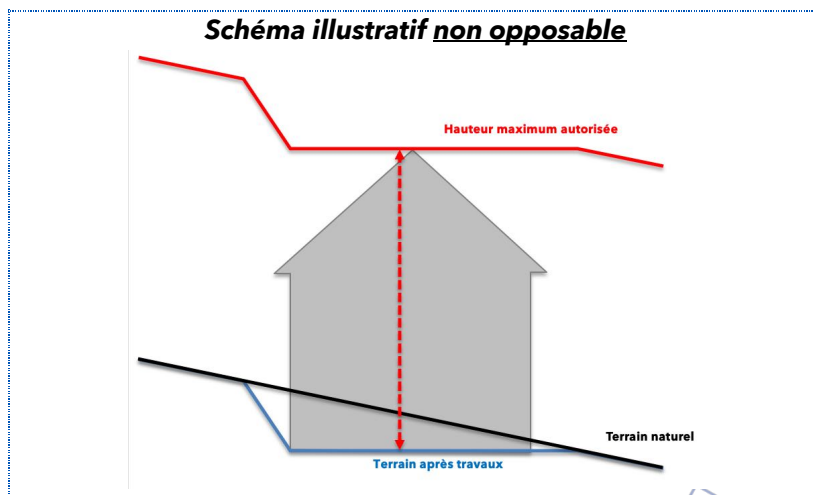
EN OUTRE, pour l'article 4.1 :

Entrent dans le champ d'application de l'article 4.1 les voies et emprises publiques ainsi que les voies privées ouvertes au public (pour l'ensemble, hors voies piétonnes et cycles indépendantes d'une voie ouverte à la circulation automobile).

### III. 2/ MODALITÉS DE CALCUL DE LA HAUTEUR

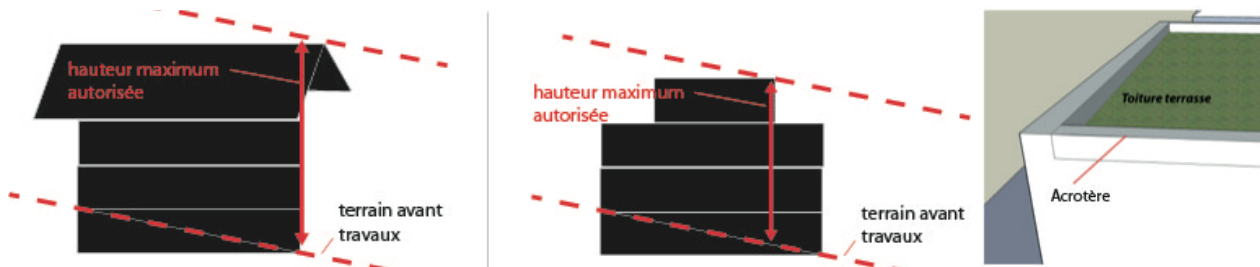
La hauteur se calcule à la verticale entre le terrain naturel avant travaux et tout point du bâtiment mais aussi entre le terrain après-travaux et tout point du bâtiment. Le respect de la règle devra être assuré dans les deux situations (terrain avant travaux et terrain après travaux).

Toutefois, en cas d'anomalie topographique ponctuelle, cette dernière ne sera pas prise en compte : affaissement ou butte ponctuel.



Le point le plus haut à prendre comme référence correspond au faîtage de la construction ou au sommet de l'acrotère dans le cas de toitures terrasses ou de terrasses en attique. Les installations techniques sont exclues du calcul de la hauteur.

**Schémas illustratifs non opposables**



Sont exclues du calcul de la hauteur :

- les installations techniques telles que les édicules, les antennes, les cheminées ou les dispositifs relatifs aux chaufferies et à la climatisation, à la sécurité (gardes-corps sur les attiques), les cabines d'ascenseurs ou autres superstructures. Ils peuvent dépasser du volume issu de l'application des règles de hauteur et de pente de toiture dans la limite de 1 m et sous réserve qu'ils fassent l'objet d'une nécessité technique démontrée et d'un traitement architectural assurant leur intégration.
- les parties de façade liées aux accès au sous-sol ou aux souterrains.

**III. 3/ MODALITÉS DE CALCUL DE L'EMPRISE AU SOL**

L'emprise au sol des constructions correspond à la projection verticale du volume de la construction (tous débords et surplombs inclus) sur le terrain après travaux moins :

- les ornements (modénatures, marquises),
- les débords de toiture lorsqu'ils ne sont pas soutenus par des poteaux ou des encorbellements,
- les parties enterrées de la construction.

Ne sont pas pris en compte dans le calcul de l'emprise au sol les constructions suivantes :

- les piscines,
- les murs de soutènement,
- les constructions, travaux ou ouvrages hors champ d'application des autorisations d'urbanisme,
- les constructions annexes (accolées, non accolées) si la hauteur totale de la construction ne dépasse pas 4 m dans la limite de 10 m<sup>2</sup>,
- les locaux destinés aux deux-roues (cycles) dans la limite de 10m<sup>2</sup>.
- en tout état de cause, pour les annexes et locaux vélos cités ci-avant, la somme de leurs surfaces doit être inférieure ou égale à 10 m<sup>2</sup>.

Le Coefficient d'Emprise au Sol (CES) est calculé sur la base de la superficie du terrain d'assiette, situé dans le secteur constructible, de la ou des constructions projetées.

Lorsqu'un terrain est situé à cheval sur plusieurs zones du PLUI, l'emprise au sol maximum autorisée est déterminée zone par zone pour chaque partie du terrain.

**III. 4/ MODALITÉS DE CALCUL DES ESPACES VERTS**

La part d'espaces verts s'applique à la surface du terrain d'assiette, située dans le secteur constructible, concernée par l'autorisation d'urbanisme.

Les espaces verts sont répartis au sol, et doivent être clairement identifiables et quantifiés dans les demandes d'autorisation d'urbanisme.

Sont compris dans le calcul des espaces verts exigibles :

- Les espaces compris dans le calcul des espaces de pleine terre.
- Les espaces situés au-dessus des parties enterrées des constructions à condition que ces parties enterrées soient **recouvertes de terre (à l'exclusion de tout autre matériau)**

### **III. 5/ MODALITÉS DE CALCUL DES ESPACES PERMEABLES**

La part d'espaces perméables s'applique à la surface du terrain d'assiette, située dans le secteur constructible, concernée par l'autorisation d'urbanisme.

Sont compris dans les espaces perméables :

- les espaces verts de pleine terre présentant une superficie minimum de 10m<sup>2</sup> d'un seul tenant ;
- les cheminements piétonniers indépendants d'une voirie réalisées en matériaux ou procédés perméables sur du pleine terre ;
- les terrasses réalisées en matériaux ou procédés perméables, sous réserve de ne pas représenter plus de 20% des espaces perméables ;
- les stationnements réalisés en matériaux ou procédés perméables ;

Dans le calcul des espaces perméables, ne comptent pas :

- les murs de soutènement, les murs de remblais ;
- les constructions, travaux ou ouvrages hors champ d'application des autorisations d'urbanisme ;
- les travaux d'isolation extérieure du bâti existant visant à l'amélioration des performances énergétiques, dans la limite de 0,30 mètre (en l'absence de parement) ou 0,50 mètre (parement compris).

Ne peuvent pas être comptabilisés dans les espaces perméables à réaliser :

- une voie (chaussée, trottoirs), les accès
- l'emprise au sol des constructions (y compris les toitures et murs végétalisés)
- les espaces libres (même verts) sur sous-sol/partie enterrée d'une construction

### **III. 6/ MODALITÉS DE CALCUL DU STATIONNEMENT**

Le stationnement des véhicules automobiles ou des vélos doit correspondre aux besoins des constructions autorisées, et doit être assuré en dehors des chaussées des voies publiques ou de desserte collective.

Les aires de stationnement doivent être réalisées sur le terrain concerné par le projet.

Conformément à l'article L151-33 du Code de l'urbanisme, en cas d'impossibilité technique d'aménager tout ou partie des places de stationnement exigées sur le terrain d'assiette de l'opération, sont admises les possibilités suivantes :

- l'aménagement des places de stationnement sur le terrain d'assiette ou dans son environnement immédiat, situé à moins de 200 mètres de ladite l'opération.
- l'obtention d'une concession à long terme dans un parc public ou privé existant ou en cours de réalisation, uniquement en cas d'impossibilité technique d'aménager tout ou partie des places de stationnement exigées dans les conditions prévues ci-avant. Pour rappel, lorsqu'une aire de stationnement a été prise en compte dans ce cadre, elle ne peut plus être prise en compte, en tout ou en partie, à l'occasion d'une nouvelle autorisation.

Le nombre de places réalisées fixé par les dispositions du règlement en fonction de la zone est calculé selon la règle du nombre défini par l'entier N le plus proche (N,5 étant arrondi à N+1).

En cas de changement total ou partiel de destination d'une construction existante (donc hors cas de démolition-reconstruction), la règle régissant la future destination s'applique aux surfaces concernées par cette modification.

Il ne peut être exigé la réalisation de plus d'une aire de stationnement par logement pour les constructions à usage de logements locatifs financés par un prêt aidé de l'Etat.

En cas d'extension d'un bâtiment existant (donc hors cas de démolition-reconstruction) et sans changement de destination de ce dernier, il est exigé pour la partie déjà existante :

- le maintien des places existantes,
- ou le nombre de place théoriquement exigible dans le cas où le nombre de places existantes lui est supérieur.

Les places de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite devront être conformes aux normes en vigueur.

Lorsque une aire de stationnement propose plus de 20 places, il est recommandé qu'au moins la moitié des places de stationnement soient couvertes par des ombrières photovoltaïques, en tant compte de l'environnement, du paysage, du climat et de l'orientation.

## IV - DÉFINITIONS

---

### **Acrotère**

Élément d'une façade situé au-dessus du niveau de la toiture ou de la terrasse, à la périphérie du bâtiment, et constituant des rebords ou garde-corps.

### **Affouillements**

Extraction de terre ou modification du nivellement existant du sol qui doit faire l'objet d'une autorisation si sa superficie est supérieure à 100 m<sup>2</sup> et si sa profondeur excède 2 m (article R 421-19 à 23 du Code de l'urbanisme).

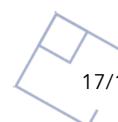
### **Alignement**

L'alignement est la limite séparative d'une voie publique et des propriétés riveraines.

### **Annexe**

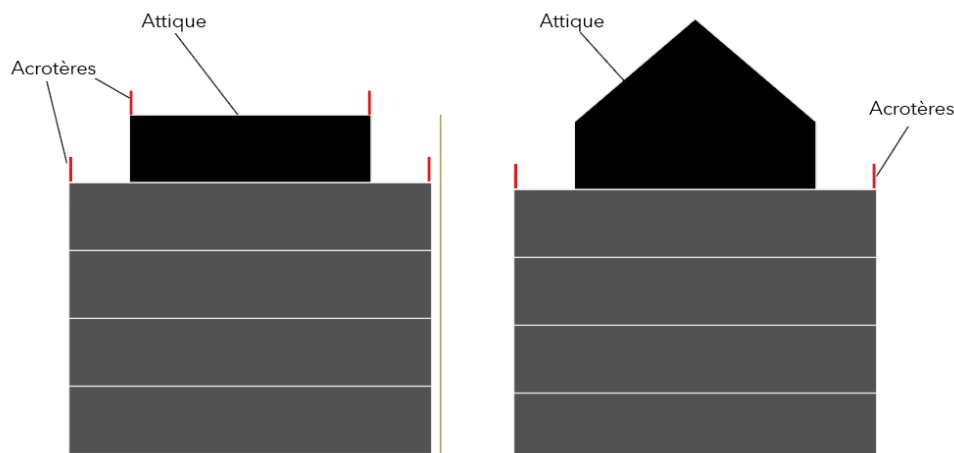
Construction secondaire, de dimensions réduites et inférieures à la construction principale, qui apporte un complément aux fonctionnalités de la construction principale. Elle doit être implantée selon un éloignement restreint entre les deux constructions afin de marquer un lien d'usage. Elle peut être accolée ou non à la construction principale avec qui elle entretient un lien fonctionnel, sans disposer d'accès direct depuis la construction principale.

Nota : une piscine est toujours annexe à une construction principale (habitation, hôtel, ...), couverte ou non.



### Attique

Étage supérieur d'un édifice, construit en retrait de 1,50m minimum sur trois côtés minimum de la construction, excepté pour les circulations verticales.



### Balcon

Plate-forme en surplomb, à garde-corps, accessible par une baie du mur ou un escalier.

### Bâtiment

Construction couverte générant de la surface de plancher ou de l'emprise au sol.

### Bâtiment (ou partie de bâtiment) enterré

Bâtiment (ou partie de bâtiment) dont la partie sommitale est entièrement couverte de terre et est située sous le terrain naturel. Le bâtiment peut comprendre une façade à l'air libre uniquement pour assurer son accessibilité.

### Chemin d'exploitation

Un chemin d'exploitation est une voie servant exclusivement à la communication entre différentes exploitations agricoles. C'est un chemin privé, non ouvert à la circulation publique (sauf consentement des propriétaires).

### Chemin rural

Un chemin rural est une voie appartenant au domaine privé de la commune, et affecté à un usage public. Il n'est cependant pas classé dans la catégorie des voies communales (domaine public de la commune).

### Clôtures type agricole

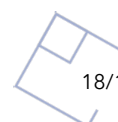
Clôture composée de piquets ou poteaux espacés et reliés entre eux par plusieurs rangées de fils de fer, barbelés ou non, électrifiés ou non. Les clôtures agricoles ne disposent d'aucun mur bahut.

### Clôture à claire-voie

Clôture à jour qui présente des vides (grille, treillage, ...). Les vides doivent être suffisants pour préserver les ouvertures visuelles et être répartis uniformément sur chaque linéaire de clôture.

### Construction

Une construction est un ouvrage fixe et pérenne, comportant ou non des fondations et générant un espace utilisable par l'Homme en sous-sol ou en surface.



### Construction existante

Une construction est considérée comme existante si elle est reconnue comme légalement construite et si la majorité des fondations ou des éléments hors fondations déterminant la résistance et la rigidité de l'ouvrage remplissent leurs fonctions. Une ruine ne peut pas être considérée comme une construction existante.

### Comble aménageable

Les combles aménageables correspondent au dernier niveau générateur de surface de plancher de la construction, situé :

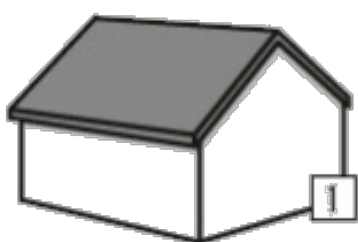
- Soit entièrement sous les toits et compris entre la sablière et le faitage
- Soit sur un niveau mansardé, sous réserve que la hauteur du mur à l'alignement de la façade jusqu'à la sablière n'excède pas 1 m à partir du niveau de plancher.



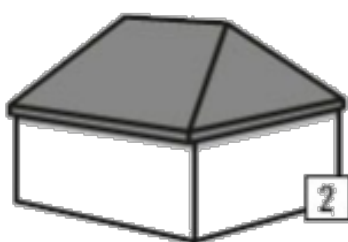
### Croupe

Un toit en croupe est un type de toiture qui, côté du pignon, est triangulaire en un ou deux pans inclinés dont un est un triangle et l'autre un trapèze.

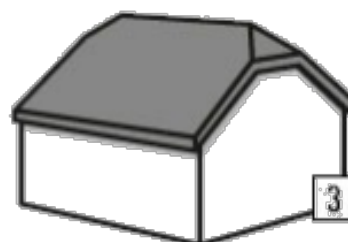
La toiture d'un bâtiment rectangulaire peut soit comporter deux croupes (une à chaque extrémité) ou une seule (disposition asymétrique), notamment lorsque le bâtiment est mitoyen d'une autre structure. Certaines toitures, plus complexes, comportent de nombreuses croupes ou des demi-croupes.



1 - Deux pans



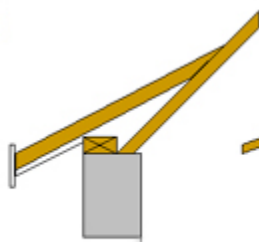
2 - Croupe



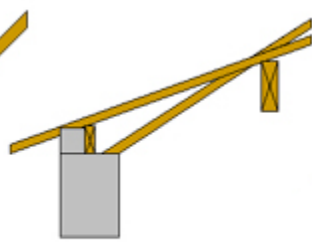
3 - Demi-croupe

### Coyau

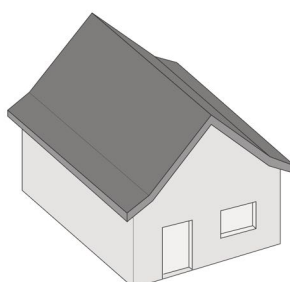
Le coyau est la partie du toit qui, en bas du pan de toiture, forme un petit pan avec une pente plus faible et déborde en un petit avant-toit.



Débords avec chevron apparent et coyau



Déboord avec coyau important



3 - Coyau en volume

1 & 2 - Coyau en coupe

**Demi-croupe**

Croupe d'une toiture dont l'égout descend moins bas que les égouts des longs pans.

**Dépôt de véhicules**

Stockage de véhicules autres que les aires de stationnement.

**Éléments techniques et décoratifs**

Cheminées, antennes, machineries et cages d'ascenseurs, etc. ainsi que les épis, clochetons, etc.

**Emprises publiques**

L'emprise publique correspond aux espaces extérieurs ouverts au public, de propriété publique, qui ne répondent pas à la notion de voie ni d'équipement public. Ces espaces publics comprennent les places, les aires de jeux publiques et les parcs de stationnement publics.

**Espaces communs**

Ce sont des espaces de convivialité, ils ont une fonction récréative, ludique ou espace de tranquillité. Ils participent à la qualité des projets et du cadre de vie.

Ils peuvent être publics ou ouverts au public, verts ou non.

**Espaces libres**

Ce sont les espaces non construits et non aménagés (voirie, stationnement). Ils peuvent être privés ou collectifs, verts ou non.

**Espaces perméables**

Ce sont des espaces en faveur d'une gestion extensive des eaux pluviales ; ils permettent de limiter l'imperméabilisation des sols et de prévenir les risques d'inondation.

Ainsi un espace est considéré comme perméable lorsque les éventuels ouvrages existants n'entravent pas l'infiltration des eaux. Les ouvrages d'infrastructure (réseaux, canalisations, ...) ne sont pas de nature à disqualifier un espace de pleine terre. Les sous-sols ne sont pas compatibles avec la notion d'espace perméable.

**Espaces verts**

Ce sont les espaces libres de construction qui doivent être végétalisés (pelouses et/ou plantations) ou faire l'objet d'un traitement paysager en totalité ou en partie.

Ils participent à :

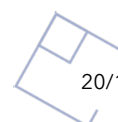
- l'amélioration du cadre de vie pour éviter le « tout goudronné »
- la diminution de la chaleur lors des canicules
- l'amélioration de la qualité de l'air (certains végétaux captent des gaz, particules et métaux présents dans l'atmosphère)

Ils peuvent être de jouissance privative, publics ou ouverts au public.

**Espaces verts de pleine terre**

Les espaces verts de pleine terre sont des surfaces végétalisées non couvertes, non bâties ni en surface ni en sous-sol, permettant la libre infiltration des eaux pluviales et aménagés en espaces verts. Ils doivent être plantés et il est interdit de laisser le sol nu, non végétalisé.

Les ouvrages d'infrastructure (réseaux, canalisations, ...) ne sont pas de nature à disqualifier un espace de pleine terre.



**Établissements assurant l'hébergement des personnes âgées**

Selon l'alinéa 6° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, il s'agit des établissements et services qui accueillent des personnes âgées ou qui leur apportent à domicile une assistance dans les actes quotidiens de la vie, des prestations de soins ou une aide à l'insertion sociale.

**Exhaussement**

Action d'augmenter la hauteur du terrain. Il doit faire l'objet d'une autorisation si sa superficie est supérieure à 100 m<sup>2</sup> et si sa hauteur excède 2 m (article R 421-19 à 23 du Code de l'urbanisme).

**Extension**

L'extension consiste en un agrandissement de la surface et/ou du volume de la construction existante présentant des dimensions inférieures à celle-ci. L'extension doit présenter un lien physique et fonctionnel avec la construction existante. Elle peut intervenir horizontalement dans la continuité de la construction principale, ou verticalement, par une surélévation de la construction, ou encore dans le volume existant.

**Extension mesurée**

Augmentation inférieure ou égale à 10% de la surface de plancher ou, en l'absence de surface de plancher, de l'emprise au sol d'un bâtiment existant.

**Faitage**

Ligne de jonction supérieure de deux pans de toiture inclinés ou limite supérieure d'une toiture.

**Limites séparatives**

Les limites séparatives correspondent aux limites entre le terrain d'assiette de la construction, constitué d'une ou plusieurs unités foncières, et le ou les terrains contigus. Elles peuvent être distinguées en deux types : les limites latérales et les limites de fond de terrain. En sont exclues les limites de l'unité foncière par rapport aux voies et emprises publiques.

**Locaux et équipements techniques**

Bâtiment ou partie de bâtiment destiné à recevoir des appareillages techniques, comme les cages d'ascenseur, les cuves à fuel ou à gaz, etc.

**Mur pignon**

Mur qui limite une construction sur ses faces latérales et dont le sommet supporte la panne faîtière d'une toiture.

**Mur de remblais**

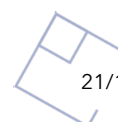
Ouvrage (mur ou enrochement) qui soutient un remblai.

**Mur de soutènement**

Ouvrage (mur ou enrochement) qui soutient le terrain naturel.

**Opération d'ensemble**

L'opération d'ensemble ou l'aménagement « d'ensemble » signifie que l'urbanisation doit porter sur la totalité des terrains concernés pour en garantir la cohérence, mais ne fait pas référence à une procédure particulière.



### Quinconce (implantation en)

Deux bâtiments sont implantés en quinconce lorsqu'aucune des lignes prolongeant les façades d'un bâtiment ne vient « rencontrer » l'autre bâtiment.

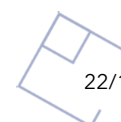
### Servitude de cour commune

Une servitude de cour commune peut être établie au titre de l'article L471-1 et suivants du Code de l'urbanisme pour déroger aux dispositions du règlement relatives à l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives, en y substituant les dispositions de l'article 4 du règlement de la zone concernée.

### Sous-destinations

Les sous destinations sont définies par l'arrêté du 10 novembre 2016 :

<b>Exploitation agricole</b>	Constructions destinées à l'exercice d'une activité agricole ou pastorale. Cette sous-destination recouvre notamment les constructions destinées au logement du matériel, des animaux et des récoltes.
<b>Exploitation forestière</b>	Constructions et entrepôts notamment de stockage du bois, des véhicules et des machines permettant l'exploitation forestière.
<b>Logement</b>	Constructions destinées au logement principal, secondaire ou occasionnel des ménages à l'exclusion des hébergements couverts par la sous-destination « hébergement ». Elle recouvre notamment les maisons individuelles et les immeubles collectifs.
<b>Hébergement</b>	Constructions destinées à l'hébergement dans des résidences ou foyers avec service. Cette sous-destination recouvre notamment les maisons de retraite, les résidences universitaires, les foyers de travailleurs et les résidences autonomie.
<b>Artisanat et commerce de détail</b>	Constructions commerciales destinées à la présentation et vente de bien directe à une clientèle ainsi que les constructions artisanales destinées principalement à la vente de biens ou services.
<b>Restauration</b>	Constructions destinées à la restauration ouverte à la vente directe pour une clientèle commerciale.
<b>Commerce de gros</b>	Constructions destinées à la présentation et la vente de biens à une clientèle professionnelle.
<b>Activité de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle</b>	Constructions destinées à l'accueil d'une clientèle pour la conclusion directe de contrat de vente de services ou de prestation de services et accessoirement la présentation de biens.
<b>Hébergement hôtelier et touristique</b>	Constructions destinées à l'hébergement temporaire de courte ou moyenne durée proposant un service commercial.
<b>Cinéma</b>	Constructions répondant à la définition d'établissement de spectacles cinématographiques mentionnée à l'article L. 212-1 du code du cinéma et de l'image animée accueillant une clientèle commerciale.

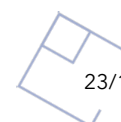


<b>Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés</b>	Constructions destinées à assurer une mission de service public. Ces constructions peuvent être fermées au public ou ne prévoir qu'un accueil limité du public. Elle comprend notamment les constructions de l'Etat, des collectivités territoriales, de leurs groupements ainsi que les constructions des autres personnes morales investies d'une mission de service public.
<b>Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés</b>	Constructions des équipements collectifs de nature technique ou industrielle. Cette sous-destination comprend notamment les constructions techniques nécessaires au fonctionnement des services publics, les constructions techniques conçues spécialement pour le fonctionnement de réseaux ou de services urbains, les constructions industrielles concourant à la production d'énergie.
<b>Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale</b>	Équipements d'intérêts collectifs destinés à l'enseignement ainsi que les établissements destinés à la petite enfance, les équipements d'intérêts collectifs hospitaliers, les équipements collectifs accueillant des services sociaux, d'assistance, d'orientation et autres services similaires.
<b>Salles d'art et de spectacles</b>	Constructions destinées aux activités créatives, artistiques et de spectacle, musées et autres activités culturelles d'intérêt collectif.
<b>Équipements sportifs</b>	Équipements d'intérêts collectifs destinés à l'exercice d'une activité sportive. Cette sous-destination comprend notamment les stades, les gymnases ainsi que les piscines ouvertes au public
<b>Autres équipements recevant du public</b>	Équipements collectifs destinés à accueillir du public afin de satisfaire un besoin collectif ne répondant à aucune autre sous-destination définie au sein de la destination « Équipement d'intérêt collectif et services publics ». Elle recouvre notamment les lieux de culte, les salles polyvalentes, les aires d'accueil des gens du voyage.
<b>Industrie</b>	Constructions destinées à l'activité extractive et manufacturière du secteur primaire, à l'activité industrielle du secteur secondaire ainsi que les constructions artisanales du secteur de la construction ou de l'industrie. Elle recouvre notamment les activités de production, de construction ou de réparation susceptibles de générer des nuisances.
<b>Entrepôt</b>	Constructions destinées au stockage des biens ou à la logistique.
<b>Bureau</b>	Constructions destinées aux activités de direction et de gestion des entreprises des secteurs primaires, secondaires et tertiaires.
<b>Centre de congrès et d'exposition</b>	Constructions destinées à l'événementiel polyvalent, l'organisation de salons et forums à titre payant.

### Terrain naturel

Terrain existant dans son état antérieur aux travaux entrepris pour la réalisation du projet de construction ou d'aménagement.

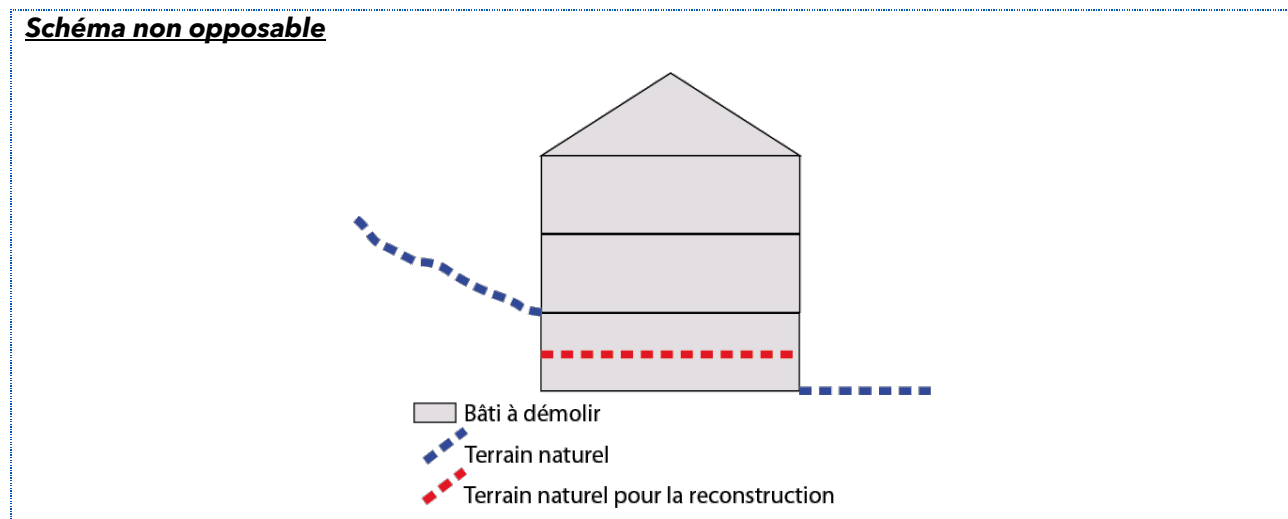
*Nota : il est de jurisprudence constante que, le niveau du sol précité, peut intégrer les modifications du niveau du terrain intervenues avant le dépôt de la demande, et sans lien avec les travaux envisagés, sauf si ces*



aménagements ont été réalisés dans un objectif frauduleux visant à fausser l'appréciation de l'administration sur la conformité de la construction projetée à la réglementation d'urbanisme applicable.

**Terrain naturel dans le cas de reconstruction en tout ou partie dans l'emprise de la construction initiale ou dans le cas de surélévation d'une construction**

Il correspond au plan horizontal établi sur la base de la cote altimétrique moyenne issue de la différence entre le point le plus bas et le point le plus haut du terrain naturel situé au droit de l'ensemble des façades de la construction initiale.



**Terrasse**

Plate-forme à l'air libre de plain-pied ou reposant sur une partie du bâtiment (dont les sous-sols).

**Toiture plate**

La toiture plate est non accessible directement par une pièce de vie de la construction considérée.

**Toiture terrasse**

La toiture terrasse est une toiture plate et accessible directement par une pièce de vie de la construction considérée.

**Toiture en pointe de diamant**

Toiture à quatre pans sans ligne faîtière.



**Voies publiques**

Voies ouvertes à la circulation générale, qu'elles soient publiques ou privées et quels que soient leur statut ou leur fonction. Elles comprennent la partie de la chaussée ouverte à la circulation des véhicules motorisés, les itinéraires cyclables, les chemins ruraux ouverts à la circulation publique, l'emprise réservée au passage des piétons, les fossés et talus la bordant.

Les chemins ruraux non ouverts à la circulation publique, les chemins d'exploitation et les chemins piétons indépendants des voiries ne sont pas des voies au sens du Code de L'Urbanisme. Ce sont les dispositions de l'article 3.4 (implantation par rapport aux limites séparatives) qui s'appliquent pour les constructions et installations à implanter le long des chemins.

## TITRE 2

### ZONES URBAINES

#### DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES UH

- secteurs **UHc1/UHc2/UHc3** = pôles de centralité
- secteurs **UH1/UH2/UH3** = secteurs à dominante résidentielle
- secteurs **UHI** = secteurs d'urbanisation limitée (hameaux)
- secteur **UHs** = secteur du site de la friche de la SCIAM

#### DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES Uc

Erreur ! Signet non défini.

- secteur **Uc** = zones commerciales périphériques

#### DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES Ue

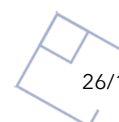
Erreur ! Signet non défini.

- secteur **UE** = secteur d'accueil des équipements d'intérêt collectif et services publics
- secteur **UEp** = aires de stationnement
- secteur **UEf** = domaine ferroviaire
- secteur **UEr** = domaine autoroutier
- 

#### DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES Ux

Erreur ! Signet non défini.

- secteur **UXa** = zones artisanales et industrielles qui peuvent accueillir des entreprises ayant des besoins fonciers moyens à importants
- secteur **UXb** = zone d'activités à vocation industrielle et d'entrepôt dite « de Veyle Nord »
- secteur **UXI** = zones artisanales locales
- secteur **UXt** = accueil de bureaux, showrooms, espaces de coworking, et activités compatibles avec la proximité des zones habitées. Le secteur se décompose en :
  - **UXtr** = bâti ancien dans l'enceinte de l'entreprise Rabuel à Cormoranche-sur-Saône
  - **UXtm** = ancienne minoterie de Vonnas



## DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES UH

### CHAPITRE 1 : DESTINATIONS DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURE DES ACTIVITES

La zone UH se compose des secteurs :

- **UHc1/UHc2/UHc3** qui correspondent aux pôles de centralité. Les dispositions réglementaires incitent à la densité, à la mixité de l'habitat et des fonctions urbaines, et ce, de manière graduée en fonction de :
  - la taille urbaine et démographique du pôle,
  - des gabarits et des formes urbaines à promouvoir,
  - de son rôle dans l'armature urbaine du territoire.
- **UH1/UH2/UH3** qui correspondent à des secteurs à dominante résidentielle. Les dispositions réglementaires permettent une **densification compatible avec le maintien des caractéristiques urbaines et paysagères bâties du secteur** et ne présentant pas de difficultés en matière de desserte par les réseaux, ni au regard des sensibilités agricoles, environnementales ou paysagères.
- **UHs**, qui correspond au site de la friche de la SCIAM, pour lequel les dispositions réglementaires doivent favoriser le renouvellement urbain du secteur.
- **UHI** qui correspond à un secteur d'urbanisation limitée. Les dispositions réglementaires tiennent compte de la nécessité de **gestion des secteurs sensibles du point de vue de l'aménagement, et ce à divers titres parfois cumulés**, pour lesquels la **densification est limitée**, la mixité de l'habitat et des fonctions urbaines adaptées, soit pour des raisons :
  - de paysage ou d'environnement,
  - d'enjeux agricoles,
  - de l'insuffisance de la desserte par les réseaux,
  - de l'inaptitude du milieu à de bonnes conditions d'assainissement individuel.

**Les dispositions générales du règlement s'appliquent sur la zone. Elles sont à consulter en complément des dispositions spécifiques présentées ci-après.**

#### ARTICLE UH 1 - DESTINATIONS ET SOUS DESTINATIONS AUTORISÉES

Les destinations et sous destinations autorisées, interdites ou soumises à conditions, pour la construction neuve et le changement de destination des constructions existantes, sont présentées dans le tableau suivant :

**Légende du tableau des destinations et sous-destinations retenues au titre de l'article R151-27 et R151-28 du Code de l'Urbanisme ci-dessus :**

<b>A</b>	Destinations et sous-destinations autorisées
<b>C</b>	Destinations et sous-destinations autorisées sous conditions listées à l'article UH 2.2
<b>I</b>	Destinations et sous-destinations interdites

## ZONE UH : zone d'habitat

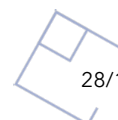
	DESTINATIONS / SOUS DESTINATIONS	UHc1 UHc2 UHc3	UH1 UH2 UH3	UHs	UHI
<b>EXPLOITATION AGRICOLE &amp; FORESTIERE</b>	Exploitation agricole	C	C	I	C
	Exploitation forestière	I	I	I	I
<b>HABITAT</b>	Logement	A	A	A	A
	Hébergement	A	A	A	A
<b>COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICE</b>	Artisanat et commerce de détail	C	C	C	C
	Restauration	A	C	I	C
	Commerce de gros	I	I	I	I
	Activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle	A	C	C	C
	Hébergement hôtelier et touristique	A	C	I	C
<b>EQUIPEMENTS D'INTERET COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS</b>	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	A	A	A	A
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés	A	A	A	A
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	A	A	A	I
	Salles d'art et de spectacle	A	I	I	I
	Équipements sportifs	A	A	I	A
	Autres équipements recevant du public	A	A	A	A
<b>AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECONDAIRES OU TERTIAIRES</b>	Industrie	C	C	I	I
	Entrepôt	C	C	I	I
	Bureau	A	A	A	A
	Centre de congrès et d'exposition	I	I	I	I

### ARTICLE UH 2- INTERDICTION ET LIMITATION DE CERTAINS USAGES ET AFFECTATIONS DES SOLS, CONSTRUCTIONS ET ACTIVITES

#### 2-1/ Installations interdites

**Dans l'ensemble de la zone UH, les installations suivantes sont interdites :**

- les constructions et installations à usage d'activité de camping et caravanage,
- l'aménagement ou la mise à disposition de terrains pour des campeurs de façon habituelle,
- le réaménagement d'un terrain de camping ou d'un parc résidentiel de loisirs,



- les habitations légères de loisirs et les résidences mobiles de loisirs,
- la création ou l'agrandissement d'un parc résidentiel de loisirs ou d'un village de vacances classé en hébergement léger,
- l'aménagement d'un parc d'attractions ou d'une aire de jeux et de sports d'une superficie supérieure à deux hectares,
- l'aménagement d'un golf,
- l'aménagement d'un terrain pour la pratique des sports ou loisirs motorisés,
- l'ouverture et l'exploitation de carrières, gravières,
- les dépôts de matériaux et de déchets de toute nature,
- lorsqu'ils sont susceptibles de contenir au moins 10 unités les dépôts de véhicules et les garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs,
- les aires d'accueil des gens du voyage,
- les garages collectifs de caravanes ou de véhicules particuliers indépendants d'une opération de logements,
- à moins qu'ils ne soient nécessaires à l'exécution d'un permis de construire, les affouillements dont la profondeur excède 2 m et les exhaussements du sol dont la hauteur excède 1,5 m et qui portent sur une superficie supérieure ou égale à 100 m<sup>2</sup>.

**De plus, dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme au titre des corridors écologiques et des réservoirs de biodiversité et dans les secteurs de coupures paysagères définies au titre de l'article L151-19, sont interdits :**

- l'implantation d'installations photovoltaïques au sol
- l'implantation d'éoliennes

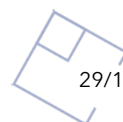
**De plus dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme au titre des zones humides, sont interdits :**

- toutes occupations et utilisations du sol susceptibles de détruire ou modifier les zones qui seront qualifiées d'humides au sens de de l'annexe 1 de l'arrêté du 1er octobre 2009 et de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 24 juin 2008, à l'exception de celles autorisées ci-dessous :

### **2-2/ Limitation de certains usages et affectations des sols, constructions et activités, destinations et sous-destinations**

**Dans l'ensemble de la zone UH, sont autorisés sous les conditions suivantes** et sous conditions qu'ils soient compatibles avec le voisinage des zones habitées et qu'ils ne portent pas atteinte à la sécurité et à la salubrité publiques :

- tous travaux, **aménagements, plantations**, à condition qu'ils soient nécessaires aux constructions autorisées dans la zone ;
- les **installations classées pour la protection de l'environnement** autres que celles soumises à autorisation ou à enregistrement, à condition d'être justifiées par la nécessité de fournir un service à la zone ;
- les **affouillements** (déblais) de moins de 2 m et les **exhaussements** (remblais) de moins de 1,20 m, qui portent sur une superficie inférieure ou égale à 100m<sup>2</sup> ;
- les **exhaussements et affouillements de sol** sont autorisés pour les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics, notamment pour les ouvrages de transport d'électricité.
- les **annexes** (accolées ou non) des constructions principales ;

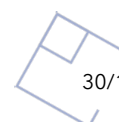


## ZONE UH : zone d'habitat

- les **annexes** des constructions à usage d'habitation situées en limite de zone U peuvent être construites en zone A ou N, sous réserve que leur réalisation :
  - ne soit pas possible sur la partie de parcelle en zone U ;
  - respecte les règles applicables à la réalisation d'annexes pour les habitations existantes en zone A ou N (se reporter au règlement des zone A ou N) ;
  - n'impacte pas un espace effectivement cultivé.

Ces annexes devront être situées à moins de 10 m de la construction principale ; la distance est mesurée à partir du nu du mur pour les annexes.

- les **exploitations agricoles** sont seulement admises aux conditions suivantes :
  - les évolutions des exploitations agricoles existantes : extension et aménagement,
  - la création et l'évolution de productions compatibles avec la vocation principale d'habitat,
  - les annexes touristiques des exploitations agricoles (gîtes et accueil touristique) sont autorisées sous réserve d'être aménagées dans un bâtiment existant sur le siège de l'exploitation et dans la limite de 90 m<sup>2</sup> de surface de plancher en cumulé,
  - les points de vente de leurs productions sous réserve :
    - d'être aménagées dans les locaux de l'exploitation ou dans une annexe située à moins de 10m de l'exploitation principale et dans la limite de 70 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cette activité doit être liée à celle de l'exploitation principale,
    - l'activité de transformation et commerces doit être en lien avec l'agriculture ;
- **l'artisanat et le commerce de détail** sont admis les nouvelles constructions et/ou les changements de destination sous réserve des conditions ci-après :
  - Pour les secteurs UHc et UHs :
    - implantation de nouveaux établissements inférieurs à **300 m<sup>2</sup> de surface de vente**,
    - extension possible jusqu'à 300 m<sup>2</sup> de surface de vente totale ;
  - Pour les secteurs UH et UHI :
    - uniquement les extensions des locaux existants dans la limite de 200 m<sup>2</sup> de la surface de vente totale et maximum 100% de la surface de vente initiale ;
- les **activités de service où s'effectue accueil d'une clientèle** sont admis les nouvelles constructions et/ou les changements de destination sous réserve des conditions ci-après :
  - Pour les secteurs UHc et UHs :
    - implantation de nouveaux établissements inférieurs à **300 m<sup>2</sup> de surface de plancher**,
    - extension possible jusqu'à 300 m<sup>2</sup> de surface de plancher totale ;
  - Pour les secteurs UH et UHI :
    - uniquement les extensions des locaux existants dans la limite de 200 m<sup>2</sup> de la surface de plancher totale et maximum 100% de la surface de plancher initiale ;
- la **restauration** aux conditions suivantes :
  - Pour les secteurs UHc :
    - les nouvelles constructions et/ou les changements de destination sans conditions particulières ;
  - Pour les secteurs UH et UHI :
    - uniquement les extensions des locaux existants dans la limite de 200 m<sup>2</sup> de la surface de plancher totale et maximum 100% de la surface de plancher initiale,
    - et si les stationnements sont en nombre et en capacité suffisante ;
- **l'hébergement hôtelier et touristique** aux conditions suivantes :
  - Pour les secteurs UHc :
    - les nouvelles constructions et/ou les changements de destination sans conditions particulières ;



- Pour les secteurs UH et UHI :
  - uniquement les extensions mesurées des locaux existants,
  - et si les stationnements sont en nombre et en capacité suffisante ;
- **l'industrie** aux conditions suivantes :
  - Pour les secteurs UHc et UH :
    - uniquement les **extensions des locaux existants** dans la limite maximum de 20% de la surface d'emprise au sol initiale,
    - et si cette extension n'est pas de nature à rendre l'activité incompatible avec la vocation principale d'habitat ;
- **la fonction d'entrepôt** aux conditions suivantes :
  - Pour les secteurs UHc et UH :
    - uniquement les **extensions des locaux existants** dans la limite maximum de 20% de la surface d'emprise au sol initiale,
    - et si cette extension n'est pas de nature à rendre l'activité incompatible avec la vocation principale d'habitat ;
- les **installations et travaux divers** suivants sont admis :
  - les aires de jeux et de sports ouvertes au public jusqu'à 5000 m<sup>2</sup>,
  - les aires de stationnement ouvertes au public jusqu'à 5000 m<sup>2</sup>.
- les **installations nécessaires à l'exploitation et à la sécurité des oléoducs de défense commune**
- les **constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif de transport d'électricité** sont autorisées dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris ; les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.

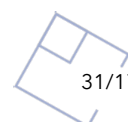
**Dans le secteur repéré au titre de l'article L151-10** du Code de l'urbanisme, tout projet est conditionné à la démolition préalable des constructions existantes et à la dépollution du site le cas échéant.

**Pour les constructions repérées d'intérêt patrimonial ou architectural au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme :**

- les **constructions neuves** sont autorisées dans le cas de reconstruction après démolition,
- **la réhabilitation des bâtiments est admise**, sans limitation de surface de plancher, sans extension volumétrique à l'exception des éléments de toiture autorisés à l'article 5, et sous réserve de garder le caractère architectural du bâti,
- les **annexes non accolées** sont autorisées, sous réserve d'une harmonie avec le bâtiment principal et aux conditions suivantes :
  - ces annexes présenteront une superficie cumulée totale de 50 m<sup>2</sup> d'emprise au sol,
  - les annexes non soumises à autorisation d'urbanisme sont exclues de ces dispositions,
- les **annexes accolées** sont interdites,
- les **piscines**,
- la **démolition des bâtiments patrimoniaux repérés au titre de l'article L151-19** est soumise à permis de démolir.

**Dans le périmètre d'attente d'un projet d'aménagement global (PAPAG) repéré au titre de l'article L151-41-5° du code de l'urbanisme**, et pour une durée de cinq ans à compter de la date d'approbation du PLUi, seules sont autorisées :

- les adaptations, le changement de destination parmi les destinations admises dans le secteur, la réfection des constructions existantes.



- les extensions, et les annexes (maximum 2, accolées ou non) dans la limite d'un total cumulé de 50 m<sup>2</sup> de surface de plancher et/ou d'emprise au sol.

### **Dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme pour les arbres isolés, haies et secteurs boisés à préserver :**

- les travaux d'entretien, de gestion et de valorisation des haies, arbres et boisements sont admis sans formalités, à condition que ces derniers restent fonctionnels sur le plan écologique et paysager,
- les **défrichements, abattages, arrachages et dessouchages** visant à supprimer définitivement les sujets sont soumis à **déclaration préalable**,
- des mesures compensatoires liées à la suppression d'un élément sont imposées :
  - si les conditions techniques le permettent, le déplacement de l'élément sera préféré à son arrachage ou son abattage,
  - dans le cas de l'abattage ou de l'arrachage, la plantation d'essences identiques est demandée, ou a minima d'essences locales, à l'emplacement même ou à proximité immédiate du site.
- Dans une bande de 10 m par rapport à la limite du secteur UEr, il est admis que le concessionnaire autoroutier applique des objectifs de gestion sécuritaire des espaces de transition (pour éviter les risques de chute d'arbres par exemple).

### **Dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme pour les espaces verts et parcs à préserver :**

- les **défrichements, arrachages et dessouchages** des arbres et arbustes constitutifs des parcs et vergers sont soumis à **déclaration préalable** ;
- il est exigé que **l'élément recensé soit déplacé ou reconstitué** en recourant aux essences végétales locales préalablement identifiées sur ces secteurs, et en variant la nature des essences et les strates végétales ;
- sont seules **admises les constructions ou installations de petites tailles**, accolées ou non, dans la limite de **10 m<sup>2</sup> d'emprise au sol** et si leur hauteur est inférieure à 3,5 m au sommet.
- Dans une bande de 10 m par rapport à la limite du secteur UEr, il est admis que le concessionnaire autoroutier applique des objectifs de gestion sécuritaire des espaces de transition (pour éviter les risques de chute d'arbres par exemple).

### **Dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme au titre des corridors écologiques et des réservoirs de biodiversité et dans les secteurs de coupures paysagères définies au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme, sont uniquement admis :**

- **les extensions des bâtiments existants d'habitation, présentant une surface de plancher minimale initiale de 50 m<sup>2</sup>**, aux conditions suivantes :
  - si elles sont inférieures ou égales à 30 m<sup>2</sup> d'emprise au sol,
  - si ces extensions ne compromettent pas l'activité agricole et la qualité paysagère du site,
  - sans que la totalité du bâtiment (extension + existant) ait plus de 130 m<sup>2</sup> d'emprise au sol totale ;
- les **équipements, bâtiments et installations techniques** destinés aux services publics (téléphone, EDF, réservoir d'eau, etc.) sous réserve de ne pas porter atteinte à l'activité agricole et de prendre toutes les dispositions pour qu'ils soient compatibles avec le maintien de la fonctionnalité des corridors écologiques ;
- les **équipements, installations et ouvrages liés à la gestion des inondations** et notamment la gestion des casiers d'inondation ;
- les **clôtures**, si elles sont rendues nécessaires par la nature des bâtiments et équipements, devront être perméables à la faune (type haies arbustives composées d'essences locales) ou à défaut,



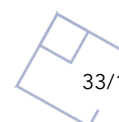
lorsque la sécurité des ouvrages l'exige, les clôtures devront conserver un espace libre entre le sol et le début de la clôture d'une hauteur de 15 cm afin de laisser passer la petite faune ;

- les **clôtures type agricole** destinées à l'activité agricole sous réserve qu'elles ne nuisent pas à la qualité des corridors ;
- la **création de mares multifonctionnelles** : biodiversité, récupération de l'eau de pluie, à l'alimentation des animaux, ... ;
- les **travaux d'entretien des haies et des petits boisements** (élagage...);
- les **défrichements, arrachages et dessouchages des arbres et arbustes constitutifs des haies** sont soumis à déclaration préalable au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme. Il est exigé que l'élément recensé soit déplacé ou reconstitué en recourant aux essences végétales locales préalablement identifiées sur ces secteurs, et en variant la nature des essences et les strates végétales ;
- les **aménagements à vocation pédagogique ou de mise en valeur des espaces naturels** tels que sentiers pédestre et/ou cyclables, ponton, site d'observation de la faune, ...
- les **aménagements de mode actifs** qui n'affectent pas de manière significative les réservoirs de biodiversité ou qui compensent leur impact.

### **Dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme au titre des zones humides :**

- **sont autorisés** : dans les zones qualifiées de humide au sens de de l'annexe 1 de l'arrêté du 1er octobre 2009 et de l'arrêté ministériel du 24 Juin 2018, et à conditions que les travaux ci-dessous aient vocation à préserver ou restaurer ce caractère de zone humide et le cas échéant les espèces protégées qui s'y développent :
  - les travaux qui s'avéreraient indispensables à une bonne gestion de la zone humide, dans le sens du maintien de sa biodiversité et de ses fonctionnalités,
  - les travaux d'entretien ou d'exploitation agricole ou d'entretien et de restauration d'habitats naturels, dès lors qu'ils sont favorables à la biodiversité et la dynamique écologique des milieux humides,
  - les travaux d'entretien et de réparation des voies, chemins, fossés et réseaux divers existants (en particulier réseau de drainage et d'assainissement), dans le respect de leurs caractéristiques actuelles,
  - les équipements, installations et ouvrages liés à la gestion des inondations et notamment la gestion des casiers d'inondation ;
  - la réalisation d'aménagements, sans soubassement, à vocation pédagogique et/ou de conservation des habitats naturels et des espèces sauvages, tels que sentiers pédestre et/ou cyclables, ponton, site d'observation de la faune, ...
  - les aménagements de mode actifs qui n'affectent pas de manière significative les réservoirs de biodiversité ou qui compensent leur impact.
  - les stations de traitements des eaux usées à condition de ne pouvoir être implantées hors zone humide et/ou zone inondable sous réserve de respecter les conditions édictées dans l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif

Conformément à l'article R.421-23 du Code de l'Urbanisme, les travaux ayant pour effet de modifier un élément que le PLUI a identifié au titre du L.151-23 doivent faire l'objet d'une déclaration préalable.



### **Dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme pour les terrains cultivés à protéger :**

- le caractère de jardins potagers doit être conservé,
- l'urbanisation et l'imperméabilisation de ces espaces sont interdits,
- sont seules admises les annexes de type « abri de jardin » et serres, dans la limite de 6 m<sup>2</sup> d'emprise au sol et si leur hauteur est inférieure à 3,5 m au sommet.

### **Dans les secteurs de prise en compte du risque d'inondation par les eaux pluviales ou de ruissellement délimités en application de l'article R151-34-1° du code de l'urbanisme :**

- toute **construction nouvelle est interdite**,
- tout aménagement envisagé ne doit **pas faire obstacle à la capacité d'écoulement des eaux pluviales ou de ruissellement**, ni à la capacité d'infiltration, le cas échéant,
- ce secteur peut recevoir des **aménagements paysagers, des ouvrages de gestions des eaux pluviales et des espaces ouverts au public**.

### **Dans les secteurs repérés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme pour identifier les mesures compensatoires existantes ou potentielles des atteintes à la biodiversité :**

- toute construction nouvelle est interdite ;
- tout projet, aménagement ou intervention est soumis au strict respect des conditions définies dans le ou les arrêtés préfectoraux d'autorisation environnementales ;

## **ARTICLE UH 3 : MIXITÉ FONCTIONNELLE ET SOCIALE**

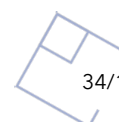
### **3-1/ Mixité sociale dans l'habitat**

**Pour les secteurs concernés par des orientations d'aménagement et de programmation** : se référer complémentairement aux OAP pour les dispositions spécifiques si elles existent.

### **3-2/ Mixité fonctionnelle**

### **Afin de favoriser la mixité urbaine le long des linéaires définis au document graphique au titre de l'article L151-16 du code de l'urbanisme :**

- Les bâtiments à usage d'habitation sont admis sous réserve de réaliser des locaux à usage d'artisanat et de commerce de détail, de restauration, de service, de bureaux, en rez-de-chaussée.
- Dans le cas de l'aménagement de bâtiment existant ou de la reconstruction après démolition d'un bâtiment ou d'un groupe de bâtiments existant comprenant une ou des sous-destinations listées au 1<sup>er</sup> alinéa, le bâtiment après aménagement devra proposer une surface au minimum équivalente à la surface existante avant démolition ou réaménagement parmi les sous-destinations listées ci-avant. Si la surface précitée se trouvait au rez-de-chaussée, la surface équivalente devra également se situer en rez-de-chaussée.
- Le changement d'usage ou de destination, vers une autre destination que celles listées au 1<sup>er</sup> alinéa du présent article, est interdit pendant une durée de 5 ans à compter de la cessation d'activité.



**CHAPITRE 2 - CARACTERISTIQUES URBAINES, ARCHITECTURALES, ENVIRONNEMENTALES ET PAYSAGERES**

**ARTICLE UH 4 : VOLUMÉTRIE ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS**

**Rappel :**

Dans le cadre des opérations d'aménagement et de construction, les chemins inscrits au PDIPR (Plan Département des Itinéraires de Promenade et de Randonnée) et les sentiers et itinéraires piétonniers ou cycles repérés au titre de l'article L151-38 doivent être préservés ; leur continuité doit être assurée.

**4-1/ Implantation des constructions par rapport au domaine public ou voies publiques**

4-1-1- REGLE GENERALE :

Il doit être respecté, par rapport aux voies et emprises publiques existantes à modifier ou à créer, un recul minimum de :

<p><b>UHc1 / UHc2 / UHc3</b></p>	<p><b>Pour l'ensemble des constructions :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li> <p><b>implantation à l'alignement</b> du domaine public, ou de la limite qui s'y substitue et des voies privées ouvertes à la circulation ;</p> <div style="text-align: center;"> <p><i>Schéma explicatif non opposable</i></p> </div> </li> <li> <p>si le projet s'inscrit dans une <b>continuité d'un alignement de bâtiments existants</b> différent, celui-ci devra être respecté. Cette servitude relative à la ligne d'implantation ne s'applique pas aux annexes et aux extensions en façade arrière des bâtiments principaux existants ;</p> <div style="text-align: center;"> <p><i>Schéma explicatif non opposable</i></p> </div> </li> </ul>
----------------------------------	---

	<ul style="list-style-type: none"> <li>si l'ordre continu n'existe pas, <b>retrait de 3 m minimum de la limite.</b></li> </ul> <div style="text-align: center;"> <p><b>Implantation en retrait</b></p> <p><i>Schéma explicatif non opposable</i></p> </div>
<p><b>UH1 / UH2 / UH3</b> <b>Uh1 / UHs</b></p>	<p><b>Pour les équipements d'intérêt collectif et les services publics :</b> les ouvrages techniques, et les installations nécessaires au fonctionnement des services publics, ou d'intérêt collectif, peuvent être implantés jusqu'en limite de l'emprise des voies publiques et des voies privées ouvertes au public.</p> <p><b>Pour les autres constructions :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>retrait de 5 m minimum de la limite d'emprise.</b></li> </ul> <div style="text-align: center;"> <p><b>Implantation en retrait</b></p> <p><i>Schéma explicatif non opposable</i></p> </div>

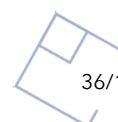
Les parties entièrement enterrées des constructions ne sont pas soumises aux règles de recul prévues au règlement, sauf dispositions particulières.

**Hors agglomération**, il doit être respecté un recul minimum de :

- 15 m par rapport à la limite d'emprise des routes départementales.**

Des adaptations de ces dispositions peuvent être envisagées avec le service gestionnaire, notamment en cas de présence de constructions préexistantes ne respectant pas ces reculs.

Pour mémoire, hors agglomération, la RD1079 est classée voie à grande circulation ; l'amendement Dupont s'y applique à ce titre (article L111-6 du code de l'urbanisme). Il s'applique également le long de l'A40 et de l'A406.



## ZONE UH : zone d'habitat

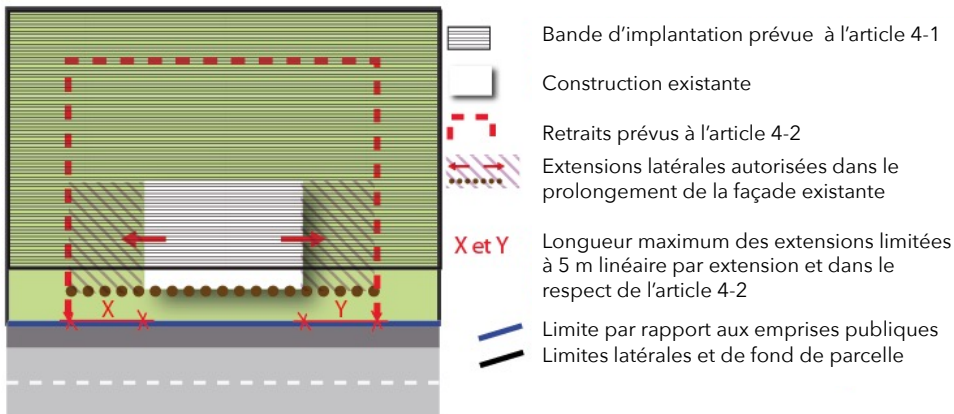
### 4-1-2- REGLES ALTERNATIVES :

**L'implantation jusqu'à 1 m de l'emprise des voies existantes, à modifier ou à créer** est autorisée dans les cas suivants (dans ce cas, les débords de toiture et ouvrage en saillie sont pris en compte) :

- les stationnements souterrains et leurs rampes d'accès, qu'ils soient enterrés ou semi enterrés,
- les ouvrages de soutènement des terres, à conditions d'une bonne intégration paysagère et que leur hauteur maximum n'excède pas 1 m par pallier.

**Les extensions des bâtiments principaux existants sont autorisées dans la bande de recul à condition :**

- qu'elles s'effectuent dans le prolongement de la façade existante sans diminuer le recul existant.
- qu'elles s'effectuent dans le prolongement des façades sur une longueur n'excédant pas 5 m linéaire par extension et sous réserve de respecter les règles de retrait par rapport aux autres limites.



*Schéma explicatif non opposable*

### 4-2/ Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

#### 4-2-1- REGLE GENERALE :

Au titre de l'article R151-21 du Code de l'urbanisme, dans le cas d'un lotissement ou dans celui de la construction, sur une unité foncière ou sur plusieurs unités foncières contiguës, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, les règles de retrait sont appréciées lot par lot.

<b>UHc1 / UHc2 / UHc3</b>	<p><b>Si un ordre continu existe</b>, il est imposé une implantation sur au moins une limite latérale</p> <p><b>Si le secteur présente un ordre discontinu :</b></p> <p>A moins d'être implantée en limite séparative latérale, la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus proche, doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à <b>3m</b>.</p>
<b>UH1 / UH2 / UH3</b>  <b>UHi / UHs</b>	<p>A moins d'être implantée en limite séparative latérale, la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus proche, doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à <b>3m</b>.</p>

**Pour les équipements d'intérêt collectif et les services publics :** les ouvrages techniques, et les installations nécessaires au fonctionnement des services publics, ou d'intérêt collectif, peuvent être implantés jusqu'en limite des propriétés voisines.

### 4-2-2- RÈGLES ALTERNATIVES :

**L'implantation jusqu'en limite séparative est par ailleurs autorisée dans les cas suivants** (dans ce cas, les débords de toiture et ouvrage en saillie sont pris en compte) :

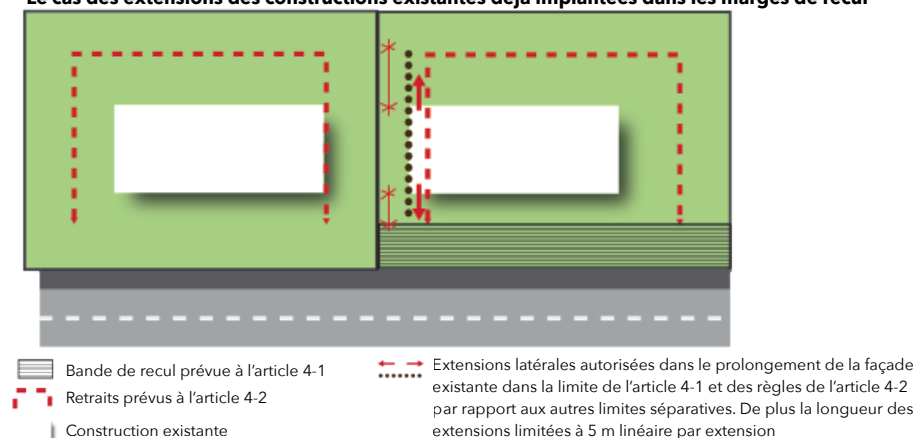
- ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif,
- construction édifiée en mitoyenneté avec une construction existante érigée en limite de propriété (pour la limite concernée),
- un permis groupé est projeté entre des tènements contigus,
- rampe d'accès au stationnement souterrain,
- en cas de projet couvrant plusieurs parcelles contiguës, à condition que l'ensemble présente une unité de volume et d'aspect.

### Pour les annexes :

- **L'implantation est autorisée jusqu'en limite pour :**
  - les bâtiments annexes non accolés à une construction principale, projetés sur le terrain d'assiette de celle-ci, si :
    - leur hauteur ne dépasse pas 3,5 m au faitage,
    - la longueur cumulée des façades bordant ou en vis-à-vis des propriétés privées voisines ne dépasse pas 8m, sans qu'aucune façade ne dépasse 6 m.
- **Pour les piscines, un retrait minimal de 2 m sera exigé.** Le recul est mesuré à partir du bord du bassin.

**Pour les extensions des bâtiments principaux existants avant la date d'approbation du PLUI** et implantés dans les marges de recul définies ci-avant : celles-ci sont autorisées à condition qu'elles s'effectuent dans le prolongement des façades (hors balcons ou tout ouvrage en saillies) sur une longueur n'excédant pas 5m linéaire en une seule fois et sous réserve de respecter les règles de retrait par rapport aux autres limites.

### Le cas des extensions des constructions existantes déjà implantées dans les marges de recul



*Schéma explicatif non opposable*

## 4-3/ Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

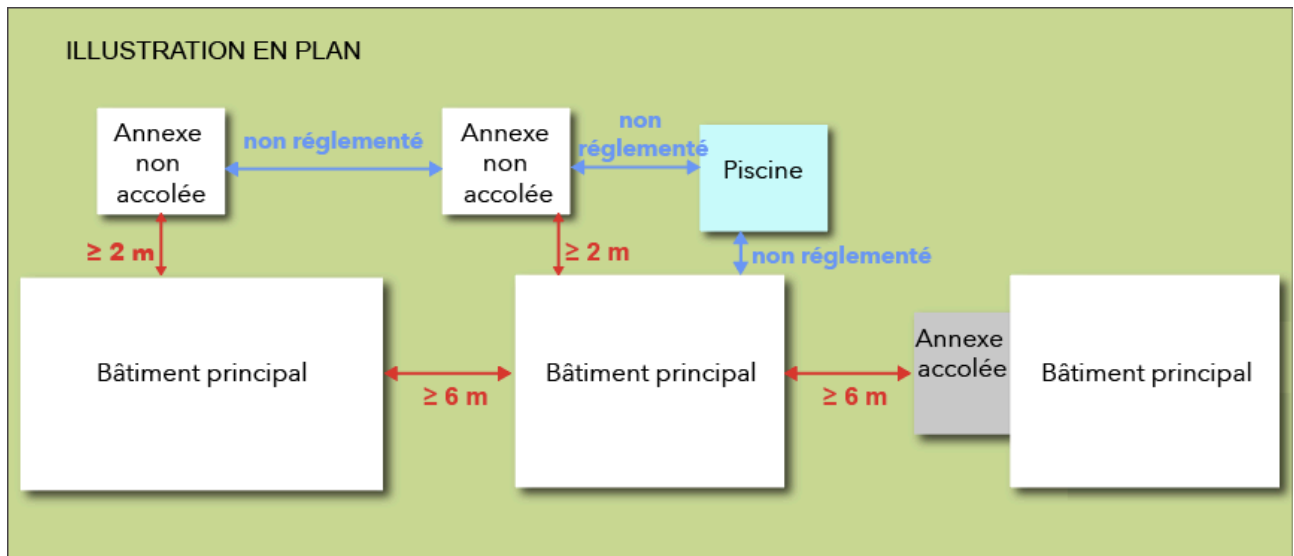
### 4-3-1- REGLE GENERALE

Au titre de l'article R151-21 du Code de l'urbanisme, dans le cas d'un lotissement ou dans celui de la construction, sur une unité foncière ou sur plusieurs unités foncières contiguës, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, les règles de retrait sont appréciées lot par lot.

La distance comptée horizontalement entre 2 constructions principales (hors annexes accolées, débords de toits ou de balcons non compris) doit être au moins égal à **6 m**. Cette règle ne s'applique pas entre 2 constructions accolées (sur tout ou partie).

Chaque annexe non accolée doit être implantée de façon telle que la distance comptée horizontalement entre cette annexe et la construction principale ne peut être inférieure à 2 mètres.

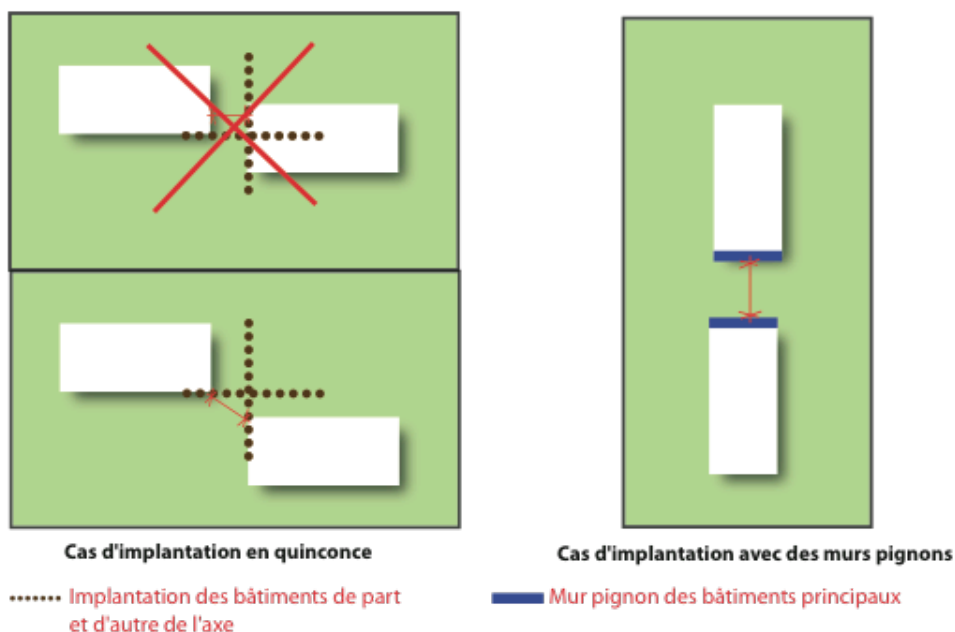
Cette règle ne s'applique ni entre une piscine et la construction principale, ni entre annexes.



*Schéma explicatif non opposable*

### 4-3-2- REGLE ALTERNATIVE

La **distance comptée horizontalement entre 2 constructions principales** (y compris annexes accolées, débords de toit non compris) pourra être ramenée **à au moins 3 m** en cas d'implantation en quinconce ou si au moins une des deux constructions présente son mur pignon en interface avec l'autre construction.



*Schémas explicatifs non opposables*

### 4-4/ Hauteur

#### 4-4-1- REGLE GENERALE

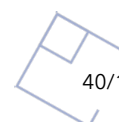
<b>UHc1</b>	La hauteur totale des constructions ne devra pas excéder : <b>9 m et R+1+C ou A</b>
<b>UHc2</b>	La hauteur totale des constructions ne devra pas excéder : <b>12 m et R+2+C ou A</b>
<b>UHc3</b>	La hauteur totale des constructions ne devra pas excéder : <b>15,5 m et R+3+C ou A</b>
<b>UH1</b>	La hauteur totale des constructions ne devra pas excéder : <b>9 m et et R+1+C ou A</b>
<b>UH2</b>	La hauteur totale des constructions ne devra pas excéder : <b>12 m et R+2+C ou A</b>
<b>UH3</b>	La hauteur totale des constructions ne devra pas excéder : <b>15,50 m et R+3+C ou A</b>
<b>UHs</b>	La hauteur totale des constructions ne devra pas excéder : <b>15,50 m et R+3+C ou A</b>
<b>UHI</b>	La hauteur totale des constructions ne devra pas excéder : <b>7 m soit R+C ou R+1</b>

#### 4-4-2- REGLE ALTERNATIVE

**Rappel : voir les dispositions générales**

**Des dispositions ci-avant ne s'appliquent pas aux constructions suivantes**, qui doivent toutefois s'intégrer dans le site :

- les constructions à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics,
- les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif,
- les constructions repérées d'intérêt patrimonial ou architectural.
- La hauteur n'est pas réglementée pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif de transport d'électricité dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris ; les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont donc également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.



## ZONE UH : zone d'habitat

**Dans les secteurs UHc1, UHc2, UHc3 et UH1 :** Dans le cas où la **hauteur de la construction mitoyenne ou voisine préexistante** dépasse celle maximum autorisée, la construction à édifier ne pourra excéder celle de la construction préexistante.

**En cas d'extension d'un bâtiment existant,** la hauteur maximum pourra être égale à la côte altimétrique du faitage du bâtiment existant.

**Dans le cas de rez-de-chaussée à vocation commerciale, artisanale de détail, d'activité de service, d'équipements public,** la hauteur pourra être majorée de 1 m.

### 4-5/ Emprise au sol

#### 4-5-1- REGLE GENERALE

<b>UHc1 UHc2 UHc3</b>	Il n'est pas fixé de coefficient d'emprise au sol.
<b>UH1</b>	Le coefficient d'emprise au sol ne devra pas excéder : <b>0,30</b>
<b>UH2 UH3</b>	Le coefficient d'emprise au sol ne devra pas excéder : <b>0,20</b>
<b>UHs</b>	Le coefficient d'emprise au sol ne devra pas excéder : <b>0,25</b>
<b>UH1</b>	Le coefficient d'emprise au sol ne devra pas excéder : <b>0,20</b>

#### 4-5-2- REGLE ALTERNATIVE

**Le Coefficient d'Emprise au Sol ne s'applique pas pour les constructions :**

- à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics,
- repérées d'intérêt patrimonial ou architectural.

### ARTICLE UH 5 : Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

**Se référer complémentairement au nuancier intercommunal établi par le CAUE de l'Ain et annexé au présent règlement.**

Le présent article ne s'applique pas :

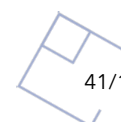
- aux constructions et installations techniques, aux constructions d'intérêt public ou d'intérêt collectif et aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics pour lesquels une intégration dans le site doit être recherchée en s'inspirant du sens du lieu.

### 5-1/ Aspect général des constructions

L'implantation, l'architecture, les dimensions et l'aspect extérieur des constructions ne doivent pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants.

Sont interdits les pastiches d'une architecture étrangère à la région, en particulier les chapiteaux sur colonnes, les arcs surbaissés...

Les mouvements de terrain (déblais remblais), nécessaires à l'implantation de la construction, doivent être limités aux stricts besoins techniques et ne doivent pas conduire à une émergence de la construction dans le paysage.



**Pour toute réhabilitation d'une construction présentant un intérêt architectural repérés au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme**, il est demandé de respecter les caractéristiques architecturales des volumes et des façades de ladite construction. Les nouveaux percements devront préserver l'équilibre des proportions existantes dans le cas de rénovation.

### 5-2/ Aspect des façades

#### **Composition**

Dans les secteurs UHc : La composition des façades et la proportion des ouvertures doit prendre en compte le rythme des façades et des ouvertures des constructions avoisinantes. Chacune d'entre elles doit être considérée comme un élément à part entière, et de fait, pouvoir être analysée différemment, afin d'animer le paysage de la rue.

#### **Aspect**

Les matériaux utilisés en extérieur doivent présenter un aspect fini. L'emploi à nu, en parements extérieurs, de matériaux normalement conçus pour être recouverts d'un enduit ou d'un autre type de revêtement est interdit (exemple : parpaings, briques creuses, agglomérés, ...).

L'usage de panneaux solaires, thermiques et photovoltaïques n'est pas autorisé en façade.

L'aspect des murs apparents autres que les façades de la construction doit s'harmoniser avec ces dernières. Les vérandas, marquises, auvents, seront réalisées au moyen de profilés fins.

De plus, se référer au nuancier intercommunal établi par le CAUE de l'Ain et annexé au présent règlement.

#### **Teintes**

Pour les teintes des façades et menuiseries, se référer au nuancier intercommunal établi par le CAUE de l'Ain et annexé au présent règlement.

#### **Percements et ouvertures**

Les nouveaux percements devront préserver l'équilibre des proportions existantes dans le cas de rénovation.

Les façades implantées à 2 m ou moins des limites séparatives ne devront présenter aucune ouverture de vue.

#### **Façades commerciales**

Les façades commerciales présentant un caractère décoratif ou publicitaire, ne pourront être établies que dans la hauteur de rez-de-chaussée des constructions. La limite supérieure de cet aménagement sera fixée par le niveau du plancher haut du rez-de-chaussée.

La composition des façades commerciales devra respecter l'échelle et la trame de construction des immeubles, et présenter des lignes simples.

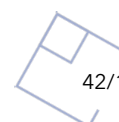
Dans le cas d'aménagement de façades commerciales s'étendant sur plusieurs maisons anciennes, les dispositions de la nouvelle devanture devront exprimer le maintien de la trame du parcellaire originel, et des murs séparatifs conservés.

De plus, se référer au nuancier intercommunal établi par le CAUE de l'Ain et annexé au présent règlement.

### 5-3/ Balcons et terrasses

Les balcons devront être, au moins partiellement, couverts par des débords de toiture à l'exception des façades pignons.

Les garde-corps seront sobres, sans galbe vers l'extérieur.



Les terrasses hors-sol sont limitées à 30% de l'emprise au sol du bâtiment. Ces règles ne s'appliquent pas aux terrasses sur terrain naturel ou sur terrain fini.

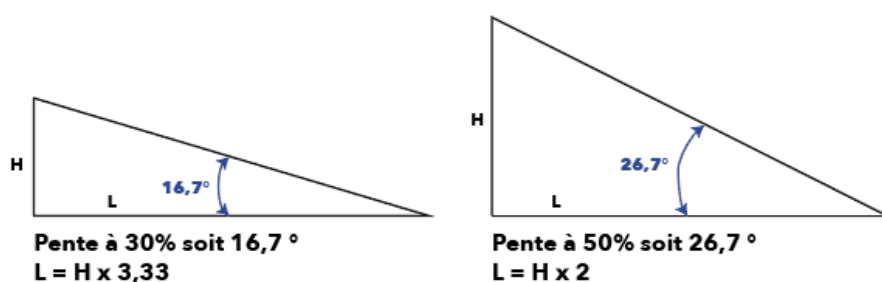
Les terrasses hors-sol ne peuvent pas excéder 3 m de hauteur par rapport au terrain naturel après terrassement.

### 5-4/ Aspect des toitures

Toute modification ou réfection de toiture ou de couverture doit faire l'objet d'une déclaration préalable.

#### **Pentes des toitures.**

La pente des toitures des constructions principales et des annexes accolées doit être comprise entre 30 et 50%.



*Schémas explicatifs non opposables*

Les toitures en attiques sont interdites dans le secteur UHL.

Toutefois, des pentes différentes pourront être admises, dans les cas suivants :

- extension et réhabilitation de constructions existantes avant la date d'approbation du PLUi, ayant une pente de toiture ne respectant pas la règle. Dans ce cas, le projet respectera la pente existante.
- pour les toitures des attiques

La pente des toitures des annexes non accolées de moins de 20 m<sup>2</sup> d'emprise au sol ou traitements architecturaux particuliers n'est pas réglementée (porches, auvents, coyaux, levées de toiture,...).

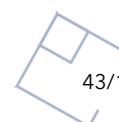
Les toits à un seul pan sont interdits pour les bâtiments isolés. Ils sont autorisés pour les bâtiments s'appuyant sur les murs d'une construction existante ou les murs de clôture à condition que le faitage de la construction nouvelle s'appuie en tous points sur le mur ou sur la construction édifiée en limite. Ils doivent respecter la pente de 30 à 50 %.

Sauf contraintes techniques, les constructions doivent comporter des débords de toit de 0,40 m minimum (y compris les chéneaux), mesuré horizontalement depuis le nu extérieur du mur, pour les toitures à pente des constructions principales.

Sauf sur les bâtiments patrimoniaux repérés au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme, les toitures en pointe de diamant\* sont autorisées.

Les croupes\* et demi-croupes\* sont admises, sous réserve que la ligne de faitage représente au moins la moitié de la longueur de la construction.

Les croupes\*, les demi-croupes\* et les coyaux sont admis s'ils sont en proportion harmonieuse avec le volume principal.



Les croupes bressannes sont imposées uniquement dans la rénovation de bâtiment ayant déjà une croupe bressanne.

Les auvents et avancées de toitures doivent être supportés par un linteau droit.

### **Toitures terrasses**

#### Zones UHc1, UH1 et UH1 :

Sous réserve d'une bonne intégration architecturale et paysagère, les toitures terrasses, plates ou à très faible pente ne doivent pas dépasser plus de 30% de la surface totale de toiture et ne sont autorisées que dans l'un des cas suivants :

- toiture végétalisée, à condition de présenter une pente minimum de 5 %,
- toiture constituant un ou des éléments restreints de liaison entre bâtiments principaux,
- pour les constructions annexes, les extensions ou de traitements architecturaux particuliers (porches, auvents, vérandas...),
- terrasse accessible en prolongement d'un logement,
- toiture des attiques
- pergolas.

#### Zone UHc2, UHc3, UH2 et UH3 :

Les toitures terrasses, plates ou à très faible pente et les attiques sont autorisés sans condition.

### **Aspect des matériaux.**

Pour les teintes des toitures, se référer au nuancier intercommunal établi par le CAUE de l'Ain et annexé au présent règlement.

#### Toitures à pentes

L'emploi à nu de matériaux d'aspect métallique en couverture est interdit.

#### Dans tous les cas :

L'emploi de matériaux transparents dans le cas de couverture de piscines, de vérandas ou de pergolas est toléré dans des proportions harmonieuses.

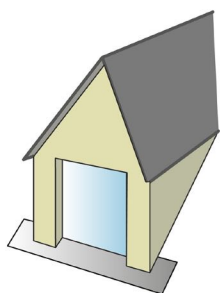
En cas d'usage de panneaux solaires, thermiques et photovoltaïques en toiture, ces derniers doivent respecter la pente générale du toit. Ils doivent avoir un aspect non réfléchissant.

Les coffrets de volets roulants ne doivent pas dépasser du nu du mur extérieur.

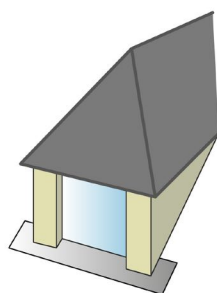
L'ensemble des dispositions relatives à l'aspect des matériaux ne s'applique pas aux dalles supérieures des parcs de stationnement souterrains ou semi-enterrés.

### **Ouvertures en toitures**

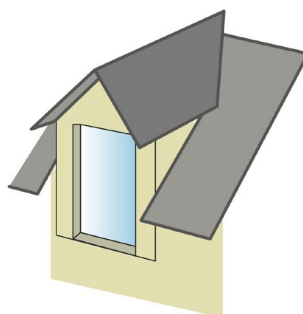
Sont seules autorisées les fenêtres de toit intégrées à la pente de la toiture et les lucarnes dites jacobines, capucines et pendantes.



**Lucarne Jacobine**

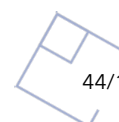


**Lucarne à croupe dite Capucine**



**Lucarne pendante**

*Schémas explicatifs non opposables*



### **5-5/ Installations techniques**

Les capteurs solaires installés au sol seront positionnés de telle manière qu'ils soient le plus possible dissimulés de la vue depuis l'espace public.

Les antennes et paraboles seront aussi peu visibles que possibles depuis l'espace public.

Lorsqu'une antenne collective existe, les antennes individuelles sont interdites.

Les coffrets de réseaux de toutes sortes, ainsi que les boîtes aux lettres et les commandes d'accès, seront intégrés dans le mur de clôture, la haie ou la façade du bâtiment, sans déborder sur le domaine public.

### **5-6/ Aspect des clôtures**

La hauteur maximum ci-après, s'entend en tout point de l'installation.

Les clôtures ne sont pas obligatoires. Elles sont soumises à déclaration préalable.

Les clôtures doivent être d'aspect sobre, en concordance avec le paysage environnant et les usages locaux quant à leur hauteur, leurs couleurs et leurs matériaux.

Les portes et portails seront sobres, sans galbe vers l'extérieur.

De manière générale, les haies seront constituées d'essences locales diversifiées.

Indépendamment des règles déclinées ci-dessous, la hauteur des clôtures ou des murs peut être adaptée ou imposée par l'autorité compétente, en fonction de la nature particulière de l'installation ou de la topographie des lieux, et selon les critères de sécurité, de salubrité et de bonne ordonnance en usage.

Notamment, en limite de voie publique, la hauteur des clôtures peut être ramenée à 0,80 m pour des raisons de sécurité et de visibilité.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, les murs de clôtures et les dispositifs ajourés anciens devront, dans la mesure du possible, être préservés et restaurés dans les règles de l'art qui ont présidé à leur réalisation.

### **Clôtures sur voies publiques et privées ouvertes à la circulation publique**

Les clôtures (hors portail) devront être constituées soit :

- d'un dispositif, n'excédant pas 1,80 mètre de hauteur, constitué d'un grillage ou d'éléments ajourés (au moins 30% de jour), peint, sobre et sans galbe, pouvant être doublé d'une haie champêtre. Dans le cas éventuel d'un muret plein, celui-ci est limité à 0,80 m de hauteur.
- d'une haie, d'une hauteur maximale de 1,8 m, traitée en haie vive champêtre, libre ou taillée, composée d'essences indigènes. Elle pourra être doublée d'un grillage.

Un mur, avec couvertine, n'excédant pas 1,50 mètre de hauteur pourra être réalisé entre l'emprise publique et le retrait du portail.

### **Clôtures sur limites séparatives**

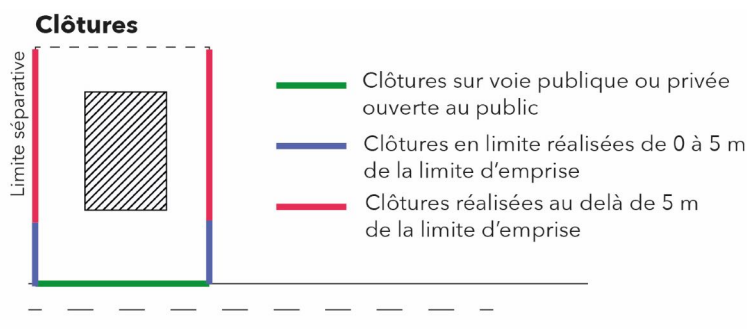
En cas de différence entre deux fonds, la hauteur de la clôture est calculée à partir du fond le plus haut, qu'il s'agisse d'une limite avec un fond privé, ou avec une voie ou emprise publique.

Les clôtures en limite séparative réalisées de 0 à 5m de la limite d'emprise publique présenteront les mêmes formes et aspects que les clôtures sur voies publiques et privées ouvertes à la circulation publique.

Les clôtures en limites séparatives réalisées à plus de 5 m de l'emprise publique peuvent être réalisées au moyen :

- d'un mur plein, enduit ou en pierre mureuse, avec couvertine, sous réserve d'une bonne intégration paysagère, éventuellement surmonté d'un grillage (dans ce cas, la couvertine n'est pas requise).
- d'un dispositif, constitué d'un grillage ou d'éléments ajourés, peint, sobre et sans galbe, pouvant être doublé d'une haie champêtre.
- d'une haie vive, champêtre, libre ou taillée, composée d'essences indigènes.
- d'une combinaison des différents moyens

Quel que soit le dispositif, la hauteur est limitée à 1,8 m.



*Schémas explicatifs non opposables*

### 5-6/ Performances énergétiques et environnementales des constructions

Dans le cas d'un projet mettant en œuvre des techniques relevant de la bioclimatique ou permettant d'atteindre de bonnes performances énergétiques ou l'utilisation d'énergie renouvelable, les règles sur l'aspect des constructions peuvent être assouplies dans la mesure où il n'est pas possible de les respecter pour des raisons de mise en œuvre de ces techniques. Le demandeur ou l'auteur du projet doit aussi justifier de la cohérence de la recherche architecturale par rapport au caractère général du site.

Pour les constructions réputées à énergie positive telles que définies par le Code de la Construction et de l'Habitation, le Coefficient d'Emprise au Sol maximal autorisé peut être augmenté de 10% par rapport au Coefficient d'Emprise au Sol en vigueur dans le secteur considéré.

Toute construction nouvelle ou toute réhabilitation devra respecter la réglementation thermique en vigueur selon la catégorie de construction (RT2012 ou RE2020).

### 5-7/ Dispositions particulières aux bâtiments existants

En cas de réhabilitation, d'aménagement ou d'extension mesurée d'un bâtiment existant qui ne respecterait pas les règles énoncées ci-dessus, il peut être dérogé à celles-ci à condition que la typologie d'implantation, de forme et de matériaux du bâtiment existant soit respectée.

## ARTICLE UH 6- TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS

### 6-1/ Espaces verts

#### 6-1-1- REGLE GENERALE

Pour toute construction, **un pourcentage minimum** du tènement doit être réalisé **en espaces verts**, dont **minimum la moitié d'un seul tenant**. Ces espaces devront être organisés de telle façon à participer à l'agrément du projet et ne devront pas être situés dans les espaces résiduels et difficiles d'accès.

**Pour tout projet à dominante d'habitat** (plus de 50% de la surface de plancher générée), la part minimale d'espaces verts exigée est la suivante :

- dans les secteurs **UHc1, UHc2, UHc3** : **20 %**,
- dans les secteurs **UH1, UH2 et UH3** : **40 %**,
- dans le secteur **UHs** : **40 %**.
- dans le secteur **UHI** : **60 %**.

En tout état de cause, il est exigé pour toute opération de construction que la totalité des espaces non affectés soit aménagée en espaces verts.

L'autorité compétente peut exiger du bénéficiaire d'une autorisation d'occupation ou d'utilisation du sol, la réalisation d'espaces plantés et d'aires de jeux.

### 6-1-2- REGLE ALTERNATIVE

L'ensemble des dispositions du paragraphe ci-dessus ne s'applique pas aux constructions repérées ou situées dans les périmètres bâtis d'intérêt patrimonial ou architectural.

La règle générale ne s'applique pas dans le cas :

- d'une démolition-reconstruction représentant au maximum l'emprise au sol du bâtiment démoli.
- d'une extension mesurée d'une construction existante avant la date d'approbation du PLUi et légalement édifiée.

### 6-2/ Espaces perméables

#### 6-2-1- REGLE GENERALE

**Tout projet de construction à dominante d'habitat** (plus de 50% de la surface de plancher générée) devra comporter un minimum d'espaces perméables correspondant à :

- dans le secteur **UHc1, UHc2, UHc3** : 15 %,
- dans le secteur **UH1, UH2 et UH3** : 40%
- dans le secteur **UHs** : 40 %
- dans le secteur **UHI** : 60 %

Les places de stationnement de surface doivent être réalisées, sauf contraintes techniques, en matériaux perméables.

L'emploi de matériaux perméables est recommandé pour les voies nouvelles et les espaces dédiés à la circulation. Complémentairement, se référer aux Orientations d'Aménagement et de Programmation (pièce n°5).

#### 6-2-2- REGLE ALTERNATIVE

La règle générale ne s'applique pas dans le cas :

- d'une démolition-reconstruction représentant au maximum l'emprise au sol du bâtiment démoli.
- d'une extension mesurée d'une construction existante avant la date d'approbation du PLUi et légalement édifiée.
- aux constructions repérées d'intérêt patrimonial ou architectural.

### 6-3/ Espaces collectif

Pour toute opération d'aménagement créant **plus de 5 logements ou plus de 500 m<sup>2</sup>** de surface de plancher, **15 % minimum** du tènement doit être réalisé en **espace à usage collectif, avec un traitement paysager**, dont minimum la moitié d'un seul tenant.

Ces espaces devront être organisés de telle façon à participer à l'agrément du projet et ne devront pas être situés dans les espaces résiduels et difficiles d'accès.

### 6-4/ Bandes de recul issues des retraits imposés par rapport aux limites séparatives

**Lorsqu'un recul doit être respecté : sur une bande d'une largeur de 2m par rapport aux limites séparatives**, le terrain devra être traité en espace vert de pleine terre (interdiction des sous-sols), excepté

pour les voies d'accès, les constructions autorisées à l'article 4.2, les ouvrages de soutènement ou les ouvrages techniques nécessaires aux services publics.

### **6-5/ Secteurs paysagers identifiées au document graphique**

Les modifications des éléments paysagers protégés au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme inscrits sur les plans graphiques feront l'objet d'une autorisation préalable.

En cas d'intervention les détruisant tout ou partiellement une reconstitution des éléments paysagers avec des espèces similaires est obligatoire. Cette reconstitution doit être prévue à proximité immédiate des éléments paysagers.

### **6-6/ Plantations**

Le choix d'essences locales est recommandé (charmilles, noisetiers...).

Les plantations existantes seront préservées.

Les plantations, en limites séparatives, seront réalisées avec des essences locales.

Les haies mono-végétales et les haies d'espèces persistantes en mono-végétaux et continues sur le pourtour des limites parcellaires, ainsi que les plantations de hautes futaies disposées en murs rideaux, sont interdites.

### **6-7 Implantation par rapport au terrain**

L'implantation, le volume et les proportions des bâtiments dans tous leurs éléments doivent être déterminés en tenant compte de l'environnement et en s'y intégrant le mieux possible, en particulier par leur adaptation au terrain et par leurs aménagements extérieurs.

Les bâtiments, tant par leur composition que par le traitement des accès, doivent s'adapter au terrain naturel en limitant les modifications des pentes.

D'une manière générale, tout mouvement de terrain est interdit sur une bande de 1 m sur le pourtour du terrain d'assiette du projet.

Les déblais et remblais ne sont admis que s'ils sont nécessaires à la bonne réalisation de la construction projetée.

En cas d'impossibilité technique pour rejoindre en pente douce le niveau du terrain naturel ou pour réaliser le blocage des pentes par des plantations, la réalisation d'ouvrages de soutènement est autorisée. La hauteur maximale des déblais ne devra pas excéder 2 m et celle des remblais 1,20 m sur terrain fini ; ces deux éléments n'étant pas cumulables. Les paliers inférieurs à 0,60 m sont recommandés. Cette disposition ne concerne pas les accès aux stationnements souterrains et aux locaux en sous-sol.

Les murs de soutènement inférieurs à 1,2 m de hauteur et rendus nécessaires sont autorisés.

Les enrochements sont autorisés uniquement pour le soutènement des routes, des voies d'accès aux bâtiments principaux, les voies en pied de talus et aux garages, sous réserve que leur hauteur n'excède 1,50m par rapport au terrain naturel. Les enrochements doivent être végétalisés.

Les garages enterrés sont interdits :

- dans les secteurs UHc (hormis 1AUhc),
- pour les bâtiments et secteurs repérés au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme,
- dans les secteurs présentant des risques d'inondation repérés au titre de l'article L151-34-1° du Code de l'Urbanisme.

Les dispositions du paragraphe ci-dessus ne s'appliquent pas au soutènement des rampes d'accès aux stationnements souterrains, ni à celui des voies et emprises publiques.



## ARTICLE UH 7- STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules automobiles ou des vélos doit correspondre aux besoins des constructions autorisées, doit être assuré en dehors des voies publiques ou de desserte collective et doit être desservi soit par un seul accès sur la voie publique, soit par plusieurs accès distants les uns des autres de 50 m au moins.

La règle applicable aux bâtiments ou établissements non prévus est celle à laquelle ces établissements sont le plus directement assimilables.

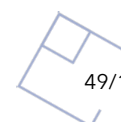
Toute surface commencée est une surface due.

### 7-1/ Stationnement des véhicules automobiles

#### 7-1-1- REGLE GENERALE

De plus, il est exigé au minimum, pour toute opération de :

<b>Construction nouvelle à usage d'habitation</b>	1 place de stationnement par tranche de 50m <sup>2</sup> de surface de plancher créée avec à minima de 2 places par logement.  Pour les bâtiments de plus de 500 m <sup>2</sup> de surface de plancher : Lors de la réalisation de stationnement en souterrain, les box ne seront pas clos.
<b>Construction changeant de destination pour de l'habitat</b>	A minima 2 places par logement.
<b>Logements locatifs financés avec un prêt aidé de l'État</b>	« Il ne peut, nonobstant toute disposition du plan local d'urbanisme, être exigé pour les constructions destinées à l'habitation mentionnées aux 1° à 3° de l'article L. 151-34 la réalisation de plus d'une aire de stationnement par logement. » (art. L151-35 Code de l'Urbanisme)
<b>Pour toute opération de logements d'au moins 4 logements ou 4 lots</b>	En plus des places affectées au logement, il est exigé au moins 1 place visiteur par tranche de 4 logements
<b>Établissements assurant l'hébergement des personnes âgées mentionnés au 6° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles ;</b>	A minima, une place par logement
<b>Hébergement hôtelier Restauration Résidence de tourisme</b>	Les stationnements des véhicules répondront aux besoins de l'opération.
<b>Bureaux - services</b>	Les stationnements des véhicules répondront aux besoins de l'opération.
<b>Artisanat - Commerces</b>	Les stationnements des véhicules répondront aux besoins de l'opération.
<b>Locaux techniques et industriels publics et assimilés</b>	Les stationnements des véhicules répondront aux besoins de l'opération.



### 7-1-2- REGLE ALTERNATIVE

Pour les constructions à destination d'habitat repérées d'intérêt patrimonial ou architectural (au titre de l'article l151-19), le stationnement doit être adapté aux besoins de l'opération

Rénovation de construction existante à usage d'habitations :

- aucun stationnement supplémentaire n'est demandé pour les réaménagements de bâtiment comportant déjà une partie habitable s'ils ne créent pas de nouvelles unités d'habitation,
- au moins une place de stationnement est demandée pour toute création d'une nouvelle unité d'habitation ou tous les 100m<sup>2</sup> créés.

Pour les extensions à destination d'habitat, une place de stationnement est demandée pour toute création d'une nouvelle unité d'habitation ou tous les 100m<sup>2</sup> créés.

Dans le cadre d'un changement de destination ou d'une démolition reconstruction (à surface de plancher identique), il ne peut être exigé plus de places de stationnement que celles existantes avant la date d'obtention de l'autorisation d'urbanisme. Si la surface de plancher est majorée, les règles générales du PLUi s'appliquent aux surfaces de plancher supplémentaires réalisées.

### 7-2/ Stationnement modes doux

Pour les bâtiments à destination d'habitat de 4 logements et plus : il est exigé un local spécifique clos, couvert et facile d'accès. Le nombre de places et la surface du local doivent être définis selon la réglementation en vigueur dans le Code de la Construction et de l'Habitation.

Pour les autres constructions, le nombre de places doit être défini au regard de la nature de chaque projet. Le nombre de places à réaliser doit se référer à la réglementation en vigueur dans le Code de la Construction et de l'Habitation.

## CHAPITRE 3 : ÉQUIPEMENTS ET RÉSEAUX

### ARTICLE UH 8 - DESSERTE PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES

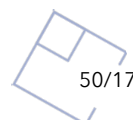
#### 8-1/ Accès

Les portails d'accès doivent être implantés avec un recul minimum de 5 m et de telle sorte que les véhicules devant stationner avant de les franchir puissent le faire sans empiéter sur la plate-forme des voiries publiques.

Le raccordement d'un accès privé à une voie publique doit présenter :

- une pente inférieure ou égale à 5 %, sur une longueur d'au moins 5 m, à partir de la chaussée de la voie publique,
- un tracé facilitant la giration des véhicules.

Les groupes de garages individuels ou aires de stationnement doivent être disposés dans les terrains d'assiette de l'opération de façon à ménager une aire d'évolution à l'intérieur des dits terrains et ne présenter qu'un seul raccordement à double sens, ou deux raccordements à sens unique sur la voie publique.



### **8-2/ Voirie**

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies privées nouvelles ouvertes au public et des accès privés doivent être adaptées aux usages qu'ils supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir. Leur pente ne peut excéder 12 %.

Les voies privées nouvelles ouvertes au public se terminant en impasse doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire aisément demi-tour.

Pour les opérations de 4 logements et plus :

- 4 m minimum pour la bande de roulement pour les voies en impasse.
- 5 m minimum pour la bande de roulement pour les voies raccordées en bouclage sur les voies publiques.

Dans tous les cas, les voies nouvelles seront obligatoirement doublées d'un espace dédié à la circulation sécurisée des piétons d'une largeur conforme aux normes PMR en vigueur. Dans les opérations de moins de 10 logements, les voies nouvelles seront traitées en espaces partagée avec les piétons et les cycles.

Au moins la moitié des surfaces des voies nouvelles et des espaces dédiés à la circulation sécurisée des piétons devra être réalisé en matériaux perméables.

## **ARTICLE UH9- DESSERTE PAR LES RÉSEAUX**

### **9-1/ Eau potable**

Toute construction à usage d'habitation et tout local pouvant servir au travail, au repos, à l'agrément ou à l'accueil du public, doit être raccordé au réseau public d'eau potable.

### **9.2 - Eaux usées**

Les zonages d'assainissement annexés au PLUi déterminent le zonage du territoire au sens de l'article 35 de la loi sur l'eau et définit à l'intérieur de chaque zone les solutions techniques les mieux adaptées à la gestion des eaux usées d'origine domestique, agricole, artisanale, industrielle et des eaux pluviales.

#### **9-2-1- ZONES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

Toute construction nouvelle ou installation nouvelle ou aménagement par changement d'affectation doit être équipé d'un réseau séparatif eaux usées - eaux pluviales, et être raccordé au réseau public.

L'évacuation des eaux usées liée aux activités artisanales et commerciales dans le réseau public d'assainissement peut être subordonnée à un pré-traitement particulier et approprié.

Les effluents agricoles (purins, etc...) ne peuvent être rejetés aux réseaux publics.

#### **9-2-1- ZONES D'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL**

En l'absence de réseau d'assainissement eaux usées ou en l'attente de celui-ci, un dispositif d'assainissement individuel devra être mis en place, conçu de façon à pouvoir être mis hors circuit, adapté au milieu et à la quantité d'effluent, et dont la possibilité de mise en œuvre est conditionnée par les dispositions énoncées dans les annexes sanitaires du PLUi.

### **9-3/ Eaux pluviales**

Les aménagements réalisés sur tout terrain devront être tels qu'ils garantissent l'écoulement direct des eaux pluviales, sans aggraver la situation antérieure.

## ZONE UH : zone d'habitat

---

Le constructeur réalisera les dispositifs appropriés pour une évacuation vers un exutoire.

Les accès aux terrains à partir des voies publiques devront maintenir le fil d'eau des fossés traversés et être équipés de grille-avaloir empêchant le ruissellement des eaux sur la voie publique.

Ces aménagements sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

Les projets situés en amont du domaine public devront prévoir la récupération des eaux de ruissellement.

### **9-4/ Énergies et télécommunications**

Tout nouveau réseau sera à réaliser soit par câbles souterrains, soit par toute autre technique permettant une dissimulation maximum des fils ou câbles.

Les réseaux aériens existants dans les voies seront, au fur et à mesure des travaux de réfection et de renouvellement, remplacés par des câbles souterrains ou par des conduites fixées sur façades adaptées à l'architecture.

Les antennes paraboliques seront implantées le plus discrètement possible. Si elles sont visibles de l'espace public, elles seront peintes dans une couleur en harmonie avec le fond sur lequel elles sont installées.

Toute construction à usage d'habitation et tout local pouvant servir au travail, au repos, à l'agrément ou l'accueil du public, sauf les annexes, devra prévoir les branchements nécessaires assurant un raccordement aux réseaux de communications électroniques, y compris ceux à créer (fibre optique). Cette règle ne s'applique pas dans le cadre de la réhabilitation de bâtiments existants.

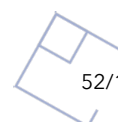
### **9-5/ Ordures ménagères**

Pour les projets de deux logements et plus : il est impératif de consulter le SMIDOM qui préconisera dès la conception des projets un système adapté à la gestion des déchets.

Pour toute opération supérieure ou égale à 500 m<sup>2</sup> surface de plancher, la réalisation d'aire de stockage, et de collecte des ordures ménagères en limite du domaine public (ou dans la copropriété) est obligatoire. Les dimensions de cette aire seront déterminées conformément aux besoins de l'opération et à la réglementation en vigueur. Cette aire devra également être accessible aux véhicules de collecte des ordures ménagères.

Cette disposition ne s'appliquera pas lorsqu'un point de collecte public existe ou est projeté à proximité immédiate. Une participation financière pourra être exigée par le service gestionnaire dans le cadre de la création ou de l'agrandissement de ce point de collecte.

Cette disposition ne s'applique pas aux systèmes de compostage des déchets verts.



## **DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES UC**

### **CHAPITRE 1 : DESTINATIONS DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURE DES ACTIVITES**

La zone **Uc** correspond aux zones commerciales périphériques prévues pour l'accueil des commerces de plus de 300 m<sup>2</sup> de surface de vente.

Il s'agit des zones Uc de Laiz et de Vonnas, qui accueillent des supermarchés existants pour lesquels le règlement du PLUi prévoit des possibilités d'évolution.

**Les dispositions générales du règlement s'appliquent sur la zone. Elles sont à consulter en complément des dispositions spécifiques présentées ci-après.**

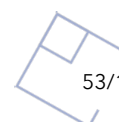
#### **ARTICLE Uc 1 - DESTINATIONS ET SOUS DESTINATIONS AUTORISÉES**

Les destinations et sous destinations autorisées, interdites ou soumises à conditions, pour la construction neuve et le changement de destination des constructions existantes, sont présentées dans le tableau suivant :

**Légende du tableau des destinations et sous-destinations retenues au titre de l'article R151-27 et R151-28 du Code de l'Urbanisme ci-dessus :**

<b>A</b>	Destinations et sous-destinations autorisées
<b>C</b>	Destinations et sous-destinations autorisées sous conditions listées à l'article Uc 2.2
<b>I</b>	Destinations et sous-destinations interdites

	<b>DESTINATION / SOUS DESTINATION</b>	<b>Uc</b>
<b>EXPLOITATION AGRICOLE &amp; FORESTIERE</b>	Exploitation agricole	<b>I</b>
	Exploitation forestière	<b>I</b>
<b>HABITAT</b>	Logement	<b>C</b>
	Hébergement	<b>I</b>
<b>COMMERCE ET ACTIVITÉ DE SERVICE</b>	Artisanat et commerce de détail	<b>C</b>
	Restauration	<b>A</b>
	Commerce de gros	<b>I</b>



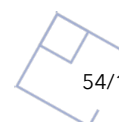
	Activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle	<b>C</b>
	Hébergement hôtelier et touristique	<b>I</b>
	Cinéma	<b>I</b>
<b>EQUIPEMENT D'INTERET COLLECTIF ET SERVICE PUBLIC</b>	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	<b>I</b>
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés	<b>I</b>
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	<b>I</b>
	Salles d'art et de spectacle	<b>I</b>
	Équipements sportifs	<b>I</b>
	Autres équipements recevant du public	<b>I</b>
<b>AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECONDAIRES OU TERTIAIRES</b>	Industrie	<b>I</b>
	Entrepôt	<b>C</b>
	Bureau	<b>I</b>
	Centre de congrès et d'exposition	<b>I</b>

### ARTICLE Uc 2- INTERDICTION ET LIMITATION DE CERTAINS USAGES ET AFFECTATIONS DES SOLS, CONSTRUCTIONS ET ACTIVITES

#### 2-1/ Installations interdites

**Dans l'ensemble de la zone Uc, les installations suivantes :**

- les constructions et installations à usage d'activité de camping et caravanage,
- l'aménagement ou la mise à disposition de terrains pour des campeurs de façon habituelle,
- le réaménagement d'un terrain de camping ou d'un parc résidentiel de loisirs,
- les habitations légères de loisirs et les résidences mobiles de loisirs,
- la création ou l'agrandissement d'un parc résidentiel de loisirs ou d'un village de vacances classé en hébergement léger,
- l'aménagement d'un parc d'attractions ou d'une aire de jeux et de sports d'une superficie supérieure à deux hectares,
- l'aménagement d'un golf,
- l'aménagement d'un terrain pour la pratique des sports ou loisirs motorisés,
- l'ouverture et l'exploitation de carrières, gravières,
- les dépôts de matériaux et de déchets de toute nature,
- lorsqu'ils sont susceptibles de contenir au moins 10 unités les dépôts de véhicules et les garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs,
- les aires d'accueil des gens du voyage,
- les garages collectifs de caravanes ou de véhicules particuliers indépendants d'une opération de logements,



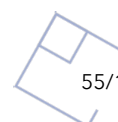
- à moins qu'ils ne soient nécessaires à l'exécution d'un permis de construire, les affouillements dont la profondeur excède 2 m et les exhaussements du sol dont la hauteur excède 1,5 m et qui portent sur une superficie supérieure ou égale à 100 m<sup>2</sup>.

### 2-2/ Limitation de certains usages et affectations des sols, constructions et activités, destinations et sous-destinations

#### Dans l'ensemble de la zone Uc :

A conditions qu'ils soient compatibles avec le voisinage des zones habitées et qu'ils ne portent pas atteinte à la sécurité et à la salubrité publiques, **sont autorisés sous les conditions suivantes** :

- tous **travaux, aménagements, plantations**, à condition qu'ils soient nécessaires aux constructions autorisées dans la zone,
- les **installations classées pour la protection de l'environnement** autres que celles soumises à autorisation ou à enregistrement, à condition d'être justifiées par la nécessité de fournir un service à la zone.
- les **affouillements** (déblais) de moins de 2 m et les **exhaussements** (remblais) de moins de 1,50 m, qui portent sur une superficie inférieure ou égale à 100m<sup>2</sup>.
- les **exhaussements et affouillements de sol** sont autorisés pour les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics, notamment pour les ouvrages de transport d'électricité.
- les **logements** ne sont admis qu'aux conditions cumulatives suivantes :
  - il doit s'agir de **locaux de gardiennage, de surveillance ou de direction**,
  - ils sont destinés au logement des personnes dont la présence permanente sur la zone est nécessaire pour assurer la direction, la surveillance, le gardiennage ou assurer une utilité de service des activités de la zone,
  - ils sont directement liés aux activités autorisées dans la zone,
  - ils sont intégrés au bâtiment principal d'activité : le logement est inclus dans le volume du bâtiment principal à usage d'activité ; la superficie du logement doit être inférieure ou égale à 50% de la surface d'activité, sans dépasser 90m<sup>2</sup> de surface de plancher,
  - il n'est admis qu'un logement par bâtiment principal d'activité,
  - il n'est autorisé aucune annexe aux locaux de surveillance ;
- les **annexes** (accolées ou non) des constructions principales.
- l'aménagement et l'extension des logements existants** sont autorisés dans la limite de 90 m<sup>2</sup> de surface de plancher pour la surface totale destinée à l'habitat.
- l'artisanat et le commerce de détail** et les **activités de service où s'effectue accueil d'une clientèle**, sont admis les nouvelles constructions et/ou les changements de destination sous réserve des conditions ci-après :
  - implantation de nouveaux établissements supérieurs à **300 m<sup>2</sup> de surface de vente**,
  - extension possible des établissements existants, dans la limite de 999 m<sup>2</sup> de surface de vente et maximum 100% de la surface de vente initiale ;
- la **restauration** aux conditions suivantes :
  - les nouvelles constructions et/ou les changements de destination vers la restauration si l'activité de restauration est incluse dans le volume d'un bâtiment à destination principale d'artisanat ou de commerce de détail,
  - et si les stationnements sont en nombre et en capacité suffisante ;



## ZONE UC : Zone d'accueil d'activités commerciales

- la **fonction d'entrepôt** aux conditions suivantes :
  - uniquement les entrepôts liés au commerces autorisés et à condition que la surface d'emprise au sol dédiée aux entrepôts représente moins de 50% de la surface d'emprise au sol totale du bâtiment ;
- les **installations et travaux divers** suivants sont admis :
  - Les aires de stationnement ouvertes au public jusqu'à 5000 m<sup>2</sup>.
- les **installations nécessaires à l'exploitation et à la sécurité des oléoducs de défense commune**
- les **constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif de transport d'électricité** sont autorisées dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris ; les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.

### **ARTICLE Uc 3 : MIXITÉ FONCTIONNELLE ET SOCIALE**

#### **2-1/ Mixité sociale dans l'habitat**

Non réglementé.

#### **2-2/ Mixité fonctionnelle**

Non réglementé.

## **CHAPITRE 2 - CARACTERISTIQUES URBAINES, ARCHITECTURALES, ENVIRONNEMENTALES ET PAYSAGERES**

### **ARTICLE Uc 4 : VOLUMÉTRIE ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS**

#### **Rappel :**

Dans le cadre des opérations d'aménagement et de construction, les chemins inscrits au PDIPR (Plan Département des Itinéraires de Promenade et de Randonnée) et les sentiers et itinéraires piétonniers ou cycles repérés au titre de l'article L151-38 doivent être préservés ; leur continuité doit être assurée.

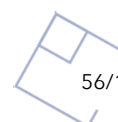
#### **4-1/ Implantation des constructions par rapport au domaine public ou voies publiques**

##### 4-1-1- REGLE GENERALE :

Il doit être respecté, par rapport aux voies et emprises publiques existantes, à modifier ou à créer, un recul minimum de :

**Uc**

**Pour les équipements d'intérêt collectif et les services publics :** les ouvrages techniques, et les installations nécessaires au fonctionnement des services publics, ou d'intérêt collectif, peuvent être implantés jusqu'en limite de l'emprise des voies publiques et des voies privées ouvertes au public.



### Pour les autres constructions :

- Retrait de 15 m minimum par rapport à l'alignement des routes départementales
- Retrait de 5 m minimum de la limite d'emprise des autres voies

Les parties entièrement enterrées des constructions ne sont pas soumises aux règles de recul prévues au règlement, sauf dispositions particulières.

Des adaptations de ces dispositions peuvent être envisagées avec le service gestionnaire, notamment en cas de présence de constructions préexistantes ne respectant pas ces reculs.

Pour mémoire, hors agglomération, la RD1079 est classée voie à grande circulation. L'amendement Dupont s'y applique à ce titre (article L111-6 du code de l'urbanisme). Il s'applique également le long de l'A40 et de l'A406.

### 4-1-2- REGLES ALTERNATIVES :

**L'implantation jusqu'à 1 m de l'emprise des voies existantes, à modifier ou à créer** est autorisée dans les cas suivants (dans ce cas, les débords de toiture et ouvrage en saillie sont pris en compte) :

- les stationnements souterrains et leurs rampes d'accès, qu'ils soient enterrés ou semi enterrés,
- les ouvrages de soutènement des terres, à conditions d'une bonne intégration paysagère et que leur hauteur maximum n'excède pas 1 m par pallier.

### 4-2/ Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

#### 4-2-1- REGLE GENERALE :

Au titre de l'article R151-21 du Code de l'urbanisme, dans le cas d'un lotissement ou dans celui de la construction, sur une unité foncière ou sur plusieurs unités foncières contiguës, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, les règles de retrait sont appréciées lot par lot.

#### **Uc**

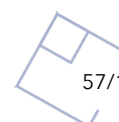
La distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus proche, doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à **3,5 m**.

**Pour les équipements d'intérêt collectif et les services publics :** les ouvrages techniques, et les installations nécessaires au fonctionnement des services publics, ou d'intérêt collectif, peuvent être implantés jusqu'en limite des propriétés voisines.

#### 4-2-2- REGLES ALTERNATIVES :

**L'implantation jusqu'en limite séparative est par ailleurs autorisée dans les cas suivants** (dans ce cas, les débords de toiture et ouvrage en saillie sont pris en compte) :

- ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif
- construction édifiée en mitoyenneté avec une construction existante érigée en limite de propriété (pour la limite concernée),
- rampe d'accès au stationnement souterrain,



### Pour les annexes :

- **L'implantation est autorisée jusqu'en limite pour :**
  - les bâtiments annexes non accolés à une construction principale, projetés sur le terrain d'assiette de celle-ci, si :
    - leur hauteur ne dépasse pas 3,5 m au faîtage,
    - la longueur cumulée des façades bordant ou en vis-à-vis des propriétés privées voisines ne dépasse pas 8m, sans qu'aucune façade ne dépasse 6 m.

**Pour les extensions des bâtiments principaux existants avant la date d'approbation du PLUI** et implantés dans les marges de recul définies ci-avant : celles-ci sont autorisées à condition qu'elles s'effectuent dans le prolongement des façades (hors balcons ou tout ouvrage en saillies) sous réserve de respecter les règles de retrait par rapport aux autres limites.

### **4-3/ Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété**

#### 4-3-1- REGLE GENERALE

Non réglementé.

#### 4-3-2- REGLE ALTERNATIVE

Non réglementé.

### **4-4/ Hauteur**

#### 4-4-1- REGLE GENERALE

**Uc**

La hauteur totale des constructions ne devra pas excéder : **12 m.**

#### 4-4-2- REGLE ALTERNATIVE

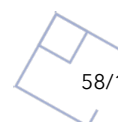
### **Rappel : voir les dispositions générales**

**Des dispositions ci-avant ne s'appliquent pas aux constructions suivantes**, qui doivent toutefois s'intégrer dans le site :

- constructions à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics,
- ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif

La hauteur n'est pas réglementée pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif de transport d'électricité dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris ; les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont donc également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.

**En cas d'extension d'un bâtiment existant**, la hauteur maximum pourra être égale à la côte altimétrique du faîtage du bâtiment existant.



### **4-5/ Emprise au sol**

#### 4-5-1- REGLE GENERALE

**UC**

Le coefficient d'emprise au sol ne devra pas excéder : **0,50**.

#### 4-5-2- REGLE ALTERNATIVE

Le Coefficient d'Emprise au Sol ne s'applique pas pour les constructions à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics.

## **ARTICLE UC 5 : QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE**

**Se référer complémentairement au nuancier intercommunal établi par le CAUE de l'Ain et annexé au présent règlement.**

Le présent article ne s'applique pas aux constructions et installations techniques, aux constructions d'intérêt public ou d'intérêt collectif et aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics pour lesquels une intégration dans le site doit être recherchée en s'inspirant du sens du lieu.

### **5-1/ Aspect général des constructions**

L'implantation, l'architecture, les dimensions et l'aspect extérieur des constructions ne doivent pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants.

Sont interdits les pastiches d'une architecture étrangère à la région, en particulier les chapiteaux sur colonnes, les arcs surbaissés...

Les mouvements de terrain (déblais remblais), nécessaires à l'implantation de la construction, doivent être limités aux stricts besoins techniques et ne doivent pas conduire à une émergence de la construction dans le paysage.

### **5-2/ Aspect des façades**

Tous les travaux de réfection de façades doivent faire l'objet d'une déclaration préalable en Mairie.

#### **Aspect**

Les matériaux utilisés en extérieur doivent présenter un aspect fini. L'emploi à nu, en parements extérieurs, de matériaux normalement conçus pour être recouverts d'un enduit ou d'un autre type de revêtement est interdit (exemple : parpaings, briques creuses, agglomérés, ...).

L'usage de panneaux solaires, thermiques et photovoltaïques n'est pas autorisé en façade.

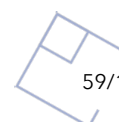
L'aspect des murs apparents autres que les façades de la construction, doit s'harmoniser avec ces dernières.

Les vérandas, marquises, auvents, seront réalisées au moyen de profilés fins.

De plus, se référer au nuancier intercommunal établi par le CAUE de l'Ain et annexé au présent règlement.

#### **Teintes**

Pour les teintes des façades et menuiseries, se référer au nuancier intercommunal établi par le CAUE de l'Ain et annexé au présent règlement.



### **Percements et ouvertures**

Les nouveaux percements devront préserver l'équilibre des proportions existantes dans le cas de rénovation.

Les façades implantées à 2 m ou moins des limites séparatives ne devront présenter aucune ouverture de vue.

### **5-3/ Aspect des toitures**

Toute modification ou réfection de toiture ou de couverture doit faire l'objet d'une déclaration préalable.

### **Pentes des toitures.**

La pente des toitures des constructions principales et des annexes accolées doit être inférieure à 30%.

Toutefois, des pentes différentes pourront être admises, dans les cas suivants :

- extension et réhabilitation de constructions existantes avant la date d'approbation du PLUi, ayant une pente de toiture ne respectant pas la règle. Dans ce cas, le projet respectera la pente existante.

Les toitures terrasses ou plates, végétalisée ou non, sont admises. Elles peuvent accueillir des panneaux solaires, thermiques ou photovoltaïques.

### **Aspect des matériaux.**

Pour les teintes des toitures, se référer au nuancier intercommunal établi par le CAUE de l'Ain et annexé au présent règlement.

#### Toitures à pentes :

Les teintes des toitures à pan doivent être choisies en fonction de la teinte dominante des toitures environnantes, en cohérence avec les constructions environnantes.

L'emploi à nu de matériaux d'aspect métallique en couverture est interdit.

#### Dans tous les cas :

En cas d'usage de panneaux solaires, thermiques et photovoltaïques en toiture, ces derniers doivent respecter la pente générale du toit. Ils doivent avoir un aspect non réfléchissant.

L'ensemble des dispositions relatives à l'aspect des matériaux ne s'applique pas aux dalles supérieures des parcs de stationnement souterrains ou semi-enterrés.

### **5-4/ Installations techniques**

Les capteurs solaires installés au sol seront positionnés de telle manière qu'ils soient le plus possible dissimulés de la vue depuis l'espace public.

Les antennes et paraboles seront aussi peu visibles que possibles depuis l'espace public.

Lorsqu'une antenne collective existe, les antennes individuelles sont interdites.

Les coffrets de réseaux de toutes sortes, ainsi que les boîtes aux lettres et les commandes d'accès, seront intégrés dans le mur de clôture, la haie ou la façade du bâtiment, sans déborder sur le domaine public.

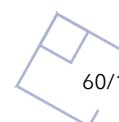
### **5-5/ Aspect des clôtures**

La hauteur maximum ci-après, s'entend en tout point de l'installation.

Les clôtures ne sont pas obligatoires. Elles sont soumises à déclaration préalable.

Les clôtures doivent être d'aspect sobre, en concordance avec le paysage environnant et les usages locaux quant à leur hauteur, leurs couleurs et leurs matériaux.

Les portes et portails seront sobres, sans galbe vers l'extérieur.



De manière générale, les haies seront constituées d'essences locales diversifiées.

Indépendamment des règles déclinées ci-dessous, la hauteur des clôtures ou des murs peut être adaptée ou imposée par l'autorité compétente, en fonction de la nature particulière de l'installation ou de la topographie des lieux, et selon les critères de sécurité, de salubrité et de bonne ordonnance en usage. Notamment, en limite de voie publique, la hauteur des clôtures peut être ramenée à 0,80 m pour des raisons de sécurité et de visibilité.

### **Clôtures sur voies publiques et privées ouvertes à la circulation publique**

Les clôtures (hors portail) devront être constituées soit :

- d'un dispositif, n'excédant pas 1,80 mètre de hauteur, constitué d'un grillage ou d'éléments ajourés (au moins 30% de jour), peint, sobre et sans galbe, pouvant être doublé d'une haie champêtre. Dans le cas éventuel d'un muret plein, celui-ci est limité à 0,80 m de hauteur.
- d'une haie, d'une hauteur maximale de 2 m, traitée en haie vive champêtre, libre ou taillée, composée d'essences indigènes. Elle pourra être doublée d'un grillage d'une hauteur maximum de 1,80 m.

### **Clôtures sur limites séparatives**

En cas de différence entre deux fonds, la hauteur de la clôture est calculée à partir du fond le plus haut, qu'il s'agisse d'une limite avec un fond privé, ou avec une voie ou emprise publique.

Les clôtures en limites séparatives peuvent être réalisées au moyen :

- d'un mur plein, enduit ou en pierre mureuse, avec couverture, sous réserve d'une bonne intégration paysagère, éventuellement surmonté d'un grillage (dans ce cas, la couverture n'est pas requise).
- d'un dispositif, constitué d'un grillage ou d'éléments ajourés (au moins 30% de jour), peint, sobre et sans galbe, pouvant être doublé d'une haie champêtre.
- d'une haie vive, champêtre, libre ou taillée, composée d'essences indigènes.
- d'une combinaison des différents moyens

Quel que soit le dispositif, la hauteur est limitée à 1,80 m.

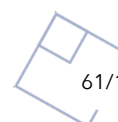
## **5-6/ Performances énergétiques et environnementales des constructions**

Dans le cas d'un projet mettant en œuvre des techniques relevant de la bioclimatique ou permettant d'atteindre de bonnes performances énergétiques ou l'utilisation d'énergie renouvelable, les règles sur l'aspect des constructions peuvent être assouplies dans la mesure où il n'est pas possible de les respecter pour des raisons de mise en œuvre de ces techniques. Le demandeur ou l'auteur du projet doit aussi justifier de la cohérence de la recherche architecturale par rapport au caractère général du site.

Toute construction nouvelle ou toute réhabilitation devra respecter la réglementation thermique en vigueur selon la catégorie de construction (RT2012 ou RE2020).

## **5-7/ Dispositions particulières aux bâtiments existants**

En cas de réhabilitation, d'aménagement ou d'extension mesurée d'un bâtiment existant qui ne respecterait pas les règles énoncées ci-dessus, il peut être dérogé à celles-ci à condition que la typologie d'implantation, de forme et de matériaux du bâtiment existant soit respectée.



### **ARTICLE Uc 6- TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS**

#### **6-1/ Espaces verts**

##### 6-1-1- REGLE GENERALE

En tout état de cause, il est exigé pour toute opération de construction que la totalité des espaces non affectés soit aménagée en espaces verts. Ces espaces devront être organisés de telle façon à participer à l'agrément du projet et ne devront pas être situés dans les espaces résiduels et difficiles d'accès.

L'autorité compétente peut exiger du bénéficiaire d'une autorisation d'occupation ou d'utilisation du sol, la réalisation d'espaces plantés.

##### 6-1-2- REGLE ALTERNATIVE

Non réglementé

#### **6-2/ Espaces perméables**

##### 6-2-1- REGLE GENERALE

En cas d'aménagement des aires de stationnement existantes ou en cas de création de nouvelles aires : les places de stationnement de surface doivent être réalisées, sauf contraintes techniques, en matériaux perméables.

L'emploi de matériaux perméables est recommandé pour les voies nouvelles et les espaces dédiés à la circulation. Complémentairement, se référer aux Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).

##### 6-2-2- REGLE ALTERNATIVE

Non réglementé.

#### **6-3/ Espaces collectif**

Non réglementé.

#### **6-4/ Bandes de recul issues des retraits imposés par rapport aux limites séparatives**

**Lorsqu'un recul doit être respecté : sur une bande d'une largeur de 2 m par rapport aux limites séparatives**, le terrain devra être traité en espace vert de pleine terre (interdiction des sous-sols), excepté pour les voies d'accès, les constructions autorisées à l'article 4.2, les ouvrages de soutènement ou les ouvrages techniques nécessaires aux services publics.

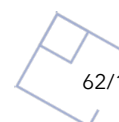
#### **6-5/ Secteurs paysagers identifiées au document graphique**

Les modifications des éléments paysagers protégés au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme inscrits sur les plans graphiques feront l'objet d'une autorisation préalable.

En cas d'intervention les détruisant tout ou partiellement, une reconstitution des éléments paysagers avec des espèces similaires est obligatoire. Cette reconstitution doit être prévue à proximité immédiate des éléments paysagers

#### **6-6/ Plantations**

Les plantations existantes seront préservées.



Les aires de stationnements et les espaces libres doivent être plantés à raison d'un arbre à haute tige par tranche de 200 m<sup>2</sup> de stationnement et d'espaces libres, disposés librement sur l'assiette de l'opération. Toute tranche de 200 m<sup>2</sup> commencée est une surface due.

Les plantations seront réalisées avec des essences locales (charmilles, noisetiers...).

Les haies mono-végétales et les haies d'espèces persistantes en mono-végétaux et continues sur le pourtour des limites parcellaires, ainsi que les plantations de hautes futaies disposées en murs rideaux, sont interdites.

### **6-7 Implantation par rapport au terrain**

L'implantation, le volume et les proportions des bâtiments dans tous leurs éléments doivent être déterminés en tenant compte de l'environnement et en s'y intégrant le mieux possible, en particulier par leur adaptation au terrain et par leurs aménagements extérieurs.

Les bâtiments, tant par leur composition que par le traitement des accès doivent s'adapter au terrain naturel, en limitant les modifications des pentes.

D'une manière générale, tout mouvement de terrain est interdit sur une bande de 1 m sur le pourtour du terrain d'assiette du projet.

Les déblais et remblais ne sont admis que s'ils sont nécessaires à la bonne réalisation de la construction projetée.

En cas d'impossibilité technique pour rejoindre en pente douce le niveau du terrain naturel ou pour réaliser le blocage des pentes par des plantations, la réalisation d'ouvrages de soutènement est autorisée. La hauteur maximale des déblais ne devra pas excéder 2 m et celle des remblais 1,20 m sur terrain fini ; ces deux éléments n'étant pas cumulables. Les paliers inférieurs à 0,60 m sont recommandés. Cette disposition ne concerne pas les accès aux stationnements souterrains et aux locaux en sous-sol.

Les murs de soutènement inférieurs à 1,2 m de hauteur et rendus nécessaires sont autorisés.

Les enrochements sont autorisés uniquement pour le soutènement des routes, des voies d'accès aux bâtiments principaux, les voies en pied de talus et aux garages, sous réserve que leur hauteur n'excède 1,50m par rapport au terrain naturel. Les enrochements doivent être végétalisés.

Les garages enterrés sont interdits dans les secteurs présentant des risques d'inondation repérés au titre de l'article L151-34-1° du Code de l'Urbanisme.

Les dispositions du paragraphe ci-dessus ne s'appliquent pas au soutènement des rampes d'accès aux stationnements souterrains, ni à celui des voies et emprises publiques.

## **ARTICLE Uc 7- STATIONNEMENT**

Le stationnement des véhicules automobiles ou des vélos doit correspondre aux besoins des constructions autorisées, doit être assuré en dehors des voies publiques ou de desserte collective et doit être desservi soit par un seul accès sur la voie publique, soit par plusieurs accès distants les uns des autres de 50 m au moins.

La règle applicable aux bâtiments ou établissements non prévus est celle à laquelle ces établissements sont le plus directement assimilables.

Toute surface commencée est une surface due.

### **7-1/ Stationnement des véhicules automobiles**

#### **7-1-1- REGLE GENERALE**

De plus, il est exigé au minimum, pour toute opération de :

<b>Logement de gardiennage, de surveillance ou de fonction</b>	1 place par logement.
<b>Restauration</b>	A minima : 1 place de stationnement pour 10 m <sup>2</sup> de salle de restauration.
<b>Activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle</b>	Les stationnements des véhicules répondront aux besoins de l'opération et a minima : 1 place de stationnement pour 40 m <sup>2</sup> de surface de plancher affectée à l'accueil de la clientèle
<b>Artisanat et commerce de détail</b>	Les stationnements des véhicules répondront aux besoins de l'opération et a minima : 1 place de stationnement pour 40 m <sup>2</sup> de surface de plancher affectée à la vente.

### 7-1-2- REGLE ALTERNATIVE

Aucun stationnement supplémentaire n'est demandé pour les réaménagements de bâtiment comportant déjà une partie habitable s'ils ne créent pas de nouvelles unités d'habitation.

Dans le cadre d'un changement de destination ou d'une démolition reconstruction (à surface de plancher identique), il ne peut être exigé plus de places de stationnement que celles existantes avant la date d'obtention de l'autorisation d'urbanisme. Si la surface de plancher est majorée, les règles générales s'appliquent aux surfaces de plancher supplémentaires réalisées.

### **7-2/ Stationnement modes doux**

Pour toute construction / réhabilitation / changement de destination d'un bâtiment principal, la réalisation de stationnement vélos est obligatoire.

Le nombre de places doit être défini au regard de la nature de chaque projet.

Le nombre de places à réaliser doit se référer à la réglementation en vigueur dans le Code de la Construction et de l'Habitation.

## **CHAPITRE 3 : ÉQUIPEMENTS ET RÉSEAUX**

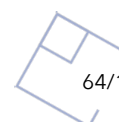
### **ARTICLE U<sub>c</sub> 8 - DESSERTE PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVÉES**

#### **8-1/ Accès**

Les portails d'accès doivent être implantés avec un recul minimum de 5 m et de telle sorte que les véhicules devant stationner avant de les franchir puissent le faire sans empiéter sur la plate-forme des voiries publiques.

Le raccordement d'un accès privé à une voie publique doit présenter :

- une pente inférieure ou égale à 5 %, sur une longueur d'au moins 5 m, à partir de la chaussée de la voie publique,
- un tracé facilitant la giration des véhicules.



Les aires de stationnement doivent être disposés dans les terrains d'assiette de l'opération de façon à ménager une aire d'évolution à l'intérieur des dits terrains et ne présenter qu'un seul raccordement à double sens, ou deux raccordements à sens unique sur la voie publique.

### **8-2/ Voirie**

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies privées nouvelles ouvertes au public et des accès privés doivent être adaptées aux usages qu'ils supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir. Leur pente ne peut excéder 12 %.

Les voies privées nouvelles ouvertes au public se terminant en impasse doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire aisément demi-tour.

Dans tous les cas, les voies nouvelles seront obligatoirement doublées d'un espace dédié à la circulation sécurisée des piétons d'une largeur conforme aux normes PMR en vigueur. Dans les opérations de moins de 10 logements, les voies nouvelles seront traitées en espaces partagée avec les piétons et les cycles.

Au moins la moitié des surfaces des voies nouvelles et des espaces dédiés à la circulation sécurisée des piétons devra être réalisé en matériaux perméables..

## **ARTICLE Uc 9- DESSERTE PAR LES RÉSEAUX**

### **9-1/ Eau potable**

Toute construction à usage d'habitation et tout local pouvant servir au travail, au repos, à l'agrément ou à l'accueil du public, doit être raccordé au réseau public d'eau potable.

### **9.2 - Eaux usées**

Les zonages d'assainissement annexés au PLUi déterminent le zonage du territoire au sens de l'article 35 de la loi sur l'eau et définit à l'intérieur de chaque zone les solutions techniques les mieux adaptées à la gestion des eaux usées d'origine domestique, agricole, artisanale, industrielle et des eaux pluviales.

#### **9-2-1- ZONES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

Toute construction nouvelle ou installation nouvelle ou aménagement par changement d'affectation doit être équipé d'un réseau séparatif eaux usées - eaux pluviales, et être raccordé au réseau public.

L'évacuation des eaux usées liée aux activités artisanales et commerciales dans le réseau public d'assainissement peut être subordonnée à un pré-traitement particulier et approprié.

Les effluents agricoles (purins, etc...) ne peuvent être rejetés aux réseaux publics.

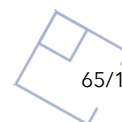
#### **9-2-1- ZONES D'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL**

En l'absence de réseau d'assainissement eaux usées ou en l'attente de celui-ci, un dispositif d'assainissement individuel devra être mis en place, conçu de façon à pouvoir être mis hors circuit, adapté au milieu et à la quantité d'effluent, et dont la possibilité de mise en œuvre est conditionnée par les dispositions énoncées dans les annexes sanitaires du PLUi.

### **9-3/ Eaux pluviales**

Les aménagements réalisés sur tout terrain devront être tels qu'ils garantissent l'écoulement direct des eaux pluviales, sans aggraver la situation antérieure.

Le constructeur réalisera les dispositifs appropriés pour une évacuation vers un exutoire.



Les accès aux terrains à partir des voies publiques devront maintenir le fil d'eau des fossés traversés et être équipés de grille-avaloir empêchant le ruissellement des eaux sur la voie publique.

Ces aménagements sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

Les projets situés en amont du domaine public devront prévoir la récupération des eaux de ruissellement.

### **9-4/ Énergies et télécommunications**

Tout nouveau réseau sera à réaliser soit par câbles souterrains, soit par toute autre technique permettant une dissimulation maximum des fils ou câbles.

Les réseaux aériens existants dans les voies seront, au fur et à mesure des travaux de réfection et de renouvellement, remplacés par des câbles souterrains ou par des conduites fixées sur façades adaptées à l'architecture.

Les antennes paraboliques seront implantées le plus discrètement possible. Si elles sont visibles de l'espace public, elles seront peintes dans une couleur en harmonie avec le fond sur lequel elles sont installées.

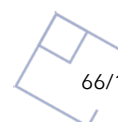
Toute construction à usage d'habitation et tout local pouvant servir au travail, au repos, à l'agrément ou l'accueil du public, sauf les annexes, devra prévoir les branchements nécessaires assurant un raccordement aux réseaux de communications électroniques, y compris ceux à créer (fibre optique). Cette règle ne s'applique pas dans le cadre de la réhabilitation de bâtiments existants.

### **9-5/ Ordures ménagères**

Pour toute opération supérieure ou égale à 500 m<sup>2</sup> surface de plancher, la réalisation d'aire de stockage, et de collecte des ordures ménagères en limite du domaine public (ou dans la copropriété) est obligatoire. Les dimensions de cette aire seront déterminées conformément aux besoins de l'opération et à la réglementation en vigueur. Cette aire devra également être accessible aux véhicules de collecte des ordures ménagères.

Cette disposition ne s'appliquera pas lorsqu'un point de collecte public existe ou est projeté à proximité immédiate. Une participation financière pourra être exigée par le service gestionnaire dans le cadre de la création ou de l'agrandissement de ce point de collecte.

Cette disposition ne s'applique pas aux systèmes de compostage des déchets verts.



## DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES UE

### CHAPITRE 1 : DESTINATIONS DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURE DES ACTIVITES

La zone **UE** comporte :

- un secteur **UE**, correspondant au secteur d'accueil des équipements d'intérêt collectif et service public,
- un secteur **UEp** dans lequel sont seules admises les aires de stationnement,
- un secteur **UEf**, correspondant au domaine ferroviaire,
- un secteur **UEr** correspondant au domaine autoroutier.

**Les dispositions générales du règlement s'appliquent sur la zone. Elles sont à consulter en complément des dispositions spécifiques présentées ci-après.**

#### ARTICLE UE 1 - DESTINATIONS ET SOUS DESTINATIONS AUTORISÉES

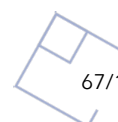
##### 1-1/ Sont autorisées les constructions à destination :

Les destinations et sous destinations autorisées, interdites ou soumises à conditions, pour la construction neuve et le changement de destination des constructions existantes, sont présentées dans le tableau suivant :

**Légende du tableau des destinations et sous-destinations retenues au titre de l'article R151-27 et R151-28 du Code de l'Urbanisme ci-dessus :**

<b>A</b>	Destinations et sous-destinations autorisées
<b>C</b>	Destinations et sous-destinations autorisées sous conditions listées à l'article UE 2.2
<b>I</b>	Destinations et sous-destinations interdites

	DESTINATION / SOUS DESTINATION	UE	UEf	UEp	UEr
<b>EXPLOITATION AGRICOLE &amp; FORESTIERE</b>	Exploitation agricole	I	I	I	I
	Exploitation forestière	I	I	I	I
<b>HABITAT</b>	Logement	C	I	I	I
	Hébergement	C	I	I	A
	Artisanat et commerce de détail	I	I	I	A



## ZONE UE : Zone d'accueil d'équipements

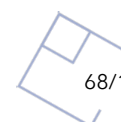
<b>COMMERCE ET ACTIVITÉ DE SERVICE</b>	Restauration	I	I	I	A
	Commerce de gros	I	I	I	I
	Activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle	C	I	I	A
	Hébergement hôtelier et touristique	I	I	I	A
	Cinéma	I	I	I	I
<b>EQUIPEMENT D'INTERET COLLECTIF ET SERVICE PUBLIC</b>	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	A	I	I	I
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés	A	A	A	A
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	A	I	I	I
	Salles d'art et de spectacle	A	I	I	I
	Équipements sportifs	A	I	I	I
	Autres équipements recevant du public	A	I	I	I
<b>AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECONDAIRES OU TERTIAIRES</b>	Industrie	I	I	I	I
	Entrepôt	I	I	I	I
	Bureau	I	I	I	A
	Centre de congrès et d'exposition	I	I	I	I

### ARTICLE UE 2- INTERDICTION ET LIMITATION DE CERTAINS USAGES ET AFFECTATIONS DES SOLS, CONSTRUCTIONS ET ACTIVITES

#### 2-1/ Installations interdites

**Dans l'ensemble de la zone UE, les installations suivantes :**

- la création ou l'agrandissement d'un parc résidentiel de loisirs ou d'un village de vacances classé en hébergement léger,
- l'aménagement d'un golf,
- l'aménagement d'un terrain pour la pratique des sports ou loisirs motorisés,
- l'ouverture et l'exploitation de carrières, gravières,
- les dépôts de matériaux et de déchets de toute nature,
- lorsqu'ils sont susceptibles de contenir au moins 10 unités les dépôts de véhicules et les garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs,
- les aires d'accueil des gens du voyage,
- les garages collectifs de caravanes ou de véhicules particuliers indépendants d'une opération de logements,
- A moins qu'ils ne soient nécessaires à l'exécution d'un permis de construire, les affouillements dont la profondeur excède 2 m et les exhaussements du sol dont la hauteur excède 1,20 m et qui portent sur une superficie supérieure ou égale à 100 m<sup>2</sup>.



### **De plus, dans les secteurs UEf, UEp et UEr, les installations suivantes :**

- les constructions et installations à usage d'activité de camping et caravanage,
- l'aménagement ou la mise à disposition de terrains pour des campeurs de façon habituelle,
- le réaménagement d'un terrain de camping ou d'un parc résidentiel de loisirs,
- les habitations légères de loisirs et les résidences mobiles de loisirs,
- l'aménagement d'un parc d'attractions ou d'une aire de jeux et de sports d'une superficie supérieure à deux hectares.

### **De plus, dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme au titre des corridors écologiques et des réservoirs de biodiversité, sont interdits :**

- l'implantation d'installations photovoltaïques au sol
- l'implantation d'éoliennes

### **De plus dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme au titre des zones humides, sont interdits :**

- toutes occupations et utilisations du sol susceptibles de détruire ou modifier les zones qui seront qualifiées d'humides au sens de de l'annexe 1 de l'arrêté du 1er octobre 2009 et de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 24 juin 2008, à l'exception de celles autorisées ci-dessous :

## **2-2/ Limitation de certains usages et affectations des sols, constructions et activités, destinations et sous-destinations**

### 2-2-1/ DANS L'ENSEMBLE DE LA ZONE UE ET SES SECTEURS UEp, UEf ET UEr :

Sont autorisés à conditions qu'ils soient compatibles avec le voisinage des zones habitées et qu'ils ne portent pas atteinte à la sécurité et à la salubrité publiques :

- tous **travaux, aménagements, plantations**, à condition qu'ils soient nécessaires aux constructions autorisées dans la zone;
- les **installations classées pour la protection de l'environnement** autres que celles soumises à autorisation ou à enregistrement, à condition d'être justifiées par la nécessité de fournir un service à la zone ;
- les **affouillements** (déblais) de moins de 2 m et les **exhaussements** (remblais) de moins de 1,20 m, qui portent sur une superficie inférieure ou égale à 100m<sup>2</sup>.
- les **exhaussements et affouillements de sol** sont autorisés pour les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics, notamment pour les ouvrages de transport d'électricité.
- les **installations nécessaires à l'exploitation et à la sécurité des oléoducs de défense commune**
- les **constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif de transport d'électricité** sont autorisées dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris ; les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.

### 2-2-2/ DANS LA ZONE UE HORS SECTEURS UEp, UEf ET UEr :

- les **annexes** (accolées ou non) des constructions principales ;
- les **logements** dans les conditions suivantes :

## ZONE UE : Zone d'accueil d'équipements

- **pour la création de nouveaux bâtiments principaux, les logements** ne sont admis qu'aux conditions cumulatives suivantes :
  - ils sont destinés au logement des personnes dont la présence permanente sur la zone est nécessaire pour assurer la direction, la surveillance, le gardiennage ou assurer une utilité de service des équipements de la zone,
  - ils sont directement liés aux équipements publics ou d'intérêt collectif autorisés dans la zone,
  - ils sont intégrés à l'équipement : le logement est inclus dans le volume (accolé ou intégré) du bâtiment à usage d'équipement et ne dépasse pas 90 m<sup>2</sup> de surface de plancher,
  - il n'est autorisé aucune annexe aux locaux de surveillance ;
- **dans les bâtiments d'équipements existants avant la date d'approbation du PLUi**, les logements sont admis sans conditions de surface s'ils sont réalisés dans le volume existant. Il peut être admis une extension de 30 m<sup>2</sup> d'emprise au sol maximum ;
- s'il s'agit de **logement aidés** ;
- les **activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle** ne sont admises que dans le cas où il s'agit d'activités liées à la sphère médicale ou paramédicale, et/ou à la sphère sociale ;
- les **aires de stationnements**, à condition de faire l'objet d'un traitement paysager.

### 2-2-3/ DANS LE SECTEUR UEP, SONT ADMIS :

- les **aires de stationnements**, aux conditions suivantes :
  - de faire l'objet d'un traitement paysager,
  - qu'au moins la moitié des places de stationnement soient couvertes par des ombrières photovoltaïques, lorsque l'aire de stationnement propose plus de 20 places,
  - que ces aires disposent de bornes de recharge pour véhicules électriques, lorsque l'aire de stationnement propose plus de 20 places.

### 2-2-4/ DANS LE SECTEUR UER, SONT ADMIS :

- les **équipements d'intérêt collectif et services publics** dans les conditions suivantes :

Ils ne doivent concerner que les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif. Leur implantation dans la zone doit être justifiée par des impératifs techniques de fonctionnement du service. En outre, ils ne devront pas porter atteinte à l'intégrité des secteurs naturels et prendront toutes les dispositions pour assurer une bonne intégration dans le site ;
- les **constructions, installations et ouvrages liés à la gestion et à l'exploitation de l'infrastructure autoroutière** et notamment les ouvrages de gestion des eaux pluviales, les transformateurs électriques sont autorisés, les installations liées aux péages et les aires de repos ;
- les **infrastructures de production d'énergie solaire** sont admises au sein des délaissés autoroutiers et des aires de repos ou de service.

### 2-2-5/ DANS LE SECTEUR UEF, SONT UNIQUEMENT ADMIS :

- les **équipements d'intérêt collectif et services publics** dans les conditions suivantes :

Ils ne doivent concerner que les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif. Leur implantation dans la zone doit être justifiée par des impératifs techniques de fonctionnement du service. En outre, ils ne devront pas porter atteinte à l'intégrité des secteurs naturels et prendront toutes les dispositions pour assurer une bonne intégration dans le site ;
- les **constructions, installations et dépôts à condition d'être indispensables au fonctionnement du service public ferroviaire** réalisé par l'exploitant ;



- les **constructions, installations et dépôts à condition d'être réalisés pour l'exercice d'activités liées au service public ferroviaire** concernant l'accueil et l'hébergement de voyageurs, l'entreposage, le stockage et le conditionnement des marchandises.

### 2-2-6/ DANS L'ENSEMBLE DES SECTEURS :

#### **Pour les constructions repérées d'intérêt patrimonial ou architectural au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme :**

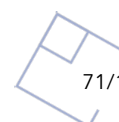
- les **constructions neuves** sont autorisées dans le cas de reconstruction après démolition.
- **la réhabilitation des bâtiments est admise**, sans limitation de surface de plancher, sans extension volumétrique à l'exception des éléments de toiture autorisés à l'article 5, et sous réserve de garder le caractère architectural du bâti.
- les **annexes non accolées sont autorisées**, sous réserve d'une harmonie avec le bâtiment principal et aux conditions suivantes :
  - ces annexes présenteront une superficie cumulée totale de 50 m<sup>2</sup> d'emprise au sol.
  - les annexes non soumises à autorisation d'urbanisme sont exclues de ces dispositions
- les **annexes accolées** sont interdites.
- la **démolition des bâtiments patrimoniaux repérés au titre de l'article L151-19** est soumise à permis de démolir.

#### **Dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme pour les arbres isolés, haies et secteurs boisés à préserver :**

- les travaux d'entretien, de gestion et de valorisation des haies, arbres et boisements sont admis sans formalités, à condition que ces derniers restent fonctionnels sur le plan écologique et paysager,
- les **défrichements, abattages, arrachages et dessouchages** visant à supprimer définitivement les sujets sont soumis à **déclaration préalable**,
- des mesures compensatoires liées à la suppression d'un élément sont imposées :
  - si les conditions techniques le permettent, le déplacement de l'élément sera préféré à son arrachage ou son abattage,
  - dans le cas de l'abattage ou de l'arrachage, la plantation d'essences identiques est demandée, ou a minima d'essences locales, à l'emplacement même ou à proximité immédiate du site.
- Dans une bande de 10 m par rapport à la limite du secteur UEr, il est admis que le concessionnaire autoroutier applique des objectifs de gestion sécuritaire des espaces de transition (pour éviter les risques de chute d'arbres par exemple).

#### **Dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme pour les espaces verts et parcs à préserver :**

- les **défrichements, arrachages et dessouchages** des arbres et arbustes constitutifs des parcs et vergers sont soumis à **déclaration préalable** ;
- il est exigé que **l'élément recensé soit déplacé ou reconstitué** en recourant aux essences végétales locales préalablement identifiées sur ces secteurs, et en variant la nature des essences et les strates végétales ;
- sont seules **admises les constructions ou installations de petites tailles**, accolées ou non, dans la limite de **10 m<sup>2</sup> d'emprise au sol** et si leur hauteur est inférieure à 3,5 m au sommet.
- Dans une bande de 10 m par rapport à la limite du secteur UEr, il est admis que le concessionnaire autoroutier applique des objectifs de gestion sécuritaire des espaces de transition (pour éviter les risques de chute d'arbres par exemple).

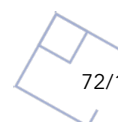


**Dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme au titre des corridors écologiques et des réservoirs de biodiversité et dans les secteurs de coupures paysagères définies au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme, sont uniquement admis :**

- **les extensions des bâtiments existants d'habitation, présentant une surface de plancher minimale initiale de 50 m<sup>2</sup>**, aux conditions suivantes :
  - si elles sont inférieures ou égales à 30 m<sup>2</sup> d'emprise au sol,
  - si ces extensions ne compromettent pas l'activité agricole et la qualité paysagère du site,
  - sans que la totalité du bâtiment (extension + existant) ait plus de 130 m<sup>2</sup> d'emprise au sol totale ;
- les **équipements, bâtiments et installations techniques** destinés aux services publics (téléphone, EDF, réservoir d'eau, etc.) sous réserve de ne pas porter atteinte à l'activité agricole et de prendre toutes les dispositions pour qu'ils soient compatibles avec le maintien de la fonctionnalité des corridors écologiques ;
- les **équipements, installations et ouvrages liés à la gestion des inondations** et notamment la gestion des casiers d'inondation ;
- les **clôtures**, si elles sont rendues nécessaires par la nature des bâtiments et équipements, devront être perméables à la faune (type haies arbustives composées d'essences locales) ou à défaut, lorsque la sécurité des ouvrages l'exige, les clôtures devront conserver un espace libre entre le sol et le début de la clôture d'une hauteur de 15 cm afin de laisser passer la petite faune ;
- les **clôtures type agricole** destinées à l'activité agricole sous réserve qu'elles ne nuisent pas à la qualité des corridors ;
- la **création de mares multifonctionnelles** : biodiversité, récupération de l'eau de pluie, à l'alimentation des animaux,...
- les **travaux d'entretien des haies et des petits boisements** (élagage...);
- les **défrichements, arrachages et dessouchages des arbres et arbustes constitutifs des haies** sont soumis à déclaration préalable au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme. Il est exigé que l'élément recensé soit déplacé ou reconstitué en recourant aux essences végétales locales préalablement identifiées sur ces secteurs, et en variant la nature des essences et les strates végétales ;
- les **aménagements à vocation pédagogique ou de mise en valeur des espaces naturels** tels que sentiers pédestre et/ou cyclables, ponton, site d'observation de la faune, ...
- les **aménagements de mode actifs** qui n'affectent pas de manière significative les réservoirs de biodiversité ou qui compensent leur impact.

**Dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme au titre des zones humides :**

- **sont autorisés** : dans les zones qualifiées de humide au sens de de l'annexe 1 de l'arrêté du 1er octobre 2009 et de l'arrêté ministériel du 24 Juin 2018, et à conditions que les travaux ci-dessous aient vocation à préserver ou restaurer ce caractère de zone humide et le cas échéant les espèces protégées qui s'y développent :
  - les travaux qui s'avèreraient indispensables à une bonne gestion de la zone humide, dans le sens du maintien de sa biodiversité et de ses fonctionnalités,
  - les travaux d'entretien ou d'exploitation agricole ou d'entretien et de restauration d'habitats naturels, dès lors qu'ils sont favorables à la biodiversité et la dynamique écologique des milieux humides,



## ZONE UE : Zone d'accueil d'équipements

- les travaux d'entretien et de réparation des voies, chemins, fossés et réseaux divers existants (en particulier réseau de drainage et d'assainissement), dans le respect de leurs caractéristiques actuelles,
- les équipements, installations et ouvrages liés à la gestion des inondations et notamment la gestion des casiers d'inondation ;
- la réalisation d'aménagements, sans soubassement, à vocation pédagogique et/ou de conservation des habitats naturels et des espèces sauvages, tels que sentiers pédestre et/ou cyclables, ponton, site d'observation de la faune, ...
- les aménagements de mode actifs qui n'affectent pas de manière significative les réservoirs de biodiversité ou qui compensent leur impact.
- les stations de traitements des eaux usées à condition de ne pouvoir être implantées hors zone humide et/ou zone inondable sous réserve de respecter les conditions édictées dans l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif

Conformément à l'article R.421-23 du Code de l'Urbanisme, les travaux ayant pour effet de modifier un élément que le PLUI a identifié au titre du L.151-23 doivent faire l'objet d'une déclaration préalable.

### **Dans les secteurs de prise en compte du risque d'inondation par les eaux pluviales ou de ruissellement délimités en application de l'article R151-34-1° du code de l'urbanisme :**

- toute **construction nouvelle est interdite**,
- tout aménagement envisagé ne doit **pas faire obstacle à la capacité d'écoulement des eaux pluviales ou de ruissellement**, ni à la capacité d'infiltration, le cas échéant,
- ce secteur peut recevoir des **aménagements paysagers, des ouvrages de gestions des eaux pluviales et des espaces ouverts au public**.

### **Dans les secteurs repérés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme pour identifier les mesures compensatoires existantes ou potentielles des atteintes à la biodiversité, :**

- toute construction nouvelle est interdite ;
- tout projet, aménagement ou intervention est soumis au strict respect des conditions définies dans le ou les arrêtés préfectoraux d'autorisation environnementales ;

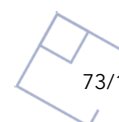
## **ARTICLE UE 3 : MIXITÉ FONCTIONNELLE ET SOCIALE**

### **2-1/ Mixité sociale dans l'habitat**

Au titre de l'article L151-15 du code de l'urbanisme, toute opération générant de la surface de plancher de logements (non comptés les logements de fonction) sera à usage de logements locatifs aidés ou d'accession sociale à la propriété.

### **2-2/ Mixité fonctionnelle**

Non réglementé.



## **CHAPITRE 2 - CARACTERISTIQUES URBAINES, ARCHITECTURALES, ENVIRONNEMENTALES ET PAYSAGERES**

### **ARTICLE UE 4 : VOLUMÉTRIE ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS**

#### **Rappel :**

Dans le cadre des opérations d'aménagement et de construction, les chemins inscrits au PDIPR (Plan Département des Itinéraires de Promenade et de Randonnée) et les sentiers et itinéraires piétonniers ou cycles repérés au titre de l'article L151-38 doivent être préservés ; leur continuité doit être assurée.

#### **4-1/ Implantation des constructions par rapport au domaine public ou voies publiques**

##### 4-1-1- REGLE GENERALE :

Les constructions, ouvrages techniques, et les installations nécessaires au fonctionnement des services publics, ou d'intérêt collectif, peuvent être implantés jusqu'en limite de l'emprise des voies publiques et des voies privées ouvertes au public.

##### 4-1-2- REGLES ALTERNATIVES :

Non réglementé

#### **4-2/ Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives**

##### 4-2-1- REGLE GENERALE :

Au titre de l'article R151-21 du Code de l'urbanisme, dans le cas d'un lotissement ou dans celui de la construction, sur une unité foncière ou sur plusieurs unités foncières contiguës, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, les règles de retrait sont appréciées lot par lot.

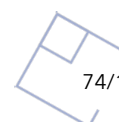
**Pour les équipements d'intérêt collectif et les services publics :** les constructions, ouvrages techniques, et les installations nécessaires au fonctionnement des services publics, ou d'intérêt collectif, peuvent être implantés jusqu'en limite des propriétés voisines.

**Pour les autres constructions admises dans la zone :** La distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus proche, doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à **3 m**.

##### 4-2-2- REGLES ALTERNATIVES :

**L'implantation jusqu'en limite séparative est par ailleurs autorisée dans les cas suivants** (dans ce cas, les débords de toiture et ouvrage en saillie sont pris en compte) :

- ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif
- construction édifiée en mitoyenneté avec une construction existante érigée en limite de propriété (pour la limite concernée),
- rampe d'accès au stationnement souterrain,
- un permis groupé est projeté entre des tenements contigus,



## ZONE UE : Zone d'accueil d'équipements

- en cas de projet couvrant plusieurs parcelles contiguës, à condition que l'ensemble présente une unité de volume et d'aspect.

### Pour les annexes :

- **L'implantation est autorisée jusqu'en limite pour :**
  - les bâtiments annexes non accolés à une construction principale, projetés sur le terrain d'assiette de celle-ci, si :
    - leur hauteur ne dépasse pas 3,5 m au faîtage,
    - la longueur cumulée des façades bordant ou en vis-à-vis des propriétés privées voisines ne dépasse pas 8m, sans qu'aucune façade ne dépasse 6 m.

**Pour les extensions des bâtiments principaux existants avant la date d'approbation du PLUI** et implantés dans les marges de recul définies ci-avant : celles-ci sont autorisées à condition qu'elles s'effectuent dans le prolongement des façades (hors balcons ou tout ouvrage en saillies) sous réserve de respecter les règles de retrait par rapport aux autres limites.

### 4-3/ Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Non réglementé.

### 4-4/ Hauteur

Non réglementé.

### 4-5/ Emprise au sol

Non réglementé.

## ARTICLE UE 5 : QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

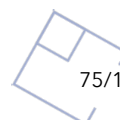
**Se référer complémentairement au nuancier intercommunal établi par le CAUE de l'Ain et annexé au présent règlement.**

Le présent article ne s'applique pas aux constructions et installations techniques, aux constructions d'intérêt public ou d'intérêt collectif et aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics pour lesquels une intégration dans le site doit être recherchée en s'inspirant du sens du lieu.

### 5-1/ Aspect général des constructions

L'implantation, l'architecture, les dimensions et l'aspect extérieur des constructions ne doivent pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants.

Sont interdits les pastiches d'une architecture étrangère à la région, en particulier les chapiteaux sur colonnes, les arcs surbaissés...



## **ZONE UE** : Zone d'accueil d'équipements

---

Les mouvements de terrain (déblais remblais), nécessaires à l'implantation de la construction, doivent être limités aux stricts besoins techniques et ne doivent pas conduire à une émergence de la construction dans le paysage.

Aux abords de l'autoroute, dans la bande de recul, toute construction, installation, rénovation/réhabilitation/extension de constructions existantes, admise dans la zone, présentant un aspect extérieur attirant de façon excessive l'attention des usagers de l'autoroute et facteur de danger pour la circulation autoroutière pourra être interdite ou soumise à des prescriptions architecturales ou paysagères.

### **5-2/ Aspect des façades**

Tous les travaux de réfection de façades doivent faire l'objet d'une déclaration préalable.

#### **Aspect**

Les matériaux utilisés en extérieur doivent présenter un aspect fini. L'emploi à nu, en parements extérieurs, de matériaux normalement conçus pour être recouverts d'un enduit ou d'un autre type de revêtement est interdit (exemple : parpaings, briques creuses, agglomérés, ...).

L'usage de panneaux solaires, thermiques et photovoltaïques n'est pas autorisé en façade.

L'aspect des murs apparents autres que les façades de la construction, doit s'harmoniser avec ces dernières.

Les vérandas, marquises, auvents, seront réalisées au moyen de profilés fins.

De plus, se référer au nuancier intercommunal établi par le CAUE de l'Ain et annexé au présent règlement.

#### **Teintes**

Pour les teintes des façades et menuiseries, se référer au nuancier intercommunal établi par le CAUE de l'Ain et annexé au présent règlement.

#### **Percements et ouvertures**

Les nouveaux percements devront préserver l'équilibre des proportions existantes dans le cas de rénovation.

Les façades implantées à 2 m ou moins des limites séparatives ne devront présenter aucune ouverture de vue.

### **5-3/ Aspect des toitures**

Toute modification ou réfection de toiture ou de couverture doit faire l'objet d'une déclaration préalable.

#### **Pentes des toitures.**

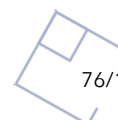
La pente des toitures des constructions principales et des annexes accolées doit être inférieure à 30%.

Toutefois, des pentes différentes pourront être admises, dans les cas suivants extension et réhabilitation de constructions existantes avant la date d'approbation du PLUi, ayant une pente de toiture ne respectant pas la règle. Dans ce cas, le projet respectera la pente existante.

Les toitures terrasses ou plates, végétalisée ou non, sont admises. Elles peuvent accueillir des panneaux solaires, thermiques ou photovoltaïques.

#### **Aspect des matériaux.**

Pour les teintes des toitures, se référer au nuancier intercommunal établi par le CAUE de l'Ain et annexé au présent règlement.



### Toitures à pentes :

Les toitures à pan doivent être, en fonction de la teinte dominante des toitures environnantes, couvertes en tuiles ou matériau similaire de teinte en cohérence avec les constructions environnantes.

L'emploi à nu de matériaux d'aspect métallique en couverture est interdit.

### Dans tous les cas :

L'emploi de matériaux transparents dans le cas de couverture de piscines, de vérandas ou de pergolas pourra, le cas échéant, être toléré dans des proportions harmonieuses.

En cas d'usage de panneaux solaires, thermiques et photovoltaïques en toiture, ces derniers doivent respecter la pente générale du toit. Ils doivent avoir un aspect non réfléchissant.

L'ensemble des dispositions relatives à l'aspect des matériaux ne s'applique pas aux dalles supérieures des parcs de stationnement souterrains ou semi-enterrés.

### **5-4/ Installations techniques**

Les capteurs solaires installés au sol seront positionnés de telle manière qu'ils soient le plus possible dissimulés de la vue depuis l'espace public.

Les antennes et paraboles seront aussi peu visibles que possibles depuis l'espace public.

Lorsqu'une antenne collective existe, les antennes individuelles sont interdites.

Les coffrets de réseaux de toutes sortes, ainsi que les boîtes aux lettres et les commandes d'accès, seront intégrés dans le mur de clôture, la haie ou la façade du bâtiment, sans déborder sur le domaine public.

### **5-5/ Aspect des clôtures**

**Secteur UEr** : non réglementé.

### **Secteurs UE et UEf :**

La hauteur maximum ci-après, s'entend en tout point de l'installation.

Les clôtures ne sont pas obligatoires. Elles sont soumises à déclaration préalable.

Les clôtures doivent être d'aspect sobre, en concordance avec le paysage environnant et les usages locaux quant à leur hauteur, leurs couleurs et leurs matériaux.

Les portes et portails seront sobres, sans galbe vers l'extérieur.

De manière générale, les haies seront constituées d'essences locales diversifiées.

Indépendamment des règles déclinées ci-dessous, la hauteur des clôtures ou des murs peut être adaptée ou imposée par l'autorité compétente, en fonction de la nature particulière de l'installation ou de la topographie des lieux, et selon les critères de sécurité, de salubrité et de bonne ordonnance en usage.

Notamment, en limite de voie publique, la hauteur des clôtures peut être ramenée à 0,80 m pour des raisons de sécurité et de visibilité.

### **Clôtures sur voies publiques et privées ouvertes à la circulation publique**

Les clôtures (hors portail) devront être constituées soit :

- d'un dispositif, n'excédant pas 1,80 mètre de hauteur, constitué d'un grillage ou d'éléments ajourés (au moins 30% de jour), peint, sobre et sans galbe, pouvant être doublé d'une haie champêtre. Dans le cas éventuel d'un muret plein, celui-ci est limité à 0,80 m de hauteur.
- d'une haie, d'une hauteur maximale de 2 m, traitée en haie vive champêtre, libre ou taillée, composée d'essences indigènes. Elle pourra être doublée d'un grillage d'une hauteur maximum de 1,80 m.

### **Clôtures sur limites séparatives**

En cas de différence entre deux fonds, la hauteur de la clôture est calculée à partir du fond le plus haut, qu'il s'agisse d'une limite avec un fond privé, ou avec une voie ou emprise publique.

Les clôtures en limites séparatives peuvent être réalisées au moyen :

- d'un mur plein, enduit ou en pierre mureuse, avec couverture, sous réserve d'une bonne intégration paysagère, éventuellement surmonté d'un grillage (dans ce cas, la couverture n'est pas requise).
- d'un dispositif, constitué d'un grillage ou d'éléments ajourés (au moins 30% de jour), peint, sobre et sans galbe, pouvant être doublé d'une haie champêtre.
- d'une haie vive, champêtre, libre ou taillée, composée d'essences indigènes.
- d'une combinaison des différents moyens

Quel que soit le dispositif, la hauteur est limitée à 1,80 m.

### **5-6/ Performances énergétiques et environnementales des constructions**

Dans le cas d'un projet mettant en œuvre des techniques relevant de la bioclimatique ou permettant d'atteindre de bonnes performances énergétiques ou l'utilisation d'énergie renouvelable, les règles sur l'aspect des constructions peuvent être assouplies dans la mesure où il n'est pas possible de les respecter pour des raisons de mise en œuvre de ces techniques. Le demandeur ou l'auteur du projet doit aussi justifier de la cohérence de la recherche architecturale par rapport au caractère général du site.

Toute construction nouvelle ou toute réhabilitation devra respecter la réglementation thermique en vigueur selon la catégorie de construction (RT2012 ou RE2020).

### **5-7/ Dispositions particulières aux bâtiments existants**

En cas de réhabilitation, d'aménagement ou d'extension mesurée d'un bâtiment existant qui ne respecterait pas les règles énoncées ci-dessus, il peut être dérogé à celles-ci à condition que la typologie d'implantation, de forme et de matériaux du bâtiment existant soit respectée.

## **ARTICLE UE 6- TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS**

### **6-1/ Espaces verts**

#### **6-1-1- REGLE GENERALE**

En tout état de cause, il est exigé pour toute opération de construction que la totalité des espaces non affectés soit aménagée en espaces verts. Ces espaces devront être organisés de telle façon à participer à l'agrément du projet et ne devront pas être situés dans les espaces résiduels et difficiles d'accès.

L'autorité compétente peut exiger du bénéficiaire d'une autorisation d'occupation ou d'utilisation du sol, la réalisation d'espaces plantés.

Toutefois dans le **secteur UEr**, les espaces verts ne sont pas réglementés.

#### **6-1-2- REGLE ALTERNATIVE**

Non réglementé

### **6-2/ Espaces perméables**

#### 6-2-1- REGLE GENERALE

En cas d'aménagement des aires de stationnement existantes ou en cas de création de nouvelles aires : au moins 50 % des places de stationnement de surface doivent être réalisées, sauf contraintes techniques, en matériaux perméables.

L'emploi de matériaux perméables est recommandé pour les voies nouvelles et les espaces dédiés à la circulation.

Toutefois dans le **secteur UEr**, les espaces perméables ne sont pas réglementés.

#### 6-2-2- REGLE ALTERNATIVE

Non réglementé.

### **6-3/ Espaces collectif**

Non réglementé.

### **6-4/ Bandes de recul issues des retraits imposés par rapport aux limites séparatives**

**Lorsqu'un recul doit être respecté : sur une bande d'une largeur de 2m par rapport aux limites séparatives**, le terrain devra être traité en espace vert de pleine terre (interdiction des sous-sols), excepté pour les voies d'accès, les constructions autorisées à l'article 4.2, les ouvrages de soutènement ou les ouvrages techniques nécessaires aux services publics.

### **6-5/ Secteurs paysagers identifiées au document graphique**

Les modifications des éléments paysagers protégés au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme inscrits sur les plans graphiques feront l'objet d'une autorisation préalable.

En cas d'intervention les détruisant tout ou partiellement une reconstitution des éléments paysagers, avec des espèces similaires est obligatoire. Cette reconstitution doit être prévue à proximité immédiate des éléments paysagers.

### **6-6/ Plantations**

Les plantations existantes seront préservées.

Les aires de stationnements et les espaces libres doivent être plantés à raison d'un arbre à haute tige par tranche de 200 m<sup>2</sup> de stationnement et d'espaces libres, disposés librement sur l'assiette de l'opération. Toute tranche de 200 m<sup>2</sup> commencée est une surface due.

Les plantations seront réalisées avec des essences locales (charmilles, noisetiers...).

Les haies mono-végétales et les haies d'espèces persistantes en mono-végétaux et continues sur le pourtour des limites parcellaires, ainsi que les plantations de hautes futaies disposées en murs rideaux, sont interdites.

Toutefois dans le **secteur UEr**, les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas .

### **6-7 Implantation par rapport au terrain**

L'implantation, le volume et les proportions des bâtiments dans tous leurs éléments doivent être déterminés en tenant compte de l'environnement et en s'y intégrant le mieux possible, en particulier par leur adaptation au terrain et par leurs aménagements extérieurs.

## **ZONE UE** : Zone d'accueil d'équipements

Les bâtiments, tant par leur composition que par le traitement des accès doivent s'adapter au terrain naturel, en limitant les modifications des pentes.

D'une manière générale, tout mouvement de terrain est interdit sur une bande de 1 m sur le pourtour du terrain d'assiette du projet.

Les déblais et remblais ne sont admis que s'ils sont nécessaires à la bonne réalisation de la construction projetée.

En cas d'impossibilité technique pour rejoindre en pente douce le niveau du terrain naturel ou pour réaliser le blocage des pentes par des plantations, la réalisation d'ouvrages de soutènement est autorisée. La hauteur maximale des déblais ne devra pas excéder 2 m et celle des remblais 1,20 m sur terrain fini ; ces deux éléments n'étant pas cumulables. Les paliers inférieurs à 0,60 m sont recommandés. Cette disposition ne concerne pas les accès aux stationnements souterrains et aux locaux en sous-sol.

Les murs de soutènement inférieurs à 1,2 m de hauteur et rendus nécessaires sont autorisés. Les enrochements sont autorisés uniquement pour le soutènement des routes, des voies d'accès aux bâtiments principaux, les voies en pied de talus et aux garages, sous réserve que leur hauteur n'excède 1,50m par rapport au terrain naturel. Les enrochements doivent être végétalisés.

Les garages enterrés sont interdits :

- dans les secteurs présentant des risques d'inondation repérés au titre de l'article L151-34-1° du Code de l'Urbanisme.

Les dispositions du paragraphe ci-dessus ne s'appliquent pas au soutènement des rampes d'accès aux stationnements souterrains, ni à celui des voies et emprises publiques.

### **ARTICLE UE 7- STATIONNEMENT**

Le stationnement des véhicules automobiles ou des vélos doit correspondre aux besoins des constructions autorisées, doit être assuré en dehors des voies publiques ou de desserte collective et doit être desservi soit par un seul accès sur la voie publique, soit par plusieurs accès distants les uns des autres de 50 m au moins.

La règle applicable aux bâtiments ou établissements non prévus est celle à laquelle ces établissements sont le plus directement assimilables.

Toute surface commencée est une surface due.

#### **7-1/ Stationnement des véhicules automobiles**

Il est exigé d'affecter les places de stationnement hors des emprises publiques et des voies.

Les stationnements des véhicules doivent répondre aux besoins de l'opération. Le nombre de places de stationnement hors des emprises publiques et des voies, affectées à une construction est lié à la nature et à l'importance de cette construction.

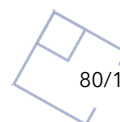
Pour les logements, se référer à la zone UH1 d'habitat.

#### **7-2/ Stationnement modes doux**

Pour toute construction / réhabilitation / changement de destination d'un bâtiment principal, la réalisation de stationnement vélos est obligatoire.

Le nombre de places doit être défini au regard de la nature de chaque projet.

Le nombre de places à réaliser doit se référer à la réglementation en vigueur dans le Code de la Construction et de l'Habitation.



## **CHAPITRE 3 : ÉQUIPEMENTS ET RÉSEAUX**

### **ARTICLE UE 8 - DESSERTE PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES**

#### **8-1/ Accès**

Les portails d'accès doivent être implantés avec un recul minimum de 5 m et de telle sorte que les véhicules devant stationner avant de les franchir puissent le faire sans empiéter sur la plate-forme des voiries publiques.

Le raccordement d'un accès privé à une voie publique doit présenter :

- une pente inférieure ou égale à 5 %, sur une longueur d'au moins 5 m, à partir de la chaussée de la voie publique,
- un tracé facilitant la giration des véhicules.

Les aires de stationnement doivent être disposés dans les terrains d'assiette de l'opération de façon à ménager une aire d'évolution à l'intérieur des dits terrains et ne présenter qu'un seul raccordement à double sens, ou deux raccordements à sens unique sur la voie publique.

#### **8-2/ Voirie**

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies privées nouvelles ouvertes au public et des accès privés doivent être adaptées aux usages qu'ils supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir. Leur pente ne peut excéder 12 %.

Les voies privées nouvelles ouvertes au public se terminant en impasse doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire aisément demi-tour.

Dans tous les cas, les voies nouvelles seront obligatoirement doublées d'un espace dédié à la circulation sécurisée des piétons d'une largeur conforme aux normes PMR en vigueur. Dans les opérations de moins de 10 logements, les voies nouvelles seront traitées en espaces partagée avec les piétons et les cycles.

Au moins la moitié des surfaces des voies nouvelles et des espaces dédiés à la circulation sécurisée des piétons devra être réalisé en matériaux perméables..

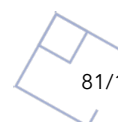
### **ARTICLE UE 9- DESSERTE PAR LES RÉSEAUX**

#### **9-1/ Eau potable**

Toute construction à usage d'habitation et tout local pouvant servir au travail, au repos, à l'agrément ou à l'accueil du public, doit être raccordé au réseau public d'eau potable.

#### **9.2 - Eaux usées**

Les zonages d'assainissement annexés au PLUi déterminent le zonage du territoire au sens de l'article 35 de la loi sur l'eau et définit à l'intérieur de chaque zone les solutions techniques les mieux adaptées à la gestion des eaux usées d'origine domestique, agricole, artisanale, industrielle et des eaux pluviales.



## **ZONE UE** : Zone d'accueil d'équipements

---

### 9-2-1- ZONES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Toute construction nouvelle ou installation nouvelle ou aménagement par changement d'affectation doit être équipé d'un réseau séparatif eaux usées - eaux pluviales, et être raccordé au réseau public.

L'évacuation des eaux usées liée aux activités artisanales et commerciales dans le réseau public d'assainissement peut être subordonnée à un pré-traitement particulier et approprié.

Les effluents agricoles (purins, etc...) ne peuvent être rejetés aux réseaux publics.

### 9-2-2- ZONES D'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL

En l'absence de réseau d'assainissement eaux usées ou en l'attente de celui-ci, un dispositif d'assainissement individuel devra être mis en place, conçu de façon à pouvoir être mis hors circuit, adapté au milieu et à la quantité d'effluent, et dont la possibilité de mise en œuvre est conditionnée par les dispositions énoncées dans les annexes sanitaires du PLUi.

### **9-3/ Eaux pluviales**

Les aménagements réalisés sur tout terrain devront être tels qu'ils garantissent l'écoulement direct des eaux pluviales, sans aggraver la situation antérieure.

Le constructeur réalisera les dispositifs appropriés pour une évacuation vers un exutoire.

Les accès aux terrains à partir des voies publiques devront maintenir le fil d'eau des fossés traversés et être équipés de grille-avaloir empêchant le ruissellement des eaux sur la voie publique.

Ces aménagements sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

Les projets situés en amont du domaine public devront prévoir la récupération des eaux de ruissellement.

### **9-4/ Énergies et télécommunications**

Tout nouveau réseau sera à réaliser soit par câbles souterrains, soit par toute autre technique permettant une dissimulation maximum des fils ou câbles.

Les réseaux aériens existants dans les voies seront, au fur et à mesure des travaux de réfection et de renouvellement, remplacés par des câbles souterrains ou par des conduites fixées sur façades adaptées à l'architecture.

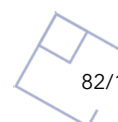
Les antennes paraboliques seront implantées le plus discrètement possible. Si elles sont visibles de l'espace public, elles seront peintes dans une couleur en harmonie avec le fond sur lequel elles sont installées.

Toute construction à usage d'habitation et tout local pouvant servir au travail, au repos, à l'agrément ou l'accueil du public, sauf les annexes, devra prévoir les branchements nécessaires assurant un raccordement aux réseaux de communications électroniques, y compris ceux à créer (fibre optique). Cette règle ne s'applique pas dans le cadre de la réhabilitation de bâtiments existants.

### **9-5/ Ordures ménagères**

Pour les projets de deux logements et plus : il est impératif de consulter le SMIDOM qui préconisera dès la conception des projets un système adapté à la gestion des déchets.

Pour toute opération supérieure ou égale à 500 m<sup>2</sup> surface de plancher, la réalisation d'aire de stockage, et de collecte des ordures ménagères en limite du domaine public (ou dans la copropriété) est obligatoire. Les dimensions de cette aire seront déterminées conformément aux besoins de l'opération et à la réglementation en vigueur. Cette aire devra également être accessible aux véhicules de collecte des ordures ménagères.



## **ZONE UE** : Zone d'accueil d'équipements

---

Cette disposition ne s'appliquera pas lorsqu'un point de collecte public existe ou est projeté à proximité immédiate. Une participation financière pourra être exigée par le service gestionnaire dans le cadre de la création ou de l'agrandissement de ce point de collecte.

Cette disposition ne s'applique pas aux systèmes de compostage des déchets verts.

## DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES Ux

### CHAPITRE 1 : DESTINATIONS DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURE DES ACTIVITES

La zone **Ux** comporte :

- Un secteur **UXa**, correspondant aux zones **artisanales et industrielles** qui peuvent accueillir des entreprises ayant des besoins fonciers moyen à importante,
- Un secteur **UXb**, correspondant à la zone d'activités à vocation industrielle et d'entrepôt dite « de Veyle Nord »,
- Un secteur **UXI** dédié aux **zones artisanales locales**,
- Un secteur **UXt**, dédié à l'accueil de **bureau, showroom, espace de coworking** et activités compatibles avec la proximité des zones habitées. Le secteur se décompose en :
  - o **UXtr** : correspondant au bâti ancien dans l'enceinte de l'entreprise Rabuel à Cormoranche,
  - o **UXtm** : correspondant à l'ancienne minoterie de Vonnas.

**Les dispositions générales du règlement s'appliquent sur la zone. Elles sont à consulter en complément des dispositions spécifiques présentées ci-après.**

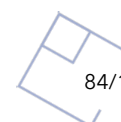
#### ARTICLE Ux 1 - DESTINATIONS ET SOUS DESTINATIONS AUTORISÉES

Les destinations et sous destinations autorisées, interdites ou soumises à conditions, pour la construction neuve et le changement de destination des constructions existantes, sont présentées dans le tableau suivant :

**Légende du tableau des destinations et sous-destinations retenues au titre de l'article R151-27 et R151-28 du Code de l'Urbanisme ci-dessus :**

<b>A</b>	Destinations et sous-destinations autorisées
<b>C</b>	Destinations et sous-destinations autorisées sous conditions listées à l'article UX 2.2
<b>I</b>	Destinations et sous-destinations interdites

	DESTINATIONS / SOUS DESTINATIONS	UXa	UXb	UXI	UXtm	UXtr
<b>EXPLOITATION AGRICOLE &amp; FORESTIERE</b>	Exploitation agricole	I	I	I	I	I
	Exploitation forestière	I	I	I	I	I
<b>HABITAT</b>	Logement	C	C	C	C	C
	Hébergement	I	I	I	I	I
	Artisanat et commerce de détail	C	I	C	C	I



## ZONE UX : Zone d'accueil d'activité économiques

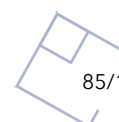
<b>COMMERCE ET ACTIVITÉ DE SERVICE</b>	Restauration	<b>C</b>	<b>I</b>	<b>I</b>	<b>I</b>	<b>I</b>
	Commerce de gros	<b>A</b>	<b>I</b>	<b>A</b>	<b>I</b>	<b>I</b>
	Activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle	<b>A</b>	<b>I</b>	<b>A</b>	<b>A</b>	<b>A</b>
	Hébergement hôtelier et touristique	<b>I</b>	<b>I</b>	<b>A</b>	<b>I</b>	<b>I</b>
	Cinéma	<b>I</b>	<b>I</b>	<b>I</b>	<b>I</b>	<b>I</b>
<b>EQUIPEMENT D'INTERET COLLECTIF ET SERVICE PUBLIC</b>	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	<b>I</b>	<b>I</b>	<b>I</b>	<b>I</b>	<b>I</b>
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés	<b>A</b>	<b>I</b>	<b>A</b>	<b>I</b>	<b>I</b>
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	<b>I</b>	<b>I</b>	<b>I</b>	<b>A</b>	<b>A</b>
	Salles d'art et de spectacle	<b>I</b>	<b>I</b>	<b>I</b>	<b>I</b>	<b>I</b>
	Équipements sportifs	<b>I</b>	<b>I</b>	<b>I</b>	<b>I</b>	<b>I</b>
	Autres équipements recevant du public	<b>C</b>	<b>I</b>	<b>C</b>	<b>I</b>	<b>I</b>
<b>AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECONDAIRES OU TERTIAIRES</b>	Industrie	<b>A</b>	<b>A</b>	<b>A</b>	<b>I</b>	<b>I</b>
	Entrepôt	<b>A</b>	<b>A</b>	<b>C</b>	<b>I</b>	<b>I</b>
	Bureau	<b>A</b>	<b>I</b>	<b>A</b>	<b>A</b>	<b>A</b>
	Centre de congrès et d'exposition	<b>I</b>	<b>I</b>	<b>I</b>	<b>I</b>	<b>I</b>

### ARTICLE Ux 2- INTERDICTION ET LIMITATION DE CERTAINS USAGES ET AFFECTATIONS DES SOLS, CONSTRUCTIONS ET ACTIVITES

#### 2-1/ Installations interdites

**Dans l'ensemble de la zone UX, les installations suivantes :**

- les constructions et installations à usage d'activité de camping et caravanage,
- l'aménagement ou la mise à disposition de terrains pour des campeurs de façon habituelle,
- le réaménagement d'un terrain de camping ou d'un parc résidentiel de loisirs,
- les habitations légères de loisirs et les résidences mobiles de loisirs,
- l'aménagement d'un parc d'attractions ou d'une aire de jeux et de sports d'une superficie supérieure à deux hectares,
- la création ou l'agrandissement d'un parc résidentiel de loisirs ou d'un village de vacances classé en hébergement léger,
- l'aménagement d'un golf,
- l'aménagement d'un terrain pour la pratique des sports ou loisirs motorisés,
- l'ouverture et l'exploitation de carrières, gravières,
- les dépôts de matériaux et de déchets de toute nature,
- lorsqu'ils sont susceptibles de contenir au moins 10 unités les dépôts de véhicules et les garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs,
- les aires d'accueil des gens du voyage,



## ZONE UX : Zone d'accueil d'activités économiques

- les garages collectifs de caravanes ou de véhicules particuliers indépendants d'une opération de logements,
- à moins qu'ils ne soient nécessaires à l'exécution d'un permis de construire, les affouillements dont la profondeur excède 2 m et les exhaussements du sol dont la hauteur excède 1,20 m et qui portent sur une superficie supérieure ou égale à 100 m<sup>2</sup>.

### **De plus, dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme au titre des corridors écologiques et des réservoirs de biodiversité, sont interdits :**

- l'implantation d'installations photovoltaïques au sol
- l'implantation d'éoliennes

### **De plus dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme au titre des zones humides, sont interdits :**

- toutes occupations et utilisations du sol susceptibles de détruire ou modifier les zones qui seront qualifiées d'humides au sens de de l'annexe 1 de l'arrêté du 1er octobre 2009 et de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 24 juin 2008, à l'exception de celles autorisées ci-dessous :

## **2-2/ Limitation de certains usages et affectations des sols, constructions et activités, destinations et sous-destinations**

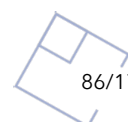
### 2-2-1/ DANS L'ENSEMBLE DE LA ZONE UX :

Sont autorisés à conditions qu'ils ne portent pas atteinte à la sécurité et à la salubrité publiques :

- tous **travaux, aménagements, plantations**, à condition qu'ils soient nécessaires aux constructions autorisées dans la zone,
- les **installations classées pour la protection de l'environnement**,
- les **affouillements** (déblais) de moins de 2 m et les **exhaussements** (remblais) de moins de 1,20 m, qui portent sur une superficie inférieure ou égale à 100m<sup>2</sup>,
- les **exhaussements et affouillements de sol** sont autorisés pour les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics, notamment pour les ouvrages de transport d'électricité.
- les **aires de stationnements ouvertes au public jusqu'à 5000 m<sup>2</sup>**, aux conditions suivantes :
  - de faire l'objet d'un traitement paysager,
  - qu'au moins la moitié des places de stationnement soient couvertes par des ombrières photovoltaïques, lorsque l'aire de stationnement propose plus de 20 places,
  - que ces aires disposent de bornes de recharge pour véhicules électriques, lorsque l'aire de stationnement propose plus de 20 places.
- les **installations nécessaires à l'exploitation et à la sécurité des oléoducs de défense commune**
- les **constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif de transport d'électricité** sont autorisées dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris ; les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.

### 2-2-2/ DANS LES SECTEURS UXA, UXB, UXL ET UXTM/UXTR :

- les **logements** ne sont admis qu'aux conditions cumulatives suivantes :



## ZONE UX : Zone d'accueil d'activités économiques

- ils sont destinés au logement des personnes dont la présence permanente sur la zone est nécessaire pour assurer la **direction, la surveillance, le gardiennage** ou assurer une utilité de service des activités de la zone,
  - ils sont directement liés aux activités autorisés dans la zone,
  - ils sont intégrés au bâtiment principal d'activité : le logement est inclus dans le volume du bâtiment principal à usage d'activité ; la superficie du logement doit être inférieure ou égale à 50% de la surface d'activité, sans dépasser 90m<sup>2</sup> de surface de plancher,
  - il n'est admis qu'un logement par bâtiment principal d'activité,
  - il n'est autorisé aucune annexe aux locaux de surveillance.
- **l'aménagement et l'extension des logements existants** sont autorisés dans la limite de 90 m<sup>2</sup> de surface de plancher pour la surface totale destinée à l'habitat. Les annexes des logements existants ne sont pas autorisées.

### 2-2-3/ EN OUTRE, DANS LE SECTEUR UXa :

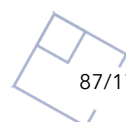
- la destination **d'artisanat et le commerce de détail**, est admise pour l'évolution des constructions existantes. Ces constructions peuvent faire l'objet :
  - de réhabilitations ou rénovations dans l'enveloppe de la construction existante,
  - d'extension des établissements existants, dans la limite de maximum 100% de la surface de vente initiale et maximum 999 m<sup>2</sup> de surface de vente.
- la destination **restauration** est admises aux conditions suivantes :
  - l'établissement de restauration est lié au besoin de la zone d'activités et de ses employés,
  - les stationnements sont en nombre et en capacité suffisante.
- la destination **autres équipements recevant du public** est admise uniquement pour l'évolution des constructions existantes notamment les salles des fêtes et salles polyvalentes. Ces constructions peuvent faire l'objet :
  - de réhabilitations ou rénovations dans l'enveloppe de la construction existante,
  - d'extension des équipements existants, sous réserve de respecter les règles du secteur UXa.

### 2-2-4/ EN OUTRE, DANS LE SECTEUR UXb :

- les **entrepôts** sont admis s'ils sont liés aux activités autorisées sur la zone,
- les **locaux techniques** nécessaires à l'activité sont admis s'ils sont intégrés à la construction principale,
- les seuls **affouillements, écrêtements et exhaussements de sol** sont admis s'ils sont nécessaires techniquement à des constructions ou à des aménagements autorisés dans la zone, ou lorsqu'ils sont réalisés pour lutter contre les eaux de ruissellement et pluviales (bassins de rétention des eaux ou tout autre aménagement permettant de réguler les eaux de ruissellement) ou lorsqu'ils sont réalisés pour lutter contre le bruit (merlon entre autres).

### 2-2-5/ EN OUTRE, DANS LE SECTEUR UXL :

- la destination **d'artisanat et le commerce de détail** est admise pour l'évolution des constructions existantes. Ces constructions peuvent faire l'objet :
  - de réhabilitations ou rénovations dans l'enveloppe de la construction existante,
  - d'extension des établissements existants, dans la limite de 300 m<sup>2</sup> de surface de vente et maximum 100% de la surface de vente initiale .



## ZONE UX : Zone d'accueil d'activités économiques

- la destination **autres équipements recevant du public** est admise uniquement pour l'évolution des constructions existantes notamment les salles des fêtes et salles polyvalentes. Ces constructions peuvent faire l'objet :
  - de réhabilitations ou rénovations dans l'enveloppe de la construction existante,
  - d'extension des équipements existants, sous réserve de respecter les règles du secteur UXI.
- la destination d'**entrepôt** aux conditions suivantes :
  - uniquement les entrepôts liés aux activités artisanales ou industrielles implantées ou autorisées dans la zone et à condition que la surface d'emprise au sol dédiée aux entrepôts représente moins de 50% de la surface d'emprise au sol totale du bâtiment.

### 2-2-6/ EN OUTRE, DANS LE SECTEUR UXTR :

- la **démolition du bâtiment existant** repéré au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme est interdite.

### 2-2-7/ EN OUTRE, DANS LE SECTEUR UXTM :

- les **constructions nouvelles**, y compris les annexes, et les **extensions** de constructions existantes sont interdites (zone rouge du PPRi),
- sont seules admises les **rénovations, réhabilitations et changements de destination** (vers les destinations admises dans la zone) des constructions existantes,
  - le **changement de destination** vers la destination **d'artisanat et le commerce de détail**, est admis pour l'évolution des constructions existantes dans la limite de 300 m<sup>2</sup> de surface de vente.

### 2-2-8/ DANS L'ENSEMBLE DE LA ZONE Ux :

#### **Pour les constructions repérées d'intérêt patrimonial ou architectural au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme :**

- les **constructions neuves** sont autorisées dans le cas de reconstruction après démolition.
- la **réhabilitation des bâtiments est admise**, sans limitation de surface de plancher, sans extension volumétrique à l'exception des éléments de toiture autorisés à l'article 5, et sous réserve de garder le caractère architectural du bâti.
- les **annexes non accolées sont autorisées**, sous réserve d'une harmonie avec le bâtiment principal et aux conditions suivantes :
  - ces annexes présenteront une superficie cumulée totale de 50 m<sup>2</sup> d'emprise au sol.
  - les annexes non soumises à autorisation d'urbanisme sont exclues de ces dispositions
- les **annexes accolées** sont interdites.
- les **piscines**
- la **démolition des bâtiments patrimoniaux repérés au titre de l'article L151-19** est soumise à permis de démolir.

#### **Dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme pour les arbres isolés, haies et secteurs boisés à préserver :**

- les travaux d'entretien, de gestion et de valorisation des haies, arbres et boisements sont admis sans formalités, à condition que ces derniers restent fonctionnels sur le plan écologique et paysager,
- les **défrichements, abattages, arrachages et dessouchages** visant à supprimer définitivement les sujets sont soumis à **déclaration préalable**,



## ZONE UX : Zone d'accueil d'activité économiques

- des mesures compensatoires liées à la suppression d'un élément sont imposées :
  - si les conditions techniques le permettent, le déplacement de l'élément sera préféré à son arrachage ou son abattage,
  - dans le cas de l'abattage ou de l'arrachage, la plantation d'essences identiques est demandée, ou a minima d'essences locales, à l'emplacement même ou à proximité immédiate du site.
- Dans une bande de 10 m par rapport à la limite du secteur UEr, il est admis que le concessionnaire autoroutier applique des objectifs de gestion sécuritaire des espaces de transition (pour éviter les risques de chute d'arbres par exemple).

### **Dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme pour les espaces verts et parcs à préserver :**

- les **défrichements, arrachages et dessouchages** des arbres et arbustes constitutifs des parcs et vergers sont soumis à **déclaration préalable** ;
- il est exigé que **l'élément recensé soit déplacé ou reconstitué** en recourant aux essences végétales locales préalablement identifiées sur ces secteurs, et en variant la nature des essences et les strates végétales ;
- sont seules **admises les constructions ou installations de petites tailles**, accolées ou non, dans la limite de **10 m<sup>2</sup> d'emprise au sol** et si leur hauteur est inférieure à 3,5 m au sommet.
- Dans une bande de 10 m par rapport à la limite du secteur UEr, il est admis que le concessionnaire autoroutier applique des objectifs de gestion sécuritaire des espaces de transition (pour éviter les risques de chute d'arbres par exemple).

### **Dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme au titre des corridors écologiques et des réservoirs de biodiversité et dans les secteurs de coupures paysagères définies au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme, sont uniquement admis :**

- **les extensions des bâtiments existants d'habitation, présentant une surface de plancher minimale initiale de 50 m<sup>2</sup>**, aux conditions suivantes :
  - si elles sont inférieures ou égales à 30 m<sup>2</sup> d'emprise au sol,
  - si ces extensions ne compromettent pas l'activité agricole et la qualité paysagère du site,
  - sans que la totalité du bâtiment (extension + existant) ait plus de 130 m<sup>2</sup> d'emprise au sol totale ;
- les **équipements, bâtiments et installations techniques** destinés aux services publics (téléphone, EDF, réservoir d'eau, etc.) sous réserve de ne pas porter atteinte à l'activité agricole et de prendre toute les dispositions pour qu'ils soient compatibles avec le maintien de la fonctionnalité des corridors écologiques ;
- les **équipements, installations et ouvrages liés à la gestion des inondations** et notamment la gestion des casiers d'inondation ;
- les **clôtures**, si elles sont rendues nécessaires par la nature des bâtiments et équipements, devront être perméables à la faune (type haies arbustives composées d'essences locales) ou à défaut, lorsque la sécurité des ouvrages l'exige, les clôtures devront conserver un espace libre entre le sol et le début de la clôture d'une hauteur de 15 cm afin de laisser passer la petite faune ;
- les **clôtures type agricole** destinées à l'activité agricole sous réserve qu'elles ne nuisent pas à la qualité des corridors ;
- la **création de mares multifonctionnelles** : biodiversité, récupération de l'eau de pluie, à l'alimentation des animaux,...
- les **travaux d'entretien des haies et des petits boisements** (élagage...);
- les **défrichements, arrachages et dessouchages des arbres et arbustes constitutifs des haies** sont soumis à déclaration préalable au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme. Il est exigé que l'élément recensé soit déplacé ou reconstitué en recourant aux essences végétales locales



## ZONE UX : Zone d'accueil d'activité économiques

préalablement identifiées sur ces secteurs, et en variant la nature des essences et les strates végétales ;

- les **aménagements à vocation pédagogique ou de mise en valeur des espaces naturels** tels que sentiers pédestre et/ou cyclables, ponton, site d'observation de la faune, ...
- les **aménagements de mode actifs** qui n'affectent pas de manière significative les réservoirs de biodiversité ou qui compensent leur impact.
- Dans une bande de 10 m par rapport à la limite du secteur UEr, il est admis que le concessionnaire autoroutier applique des objectifs de gestion sécuritaire des espaces de transition (pour éviter les risques de chute d'arbres par exemple).

### **Dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme au titre des zones humides :**

- **sont autorisés** : dans les zones qualifiées de humide au sens de de l'annexe 1 de l'arrêté du 1er octobre 2009 et de l'arrêté ministériel du 24 Juin 2018, et à conditions que les travaux ci-dessous aient vocation à préserver ou restaurer ce caractère de zone humide et le cas échéant les espèces protégées qui s'y développent :
  - les travaux qui s'avéreraient indispensables à une bonne gestion de la zone humide, dans le sens du maintien de sa biodiversité et de ses fonctionnalités,
  - les travaux d'entretien ou d'exploitation agricole ou d'entretien et de restauration d'habitats naturels, dès lors qu'ils sont favorables à la biodiversité et la dynamique écologique des milieux humides,
  - les travaux d'entretien et de réparation des voies, chemins, fossés et réseaux divers existants (en particulier réseau de drainage et d'assainissement), dans le respect de leurs caractéristiques actuelles,
  - les équipements, installations et ouvrages liés à la gestion des inondations et notamment la gestion des casiers d'inondation ;
  - la réalisation d'aménagements, sans soubassement, à vocation pédagogique et/ou de conservation des habitats naturels et des espèces sauvages, tels que sentiers pédestre et/ou cyclables, ponton, site d'observation de la faune, ...
  - les aménagements de mode actifs qui n'affectent pas de manière significative les réservoirs de biodiversité ou qui compensent leur impact.
  - les stations de traitements des eaux usées à condition de ne pouvoir être implantées hors zone humide et/ou zone inondable sous réserve de respecter les conditions édictées dans l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif

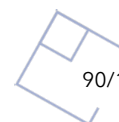
Conformément à l'article R.421-23 du Code de l'Urbanisme, les travaux ayant pour effet de modifier un élément que le PLUI a identifié au titre du L.151-23 doivent faire l'objet d'une déclaration préalable.

### **Dans les secteurs de prise en compte du risque d'inondation par les eaux pluviales ou de ruissellement délimités en application de l'article R151-34-1° du code de l'urbanisme :**

- toute **construction nouvelle est interdite**,
- tout aménagement envisagé ne doit **pas faire obstacle à la capacité d'écoulement des eaux pluviales ou de ruissellement**, ni à la capacité d'infiltration, le cas échéant,
- ce secteur peut recevoir des **aménagements paysagers, des ouvrages de gestions des eaux pluviales et des espaces ouverts au public**.

### **Dans les secteurs repérés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme pour identifier les mesures compensatoires existantes ou potentielles des atteintes à la biodiversité, :**

- toute construction nouvelle est interdite ;



## ZONE UX : Zone d'accueil d'activité économiques

- tout projet, aménagement ou intervention est soumis au strict respect des conditions définies dans le ou les arrêté préfectoraux d'autorisation environnementales ;

### ARTICLE Ux 3 : MIXITÉ FONCTIONNELLE ET SOCIALE

#### 3-1/ Mixité sociale dans l'habitat

Non réglementé.

#### 3-2/ Mixité fonctionnelle

Non réglementé.

## CHAPITRE 2 - CARACTERISTIQUES URBAINES, ARCHITECTURALES, ENVIRONNEMENTALES ET PAYSAGERES

### ARTICLE Ux4 : VOLUMÉTRIE ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS

#### Rappel :

Dans le cadre des opérations d'aménagement et de construction, les chemins inscrits au PDIPR (Plan Département des Itinéraires de Promenade et de Randonnée) et les sentiers et itinéraires piétonniers ou cycles repérés au titre de l'article L151-38 doivent être préservés ; leur continuité doit être assurée.

#### 4-1/ Implantation des constructions par rapport au domaine public ou voies publiques

##### 4-1-1- REGLE GENERALE :

Il doit être respecté, par rapport aux voies et emprises publiques existantes, à modifier ou à créer, un recul minimum de :

<b>Toutes zones UX</b>	<b>Pour les équipements d'intérêt collectif et les services publics :</b> les ouvrages techniques et les installations nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif peuvent être implantés jusqu'en limite de l'emprise des voies publiques et des voies privées ouvertes au public. <b>Toutefois, en limite de secteur UEr ou UEf,</b> les constructions et ouvrages liés ou nécessaires au fonctionnement des service public devront respecter une marge de recul équivalente à la hauteur (D=H) de la construction. De plus, <b>en limite de secteur UEr,</b> toute construction devra respecter une marge de recul équivalente à la hauteur (D=H) de la construction.
<b>UXa et UXl</b>	<b>Pour les autres constructions :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Retrait de 35 m minimum par rapport à l'axe de la RD1079,</b> sauf dans le secteur de recul graphique mentionné au plan de zonage (commune de Saint Cyr sur Menthon) où le recul est diminué à 20 de l'axe de la RD1079,</li></ul>



## ZONE UX : Zone d'accueil d'activités économiques

	<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Retrait de 20 m minimum par rapport à l'alignement de la RD28</b> pour la zone de la Fontaine à Crottet,</li><li>• <b>Retrait de 15 m minimum par rapport à l'alignement des autres routes départementales,</b></li><li>• <b>Retrait de 5 m minimum de la limite d'emprise des autres voies et des voies de desserte interne</b></li></ul>
<b>UXb</b>	Les constructions doivent être implantées en <b>retrait de 5 mètres minimum</b> par rapport à l'alignement des voies. Les constructions doivent être implantées en retrait par rapport aux voies, selon les modalités suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• Recul de <b>75 mètres</b> par rapport à l'axe de l'autoroute <b>A40 et A406,</b></li><li>• Recul de <b>35 mètres</b> par rapport à l'axe de la <b>RD 1079.</b></li></ul>
<b>UXtm</b> <b>UXtr</b>	Les constructions doivent être implantées en <b>retrait de 5 mètres minimum</b> par rapport à l'alignement des voies.

Les parties entièrement enterrées des constructions ne sont pas soumises aux règles de recul prévues au règlement, sauf dispositions particulières.

Pour mémoire, l'amendement Dupont (article L111-6 du code de l'urbanisme) s'applique :

- de part et d'autre de l'axe de l'A40,
- de part et d'autre de l'axe de l'A406,
- hors agglomération, de part et d'autre de l'axe la RD1079.

### 4-1-2- REGLES ALTERNATIVES :

**L'implantation jusqu'à 1 m de l'emprise des voies existantes, à modifier ou à créer** est autorisée dans les cas suivants (dans ce cas, les débords de toiture et ouvrage en saillie sont pris en compte) :

- les stationnements souterrains et leurs rampes d'accès, qu'ils soient enterrés ou semi enterrés,
- les ouvrages de soutènement des terres, à conditions d'une bonne intégration paysagère et que leur hauteur maximum n'excède pas 1 m par pallier.

La hauteur n'est pas réglementée pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif de transport d'électricité dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris ; les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont donc également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.

### 4-2/ Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

#### 4-2-1- REGLE GENERALE :

Au titre de l'article R151-21 du Code de l'urbanisme, dans le cas d'un lotissement ou dans celui de la construction, sur une unité foncière ou sur plusieurs unités foncières contiguës, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, les règles de retrait sont appréciées lot par lot.



## ZONE UX : Zone d'accueil d'activités économiques

<b>UXa</b> <b>UXI</b>	<p><b>Si la parcelle voisine est en zone UX ou en zone AUX</b>, les constructions peuvent être implantées :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- soit en <b>limite séparative</b>, si les mesures indispensables pour éviter la propagation des incendies sont prises en compte (murs coupe-feu),</li><li>- soit respecter un recul dont la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus proche, doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ses deux points sans être inférieure à <b>4 mètres (<math>D \geq H/2</math> et 4 m)</b>.</li></ul> <p><b>Si la parcelle voisine est en zone A ou en zone N</b>, les constructions doivent :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- respecter un recul dont la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus proche, doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ses deux points sans être inférieure à <b>4 mètres (<math>D \geq H/2</math> et 4 m)</b>.</li></ul> <p><b>Si la parcelle voisine est en zone UHc, UH ou UE</b>, les constructions doivent :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- respecter un recul dont la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus proche, doit être au moins égale à la différence d'altitude entre ses deux points sans être inférieure à <b>10 mètres (<math>D \geq H</math> et 10 m)</b>.</li></ul>
<b>UXb</b>	Les constructions doivent être implantées en retrait de <b>5 mètres minimum</b> par rapport aux limites séparatives.
<b>UXtm</b> <b>UXtr</b>	Les constructions doivent être implantées en retrait de <b>3 mètres minimum</b> par rapport aux limites séparatives.

**Pour les équipements d'intérêt collectif et les services publics :** les ouvrages techniques, et les installations nécessaires au fonctionnement des services publics, ou d'intérêt collectif, peuvent être implantés jusqu'en limite des propriétés voisines.

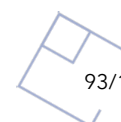
### 4-2-2- REGLES ALTERNATIVES :

**L'implantation jusqu'en limite séparative est par ailleurs autorisée dans les cas suivants** (dans ce cas, les débords de toiture et ouvrage en saillie sont pris en compte) :

- ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif
- rampe d'accès au stationnement souterrain,
- un permis groupé est projeté entre des tènements contigus,
- en cas de projet couvrant plusieurs parcelles contiguës, à condition que l'ensemble présente une unité de volume et d'aspect.

**Pour les annexes :**

- **L'implantation est autorisée jusqu'en limite pour :**
  - les bâtiments annexes non accolés à une construction principale, projetés sur le terrain d'assiette de celle-ci, si :
    - leur hauteur ne dépasse pas 3,5 m au faîtage,
    - la longueur cumulée des façades bordant ou en vis-à-vis des propriétés privées voisines ne dépasse pas 8m, sans qu'aucune façade ne dépasse 6 m.



**Pour les extensions des bâtiments principaux existants avant la date d'approbation du PLUI** et implantés dans les marges de recul définies ci-avant : celles-ci sont autorisées à condition qu'elles s'effectuent dans le prolongement des façades (hors balcons ou tout ouvrage en saillies) sous réserve de respecter les règles de retrait par rapport aux autres limites.

### **4-3/ Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété**

#### 4-3-1- REGLE GENERALE

Non réglementé.

#### 4-3-2- REGLE ALTERNATIVE

Non réglementé.

### **4-4/ Hauteur**

#### 4-4-1- REGLE GENERALE

<b>UXa</b>	La hauteur maximale des constructions ne devra pas excéder : <b>15 mètres.</b>
<b>UXb</b>	La hauteur maximale des constructions ne devra pas excéder <b>15 mètres</b> , ni dépasser la <b>cote NGF de 223.</b> Une hauteur différente peut être admise pour les éléments techniques de grande hauteur nécessaires aux activités autorisées dans la zone, à condition d'être intégrés au projet architectural.
<b>UXI</b>	La hauteur maximale des constructions ne devra pas excéder : <b>12 mètres.</b>
<b>UXtm</b>	Les projets doivent s'inscrire dans l'enveloppe des bâtiments existants
<b>UXtr</b>	La hauteur maximale des constructions ne devra pas excéder : <b>10 mètres.</b>

#### 4-4-2- REGLE ALTERNATIVE

#### **Rappel : voir les dispositions générales**

Seuls les éléments techniques tels que cheminées, ventilations, silos, centrale à béton, etc..., peuvent dépasser les hauteurs maximum autorisées sous réserve qu'ils fassent l'objet d'une nécessité technique démontrée et d'un traitement architectural assurant leur intégration.

**Des dispositions ci-avant ne s'appliquent pas aux constructions suivantes**, qui doivent toutefois s'intégrer dans le site :

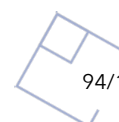
- constructions à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics,
- ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif.

**En cas d'extension d'un bâtiment existant**, la hauteur maximum pourra être égale à la cote altimétrique du faitage du bâtiment existant.

### **4-5/ Emprise au sol**

#### 4-5-1- REGLE GENERALE

<b>UXa</b>	Le coefficient d'emprise au sol ne devra pas excéder : <b>0,60.</b>
<b>UXb</b>	Non réglementé
<b>UXI</b>	Le coefficient d'emprise au sol ne devra pas excéder : <b>0,60.</b>



## ZONE UX : Zone d'accueil d'activité économiques

<b>UXtm</b>	Les projets doivent s'inscrire dans l'enveloppe des bâtiments existants, sans extension de l'emprise au sol
<b>UXtr</b>	Le coefficient d'emprise au sol ne devra pas excéder : <b>0,40</b> .

### 4-5-2- REGLE ALTERNATIVE

**Le Coefficient d'Emprise au Sol ne s'applique pas pour les constructions** à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics.

## **ARTICLE UX 5 : QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE**

**Se référer complémentairement au nuancier intercommunal établi par le CAUE de l'Ain et annexé au présent règlement.**

Le présent article ne s'applique pas aux constructions et installations techniques, aux constructions d'intérêt public ou d'intérêt collectif et aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics pour lesquels une intégration dans le site doit être recherchée en s'inspirant du sens du lieu.

### **5-1/ Aspect général des constructions**

L'implantation, l'architecture, les dimensions et l'aspect extérieur des constructions ne doivent pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants.

Sont interdits les pastiches d'une architecture étrangère à la région, en particulier les chapiteaux sur colonnes, les arcs surbaissés...

Les mouvements de terrain (déblais remblais), nécessaires à l'implantation de la construction, doivent être limités aux stricts besoins techniques et ne doivent pas conduire à une émergence de la construction dans le paysage.

Aux abords de l'autoroute, dans la bande de recul, toute construction, installation, rénovation/réhabilitation/extension de constructions existantes, admise dans la zone, présentant un aspect extérieur attirant de façon excessive l'attention des usagers de l'autoroute et facteur de danger pour la circulation autoroutière pourra être interdite ou soumise à des prescriptions architecturales ou paysagères.

### **5-2/ Aspect des façades**

Tous les travaux de réfection de façades doivent faire l'objet d'une déclaration préalable.

#### **Aspect**

Les matériaux utilisés en extérieur doivent présenter un aspect fini. L'emploi à nu, en parements extérieurs, de matériaux normalement conçus pour être recouverts d'un enduit ou d'un autre type de revêtement est interdit (exemple : parpaings, briques creuses, agglomérés, ...).

L'aspect des murs apparents autres que les façades de la construction, doit s'harmoniser avec ces dernières. De plus, se référer au nuancier intercommunal établi par le CAUE de l'Ain et annexé au présent règlement.

#### **Teintes**

Pour les teintes des façades et menuiseries, se référer au nuancier intercommunal établi par le CAUE de l'Ain et annexé au présent règlement.



## **ZONE UX** : Zone d'accueil d'activités économiques

Les façades présentant un caractère décoratif ou publicitaire, ne pourront être établies que dans la hauteur de rez-de-chaussée des constructions. La limite supérieure de cet aménagement sera fixée par le niveau du plancher haut du rez-de-chaussée.

La composition des façades devra respecter l'échelle et la trame de construction des immeubles, et présenter des lignes simples.

### **Percements et ouvertures**

Les nouveaux percements devront préserver l'équilibre des proportions existantes dans le cas de rénovation.

Les façades implantées à 2 m ou moins des limites séparatives ne devront présenter aucune ouverture de vue.

### **5-3/ Aspect des toitures**

Toute modification ou réfection de toiture ou de couverture doit faire l'objet d'une déclaration préalable.

### **Pentes des toitures.**

La pente des toitures des constructions principales et des annexes accolées doit être inférieure à 30%.

Toutefois, des pentes différentes pourront être admises, dans les cas suivants :

- extension et réhabilitation de constructions existantes avant la date d'approbation du PLUi, ayant une pente de toiture ne respectant pas la règle. Dans ce cas, le projet respectera la pente existante.

Les toitures terrasses ou plates, végétalisées ou non, sont admises. Elles peuvent accueillir des panneaux solaires, thermiques ou photovoltaïques.

### **Aspect des matériaux.**

Pour les teintes des toitures, se référer au nuancier intercommunal établi par le CAUE de l'Ain et annexé au présent règlement.

### Toitures à pentes :

Les toitures à pan doivent être, en fonction de la teinte dominante des toitures environnantes, couvertes en tuiles ou matériau similaire de teinte en cohérence avec les constructions environnantes.

L'emploi à nu de matériaux d'aspect métallique en couverture est interdit.

### Dans tous les cas :

En cas d'usage de panneaux solaires, thermiques et photovoltaïques en toiture, ces derniers doivent respecter la pente générale du toit. Ils doivent avoir un aspect non réfléchissant.

L'ensemble des dispositions relatives à l'aspect des matériaux ne s'applique pas aux dalles supérieures des parcs de stationnement souterrains ou semi-enterrés.

### Les enseignes :

Les enseignes en superstructures sur la toiture des bâtiments sont interdites.

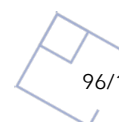
### **5-4/ Installations techniques**

Les capteurs solaires installés au sol seront positionnés de telle manière qu'ils soient le plus possible dissimulés de la vue depuis l'espace public.

Les antennes et paraboles seront aussi peu visibles que possibles depuis l'espace public.

Lorsqu'une antenne collective existe, les antennes individuelles sont interdites.

Les coffrets de réseaux de toutes sortes, ainsi que les boîtes aux lettres et les commandes d'accès, seront intégrés dans le mur de clôture, la haie ou la façade du bâtiment, sans déborder sur le domaine public.



### **5-5/ Aspect des clôtures**

La hauteur maximum ci-après, s'entend en tout point de l'installation.

Les clôtures ne sont pas obligatoires. Elles sont soumises à déclaration préalable.

Les clôtures doivent être d'aspect sobre, en concordance avec le paysage environnant et les usages locaux quant à leur hauteur, leurs couleurs et leurs matériaux.

Les portes et portails seront sobres, sans galbe vers l'extérieur.

De manière générale, les haies seront constituées d'essences locales diversifiées.

La couleur blanche ainsi que les couleurs claires sont formellement proscrites.

Indépendamment des règles déclinées ci-dessous, la hauteur des clôtures ou des murs peut être adaptée ou imposée par l'autorité compétente, en fonction de la nature particulière de l'installation ou de la topographie des lieux, et selon les critères de sécurité, de salubrité et de bonne ordonnance en usage.

Notamment, en limite de voie publique, la hauteur des clôtures peut être ramenée à 0,80 m pour des raisons de sécurité et de visibilité.

### **Clôtures sur voies publiques et privées ouvertes à la circulation publique**

Les clôtures seront constituées d'un grillage ou d'un treillis soudé de couleur foncée pour être discrètes.

La couleur blanche ainsi que les couleurs claires sont formellement proscrites.

Quel que soit le dispositif, la hauteur est limitée à 2 m.

Les clôtures devront s'accompagner sur 90% de leur linéaire de plantations, selon les emprises disponibles : plantations grimpantes, haies naturelles basses ou bocagères ou merlon végétalisé boisé.

### **5-6/ Performances énergétiques et environnementales des constructions**

Dans le cas d'un projet mettant en œuvre des techniques relevant de la bioclimatique ou permettant d'atteindre de bonnes performances énergétiques ou l'utilisation d'énergie renouvelable, les règles sur l'aspect des constructions peuvent être assouplies dans la mesure où il n'est pas possible de les respecter pour des raisons de mise en œuvre de ces techniques. Le demandeur ou l'auteur du projet doit aussi justifier de la cohérence de la recherche architecturale par rapport au caractère général du site.

Toute construction nouvelle ou toute réhabilitation devra respecter la réglementation thermique en vigueur selon la catégorie de construction (RT2012 ou RE2020).

### **5-7/ Dispositions particulières aux bâtiments existants**

En cas de réhabilitation, d'aménagement ou d'extension mesurée d'un bâtiment existant qui ne respecterait pas les règles énoncées ci-dessus, il peut être dérogé à celles-ci à condition que la typologie d'implantation, de forme et de matériaux du bâtiment existant soit respectée.

## ZONE UX : Zone d'accueil d'activité économiques

### **ARTICLE UX 6- TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS**

#### **6-1/ Espaces verts**

##### 6-1-1- REGLE GENERALE

<b>UXa</b> <b>UXI</b>	Toute opération de construction devra comporter un minimum d'espaces verts correspondant à 15% dont minimum la moitié d'un seul tenant, et à usage collectif. Ces espaces devront être organisés de telle façon à participer à l'agrément du projet et ne devront pas être situés dans les espaces résiduels et difficiles d'accès. En tout état de cause, il est exigé pour toute opération de construction que la totalité des espaces non affectés soit aménagée en espaces verts.
<b>UXb</b> <b>UXtm</b> <b>UXtr</b>	Il est exigé pour toute opération de construction que la totalité des espaces non affectés soit aménagée en espaces verts.

##### 6-1-2- REGLE ALTERNATIVE

La règle générale ne s'applique pas dans le cas :

- d'une démolition-reconstruction représentant au maximum l'emprise au sol du bâtiment démoli,
- d'une extension mesurée d'une construction existante avant la date d'approbation du PLUi et légalement édifiée (extension de moins de 10% de la surface d'emprise au sol existante).

#### **6-2/ Espaces perméables**

##### 6-2-1- REGLE GENERALE

<b>UXa</b> <b>UXI</b>	Toute opération de construction devra comporter un minimum d'espaces perméables correspondant à 15% de la surface de l'unité foncière. En cas d'aménagement des aires de stationnement existantes ou en cas de création de nouvelles aires : au moins 50% des places de stationnement de surface doivent être réalisées, sauf contraintes techniques, en matériaux perméables. L'emploi de matériaux perméables est recommandé pour les voies nouvelles et les espaces dédiés à la circulation des piétons.
<b>UXb</b> <b>UXtm</b> <b>UXtm</b>	En cas d'aménagement des aires de stationnement existantes ou en cas de création de nouvelles aires : au moins 50% des places de stationnement de surface doivent être réalisées, sauf contraintes techniques, en matériaux perméables. L'emploi de matériaux perméables est recommandé pour les voies nouvelles et les espaces dédiés à la circulation des piétons.

##### 6-2-2- REGLE ALTERNATIVE

La règle générale ne s'applique pas dans le cas :

- d'une démolition-reconstruction représentant au maximum l'emprise au sol du bâtiment démoli,
- d'une extension mesurée d'une construction existante avant la date d'approbation du PLUi et légalement édifiée (extension de moins de 10% de la surface d'emprise au sol existante).



### 6-3/ Espaces collectif

Non réglementé.

### 6-4/ Bandes de recul issues des retraits imposés par rapport aux limites séparatives

**Lorsqu'un recul doit être respecté : sur une bande d'une largeur de 2m par rapport aux limites séparatives**, le terrain devra être traité en espace vert de pleine terre (interdiction des sous-sols), excepté pour les voies d'accès, les constructions autorisées à l'article 4.2, les ouvrages de soutènement ou les ouvrages techniques nécessaires aux services publics.

### 6-5/ Secteurs paysagers identifiées au document graphique

Les modifications des éléments paysagers protégés au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme inscrits sur les plans graphiques feront l'objet d'une autorisation préalable.

En cas d'intervention les détruisant tout ou partiellement une reconstitution des éléments paysagers, avec des espèces similaires est obligatoire. Cette reconstitution doit être prévue à proximité immédiate des éléments paysagers

### 6-6/ Plantations

Les plantations existantes seront préservées.

Les aires de stationnements et les espaces libres doivent être plantés à raison d'un arbre à haute tige par tranche de 200 m<sup>2</sup> de stationnement et d'espaces libres, disposés librement sur l'assiette de l'opération. Toute tranche de 200 m<sup>2</sup> commencée est une surface due.

Les plantations seront réalisées avec des essences locales (charmilles, noisetiers...).

Les haies mono-végétales et les haies d'espèces persistantes en mono-végétaux et continues sur le pourtour des limites parcellaires, ainsi que les plantations de hautes futaies disposées en murs rideaux, sont interdites.

### 6-7 Implantation par rapport au terrain

L'implantation, le volume et les proportions des bâtiments dans tous leurs éléments doivent être déterminés en tenant compte de l'environnement et en s'y intégrant le mieux possible, en particulier par leur adaptation au terrain et par leurs aménagements extérieurs.

Les bâtiments, tant par leur composition que par le traitement des accès doivent s'adapter au terrain naturel, en limitant les modifications des pentes.

D'une manière générale, tout mouvement de terrain est interdit sur une bande de 1 m sur le pourtour du terrain d'assiette du projet.

Les déblais et remblais ne sont admis que s'ils sont nécessaires à la bonne réalisation de la construction projetée.

En cas d'impossibilité technique pour rejoindre en pente douce le niveau du terrain naturel ou pour réaliser le blocage des pentes par des plantations, la réalisation d'ouvrages de soutènement est autorisée. La hauteur maximale des déblais ne devra pas excéder 2 m et celle des remblais 1,20 m sur terrain fini ; ces deux éléments n'étant pas cumulables. Les paliers inférieurs à 0,60 m sont recommandés. Cette disposition ne concerne pas les accès aux stationnements souterrains et aux locaux en sous-sol.

Les murs de soutènement inférieurs à 1,2 m de hauteur et rendus nécessaires sont autorisés. Les enrochements sont autorisés uniquement pour le soutènement des routes, des voies d'accès aux bâtiments



## ZONE UX : Zone d'accueil d'activités économiques

principaux, les voies en pied de talus et aux garages, sous réserve que leur hauteur n'excède 1,50m par rapport au terrain naturel. Les enrochements doivent être végétalisés.

Les garages enterrés sont interdits dans les secteurs présentant des risques d'inondation repérés au titre de l'article L151-34-1° du Code de l'Urbanisme.

Les dispositions du paragraphe ci-dessus ne s'appliquent pas au soutènement des rampes d'accès aux stationnements souterrains, ni à celui des voies et emprises publiques.

### **ARTICLE UX 7- STATIONNEMENT**

Le stationnement des véhicules automobiles ou des vélos doit correspondre aux besoins des constructions autorisées, doit être assuré en dehors des voies publiques ou de desserte collective et doit être desservi soit par un seul accès sur la voie publique, soit par plusieurs accès distants les uns des autres de 50 m au moins.

La règle applicable aux bâtiments ou établissements non prévus est celle à laquelle ces établissements sont le plus directement assimilables.

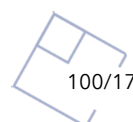
Toute surface commencée est une surface due.

#### **7-1/ Stationnement des véhicules automobiles**

##### 7-1-1- REGLE GENERALE

De plus, il est exigé au minimum, pour toute opération de :

<b>Logement de gardiennage, de surveillance ou de fonction</b>	1 place par logement.
<b>Artisanat et commerce de détail</b>	Les stationnements des véhicules répondront aux besoins de l'opération et a minima : 1 place de stationnement pour 40 m <sup>2</sup> de surface de plancher affectée à la vente.
<b>Restauration</b>	A minima : 1 place de stationnement pour 10 m <sup>2</sup> de salle de restauration.
<b>Activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle</b>	Les stationnements des véhicules répondront aux besoins de l'opération et a minima : 1 place de stationnement pour 40 m <sup>2</sup> de surface de plancher affectée à l'accueil de la clientèle
<b>Hébergement hôtelier et touristique</b>	Les stationnements des véhicules répondront aux besoins de l'opération et a minima : 1 place de stationnement par chambre
<b>Équipements d'intérêt collectif et service public</b>	Les stationnements des véhicules répondront aux besoins de l'opération.
<b>Industrie Entrepôt</b>	Les stationnements des véhicules répondront aux besoins de l'opération.
<b>Bureau</b>	Les stationnements des véhicules répondront aux besoins de l'opération et a minima : 1 place de stationnement pour 40 m <sup>2</sup> de surface de plancher affectée à l'accueil de la clientèle



## **ZONE UX** : Zone d'accueil d'activité économiques

### 7-1-2- REGLE ALTERNATIVE

Aucun stationnement supplémentaire n'est demandé pour les réaménagements de bâtiment comportant déjà une partie habitable s'ils ne créent pas de nouvelles unités d'habitation.

Dans le cadre d'un changement de destination ou d'une démolition reconstruction (à surface de plancher constante), il ne peut être exigé plus de places de stationnement que celles existantes avant la date d'obtention de l'autorisation d'urbanisme. Si la surface de plancher est majorée, les règles générales s'appliquent aux surfaces de plancher supplémentaires réalisées.

### 7-2/ Stationnement modes doux

Pour toute construction / réhabilitation / changement de destination d'un bâtiment principal, la réalisation de stationnement vélos est obligatoire.

Le nombre de places doit être défini au regard de la nature de chaque projet et doit se référer à la réglementation en vigueur dans le Code de la Construction et de l'Habitation.

## **CHAPITRE 3 : ÉQUIPEMENTS ET RÉSEAUX**

### ARTICLE UX 8 - DESSERTE PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES

#### 8-1/ Accès

Le raccordement d'un accès privé à une voie publique doit présenter :

- une pente inférieure ou égale à 5 %, sur une longueur d'au moins 5 m, à partir de la chaussée de la voie publique,
- un tracé facilitant la giration des véhicules.

Les aires de stationnement doivent être disposés dans les terrains d'assiette de l'opération de façon à ménager une aire d'évolution à l'intérieur des dits terrains et ne présenter qu'un seul raccordement à double sens, ou deux raccordements à sens unique sur la voie publique.

Des accès distincts sont possibles pour les opérations significatives en vue de la différenciation des accès par typologie de véhicule et dans la mesure où ce doublement des accès permet de limiter l'imperméabilisation des sols et de limiter à la consommation de foncier.

Aucun nouvel accès ne sera autorisé à partir des RD.

#### 8-2/ Voirie

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies privées nouvelles ouvertes au public et des accès privés doivent être adaptées aux usages qu'ils supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir. Leur pente ne peut excéder 12 %.

Les voies privées nouvelles ouvertes au public se terminant en impasse doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire aisément demi-tour.

Concernant le retournement des poids lourds, pour des raisons de facilité de manœuvre, l'aire de retournement pourra être réalisée dans les 50 derniers mètres de la voie en impasse dans la mesure où ces derniers mètres présentent un caractère rectiligne.

Dans tous les cas, les voies nouvelles seront obligatoirement doublées d'un espace dédié à la circulation sécurisée des piétons d'une largeur conforme aux normes PMR en vigueur.

## **ZONE UX** : Zone d'accueil d'activités économiques

Au moins la moitié des espaces dédiés à la circulation sécurisée des piétons devra être réalisé en matériaux perméables. Les surfaces des voies nouvelles peuvent également être réalisées en matériaux perméables.

### **ARTICLE UX 9- DESSERTE PAR LES RÉSEAUX**

#### **9-1/ Eau potable**

Toute construction à usage d'habitation et tout local pouvant servir au travail, au repos, à l'agrément ou à l'accueil du public, doit être raccordé au réseau public d'eau potable.

L'utilisation de ressources en eau autres que celles provenant du réseau public (puisage, pompage, captage) peut être admise en fonction des données locales et pour le seul usage artisanal et industriel à l'exclusion des usages sanitaires et pour l'alimentation humaine.

Toute construction dont l'activité peut présenter des risques de pollution vis-à-vis du réseau public devra être équipée d'un dispositif agréé de protection contre les retours d'eau et devra se conformer à la réglementation en vigueur.

#### **9.2 - Eaux usées**

Les zonages d'assainissement annexés au PLUi déterminent le zonage du territoire au sens de l'article 35 de la loi sur l'eau et définit à l'intérieur de chaque zone les solutions techniques les mieux adaptées à la gestion des eaux usées d'origine domestique, agricole, artisanale, industrielle et des eaux pluviales.

##### **9-2-1- ZONES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

Toute construction nouvelle ou installation nouvelle ou aménagement par changement d'affectation doit être équipé d'un réseau séparatif eaux usées - eaux pluviales, et être raccordé au réseau public.

L'évacuation des eaux usées liée aux activités artisanales et commerciales dans le réseau public d'assainissement peut être subordonnée à un pré-traitement particulier et approprié.

Les effluents agricoles (purins, etc...) ne peuvent être rejetés aux réseaux publics.

##### **9-2-1- ZONES D'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL**

En l'absence de réseau d'assainissement eaux usées ou en l'attente de celui-ci, un dispositif d'assainissement individuel devra être mis en place, conçu de façon à pouvoir être mis hors circuit, adapté au milieu et à la quantité d'effluent, et dont la possibilité de mise en œuvre est conditionnée par les dispositions énoncées dans les annexes sanitaires du PLUi.

#### **9-3/ Eaux pluviales**

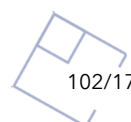
Les aménagements réalisés sur tout terrain devront être tels qu'ils garantissent l'écoulement direct des eaux pluviales, sans aggraver la situation antérieure.

Le constructeur réalisera les dispositifs appropriés pour une évacuation vers un exutoire.

Les accès aux terrains à partir des voies publiques devront maintenir le fil d'eau des fossés traversés et être équipés de grille-avaloir empêchant le ruissellement des eaux sur la voie publique.

Ces aménagements sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

Les projets situés en amont du domaine public devront prévoir la récupération des eaux de ruissellement.



### 9-4/ Énergies et télécommunications

Tout nouveau réseau sera à réaliser soit par câbles souterrains, soit par toute autre technique permettant une dissimulation maximum des fils ou câbles.

Les réseaux aériens existants dans les voies seront, au fur et à mesure des travaux de réfection et de renouvellement, remplacés par des câbles souterrains ou par des conduites fixées sur façades adaptées à l'architecture.

Les antennes paraboliques seront implantées le plus discrètement possible. Si elles sont visibles de l'espace public, elles seront peintes dans une couleur en harmonie avec le fond sur lequel elles sont installées.

Toute construction à usage d'habitation et tout local pouvant servir au travail, au repos, à l'agrément ou l'accueil du public, sauf les annexes, devra prévoir les branchements nécessaires assurant un raccordement aux réseaux de communications électroniques, y compris ceux à créer (fibre optique). Cette règle ne s'applique pas dans le cadre de la réhabilitation de bâtiments existants.

### 9-5/ Ordures ménagères

Pour toute opération supérieure ou égale à 500 m<sup>2</sup> surface de plancher, la réalisation d'aire de stockage, et de collecte des ordures ménagères en limite du domaine public (ou dans la copropriété) est obligatoire. Les dimensions de cette aire seront déterminées conformément aux besoins de l'opération et à la réglementation en vigueur. Cette aire devra également être accessible aux véhicules de collecte des ordures ménagères.

Cette disposition ne s'appliquera pas lorsqu'un point de collecte public existe ou est projeté à proximité immédiate. Une participation financière pourra être exigée par le service gestionnaire dans le cadre de la création ou de l'agrandissement de ce point de collecte.

Cette disposition ne s'applique pas aux systèmes de compostage des déchets verts.

## TITRE 3

### ZONES A URBANISER

#### **DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES 1AU**Erreur ! Signet non défini.

- secteur **1AUH1/1AUH2/1AUHc2** = secteurs de développement de l'habitat en continuité des centralités,
- secteur **1AUe**, qui correspondent aux secteurs de développement des équipements,
- secteur **1AUXa** = secteurs de développement économique à vocation artisanale et industrielle, en conforment des zones d'intérêt SCoT ou d'intérêt intercommunal,
- secteur **1AUXI** = secteurs de développement économique à vocation artisanale, en conforment des zones locales.
- 

#### **DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES 2AU**Erreur ! Signet non défini.

- secteur **2AUb** = site de renouvellement urbain de la Bresse, à Mézériat
- secteur **2AUH** = secteurs à urbaniser pour le développement de l'habitat
- secteur **2AUx** = secteurs à urbaniser pour le développement des activités économiques

## **DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES 1AU**

### **CHAPITRE 1 : DESTINATIONS DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURE DES ACTIVITES**

La zone 1AU correspond aux secteurs ouverts à l'urbanisation, dont les équipements à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone.

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) précisent les modalités d'urbanisation de chaque zone soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone.

La zone 1AU se compose des secteurs :

- **1AUH1/1AUH2/1AUHc2** qui correspondent aux secteurs de développement de l'habitat en continuité des centralités,
- **1AUe**, qui correspondent aux secteurs de développement des équipements,
- **1AUXa**, qui correspondent aux secteurs de développement économique à vocation artisanale et industrielle, en conforment des zones d'intérêt SCoT ou d'intérêt intercommunal,
- **1AUXi**, qui correspondent aux secteurs de développement économique à vocation artisanale, en conforment des zones locales.

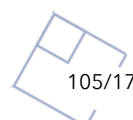
**Les dispositions générales du règlement s'appliquent sur la zone. Elles sont à consulter en complément des dispositions spécifiques présentées ci-après.**

#### **ARTICLE 1AU 1 - DESTINATIONS ET SOUS DESTINATIONS AUTORISÉES**

Les destinations et sous destinations autorisées, interdites ou soumises à conditions, pour la construction neuve et le changement de destination des constructions existantes, sont présentées dans le tableau suivant :

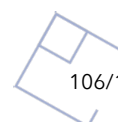
**Légende du tableau des destinations et sous-destinations retenues au titre de l'article R151-27 et R151-28 du Code de l'Urbanisme ci-dessus :**

<b>A</b>	Destinations et sous-destinations autorisées
<b>C</b>	Destinations et sous-destinations autorisées sous conditions listées à l'article 1AU 2.2
<b>I</b>	Destinations et sous-destinations interdites



## ZONE 1AU : Zone à urbaniser à court et moyen terme

	DESTINATIONS / SOUS DESTINATIONS	1AUH1 1AUH2	1AUHc2	1AUe	1AUXa	1AUXI
<b>EXPLOITATION AGRICOLE &amp; FORESTIERE</b>	Exploitation agricole	I	I	I	I	I
	Exploitation forestière	I	I	I	I	I
<b>HABITAT</b>	Logement	A	A	C	C	C
	Hébergement	A	A	C	I	I
<b>COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICE</b>	Artisanat et commerce de détail	C	A	I	C	C
	Restauration	C	A	I	C	I
	Commerce de gros	I	I	I	A	A
	Activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle	C	C	C	A	A
	Hébergement hôtelier et touristique	C	C	I	I	A
	Cinéma	I	I	I	I	I
<b>EQUIPEMENTS D'INTERET COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS</b>	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	A	A	A	I	I
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés	A	A	A	A	A
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	A	A	A	I	I
	Salles d'art et de spectacle	I	I	A	I	I
	Équipements sportifs	A	A	A	I	I
	Autres équipements recevant du public	A	A	A	C	C
<b>AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECONDAIRES OU TERTIAIRES</b>	Industrie	C	C	I	A	A
	Entrepôt	C	C	I	A	C
	Bureau	A	A	I	A	A
	Centre de congrès et d'exposition	I	I	I	I	I



### **ARTICLE 1AU 2- INTERDICTION ET LIMITATION DE CERTAINS USAGES ET AFFECTATIONS DES SOLS, CONSTRUCTIONS ET ACTIVITES**

#### **2-1/ Installations interdites**

- **1AUH1** : voir les règles du secteur UH1,
- **1AUH2** : voir les règles du secteur UH2,
- **1AUHc2** : voir les règles du secteur UHc2,
- **1AUe** : voir les règles du secteur UE
- **1AUXa** : voir les règles du secteur UXa,
- **1AUXI** : voir les règles du secteur UXI.

#### **2-2/ Limitation de certains usages et affectations des sols, constructions et activités, destinations et sous-destinations**

- **1AUH1** : voir les règles du secteur UH1,
- **1AUH2** : voir les règles du secteur UH2,
- **1AUHc2** : voir les règles du secteur UHc2,
- **1AUe** : voir les règles du secteur UE
- **1AUXa** : voir les règles du secteur UXa,
- **1AUXI** : voir les règles du secteur UXI.

#### **Dans les secteurs repérés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme pour identifier les mesures compensatoires existantes ou potentielles des atteintes à la biodiversité, :**

- toute construction nouvelle est interdite ;
- tout projet, aménagement ou intervention est soumis au strict respect des conditions définies dans le ou les arrêté préfectoraux d'autorisation environnementales ;

#### **2-3/ Conditions d'ouverture à l'urbanisation :**

##### ***Se référer complémentairement à chaque orientation d'aménagement et de programmation.***

L'urbanisation de la zone 1AU est conditionnée soit :

- à la réalisation d'opération d'aménagement d'ensemble pour la zone
- à la réalisation des équipements internes à la zone au fur et à mesure de l'urbanisation.

L'urbanisation est également conditionnée à la proximité immédiate des réseaux à la périphérie de la zone. Si les réseaux sont insuffisants, des participations peuvent être demandées.

Les modalités d'urbanisation et d'aménagement sont précisées pour chaque secteur dans les OAP.

Ces zones pourront s'urbaniser avec les règles de la zone urbaine correspondante ; néanmoins, des dispositions spécifiques peuvent être mentionnées ci-après.

### **ARTICLE 1AU 3 : MIXITÉ FONCTIONNELLE ET SOCIALE**

#### **3-1/ Mixité sociale dans l'habitat**

**Pour les secteurs concernés par des orientations d'aménagement et de programmation** : se référer complémentairement aux OAP pour les dispositions spécifiques si elles existent.

- **1AUH1/2/3** : voir les règles du secteur UH1/2/3,
- **1AUe** : voir les règles du secteur UE

### 3-2/ Mixité fonctionnelle

- **1AUH1** : voir les règles du secteur UH1,
- **1AUH2** : voir les règles du secteur UH2,
- **1AUHc2** : voir les règles du secteur UHc2,
- **1AUe** : voir les règles du secteur UE
- **1AUXa** : voir les règles du secteur UXa,
- **1AUXI** : voir les règles du secteur UXI.

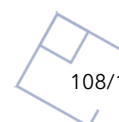
## CHAPITRE 2 - CARACTERISTIQUES URBAINES, ARCHITECTURALES, ENVIRONNEMENTALES ET PAYSAGERES

### ARTICLE 1AU 4 : VOLUMÉTRIE ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS

- **1AUH1** : voir les règles du secteur UH1,
- **1AUH2** : voir les règles du secteur UH2,
- **1AUHc2** : voir les règles du secteur UHc2,
- **1AUe** : voir les règles du secteur UE
- **1AUXa** : voir les règles du secteur UXa,
- **1AUXI** : voir les règles du secteur UXI.
- **Toutefois pour le secteur 1AUXa de Mâcon Est**, en application de l'étude Amendement Dupont, il doit être respecté, par rapport aux voies et emprises publiques existantes, à modifier ou à créer, un recul minimum de **40 m minimum par rapport à l'axe de l'A406**.
- De plus, **en limite de secteur UEr**, toute construction devra respecter une marge de recul équivalente à la hauteur (D=H) de la construction.

### ARTICLE 1AU 5 : QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

- **1AUH1** : voir les règles du secteur UH1,
- **1AUH2** : voir les règles du secteur UH2,
- **1AUHc2** : voir les règles du secteur UHc2,
- **1AUe** : voir les règles du secteur UE
- **1AUXa** : voir les règles du secteur UXa,
- **1AUXI** : voir les règles du secteur UXI.



## **ZONE 1AU** : Zone à urbaniser à court et moyen terme

### **ARTICLE 1AU 6- TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS**

- **1AUH1** : voir les règles du secteur UH1,
- **1AUH2** : voir les règles du secteur UH2,
- **1AUHc2** : voir les règles du secteur UHc2,
- **1AUe** : voir les règles du secteur UE
- **1AUXa** : voir les règles du secteur UXa,
- **1AUXI** : voir les règles du secteur UXI.

### **ARTICLE 1AU 7- STATIONNEMENT**

- **1AUH1** : voir les règles du secteur UH1,
- **1AUH2** : voir les règles du secteur UH2,
- **1AUHc2** : voir les règles du secteur UHc2,
- **1AUe** : voir les règles du secteur UE
- **1AUXa** : voir les règles du secteur UXa,
- **1AUXI** : voir les règles du secteur UXI.

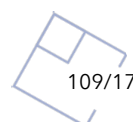
## **CHAPITRE 3 : ÉQUIPEMENTS ET RÉSEAUX**

### **ARTICLE 1AU 8 - DESSERTE PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES**

- **1AUH1** : voir les règles du secteur UH1,
- **1AUH2** : voir les règles du secteur UH2,
- **1AUHc2** : voir les règles du secteur UHc2,
- **1AUe** : voir les règles du secteur UE
- **1AUXa** : voir les règles du secteur UXa,
- **1AUXI** : voir les règles du secteur UXI.

### **ARTICLE 1AU 9- DESSERTE PAR LES RÉSEAUX**

- **1AUH1** : voir les règles du secteur UH1,
- **1AUH2** : voir les règles du secteur UH2,
- **1AUHc2** : voir les règles du secteur UHc2,
- **1AUe** : voir les règles du secteur UE
- **1AUXa** : voir les règles du secteur UXa,
- **1AUXI** : voir les règles du secteur UXI.



## **DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES 2AU**

### **CHAPITRE 1 : DESTINATIONS DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURE DES ACTIVITES**

La zone 2AU correspond aux secteurs d'extension de l'urbanisation en cohérence avec le PADD, mais ne pouvant être ouverts à l'urbanisation en raison de la capacité insuffisante ou de l'absence de tout ou partie des réseaux et/ou des voies ouvertes au public. Les zones 2AUx correspondent aux futures zones d'activités pour lesquelles une maîtrise foncière doit être engagée.

L'ouverture à l'urbanisation de chaque zone est subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme comportant notamment les orientations d'aménagement et de programmation de la zone.

La zone 2AU se compose des secteurs suivants :

- **2AUb**, qui correspond au site de renouvellement urbain de la Bresse, à Mézériat
- **2AUH** qui correspond aux secteurs à urbaniser pour le développement de l'habitat
- **2AUx** qui correspond aux secteurs à urbaniser pour le développement des activités économiques

**Les dispositions générales du règlement s'appliquent sur la zone. Elles sont à consulter en complément des dispositions spécifiques présentées ci-après.**

#### **ARTICLE 2AU 1 - DESTINATIONS ET SOUS DESTINATIONS AUTORISÉES**

##### **1-1/ Sont autorisées les constructions à destination :**

Les destinations et sous destinations autorisées, interdites ou soumises à conditions, pour la construction neuve et le changement de destination des constructions existantes, sont présentées dans le tableau suivant :

**Légende du tableau des destinations et sous-destinations retenues au titre de l'article R151-27 et R151-28 du Code de l'Urbanisme ci-dessus :**

<b>A</b>	Destinations et sous-destinations autorisées
<b>C</b>	Destinations et sous-destinations autorisées sous conditions listées à l'article 2AU 2.2
<b>I</b>	Destinations et sous-destinations interdites

## ZONE 2AU : Zone à urbaniser à long terme non ouverte à l'urbanisation

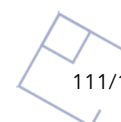
	DESTINATIONS / SOUS DESTINATIONS	2AUb	2AUx	2AUh
<b>EXPLOITATION AGRICOLE &amp; FORESTIERE</b>	Exploitation agricole	I	I	I
	Exploitation forestière	I	I	I
<b>HABITAT</b>	Logement	I	C	I
	Hébergement	I	I	I
<b>COMMERCE ET ACTIVITÉ DE SERVICE</b>	Artisanat et commerce de détail	I	I	I
	Restauration	I	I	I
	Commerce de gros	I	I	I
	Activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle	I	I	I
	Hébergement hôtelier et touristique	I	I	I
	Cinéma	I	I	I
<b>EQUIPEMENT D'INTERET COLLECTIF ET SERVICE PUBLIC</b>	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	C	C	C
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés	C	C	C
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	I	I	I
	Salles d'art et de spectacle	I	I	I
	Équipements sportifs	I	I	I
	Autres équipements recevant du public	I	I	I
<b>AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECONDAIRES OU TERTIAIRES</b>	Industrie	I	I	I
	Entrepôt	I	I	I
	Bureau	I	I	I
	Centre de congrès et d'exposition	I	I	I

### ARTICLE 2AU 2- INTERDICTION ET LIMITATION DE CERTAINS USAGES ET AFFECTATIONS DES SOLS, CONSTRUCTIONS ET ACTIVITES

#### 2-1/ Installations interdites

**Dans l'ensemble de la zone 2AU, les installations suivantes sont interdites :**

- les constructions et installations à usage d'activité de camping et caravanage,
- l'aménagement ou la mise à disposition de terrains pour des campeurs de façon habituelle,
- le réaménagement d'un terrain de camping ou d'un parc résidentiel de loisirs,



## **ZONE 2AU** : Zone à urbaniser à long terme non ouverte à l'urbanisation

- les habitations légères de loisirs et les résidences mobiles de loisirs,
- la création ou l'agrandissement d'un parc résidentiel de loisirs ou d'un village de vacances classé en hébergement léger,
- l'aménagement d'un parc d'attractions ou d'une aire de jeux et de sports d'une superficie supérieure à deux hectares,
- l'aménagement d'un golf,
- l'aménagement d'un terrain pour la pratique des sports ou loisirs motorisés,
- l'ouverture et l'exploitation de carrières, gravières,
- les dépôts de matériaux et de déchets de toute nature,
- lorsqu'ils sont susceptibles de contenir au moins 10 unités les dépôts de véhicules et les garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs,
- les aires d'accueil des gens du voyage,
- les garages collectifs de caravanes ou de véhicules particuliers indépendants d'une opération de logements,
- à moins qu'ils ne soient nécessaires à l'exécution d'un permis de construire, les affouillements dont la profondeur excède 2 m et les exhaussements du sol dont la hauteur excède 1,20 m et qui portent sur une superficie supérieure ou égale à 100 m<sup>2</sup>.

### **De plus, dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme au titre des corridors écologiques et des réservoirs de biodiversité, sont interdits :**

- l'implantation d'installations photovoltaïques au sol
- l'implantation d'éoliennes

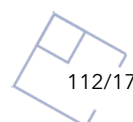
### **De plus dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme au titre des zones humides, sont interdits :**

- toutes occupations et utilisations du sol susceptibles de détruire ou modifier les zones qui seront qualifiées d'humides au sens de de l'annexe 1 de l'arrêté du 1er octobre 2009 et de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 24 juin 2008, à l'exception de celles autorisées ci-dessous :

## **2-2/ Limitation de certains usages et affectations des sols, constructions et activités, destinations et sous-destinations**

### **2-2-1- DANS L'ENSEMBLE DE LA ZONE 2AU :**

- les **constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif** sont autorisées à condition qu'elle ne concernent que les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif et leur implantation dans la zone justifiée par des impératifs techniques de fonctionnement du service.
- les **installations nécessaires à l'exploitation et à la sécurité des oléoducs de défense commune**
- les **constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif de transport d'électricité** sont autorisées dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris ; les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.
- les **exhaussements et affouillements de sol** sont autorisés pour les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics, notamment pour les ouvrages de transport d'électricité.



## **ZONE 2AU** : Zone à urbaniser à long terme non ouverte à l'urbanisation

### 2-2-2- DANS LE SECTEUR 2AUB :

**Dans le périmètre d'attente d'un projet d'aménagement global (PAPAG) repéré au titre de l'article L151-41-5° du code de l'urbanisme**, et pour une durée de cinq ans à compter de la date d'approbation du PLUi, seuls sont autorisés :

- les travaux d'entretien des bâtiments existants,
- les travaux visant à prendre en compte ou réduire l'aléa inondation,
- les travaux de dépollution du site.

### 2-2-3- DANS LE SECTEUR 2AUX :

- les **logements** sont autorisés sous les conditions suivantes :
  - les adaptations et la réfection des constructions existantes à usage de logements,
  - les extensions et les annexes des constructions existantes à usage de logements : se référer au règlement des zones UH1.

Chaque **zone 2AUX** ne pourra être ouverte à l'urbanisation qu'après :

- raccordement au réseau d'eaux usées ou mise en place d'un système de traitement des eaux usées à l'échelle de la zone,
- raccordement au réseau d'eau potable,
- desserte par des voiries adaptées au trafic envisagé,
- justification de la nécessité d'ouverture à l'urbanisation au regard du remplissage des autres zones d'activité du territoire de la Communauté de Communes de la Veyle,
- création d'une orientation d'aménagement et de programmation.

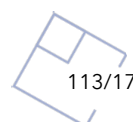
### 2-2-4- DANS L'ENSEMBLE DE LA ZONE 2AU :

**Pour les constructions repérées d'intérêt patrimonial ou architectural au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme :**

- les **constructions neuves** sont autorisées dans le cas de reconstruction après démolition ;
- la **réhabilitation des bâtiments est admise**, sans limitation de surface de plancher, sans extension volumétrique à l'exception des éléments de toiture autorisés à l'article 5, et sous réserve de garder le caractère architectural du bâti ;
- les **annexes non accolées sont autorisées**, sous réserve d'une harmonie avec le bâtiment principal et aux conditions suivantes :
  - ces annexes présenteront une superficie cumulée totale de 50 m<sup>2</sup> d'emprise au sol,
  - les annexes non soumises à autorisation d'urbanisme sont exclues de ces dispositions ;
- les **annexes accolées** sont interdites ;
- les **piscines** ;
- la **démolition des bâtiments patrimoniaux repérés au titre de l'article L151-19** est soumise à permis de démolir.

**Dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme pour les arbres isolés, haies et secteurs boisés à préserver :**

- les travaux d'entretien, de gestion et de valorisation des haies, arbres et boisements sont admis sans formalités, à condition que ces derniers restent fonctionnels sur le plan écologique et paysager,
- les **défrichements, abattages, arrachages et dessouchages** visant à supprimer définitivement les sujets sont soumis à **déclaration préalable**,
- des mesures compensatoires liées à la suppression d'un élément sont imposées :



## **ZONE 2AU** : Zone à urbaniser à long terme non ouverte à l'urbanisation

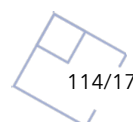
- si les conditions techniques le permettent, le déplacement de l'élément sera préféré à son arrachage ou son abattage,
- dans le cas de l'abattage ou de l'arrachage, la plantation d'essences identiques est demandée, ou a minima d'essences locales, à l'emplacement même ou à proximité immédiate du site.
- Dans une bande de 10 m par rapport à la limite du secteur UEr, il est admis que le concessionnaire autoroutier applique des objectifs de gestion sécuritaire des espaces de transition (pour éviter les risques de chute d'arbres par exemple).

### **Dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme pour les espaces verts et parcs à préserver :**

- les **défrichements, arrachages et dessouchages** des arbres et arbustes constitutifs des parcs et vergers sont soumis à **déclaration préalable** ;
- il est exigé que **l'élément recensé soit déplacé ou reconstitué** en recourant aux essences végétales locales préalablement identifiées sur ces secteurs, et en variant la nature des essences et les strates végétales ;
- sont seules **admises les constructions ou installations de petites tailles**, accolées ou non, dans la limite de **10 m<sup>2</sup> d'emprise au sol** et si leur hauteur est inférieure à 3,5 m au sommet.
- Dans une bande de 10 m par rapport à la limite du secteur UEr, il est admis que le concessionnaire autoroutier applique des objectifs de gestion sécuritaire des espaces de transition (pour éviter les risques de chute d'arbres par exemple).

### **Dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme au titre des corridors écologiques et des réservoirs de biodiversité et dans les secteurs de coupures paysagères définies au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme, sont uniquement admis :**

- **les extensions des bâtiments existants d'habitation, présentant une surface de plancher minimale initiale de 50 m<sup>2</sup>**, aux conditions suivantes :
  - si elles sont inférieures ou égales à 30 m<sup>2</sup> d'emprise au sol,
  - si ces extensions ne compromettent pas l'activité agricole et la qualité paysagère du site,
  - sans que la totalité du bâtiment (extension + existant) ait plus de 130 m<sup>2</sup> d'emprise au sol totale ;
- les **équipements, bâtiments et installations techniques** destinés aux services publics (téléphone, EDF, réservoir d'eau, etc.) sous réserve de ne pas porter atteinte à l'activité agricole et de prendre toute les dispositions pour qu'ils soient compatibles avec le maintien de la fonctionnalité des corridors écologiques ;
- les **équipements, installations et ouvrages liés à la gestion des inondations** et notamment la gestion des casiers d'inondation ;
- les **clôtures**, si elles sont rendues nécessaires par la nature des bâtiments et équipements, devront être perméables à la faune (type haies arbustives composées d'essences locales) ou à défaut, lorsque la sécurité des ouvrages l'exige, les clôtures devront conserver un espace libre entre le sol et le début de la clôture d'une hauteur de 15 cm afin de laisser passer la petite faune ;
- les **clôtures type agricole** destinées à l'activité agricole sous réserve qu'elles ne nuisent pas à la qualité des corridors ;
- la **création de mares multifonctionnelles** : biodiversité, récupération de l'eau de pluie, à l'alimentation des animaux, ... ;
- les **travaux d'entretien des haies et des petits boisements** (élagage...);
- les **défrichements, arrachages et dessouchages des arbres et arbustes constitutifs des haies** sont soumis à déclaration préalable au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme. Il est exigé que l'élément recensé soit déplacé ou reconstitué en recourant aux essences végétales locales



## **ZONE 2AU** : Zone à urbaniser à long terme non ouverte à l'urbanisation

préalablement identifiées sur ces secteurs, et en variant la nature des essences et les strates végétales ;

- les **aménagements à vocation pédagogique ou de mise en valeur des espaces naturels** tels que sentiers pédestre et/ou cyclables, ponton, site d'observation de la faune, ...
- les **aménagements de mode actifs** qui n'affectent pas de manière significative les réservoirs de biodiversité ou qui compensent leur impact.
- Dans une bande de 10 m par rapport à la limite du secteur UEr, il est admis que le concessionnaire autoroutier applique des objectifs de gestion sécuritaire des espaces de transition (pour éviter les risques de chute d'arbres par exemple).

### **Dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme au titre des zones humides :**

- **sont autorisés** : dans les zones qualifiées de humide au sens de de l'annexe 1 de l'arrêté du 1er octobre 2009 et de l'arrêté ministériel du 24 Juin 2018, et à conditions que les travaux ci-dessous aient vocation à préserver ou restaurer ce caractère de zone humide et le cas échéant les espèces protégées qui s'y développent :
  - les travaux qui s'avéreraient indispensables à une bonne gestion de la zone humide, dans le sens du maintien de sa biodiversité et de ses fonctionnalités,
  - les travaux d'entretien ou d'exploitation agricole ou d'entretien et de restauration d'habitats naturels, dès lors qu'ils sont favorables à la biodiversité et la dynamique écologique des milieux humides,
  - les travaux d'entretien et de réparation des voies, chemins, fossés et réseaux divers existants (en particulier réseau de drainage et d'assainissement), dans le respect de leurs caractéristiques actuelles,
  - les équipements, installations et ouvrages liés à la gestion des inondations et notamment la gestion des casiers d'inondation ;
  - la réalisation d'aménagements, sans soubassement, à vocation pédagogique et/ou de conservation des habitats naturels et des espèces sauvages, tels que sentiers pédestre et/ou cyclables, ponton, site d'observation de la faune, ...
  - les aménagements de mode actifs qui n'affectent pas de manière significative les réservoirs de biodiversité ou qui compensent leur impact.
  - les stations de traitements des eaux usées à condition de ne pouvoir être implantées hors zone humide et/ou zone inondable sous réserve de respecter les conditions édictées dans l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif

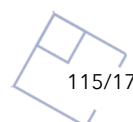
Conformément à l'article R.421-23 du Code de l'Urbanisme, les travaux ayant pour effet de modifier un élément que le PLUI a identifié au titre du L.151-23 doivent faire l'objet d'une déclaration préalable.

### **Dans les secteurs de prise en compte du risque d'inondation par les eaux pluviales ou de ruissellement délimités en application de l'article R151-34-1° du code de l'urbanisme :**

- toute **construction nouvelle est interdite**,
- tout aménagement envisagé ne doit **pas faire obstacle à la capacité d'écoulement des eaux pluviales ou de ruissellement**, ni à la capacité d'infiltration, le cas échéant,
- ce secteur peut recevoir des **aménagements paysagers, des ouvrages de gestions des eaux pluviales et des espaces ouverts au public**.

### **Dans les secteurs repérés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme pour identifier les mesures compensatoires existantes ou potentielles des atteintes à la biodiversité, :**

- toute construction nouvelle est interdite ;



## **ZONE 2AU** : Zone à urbaniser à long terme non ouverte à l'urbanisation

- tout projet, aménagement ou intervention est soumis au strict respect des conditions définies dans le ou les arrêté préfectoraux d'autorisation environnementales ;

### **ARTICLE 2AU 3 : MIXITÉ FONCTIONNELLE ET SOCIALE**

#### **2-1/ Mixité sociale dans l'habitat**

Non réglementé

#### **2-2/ Mixité fonctionnelle**

Non réglementé

## **CHAPITRE 2 - CARACTERISTIQUES URBAINES, ARCHITECTURALES, ENVIRONNEMENTALES ET PAYSAGERES**

### **ARTICLE 2AU 4 : VOLUMÉTRIE ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS**

#### **Rappel :**

Dans le cadre des opérations d'aménagement et de construction, les chemins inscrits au PDIPR (Plan Département des Itinéraires de Promenade et de Randonnée) et les sentiers et itinéraires piétonniers ou cycles repérés au titre de l'article L151-38 doivent être préservés ; leur continuité doit être assurée.

#### **4-1/ Implantation des constructions par rapport au domaine public ou voies publiques**

Non réglementé.

#### **4-2/ Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives**

Non réglementé.

#### **4-3/ Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété**

Non réglementé.

#### **4-4/ Hauteur**

Non réglementé.

## **ZONE 2AU** : Zone à urbaniser à long terme non ouverte à l'urbanisation

---

### **4-5/ Emprise au sol**

Non réglementé.

### **ARTICLE 2AU 5 : QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE**

Non réglementé.

### **ARTICLE 2AU 6- TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS**

#### **6-1/ Espaces verts**

Non réglementé.

#### **6-2/ Espaces perméables**

Non réglementé.

#### **6-3/ Espaces collectif**

Non réglementé.

#### **6-4/ Bandes de recul issues des retraits imposés par rapport aux limites séparatives**

Non réglementé.

#### **6-5/ Secteurs paysagers identifiées au document graphique**

Les modifications des éléments paysagers protégés inscrits sur les plans graphiques feront l'objet d'une autorisation préalable.

En cas d'intervention les détruisant tout ou partiellement une reconstitution des éléments paysagers, avec des espèces similaires est obligatoire. Cette reconstitution doit être prévue à proximité immédiate des éléments paysagers

#### **6-6/ Plantations**

Non réglementé.

#### **6-7 Implantation par rapport au terrain**

Non réglementé.

## **ZONE 2AU** : Zone à urbaniser à long terme non ouverte à l'urbanisation

### **ARTICLE 2AU 7- STATIONNEMENT**

Le stationnement des véhicules automobiles ou des vélos doit correspondre aux besoins des constructions autorisées, doit être assuré en dehors des voies publiques ou de desserte collective et doit être desservi soit par un seul accès sur la voie publique, soit par plusieurs accès distants les uns des autres de 50 m au moins.

La règle applicable aux bâtiments ou établissements non prévus est celle à laquelle ces établissements sont le plus directement assimilables.

Toute surface commencée est une surface due.

#### **7-1/ Stationnement des véhicules automobiles**

Se référer à la zone UH1 pour les constructions existantes.

#### **7-2/ Stationnement modes doux**

Se référer à la zone UH1 pour les constructions existantes.

## **CHAPITRE 3 : ÉQUIPEMENTS ET RÉSEAUX**

### **ARTICLE 2AU 8 - DESSERTE PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES**

Se référer à la zone UH1 pour les constructions existantes.

### **ARTICLE 2AU 9- DESSERTE PAR LES RÉSEAUX**

Se référer à la zone UH1 pour les constructions existantes.

## **TITRE 4**

### **ZONES AGRICOLES**

#### **DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES A**

## DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES A

### CHAPITRE 1 : DESTINATIONS DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURE DES ACTIVITES

La zone A correspond aux secteurs du territoire, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

**Les dispositions générales du règlement s'appliquent sur la zone. Elles sont à consulter en complément des dispositions spécifiques présentées ci-après.**

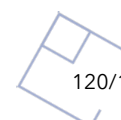
#### ARTICLE A 1 - DESTINATIONS ET SOUS DESTINATIONS AUTORISÉES

Les destinations et sous destinations autorisées, interdites ou soumises à conditions, pour la construction neuve et le changement de destination des constructions existantes, sont présentées dans le tableau suivant :

**Légende du tableau des destinations et sous-destinations retenues au titre de l'article R151-27 et R151-28 du Code de l'Urbanisme ci-dessus :**

<b>A</b>	Destinations et sous-destinations autorisées
<b>C</b>	Destinations et sous-destinations autorisées sous conditions listées à l'article A 2.2
<b>I</b>	Destinations et sous-destinations interdites

	DESTINATIONS / SOUS DESTINATIONS	ZONE A
<b>EXPLOITATION AGRICOLE &amp; FORESTIERE</b>	Exploitation agricole	<b>A</b>
	Exploitation forestière	<b>I</b>
<b>HABITAT</b>	Logement	<b>C</b>
	Hébergement	<b>I</b>
<b>COMMERCE ET ACTIVITÉ DE SERVICE</b>	Artisanat et commerce de détail	<b>C</b>
	Restauration	<b>I</b>
	Commerce de gros	<b>I</b>
	Activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle	<b>I</b>
	Hébergement hôtelier et touristique	<b>I</b>



## ZONE A : Zone Agricole

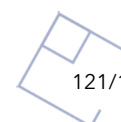
	Cinéma	I
<b>EQUIPEMENT D'INTERET COLLECTIF ET SERVICE PUBLIC</b>	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	I
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés	C
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	I
	Salles d'art et de spectacle	I
	Équipements sportifs	I
	Autres équipements recevant du public	I
<b>AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECONDAIRES OU TERTIAIRES</b>	Industrie	I
	Entrepôt	I
	Bureau	I
	Centre de congrès et d'exposition	I

### ARTICLE A 2- INTERDICTION ET LIMITATION DE CERTAINS USAGES ET AFFECTATIONS DES SOLS, CONSTRUCTIONS ET ACTIVITES

#### 2-1/ Installations interdites

##### **Dans l'ensemble de la zone A, les installations suivantes :**

- les constructions et installations à usage d'activité de camping et caravanage,
- l'aménagement ou la mise à disposition de terrains pour des campeurs de façon habituelle,
- le réaménagement d'un terrain de camping ou d'un parc résidentiel de loisirs,
- les habitations légères de loisirs et les résidences mobiles de loisirs.
- la création ou l'agrandissement d'un parc résidentiel de loisirs ou d'un village de vacances classé en hébergement léger,
- l'aménagement d'un parc d'attractions ou d'une aire de jeux et de sports d'une superficie supérieure à deux hectares,
- l'aménagement d'un golf,
- l'aménagement d'un terrain pour la pratique des sports ou loisirs motorisés,
- l'ouverture et l'exploitation de carrières, gravières,
- les dépôts de matériaux et de déchets de toute nature,
- lorsqu'ils sont susceptibles de contenir au moins 10 unités les dépôts de véhicules et les garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs,
- les aires d'accueil des gens du voyage.
- les garages collectifs de caravanes ou de véhicules particuliers indépendants d'une opération de logements,
- tout ouvrage limitant la continuité écologique est interdit dans les cours d'eau, dans les espaces de liberté et dans les réservoirs de biodiversité ou qui compensent leur impact.



## ZONE A : Zone Agricole

**De plus, dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme au titre des corridors écologiques et des réservoirs de biodiversité, sont interdits :**

- l'implantation d'installations photovoltaïques au sol
- l'implantation d'éoliennes

**De plus dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme au titre des zones humides, sont interdits :**

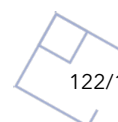
- toutes occupations et utilisations du sol susceptibles de détruire ou modifier les zones qui seront qualifiées d'humides au sens de de l'annexe 1 de l'arrêté du 1er octobre 2009 et de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 24 juin 2008, à l'exception de celles autorisées ci-dessous :

### **2-2/ Limitation de certains usages et affectations des sols, constructions et activités, destinations et sous-destinations**

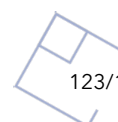
- les **bâtiments et installations agricoles**, y compris serres et tunnels, ne sont admis que :
  - s'il s'agit de bâtiments à caractère fonctionnel,
  - si leur implantation dans la zone est reconnue indispensable à l'activité agricole et justifiée par les besoins de l'exploitation,
  - sous réserve d'une bonne intégration dans le site et sous réserve du respect des dispositions de l'article A5.
- les **installations nécessaires au prolongement de l'exploitation, dont l'activité touristique rurale d'accueil ayant pour support l'exploitation agricole, sont autorisées :**
  - **les annexes touristiques** des exploitations agricoles (chambres d'hôtes, fermes-auberges, gîtes ruraux) sont autorisées sous réserve d'être aménagées dans un bâtiment existant sur le site de l'exploitation ;
  - **les activités de campings à la ferme** seront limitées à 6 emplacements et situées à proximité immédiate de l'un des bâtiments de l'exploitation,et sous réserve :
  - ces activités ne doivent pas être incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées,
  - ces activités ne doivent pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages,
  - ces activités doivent constituer le prolongement de l'acte de production.L'autorisation d'urbanisme est soumise pour avis à la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers.

- les **constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles** sont admises sous les conditions cumulatives suivantes :
  - ces activités constituent le prolongement de l'acte de production,
  - elles ne doivent pas être incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées,
  - elles ne doivent pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages,
  - il doit s'agir du point de vente de la production de l'exploitation,
  - le local de vente doit être aménagés dans les locaux de l'exploitation ou dans une annexe située à moins de 30 m de l'exploitation principale et dans la limite de 70 m<sup>2</sup> de surface de plancher,
  - l'ensemble des locaux liés à la diversification de l'activité agricole doit se situer sur le site de l'exploitation.

L'autorisation d'urbanisme est soumise pour avis à la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers.



- les **logements destinés aux actifs agricoles** des exploitations agricoles professionnelles, sont autorisés sous les conditions cumulatives suivantes :
  - nécessité de résider sur le site principal de l'activité de l'exploitation,
  - un seul logement de fonction pourra être admis par exploitation,
  - la surface de plancher affectée au logement ne devra pas excéder 90 m<sup>2</sup> par exploitation,
  - le logement de fonction ne peut être autorisé que si les autres bâtiments liés au fonctionnement de l'exploitation agricole professionnelle sont préexistants,
  - avoir la voie d'accès de l'habitation commune avec celle de l'exploitation,
  - les annexes (accolées ou non) sont limitées à :
    - 2 annexes maximum qui seront d'une superficie cumulée totale de 40 m<sup>2</sup> d'emprise au sol et d'une hauteur maximum de 3,5 m à l'égout du toit,
    - 1 piscine, sous réserve de la disponibilité de la ressource en eau sur le long terme,
  - les constructions d'habitation et leurs annexes, nécessaires à une exploitation agricole existante, doivent être implantées à moins de 30 mètres des bâtiments du siège d'exploitation.
- les locaux **techniques et industriels publics et assimilés, ainsi que les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif** sont admis à condition que leur implantation dans la zone soit justifiée par des impératifs techniques de fonctionnement du service et/ou qu'ils soient incompatibles avec le voisinage des zones habitées. En outre, ils ne devront pas porter atteinte à l'activité agricole, au paysage et aux milieux naturels et prendront toutes les dispositions pour assurer une bonne intégration dans le site ; ils doivent aussi être compatibles avec le maintien des réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques identifiées au document graphique au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme.
- les **affouillements** (déblais) de moins de 2 m et les **exhaussements** (remblais) de moins de 1,20 m ne sont admis que en dehors des trames déterminées au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme et qu'à l'une des conditions suivantes :
  - il sont strictement liés et nécessaires à la valorisation des terres agricoles, en vue de faciliter leur exploitation et lorsque le projet en apporte la démonstration,
  - ils sont nécessaires à la réalisation des constructions autorisées (annexes, bâtiments agricoles, voiries etc..) sur leur terrain d'assiette,
  - ils s'inscrivent dans le cadre d'aménagements réalisés dans un objectif de protection de l'environnement : renaturation de berges, protection vis à vis d'un risque naturel etc ;
- les **exhaussements et affouillements de sol** sont autorisés pour les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics, notamment pour les ouvrages de transport d'électricité.
- les **installations nécessaires à l'exploitation et à la sécurité des oléoducs de défense commune.**
- les **constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif de transport d'électricité** sont autorisées dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris ; les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.
- pour les **bâtiments d'habitation existant et présentant une surface de plancher minimale initiale de 50 m<sup>2</sup>**, au titre de l'article L151-12 du Code de l'Urbanisme, sont autorisés :



## ZONE A : Zone Agricole

- les **réhabilitations, rénovations et extensions dans le volume existant** des constructions à usage d'habitat existants et leurs annexes, sans limitation de surface de plancher, sans extension volumétrique à l'exception des éléments de toiture autorisés dans les dispositions générales (article II-8) et à l'article 5 ;
- les **extensions volumétriques** des bâtiments, (hors bâtiments patrimoniaux) aux conditions cumulatives suivantes :
  - si elles sont inférieures ou égales à 30 % de la surface de plancher existante et dans la limite de 60m<sup>2</sup> de surface de plancher supplémentaire,
  - si ces extensions ne compromettent pas l'activité agricole et la qualité paysagère du site,
  - en tout état de cause, la surface de plancher maximale de l'habitation après extension est limitée à 250 m<sup>2</sup>.
- les **annexes** (accolées ou non) sont limitées à :
  - 2 annexes maximum qui seront d'une superficie cumulée totale de 40 m<sup>2</sup> d'emprise au sol et d'une hauteur maximum de 3,5 m à l'égout du toit,
  - 1 piscine, sous réserve de la disponibilité de la ressource en eau sur le long terme ;

Ces annexes et piscine devront être situées à moins de 10 m de la construction principale ; la distance est mesurée à partir du nu du mur pour les annexes et bâtiments et du bord du bassin pour les piscines. Ces règles s'appliquent également pour les annexes et piscines édifiées en zone A lorsque l'habitation existante est située en zone U ou AU du PLUi et que son terrain d'agrément est situé en zone A ;

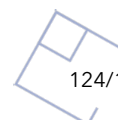
S'il existe plus de 2 annexes liées à la construction existantes, ces dernières peuvent être rénovées et réhabilitées dans leur volume existant.

Les constructions citées ci-avant sont admises sous les conditions cumulatives suivantes :

- l'alimentation en eau potable est possible par le réseau public,
- l'assainissement est possible par le réseau public ou par un dispositif autonome, sur le terrain d'assiette de la construction et adapté à la nature du sol,
- la desserte est possible par une voie dont les caractéristiques répondent aux besoins de l'opération,
- le stationnement des véhicules correspond aux besoins de l'opération. Se référer aux dispositions de la zone UHI ;

- pour les **constructions repérées d'intérêt patrimonial ou architectural au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme** :

- **la réhabilitation et la rénovation des bâtiments, et des annexes existantes, est admise**, sans limitation de surface de plancher, sans extension volumétrique à l'exception des éléments de toiture autorisés dans les dispositions générales (article II-8) et à l'article 5, et sous réserve de garder le caractère architectural du bâti ;
- les **annexes non accolées sont autorisées**, sous réserve d'une harmonie avec le bâtiment principal et aux conditions cumulatives suivantes :
  - ces annexes présenteront une superficie cumulée totale de 40 m<sup>2</sup> d'emprise au sol et d'une hauteur maximum de 3,5 m à l'égout du toit,
  - ces annexes devront être situées à moins de 10 m de la construction principale ; la distance est mesurée à partir du nu du mur,
  - les annexes non soumises à autorisation d'urbanisme sont exclues de ces dispositions ;
- les **nouvelles annexes accolées** sont interdites. Les annexes accolées existantes peuvent être rénovées et réhabilitées dans leur volume ;
- les **piscines** aux conditions cumulatives suivantes :
  - sous réserve de la disponibilité de la ressource en eau sur le long terme,
  - **la piscine sera située** à moins de 10 m de la construction principale ; la distance est mesurée à partir du nu du mur et jusqu'au bord du bassin ;



## ZONE A : Zone Agricole

Ces règles s'appliquent également pour les annexes et piscines édifiées en zone A lorsque l'habitation existante est située en zone U ou AU du PLUi et que son terrain d'agrément est situé en zone A.

- o la **démolition des bâtiments patrimoniaux repérés au titre de l'article L151-19** est soumise à permis de démolir.

### • Pour les **bâtiments repérés au titre du L151-11-2° du Code de l'Urbanisme** :

Le changement de destination des bâtiments existants vers la destination « logement » ou « hébergement hôtelier ou touristique » est admis si ce dernier ne compromet pas l'activité agricole et sous les conditions cumulatives suivantes :

- o l'alimentation en eau potable est possible par le réseau public,
- o l'assainissement est possible par le réseau public ou par un dispositif autonome, sur le terrain d'assiette de la construction et adapté à la nature du sol,
- o la desserte est possible par une voie dont les caractéristiques répondent aux besoins de l'opération,
- o le stationnement des véhicules correspond aux besoins de l'opération. Se référer aux dispositions de la zone UHl.

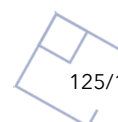
Le changement de destination est soumis, à l'avis conforme de la commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers (CDPENAF).

### **Dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme pour les arbres isolés, haies et secteurs boisés à préserver :**

- les travaux d'entretien, de gestion et de valorisation des haies, arbres et boisements sont admis sans formalités, à condition que ces derniers restent fonctionnels sur le plan écologique et paysager,
- les **défrichements, abattages, arrachages et dessouchages** visant à supprimer définitivement les sujets sont soumis à **déclaration préalable**,
- des mesures compensatoires liées à la suppression d'un élément sont imposées :
  - si les conditions techniques le permettent, le déplacement de l'élément sera préféré à son arrachage ou son abattage,
  - dans le cas de l'abattage ou de l'arrachage, la plantation d'essences identiques est demandée, ou a minima d'essences locales, à l'emplacement même ou à proximité immédiate du site.
- Dans une bande de 10 m par rapport à la limite du secteur UEr, il est admis que le concessionnaire autoroutier applique des objectifs de gestion sécuritaire des espaces de transition (pour éviter les risques de chute d'arbres par exemple).

### **Dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme pour les espaces verts et parcs à préserver :**

- les **défrichements, arrachages et dessouchages** des arbres et arbustes constitutifs des parcs et vergers sont soumis à **déclaration préalable** ;
- il est exigé que **l'élément recensé soit déplacé ou reconstitué** en recourant aux essences végétales locales préalablement identifiées sur ces secteurs, et en variant la nature des essences et les strates végétales ;
- sont seules **admises les constructions ou installations de petites tailles**, accolées ou non, dans la limite de **10 m<sup>2</sup> d'emprise au sol** et si leur hauteur est inférieure à 3,5 m au sommet.
- Dans une bande de 10 m par rapport à la limite du secteur UEr, il est admis que le concessionnaire autoroutier applique des objectifs de gestion sécuritaire des espaces de transition (pour éviter les risques de chute d'arbres par exemple).

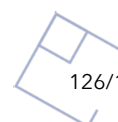


## ZONE A : Zone Agricole

**Dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme au titre des corridors écologiques et des réservoirs de biodiversité et dans les secteurs de coupures paysagères définies au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme, sont uniquement admis :**

- **les nouvelles constructions à vocation agricole** peuvent être autorisées à condition qu'elles concernent des besoins d'extension de sièges d'exploitation existants. A ce titre, elles doivent être implantées au sein du siège d'exploitation considéré ou dans un rayon de 50 m maximum et sous réserve de ne pas remettre en cause les fonctionnalités écologiques du corridor écologique ou du réservoir de biodiversité ou de la coupure paysagère.
- **les extensions des bâtiments existants d'habitation, présentant une surface de plancher minimale initiale de 50 m<sup>2</sup>**, aux conditions suivantes :
  - si elles sont inférieures ou égales à 30 m<sup>2</sup> d'emprise au sol,
  - si ces extensions ne compromettent pas l'activité agricole et la qualité paysagère du site,
  - sans que la totalité du bâtiment (extension + existant) ait plus de 130 m<sup>2</sup> d'emprise au sol totale ;
- les **équipements, bâtiments et installations techniques** destinés aux services publics (téléphone, EDF, réservoir d'eau, station de traitement des eaux usées, etc.) sous réserve de ne pas porter atteinte à l'activité agricole et de prendre toutes les dispositions pour qu'ils soient compatibles avec le maintien de la fonctionnalité des corridors écologiques ;
- les **équipements, installations et ouvrages liés à la gestion des inondations** et notamment la gestion des casiers d'inondation ;
- les **clôtures**, si elles sont rendues nécessaires par la nature des bâtiments et équipements, devront être perméables à la faune (type haies arbustives composées d'essences locales) ou à défaut, lorsque la sécurité des ouvrages l'exige, les clôtures devront conserver un espace libre entre le sol et le début de la clôture d'une hauteur de 15 cm afin de laisser passer la petite faune ;
- les **clôtures type agricole** destinées à l'activité agricole sous réserve qu'elles ne nuisent pas à la qualité des corridors ;
- les **constructions à usage agricole type tunnel et serre** dans la limite de 150 m<sup>2</sup> d'emprise au sol (surface maximale totale d'emprise au sol de la (ou des) construction(s))
- la **création de mares multifonctionnelles** : biodiversité, récupération de l'eau de pluie, à l'alimentation des animaux,...
- les **travaux d'entretien des haies et des petits boisements** (élagage...);
- les **défrichements, arrachages et dessouchages des arbres et arbustes constitutifs des haies** sont soumis à déclaration préalable au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme. Il est exigé que l'élément recensé soit déplacé ou reconstitué en recourant aux essences végétales locales préalablement identifiées sur ces secteurs, et en variant la nature des essences et les strates végétales ;
- les **aménagements à vocation pédagogique ou de mise en valeur des espaces naturels** tels que sentiers pédestre et/ou cyclables, ponton, site d'observation de la faune, ...
- les **aménagements de mode actifs** qui n'affectent pas de manière significative les réservoirs de biodiversité ou qui compensent leur impact.
- Dans une bande de 10 m par rapport à la limite du secteur UEr, il est admis que le concessionnaire autoroutier applique des objectifs de gestion sécuritaire des espaces de transition (pour éviter les risques de chute d'arbres par exemple).

**Dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme au titre des zones humides :**



## ZONE A : Zone Agricole

- **sont autorisés** : dans les zones qualifiées de humide au sens de de l'annexe 1 de l'arrêté du 1er octobre 2009 et de l'arrêté ministériel du 24 Juin 2018, et à conditions que les travaux ci-dessous aient vocation à préserver ou restaurer ce caractère de zone humide et le cas échéant les espèces protégées qui s'y développent :
  - les travaux qui s'avéreraient indispensables à une bonne gestion de la zone humide, dans le sens du maintien de sa biodiversité et de ses fonctionnalités,
  - les travaux d'entretien ou d'exploitation agricole ou d'entretien et de restauration d'habitats naturels, dès lors qu'ils sont favorables à la biodiversité et la dynamique écologique des milieux humides,
  - les travaux d'entretien et de réparation des voies, chemins, fossés et réseaux divers existants (en particulier réseau de drainage et d'assainissement), dans le respect de leurs caractéristiques actuelles,
  - les équipements, installations et ouvrages liés à la gestion des inondations et notamment la gestion des casiers d'inondation ;
  - la réalisation d'aménagements, sans soubassement, à vocation pédagogique et/ou de conservation des habitats naturels et des espèces sauvages, tels que sentiers pédestre et/ou cyclables, ponton, site d'observation de la faune, ...
  - les aménagements de mode actifs qui n'affectent pas de manière significative les réservoirs de biodiversité ou qui compensent leur impact.
  - les stations de traitements des eaux usées à condition de ne pouvoir être implantées hors zone humide et/ou zone inondable sous réserve de respecter les conditions édictées dans l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif

Conformément à l'article R.421-23 du Code de l'Urbanisme, les travaux ayant pour effet de modifier un élément que le PLUI a identifié au titre du L.151-23 doivent faire l'objet d'une déclaration préalable.

### **Dans les secteurs de prise en compte du risque d'inondation par les eaux pluviales ou de ruissellement délimités en application de l'article R151-34-1° du code de l'urbanisme :**

- toute **construction nouvelle est interdite**,
- tout aménagement envisagé ne doit **pas faire obstacle à la capacité d'écoulement des eaux pluviales ou de ruissellement**, ni à la capacité d'infiltration, le cas échéant,
- ce secteur peut recevoir des **aménagements paysagers, des ouvrages de gestions des eaux pluviales et des espaces ouverts au public**.

### **Dans les secteurs repérés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme pour identifier les mesures compensatoires existantes ou potentielles des atteintes à la biodiversité, :**

- toute construction nouvelle est interdite ;
- tout projet, aménagement ou intervention est soumis au strict respect des conditions définies dans le ou les arrêté préfectoraux d'autorisation environnementales ;

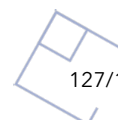
## **ARTICLE A 3 : MIXITÉ FONCTIONNELLE ET SOCIALE**

### **3-1/ Mixité sociale dans l'habitat**

Non réglementé.

### **3-2/ Mixité fonctionnelle**

Non réglementé.



# CHAPITRE 2 - CARACTERISTIQUES URBAINES, ARCHITECTURALES, ENVIRONNEMENTALES ET PAYSAGERES

## ARTICLE A 4 : VOLUMÉTRIE ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS

### **Rappel :**

Dans le cadre des opérations d'aménagement et de construction, les chemins inscrits au PDIPR (Plan Département des Itinéraires de Promenade et de Randonnée) et les sentiers et itinéraires piétonniers ou cycles repérés au titre de l'article L151-38 doivent être préservés ; leur continuité doit être assurée.

### **4-1/ Implantation des constructions par rapport au domaine public ou voies publiques**

Se référer au secteur UHI.

De plus, en limite de secteur UEr, les constructions devront respecter une marge de recul équivalente à la hauteur (D=H) de la construction.

Application de l'article L111-6 et L111-7 du Code de l'Urbanisme :

En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de 100 mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes A40 et A406, et dans une bande de de 75 mètres de part et d'autre de l'axe de la RD1079.

Toutefois cette interdiction ne s'applique pas :

- Aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;
- Aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;
- Aux bâtiments d'exploitation agricole ;
- Aux réseaux d'intérêt public ;
- Aux infrastructures de production d'énergie solaire, photovoltaïque ou thermique.

Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.

### **4-2/ Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives**

Se référer au secteur UHI.

### **4-3/ Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété**

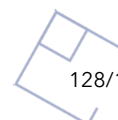
Non réglementé.

### **4-4/ Hauteur**

#### **4-4-1- REGLE GENERALE**

La hauteur maximum ne doit pas dépasser :

- **pour les constructions à destination d'habitation** : se référer au secteur UHI.
- **pour les bâtiments agricoles** : la hauteur ne doit pas dépasser 15 m.



### 4-4-2- REGLE ALTERNATIVE

#### **Rappel : voir les dispositions générales**

**Des dispositions ci-avant ne s'appliquent pas aux constructions suivantes**, qui doivent toutefois s'intégrer dans le site :

- constructions à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics,
- ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif,
- constructions repérées d'intérêt patrimonial ou architectural.

La hauteur n'est pas réglementée pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif de transport d'électricité dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris ; les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont donc également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.

Dans le cas où la hauteur de la construction mitoyenne préexistante dépasse celle maximum autorisée, la construction à édifier ne pourra excéder celle de la construction préexistante.

**En cas d'extension d'un bâtiment existant**, la hauteur maximum pourra être égale à la côte altimétrique du faitage du bâtiment existant.

### 4-5/ Emprise au sol

#### 4-5-1- REGLE GENERALE

Non réglementé.

#### 4-5-2- REGLE ALTERNATIVE

Non réglementé

## ARTICLE A 5 : QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

**Se référer complémentairement au nuancier intercommunal établi par le CAUE de l'Ain et annexé au présent règlement.**

Le présent article ne s'applique pas aux constructions et installations techniques, aux constructions d'intérêt public ou d'intérêt collectif et aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics pour lesquels une intégration dans le site doit être recherchée en s'inspirant du sens du lieu.

**Pour les logements autorisés et/ou existants**, il convient de se référer aux prescriptions de l'article 4-1 de la zone UHI d'habitat.

**Pour les autres constructions autorisées dans la zone, les règles suivantes s'appliquent :**

### 5-1/ Aspect général des constructions

L'implantation, l'architecture, les dimensions et l'aspect extérieur des constructions ne doivent pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants.

Sont interdits les pastiches d'une architecture étrangère à la région, en particulier les chapiteaux sur colonnes, les arcs surbaissés...

Les mouvements de terrain (déblais remblais), nécessaires à l'implantation de la construction, doivent être limités aux stricts besoins techniques et ne doivent pas conduire à une émergence de la construction dans le paysage.

Aux abords de l'autoroute, dans la bande de recul, toute construction, installation, rénovation/réhabilitation/extension de constructions existantes, admise dans la zone, présentant un aspect extérieur attirant de façon excessive l'attention des usagers de l'autoroute et facteur de danger pour la circulation autoroutière pourra être interdite ou soumise à des prescriptions architecturales ou paysagères.

### 5-2/ Aspect des façades

Tous les travaux de réfection de façades doivent faire l'objet d'une déclaration préalable.

**Pour toute réhabilitation d'une construction présentant un intérêt architectural repérés au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme**, il est demandé de respecter les caractéristiques architecturales des volumes et des façades de ladite construction. Les nouveaux percements devront préserver l'équilibre des proportions existantes dans le cas de rénovation.

#### **Aspect**

Les matériaux utilisés en extérieur doivent présenter un aspect fini. L'emploi à nu, en parements extérieurs, de matériaux normalement conçus pour être recouverts d'un enduit ou d'un autre type de revêtement est interdit (exemple : parpaings, briques creuses, agglomérés, ...).

L'usage de panneaux solaires, thermiques et photovoltaïques n'est pas autorisé en façade.

L'aspect des murs apparents autres que les façades de la construction, doit s'harmoniser avec ces dernières. De plus, se référer au nuancier intercommunal établi par le CAUE de l'Ain et annexé au présent règlement.

#### **Teintes**

Pour les teintes des façades et menuiseries, se référer au nuancier intercommunal établi par le CAUE de l'Ain et annexé au présent règlement.

### 5-3/ Aspect des toitures

Toute modification ou réfection de toiture ou de couverture doit faire l'objet d'une déclaration préalable.

#### **Pentes des toitures.**

La pente des toitures des constructions principales et des annexes accolées doit être inférieur à 30 %.

Toutefois, des pentes différentes pourront être admises, dans les cas suivants :

- extension et réhabilitation de constructions existantes avant la date d'approbation du PLUi, ayant une pente de toiture ne respectant pas la règle. Dans ce cas, le projet respectera la pente existante.

Les toitures terrasses ou plates, végétalisée ou non, sont admises. Elles peuvent accueillir des panneaux solaires, thermiques ou photovoltaïques.

La pente des toitures des annexes non accolées de moins de 20 m<sup>2</sup> d'emprise au sol, traitements architecturaux particuliers (porches, auvents, coyaux, levées de toiture,...), des serres et tunnels agricoles n'est pas réglementée.

### **Aspect des matériaux.**

Pour les teintes des toitures, se référer au nuancier intercommunal établi par le CAUE de l'Ain et annexé au présent règlement.

#### Dans tous les cas :

L'emploi de matériaux transparents dans le cas de couverture de piscines, de vérandas ou de pergolas pourra, le cas échéant, être toléré dans des proportions harmonieuses.

En cas d'usage de panneaux solaires, thermiques et photovoltaïques en toiture, ces derniers doivent respecter la pente générale du toit. Ils doivent avoir un aspect non réfléchissant.

Seules les ouvertures en toitures intégrées à la pente du toit sans saillie, sont autorisées. Les lucarnes sont interdites.

### **5-4/ Installations techniques**

Les capteurs solaires installés au sol seront positionnés de telle manière qu'ils soient le plus possible dissimulés de la vue depuis l'espace public.

Les coffrets de réseaux de toutes sortes, ainsi que les boîtes aux lettres et les commandes d'accès, seront intégrés dans le mur de clôture, la haie ou la façade du bâtiment, sans déborder sur le domaine public.

### **5-5/ Aspect des clôtures**

Les clôtures ne sont pas obligatoires.

Elles sont soumises à déclaration préalable, sauf les clôtures agricoles qui peuvent être réalisées sans formalité préalable.

#### Règles pour les clôtures soumises à déclaration préalable :

Les clôtures doivent être d'aspect sobre, en concordance avec le paysage environnant et les usages locaux quant à leur hauteur, leurs couleurs et leurs matériaux.

Les portes et portails seront sobres, sans galbe vers l'extérieur.

Les clôtures devront être de type agricole, à base de fils métalliques uniquement et les murets sont interdits. Leur hauteur est limitée à 1,60 m maximum en tout point de l'installation.

Les haies végétales, d'une hauteur maximale de 1,8 m, seront traitées en haie vive champêtre, libre ou taillée, composée d'essences indigènes et diversifiées.

Indépendamment des règles déclinées ci-dessous, la hauteur des clôtures ou des murs peut être adaptée ou imposée par l'autorité compétente, en fonction de la nature particulière de l'installation ou de la topographie des lieux, et selon les critères de sécurité, de salubrité et de bonne ordonnance en usage.

Notamment, en limite de voie publique, la hauteur des clôtures peut être ramenée à 0,80 m pour des raisons de sécurité et de visibilité.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, les murs de clôtures et les dispositifs ajourés anciens devront, dans la mesure du possible, être préservés et restaurés dans les règles de l'art qui ont présidé à leur réalisation.

### **5-6/ Performances énergétiques et environnementales des constructions**

Dans le cas d'un projet mettant en œuvre des techniques relevant de la bioclimatique ou permettant d'atteindre de bonnes performances énergétiques ou l'utilisation d'énergie renouvelable, les règles sur l'aspect des constructions peuvent être assouplies dans la mesure où il n'est pas possible de les respecter pour des raisons de mise en œuvre de ces techniques. Le demandeur ou l'auteur du projet doit aussi justifier de la cohérence de la recherche architecturale par rapport au caractère général du site.

Toute construction nouvelle ou toute réhabilitation devra respecter la réglementation thermique en vigueur selon la catégorie de construction (RT2012 ou RE2020).

### **5-7/ Dispositions particulières aux bâtiments existants**

En cas de réhabilitation, d'aménagement ou d'extension mesurée d'un bâtiment existant qui ne respecterait pas les règles énoncées ci-dessus, il peut être dérogé à celles-ci à condition que la typologie d'implantation, de forme et de matériaux du bâtiment existant soit respectée.

## **ARTICLE A 6- TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS**

### **6-1/ Espaces verts**

#### 6-1-1- REGLE GENERALE

Les surfaces laissées libres seront entretenues et plantées. Le choix d'essences locales est recommandé (charmilles, noisetiers...).

L'autorité compétente peut exiger du bénéficiaire d'une autorisation d'occupation ou d'utilisation du sol, la réalisation d'espaces aménagés ou plantés. Cette exigence sera fonction de la nature et de l'importance de l'opération projetée.

#### 6-1-2- REGLE ALTERNATIVE

Non réglementé

### **6-2/ Espaces perméables**

#### 6-2-1- REGLE GENERALE

Non réglementé

#### 6-2-2- REGLE ALTERNATIVE

Non réglementé

### **6-3/ Espaces collectif**

Non réglementé.

### **6-4/ Bandes de recul issues des retraits imposés par rapport aux limites séparatives**

Non réglementé.

### **6-5/ Secteurs paysagers identifiées au document graphique**

Les modifications des éléments paysagers protégés au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme inscrits sur les plans graphiques feront l'objet d'une autorisation préalable.

En cas d'intervention les détruisant tout ou partiellement une reconstitution des éléments paysagers, avec des espèces similaires est obligatoire. Cette reconstitution doit être prévue à proximité immédiate des éléments paysagers.

### 6-6/ Plantations

Le choix d'essences locales est recommandé (charmilles, noisetiers...).

Les plantations existantes seront préservées.

Les plantations, en limites séparatives, seront réalisées avec des essences locales.

Les haies mono-végétales et les haies d'espèces persistantes en mono-végétaux et continues sur le pourtour des limites parcellaires, ainsi que les plantations de hautes futaies disposées en murs rideaux, sont interdites.

### 6-7 Implantation par rapport au terrain

L'implantation, le volume et les proportions des bâtiments dans tous leurs éléments doivent être déterminés en tenant compte de l'environnement et en s'y intégrant le mieux possible, en particulier par leur adaptation au terrain et par leurs aménagements extérieurs.

Les bâtiments, tant par leur composition que par le traitement des accès doivent s'adapter au terrain naturel, en limitant les modifications des pentes.

D'une manière générale, tout mouvement de terrain est interdit sur une bande de 1 m sur le pourtour du terrain d'assiette du projet.

Les murs de soutènement inférieurs à 1 m de hauteur et rendus nécessaires sont autorisés. Les enrochements sont autorisés uniquement pour le soutènement des routes, des voies d'accès aux bâtiments principaux, les voies en pied de talus et aux garages, sous réserve que leur hauteur n'excède 1 m par rapport au terrain naturel. Les enrochements doivent être végétalisés.

Les dispositions du paragraphe ci-dessus ne s'appliquent pas au soutènement des voies et emprises publiques.

## ARTICLE A 7- STATIONNEMENT

### 7-1/ Stationnement des véhicules automobiles

#### 7-1-1- REGLE GENERALE

Il est exigé d'affecter les places de stationnement hors des emprises publiques et des voies.

**Pour les logements, se référer à la zone UHI d'habitat.**

Les stationnements des véhicules doivent répondre aux besoins de l'opération. Le nombre de places de stationnement hors des emprises publiques et des voies, affectées à une construction est lié à la nature et à l'importance de cette construction.

#### 7-1-2- REGLE ALTERNATIVE

**Pour les logements, se référer à la zone UHI d'habitat.**

### 7-2/ Stationnement modes doux

Non réglementé.

## **CHAPITRE 3 : ÉQUIPEMENTS ET RÉSEAUX**

### **ARTICLE A 8 - DESSERTE PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVÉES**

#### **8-1/ Accès**

Les portails d'accès doivent être implantés avec un recul minimum de 5 m et de telle sorte que les véhicules devant stationner avant de les franchir puissent le faire sans empiéter sur la plate-forme des voiries publiques.

Le raccordement d'un accès privé à une voie publique doit présenter :

- une pente inférieure ou égale à 5 %, sur une longueur d'au moins 5 m, à partir de la chaussée de la voie publique,
- un tracé facilitant la giration des véhicules.

Les groupes de garages individuels ou aires de stationnement doivent être disposés dans les terrains d'assiette de l'opération de façon à ménager une aire d'évolution à l'intérieur des dits terrains et ne présenter qu'un seul raccordement à double sens, ou deux raccordements à sens unique sur la voie publique.

#### **8-2/ Voirie**

Se référer à la zone UHI.

### **ARTICLE A 9- DESSERTE PAR LES RÉSEAUX**

#### **9-1/ Eau potable**

Toute construction à usage d'habitation et tout local pouvant servir au travail, au repos, à l'agrément ou à l'accueil du public, doit être raccordé au réseau public d'eau potable.

Complémentaire, en l'absence de réseau public d'eau potable, l'alimentation à partir d'un captage privé est possible sous réserve du respect des dispositions réglementaires relatives aux distributions privées à usage personnel ou collectif.

#### **9.2 - Eaux usées**

Les zonages d'assainissement annexés au PLUi déterminent le zonage du territoire au sens de l'article 35 de la loi sur l'eau et définit à l'intérieur de chaque zone les solutions techniques les mieux adaptées à la gestion des eaux usées d'origine domestique, agricole, artisanale, industrielle et des eaux pluviales.

##### **9-2-1- ZONES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

Toute construction nouvelle, installation nouvelle ou aménagement par changement d'affectation doit être équipé d'un réseau séparatif eaux usées - eaux pluviales, et être raccordé au réseau public.

L'évacuation des eaux usées liée aux activités artisanales et commerciales dans le réseau public d'assainissement peut être subordonnée à un pré-traitement particulier et approprié.

Les effluents agricoles (purins, etc...) ne peuvent être rejetés dans les réseaux publics.

## **ZONE A** : Zone Agricole

### 9-2-1- ZONES D'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL

En l'absence de réseau d'assainissement eaux usées ou en l'attente de celui-ci, un dispositif d'assainissement individuel devra être mis en place, conçu de façon à pouvoir être mis hors circuit, adapté au milieu et à la quantité d'effluent, et dont la possibilité de mise en œuvre est conditionnée par les dispositions énoncées dans les annexes sanitaires du PLUi.

### 9-3/ Eaux pluviales

Les aménagements réalisés sur tout terrain devront être tels qu'ils garantissent l'écoulement direct des eaux pluviales, sans aggraver la situation antérieure.

Le constructeur réalisera les dispositifs appropriés pour une évacuation vers un exutoire.

Les accès aux terrains à partir des voies publiques devront maintenir le fil d'eau des fossés traversés et être équipés de grille-avaloir empêchant le ruissellement des eaux sur la voie publique.

Ces aménagements sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

Les projets situés en amont du domaine public devront prévoir la récupération des eaux de ruissellement.

### 9-4/ Énergies et télécommunications

Tout nouveau réseau sera à réaliser soit par câbles souterrains, soit par toute autre technique permettant une dissimulation maximum des fils ou câbles.

Les réseaux aériens existants dans les voies seront, au fur et à mesure des travaux de réfection et de renouvellement, remplacés par des câbles souterrains ou par des conduites fixées sur façades adaptées à l'architecture.

Les antennes paraboliques seront implantées le plus discrètement possible. Si elles sont visibles de l'espace public, elles seront peintes dans une couleur en harmonie avec le fond sur lequel elles sont installées.

Toute construction à usage d'habitation et tout local pouvant servir au travail, au repos, à l'agrément ou l'accueil du public, sauf les annexes, devra prévoir les branchements nécessaires assurant un raccordement aux réseaux de communications électroniques, y compris ceux à créer (fibre optique). Cette règle ne s'applique pas dans le cadre de la réhabilitation de bâtiments existants.

### 9-5/ Ordures ménagères

Non réglementé.

## TITRE 5

### ZONES NATURELLES

#### DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES N

- secteur **N**, secteur naturel général correspondant aux secteurs à risques forts, aux cours d'eau, étangs et autres espaces naturels à préserver (notamment les espaces boisés et forestiers)
- secteur **Nc** à vocation de gestion des activités de camping et de base de loisirs
- secteur **Ne** à vocation de gestion et de développement des équipements publics ou d'intérêt collectif
- secteur **Ng** à vocation de gestion et de développement d'installation d'un golf
- secteur **Nj** de gestion des jardins et terrains d'agrément
- secteur **Njf** à vocation de gestion des jardins familiaux
- secteur **Nl** à vocation de gestion et de développement d'installation de loisirs
- secteur **Nm** à vocation de gestion et de développement du Domaine des Saveurs - Les Planons
- secteur **Np** de parcs urbains et de mise en valeur des espaces naturels en milieu urbain

## DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES N

### CHAPITRE 1 : DESTINATIONS DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURE DES ACTIVITES

La zone N correspond aux secteurs du territoire, équipés ou non, à protéger en raison :

- soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique,
- soit de l'existence d'une exploitation forestière,
- soit de leur caractère d'espaces naturels,
- soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles,
- soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues.

La zone N se compose des secteurs suivants :

- **N**, secteur naturel général correspondant aux secteurs à risques forts, aux cours d'eau, étangs et autres espaces naturels à préserver (notamment les espaces boisés et forestiers),
- **Nc**, secteur à vocation de gestion des activités de camping et de base de loisirs,
- **Ne**, secteur à vocation de gestion et de développement des équipements publics ou d'intérêt collectif,
- **Ng**, secteur à vocation de gestion et de développement d'installation d'un golf,
- **Nj**, secteur de gestion des jardins et terrains d'agrément,
- **Njf**, secteur à vocation de gestion des jardins familiaux,
- **Nl**, secteur à vocation de gestion et de développement d'installation de loisirs,
- **Nm**, secteur à vocation de gestion et de développement du Domaine des Saveurs - Les Planons,
- **Np**, secteur de parcs urbains et de mise en valeur des espaces naturels en milieu urbain.

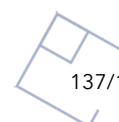
**Les dispositions générales du règlement s'appliquent sur la zone. Elles sont à consulter en complément des dispositions spécifiques présentées ci-après.**

#### ARTICLE N 1 - DESTINATIONS ET SOUS DESTINATIONS AUTORISÉES

Les destinations et sous destinations autorisées, interdites ou soumises à conditions, pour la construction neuve et le changement de destination des constructions existantes, sont présentées dans le tableau suivant :

**Légende du tableau des destinations et sous-destinations retenues au titre de l'article R151-27 et R151-28 du Code de l'Urbanisme ci-dessus :**

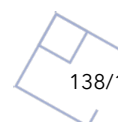
<b>A</b>	Destinations et sous-destinations autorisées
----------	--



## ZONE N : Zone Naturelle

<b>C</b>	Destinations et sous-destinations autorisées sous conditions listées à l'article N 2.2
<b>I</b>	Destinations et sous-destinations interdites

	<b>DESTINATIONS / SOUS DESTINATIONS</b>	<b>N</b>	<b>Nc</b>	<b>Ne</b>	<b>Ng</b>	<b>Nj</b>	<b>Njf</b>	<b>NI</b>	<b>Nm</b>	<b>Np</b>
<b>EXPLOITATION AGRICOLE &amp; FORESTIERE</b>	Exploitation agricole	C	I	I	I	I	I	I	I	I
	Exploitation forestière	A	I	I	I	I	I	I	I	I
<b>HABITAT</b>	Logement	C	C	C	C	C	C	C	C	C
	Hébergement	I	I	I	I	I	I	I	I	I
<b>COMMERCE ET ACTIVITÉ DE SERVICE</b>	Artisanat et commerce de détail	I	I	I	I	I	I	I	I	I
	Restauration	C	C	I	C	I	I	I	C	I
	Commerce de gros	I	I	I	I	I	I	I	I	I
	Activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle	I	C	I	C	I	I	I	C	I
	Hébergement hôtelier et touristique	C	C	I	C	I	I	I	I	I
	Cinéma	I	I	I	I	I	I	I	I	I
<b>EQUIPEMENT D'INTERET COLLECTIF ET SERVICE PUBLIC</b>	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	I	I	I	I	I	I	I	I	I
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés	C	C	C	C	C	C	C	C	C
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	I	I	I	I	I	I	I	I	I
	Salles d'art et de spectacle	I	I	I	I	I	I	I	A	I
	Équipements sportifs	I	C	C	C	I	I	C	I	I
	Autres équipements recevant du public	I	C	C	C	I	I	C	I	I
<b>AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECONDAIRES OU TERTIAIRES</b>	Industrie	I	I	I	I	I	I	I	I	I
	Entrepôt	I	I	I	I	I	I	I	I	I
	Bureau	I	I	I	I	I	I	I	I	I
	Centre de congrès et d'exposition	I	I	I	I	I	I	I	I	I



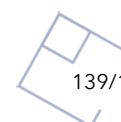
**ARTICLE N 2- INTERDICTION ET LIMITATION DE CERTAINS USAGES ET AFFECTATIONS DES SOLS, CONSTRUCTIONS ET ACTIVITES**

**2-1/ Installations autorisées, interdites ou soumises à conditions**

Les installations autorisées, interdites ou soumises à conditions sont présentées dans le tableau suivant :

<b>A</b>	Destinations et sous-destinations autorisées
<b>C</b>	Destinations et sous-destinations autorisées sous conditions listées à l'article N 2.2
<b>I</b>	Destinations et sous-destinations interdites

<b>INSTALLATIONS</b>	<b>N</b>	<b>Nc</b>	<b>Ne</b>	<b>Ng</b>	<b>Nj</b>	<b>Njf</b>	<b>Nl</b>	<b>Nm</b>	<b>Np</b>
Les constructions et installations à usage d'activité de camping et caravanage	I	A	I	I	I	I	I	I	I
L'aménagement ou la mise à disposition de terrains pour des campeurs de façon habituelle	I	A	I	I	I	I	I	I	I
Le réaménagement d'un terrain de camping ou d'un parc résidentiel de loisirs	I	A	I	I	I	I	I	I	I
Les habitations légères de loisirs et les résidences mobiles de loisirs	I	A	I	I	I	I	I	I	I
La création ou l'agrandissement d'un parc résidentiel de loisirs ou d'un village de vacances classé en hébergement léger	I	A	I	I	I	I	I	I	I
L'aménagement d'un parc d'attractions ou d'une aire de jeux et de sports d'une superficie supérieure à deux hectares	I	I	I	I	I	I	I	I	I
L'aménagement d'un golf	I	I	I	A	I	I	I	I	I
L'aménagement d'un terrain pour la pratique des sports ou loisirs motorisés	I	I	I	I	I	I	A	I	I
L'ouverture et l'exploitation de carrières, gravières	C	I	I	I	I	I	I	I	I
Les dépôts de matériaux et de déchets de toute nature	I	I	I	I	I	I	I	I	I
Lorsqu'ils sont susceptibles de contenir au moins 10 unités les dépôts de véhicules et les garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs	I	I	I	I	I	I	I	I	I
Les aires d'accueil des gens du voyage	I	I	I	I	I	I	I	I	I



## ZONE N : Zone Naturelle

Les garages collectifs de caravanes ou de véhicules particuliers indépendants d'une opération de logements	I	I	I	I	I	I	I	I	I
Tout ouvrage limitant la continuité écologique est interdit dans les cours d'eau, dans les espaces de liberté et dans les réservoirs de biodiversité ou qui compensent leur impact	I	I	I	I	I	I	I	I	I
Les aires de jeux et de sports ouvertes au public jusqu'à 5000 m <sup>2</sup>	I	A	A	A	I	I	A	I	I
Les aires de stationnement ouvertes au public	C	C	C	C	I	I	C	C	I

**De plus, dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme au titre des corridors écologiques et des réservoirs de biodiversité, sont interdits :**

- l'implantation d'installations photovoltaïques au sol
- l'implantation d'éoliennes

**De plus dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme au titre des zones humides, sont interdits :**

- toutes occupations et utilisations du sol susceptibles de détruire ou modifier les zones qui seront qualifiées d'humides au sens de de l'annexe 1 de l'arrêté du 1er octobre 2009 et de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 24 juin 2008, à l'exception de celles autorisées ci-dessous :

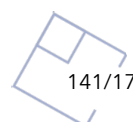
### 2-2/ Limitation de certains usages et affectations des sols, constructions et activités, destinations et sous-destinations

#### 2-2-1/ DANS LA ZONE N ET L'ENSEMBLE DES SECTEURS

- Les locaux **techniques et industriels publics et assimilés, ainsi que les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif** sont admis à condition que leur implantation dans la zone soit justifiée par des impératifs techniques de fonctionnement du service et/ou qu'ils soient incompatibles avec le voisinage des zones habitées. En outre, ils ne devront pas porter atteinte à l'activité agricole, au paysage et aux milieux naturels et prendront toutes les dispositions pour assurer une bonne intégration dans le site ; ils doivent aussi être compatibles avec le maintien des réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques identifiées au document graphique au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme.
- les **installations nécessaires à l'exploitation et à la sécurité des oléoducs de défense commune**
- les **constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif de transport d'électricité** sont autorisées dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris ; les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.
- les **exhaussements et affouillements de sol** sont autorisés pour les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics, notamment pour les ouvrages de transport d'électricité.

## ZONE N : Zone Naturelle

- Pour les **bâtiments d'habitation existant et présentant une surface de plancher minimale initiale de 50 m<sup>2</sup>**, au titre de l'article L151-12 du Code de l'Urbanisme, sont autorisés :
  - les **réhabilitations, rénovations extensions dans le volume existant** des constructions à usage d'habitat existants et leurs annexes, sans limitation de surface de plancher, sans extension volumétrique à l'exception des éléments de toiture autorisés dans les dispositions générales (article II-8) et à l'article 5 ;
  - les **extensions volumétriques** des bâtiments, (hors bâtiment patrimoniaux) aux conditions cumulatives suivantes :
    - si elles sont inférieures ou égales à 30 % de la surface de plancher existante et dans la limite de 60m<sup>2</sup> de surface de plancher supplémentaire,
    - si ces extensions ne compromettent pas le caractère naturel et la qualité paysagère du site,
    - en tout état de cause, la surface de plancher maximale de l'habitation après extension est limitée à 250 m<sup>2</sup>.
  - les **annexes** (accolées ou non) sont limitées à :
    - 2 annexes maximum qui seront d'une superficie cumulée totale de 40 m<sup>2</sup> d'emprise au sol et d'une hauteur maximum de 3,5 m à l'égout du toit,
    - 1 piscine, sous réserve de la disponibilité de la ressource en eau sur le long terme ;Ces annexes et piscine devront être situées à moins de 10 m de la construction principale ; la distance est mesurée à partir du nu du mur pour les annexes et bâtiments et du bord du bassin pour les piscines. Ces règles s'appliquent également pour les annexes et piscines édifiées en zone N lorsque l'habitation existante est située en zone U ou AU du PLUi et que son terrain d'agrément est situé en zone N ;  
S'il existe plus de 2 annexes liées à la construction existantes, ces dernières peuvent être rénovées et réhabilitées dans leur volume existant.  
Les constructions citées ci-avant sont admises sous les conditions cumulatives suivantes :
    - l'alimentation en eau potable est possible par le réseau public,
    - l'assainissement est possible par le réseau public ou par un dispositif autonome, sur le terrain d'assiette de la construction, adapté à la nature du sol,
    - la desserte est possible par une voie dont les caractéristiques répondent aux besoins de l'opération,
    - le stationnement des véhicules correspond aux besoins de l'opération. Se référer aux dispositions de la zone UHI ;
- **Pour les constructions repérées d'intérêt patrimonial ou architectural au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme :**
  - **la réhabilitation et la rénovation des bâtiments, et des annexes existantes, est admise**, sans limitation de surface de plancher, sans extension volumétrique à l'exception des éléments de toiture autorisés dans les dispositions générales (article II-8) et à l'article 5, et sous réserve de garder le caractère architectural du bâti.
  - les **annexes non accolées sont autorisées**, sous réserve d'une harmonie avec le bâtiment principal et aux conditions cumulatives suivantes :
    - ces annexes présenteront une superficie cumulée totale de 40 m<sup>2</sup> d'emprise au sol et d'une hauteur maximum de 3,5 m à l'égout du toit.
    - ces annexes devront être situées à moins de 10 m de la construction principale ; la distance est mesurée à partir du nu du mur.
    - les annexes non soumises à autorisation d'urbanisme sont exclues de ces dispositions
  - les **nouvelles annexes accolées** sont interdites. Les annexes accolées existantes peuvent être rénovées et réhabilitées dans leur volume ;
  - les **piscines** aux conditions cumulatives suivantes :
    - sous réserve de la disponibilité de la ressource en eau sur le long terme



## ZONE N : Zone Naturelle

- **la piscine sera située** à moins de 10 m de la construction principale ; la distance est mesurée à partir du nu du mur et jusqu'au bord du bassin.  
Ces règles s'appliquent également pour les annexes et piscines édifiées en zone N lorsque l'habitation existante est située en zone U ou AU du PLUi et que son terrain d'agrément est situé en zone N.
- la **démolition des bâtiments patrimoniaux repérés au titre de l'article L151-19** est soumise à permis de démolir.
- **Pour les bâtiments repérés au titre du L151-11-2° du Code de l'Urbanisme :**  
Le changement de destination des bâtiments existants vers la destination « logement » ou « hébergement hôtelier ou touristique » est admis si ce dernier ne compromet pas la qualité paysagère du site et sous les conditions cumulatives suivantes :
  - l'alimentation en eau potable est possible par le réseau public,
  - l'assainissement est possible par le réseau public ou par un dispositif autonome, sur le terrain d'assiette de la construction et adapté à la nature du sol,
  - la desserte est possible par une voie dont les caractéristiques répondent aux besoins de l'opération,
  - le stationnement des véhicules correspond aux besoins de l'opération. Se référer aux dispositions de la zone UHI.

Le changement de destination est soumis à l'avis conforme de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS).

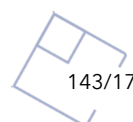
### **Dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme pour les arbres isolés, haies et secteurs boisés à préserver :**

- les travaux d'entretien, de gestion et de valorisation des haies, arbres et boisements sont admis sans formalités, à condition que ces derniers restent fonctionnels sur le plan écologique et paysager,
- les **défrichements, abattages, arrachages et dessouchages** visant à supprimer définitivement les sujets sont soumis à **déclaration préalable**,
- des mesures compensatoires liées à la suppression d'un élément sont imposées :
  - si les conditions techniques le permettent, le déplacement de l'élément sera préféré à son arrachage ou son abattage,
  - dans le cas de l'abattage ou de l'arrachage, la plantation d'essences identiques est demandée, ou a minima d'essences locales, à l'emplacement même ou à proximité immédiate du site.
- Dans une bande de 10 m par rapport à la limite du secteur UEr, il est admis que le concessionnaire autoroutier applique des objectifs de gestion sécuritaire des espaces de transition (pour éviter les risques de chute d'arbres par exemple).
- **Dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme pour les espaces verts et parcs à préserver :**
  - les **défrichements, arrachages et dessouchages** des arbres et arbustes constitutifs des parcs et vergers sont soumis à **déclaration préalable** ;
  - il est exigé que **l'élément recensé soit déplacé ou reconstitué** en recourant aux essences végétales locales préalablement identifiées sur ces secteurs, et en variant la nature des essences et les strates végétales ;
  - sont seules **admises les constructions ou installations de petites tailles**, accolées ou non, dans la limite de **10 m<sup>2</sup> d'emprise au sol** et si leur hauteur est inférieure à 3,5 m au sommet.
  - Dans une bande de 10 m par rapport à la limite du secteur UEr, il est admis que le concessionnaire autoroutier applique des objectifs de gestion sécuritaire des espaces de transition (pour éviter les risques de chute d'arbres par exemple).



## ZONE N : Zone Naturelle

- **Dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme au titre des corridors écologiques et des réservoirs de biodiversité et dans les secteurs de coupures paysagères définies au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme, sont uniquement admis :**
- **Les nouvelles constructions à vocation agricole** peuvent être autorisées à condition qu'elles concernent des besoins d'extension de sièges d'exploitation existants. A ce titre, elles doivent être implantées au sein du siège d'exploitation considéré ou dans un rayon de 50 m maximum et sous réserve de ne pas remettre en cause les fonctionnalités écologiques du corridor écologique ou du réservoir de biodiversité ou de la coupure paysagère.
- **les extensions des bâtiments existants d'habitation, présentant une surface de plancher minimale initiale de 50 m<sup>2</sup>**, aux conditions suivantes :
  - si elles sont inférieures ou égales à 30 m<sup>2</sup> d'emprise au sol,
  - si ces extensions ne compromettent pas le caractère naturel et la qualité paysagère du site,
  - sans que la totalité du bâtiment (extension + existant) ait plus de 130 m<sup>2</sup> d'emprise au sol totale ;
- les **équipements, bâtiments et installations techniques** destinés aux services publics (téléphone, EDF, réservoir d'eau, station de traitement des eaux usées, etc.) sous réserve de ne pas porter atteinte au caractère naturel et de prendre toutes les dispositions pour qu'ils soient compatibles avec le maintien de la fonctionnalité des corridors écologiques ;
- les **équipements, installations et ouvrages liés à la gestion des inondations** et notamment la gestion des casiers d'inondation ;
- les **clôtures**, si elles sont rendues nécessaires par la nature des bâtiments et équipements, devront être perméables à la faune (type haies arbustives composées d'essences locales) ou à défaut, lorsque la sécurité des ouvrages l'exige, les clôtures devront conserver un espace libre entre le sol et le début de la clôture d'une hauteur de 15 cm afin de laisser passer la petite faune ;
- les **clôtures type agricole** destinées à l'activité agricole sous réserve qu'elles ne nuisent pas à la qualité des corridors ;
- les **constructions à usage agricole type tunnel et serre** dans la limite de 150 m<sup>2</sup> d'emprise au sol (surface maximale totale d'emprise au sol de la (ou des) construction(s))
- la **création de mares multifonctionnelles** : biodiversité, récupération de l'eau de pluie, à l'alimentation des animaux, ... ;
- les **travaux d'entretien des haies et des petits boisements** (élagage...);
- les **défrichements, arrachages et dessouchages des arbres et arbustes constitutifs des haies** sont soumis à déclaration préalable au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme. Il est exigé que l'élément recensé soit déplacé ou reconstitué en recourant aux essences végétales locales préalablement identifiées sur ces secteurs, et en variant la nature des essences et les strates végétales ;
- les **aménagements à vocation pédagogique ou de mise en valeur des espaces naturels** tels que sentiers pédestre et/ou cyclables, ponton, site d'observation de la faune, ...
- les **aménagements de mode actifs** qui n'affectent pas de manière significative les réservoirs de biodiversité ou qui compensent leur impact.
- Dans une bande de 10 m par rapport à la limite du secteur UEr, il est admis que le concessionnaire autoroutier applique des objectifs de gestion sécuritaire des espaces de transition (pour éviter les risques de chute d'arbres par exemple).
- **Dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme au titre des zones humides** :
- **sont autorisés** : dans les zones qualifiées de humide au sens de de l'annexe 1 de l'arrêté du 1er octobre 2009 et de l'arrêté ministériel du 24 Juin 2018, et à conditions que les travaux ci-dessous aient vocation à préserver ou restaurer ce caractère de zone humide et le cas échéant les espèces protégées qui s'y développent :
  - les travaux qui s'avèreraient indispensables à une bonne gestion de la zone humide, dans le sens du maintien de sa biodiversité et de ses fonctionnalités,



## ZONE N : Zone Naturelle

- les travaux d'entretien ou d'exploitation agricole ou d'entretien et de restauration d'habitats naturels, dès lors qu'ils sont favorables à la biodiversité et la dynamique écologique des milieux humides,
- les travaux d'entretien et de réparation des voies, chemins, fossés et réseaux divers existants (en particulier réseau de drainage et d'assainissement), dans le respect de leurs caractéristiques actuelles,
- les équipements, installations et ouvrages liés à la gestion des inondations et notamment la gestion des casiers d'inondation ;
- la réalisation d'aménagements, sans soubassement, à vocation pédagogique et/ou de conservation des habitats naturels et des espèces sauvages, tels que sentiers pédestre et/ou cyclables, ponton, site d'observation de la faune, ...
- les aménagements de mode actifs qui n'affectent pas de manière significative les réservoirs de biodiversité ou qui compensent leur impact.
- les stations de traitements des eaux usées à condition de ne pouvoir être implantées hors zone humide et/ou zone inondable sous réserve de respecter les conditions édictées dans l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif

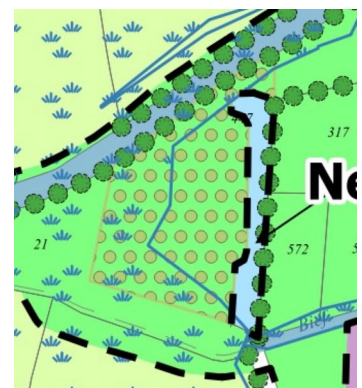
Conformément à l'article R.421-23 du Code de l'Urbanisme, les travaux ayant pour effet de modifier un élément que le PLUi a identifié au titre du L.151-23 doivent faire l'objet d'une déclaration préalable.

- **Dans les secteurs de prise en compte du risque d'inondation par les eaux pluviales ou de ruissellement délimités en application de l'article R151-34-1° du code de l'urbanisme :**

- toute **construction nouvelle est interdite,**
- tout aménagement envisagé ne doit **pas faire obstacle à la capacité d'écoulement des eaux pluviales ou de ruissellement,** ni à la capacité d'infiltration, le cas échéant,
- ce secteur peut recevoir des **aménagements paysagers, des ouvrages de gestions des eaux pluviales et des espaces ouverts au public.**

- **Dans les secteurs repérés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme pour identifier les mesures compensatoires existantes ou potentielles des atteintes à la biodiversité, :**

- toute construction nouvelle est interdite ;
- tout projet, aménagement ou intervention est soumis au strict respect des conditions définies dans le ou les arrêtés préfectoraux d'autorisation environnementale ;
- dans le secteur identifié comme secteur potentiel de mesures compensatoires sur la commune de Méziat, se sont admis que :
  - les travaux nécessaires à la remise en état « naturel » du site de l'unité de traitement des eaux usées,
  - les travaux et aménagement nécessaires à la remise en état et à la restauration de zone humide.



### 2-2-2/ DE PLUS, DANS LE SECTEUR N UNIQUEMENT, SONT ADMIS :

- **Dans les secteurs dédiés aux carrières et gravières identifiés au titre de l'article R151-34-2° du Code de l'Urbanisme, sont autorisées :**

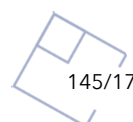
- l'exploitation des carrières est autorisée selon l'arrêté préfectoral annexé au PLUi,
- les constructions et installations nécessaires à l'exploitation des carrières.

## ZONE N : Zone Naturelle

- **les exploitations agricoles, aux conditions suivantes :**
  - les évolutions des exploitations existantes : extension et aménagement,
  - les annexes touristiques des exploitations agricoles (gîtes et accueil touristique) sont autorisées sous réserve d'être aménagées dans un bâtiment existant sur le siège de l'exploitation et dans la limite de 90 m<sup>2</sup> de surface de plancher en cumulé,
  - les points de vente de leurs productions sous réserve :
    - d'être aménagées dans les locaux de l'exploitation ou dans une annexe située à moins de 10m de l'exploitation principale et dans la limite de 70 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cette activité doit être liée à celle de l'exploitation principale,
    - l'activité de transformation et commerces doit être en lien avec l'agriculture ;
  
- **la restauration aux conditions suivantes :**
  - s'il s'agit de réhabilitations ou rénovations des constructions à usage de restauration existantes et leurs annexes ;
  - et sous les conditions cumulatives suivantes :
    - l'alimentation en eau potable est possible par le réseau public,
    - l'assainissement est possible par le réseau public ou par un dispositif autonome, sur le terrain d'assiette de la construction et adapté à la nature du sol,
    - la desserte est possible par une voie dont les caractéristiques répondent aux besoins de l'opération,
    - le stationnement des véhicules correspond aux besoins de l'opération ;
  - les nouvelles constructions, les extensions et les annexes sont conditionnés à la mise en place d'un secteur de taille et capacité d'accueil limité (STECAL).
  
- **l'hébergement hôtelier et touristique aux conditions suivantes :**
  - s'il s'agit de réhabilitations ou rénovations des constructions à usage d'hébergement hôtelier et touristique existantes et leurs annexes ;
  - et sous les conditions cumulatives suivantes :
    - l'alimentation en eau potable est possible par le réseau public,
    - l'assainissement est possible par le réseau public ou par un dispositif autonome, sur le terrain d'assiette de la construction et adapté à la nature du sol,
    - la desserte est possible par une voie dont les caractéristiques répondent aux besoins de l'opération,
    - le stationnement des véhicules correspond aux besoins de l'opération ;
  - les nouvelles constructions, les extensions et les annexes sont conditionnés à la mise en place d'un secteur de taille et capacité d'accueil limité (STECAL).
  
- **les aires de stationnement ouvertes au public, à condition :**
  - d'être lié à un équipement ou une installation existante dans le secteur,
  - de démontrer une bonne intégration paysagère,
  - d'être limitées à 500 m<sup>2</sup> maximum sur l'ensemble du secteur,
  - d'être réalisés d'un seul tenant et en matériaux perméables.

### 2-2-3/ DE PLUS, DANS LE SECTEUR NC UNIQUEMENT, SONT ADMIS :

- les **constructions, aménagements et installations nécessaires à l'exploitation d'un camping ;**
  
- **la restauration aux conditions suivantes :**
  - s'il s'agit de réhabilitations ou rénovations des constructions à usage de restauration existantes et leurs annexes ;
  - et sous les conditions cumulatives suivantes :
    - l'alimentation en eau potable est possible par le réseau public,



## ZONE N : Zone Naturelle

- l'assainissement est possible par le réseau public ou par un dispositif autonome, sur le terrain d'assiette de la construction et adapté à la nature des sols,
  - la desserte est possible par une voie dont les caractéristiques répondent aux besoins de l'opération,
  - le stationnement des véhicules correspond aux besoins de l'opération ;
  - o les nouvelles constructions, les extensions et les annexes sont conditionnés à la mise en place d'un secteur de taille et capacité d'accueil limité (STECAL).
- **l'hébergement hôtelier et touristique aux conditions suivantes :**
    - o s'il s'agit de réhabilitations ou rénovations des constructions à usage d'hébergement hôtelier et touristique existantes et leurs annexes ;
    - o et sous les conditions cumulatives suivantes :
      - l'alimentation en eau potable est possible par le réseau public,
      - l'assainissement est possible par le réseau public ou par un dispositif autonome, sur le terrain d'assiette de la construction et adapté à la nature des sols,
      - la desserte est possible par une voie dont les caractéristiques répondent aux besoins de l'opération,
      - le stationnement des véhicules correspond aux besoins de l'opération ;
    - o les nouvelles constructions, les extensions et les annexes sont conditionnés à la mise en place d'un secteur de taille et capacité d'accueil limité (STECAL).
- **les activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle aux conditions suivantes :**
    - o s'il s'agit de réhabilitations ou rénovations des constructions à usage d'activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle existantes et leurs annexes. Cette activité de service doit être liée à l'exploitation d'un camping ou d'un hébergement touristique déjà implanté dans le secteur ;
    - o et sous les conditions cumulatives suivantes :
      - l'alimentation en eau potable est possible par le réseau public,
      - l'assainissement est possible par le réseau public ou par un dispositif autonome, sur le terrain d'assiette de la construction et adapté à la nature des sols,
      - la desserte est possible par une voie dont les caractéristiques répondent aux besoins de l'opération,
      - le stationnement des véhicules correspond aux besoins de l'opération ;
    - o les nouvelles constructions, les extensions et les annexes sont conditionnés à la mise en place d'un secteur de taille et capacité d'accueil limité (STECAL).
- **les équipements sportifs et autres équipement recevant du public aux conditions suivantes :**
    - o les nouvelles constructions, les réhabilitations ou rénovations des constructions existantes et leurs annexes. Ces constructions à destination d'équipements sportifs ou d'autres équipement recevant du public doivent être est liées à l'exploitation d'un camping ou d'un hébergement touristique déjà implanté dans le secteur ;
    - o et sous les conditions cumulatives suivantes :
      - l'alimentation en eau potable est possible par le réseau public,
      - l'assainissement est possible par le réseau public ou par un dispositif autonome, sur le terrain d'assiette de la construction et adapté à la nature des sols,
      - la desserte est possible par une voie dont les caractéristiques répondent aux besoins de l'opération,
      - le stationnement des véhicules correspond aux besoins de l'opération ;
    - o les constructions, les extensions et les annexes seront autorisées dans les secteurs permettant de justifier la cohérence du programme avec la vocation de loisirs du site d'intégration. Elles seront autorisées sous réserve que l'activité projetée ait un lien fonctionnel ou d'usage avec celles du site d'intégration.



## ZONE N : Zone Naturelle

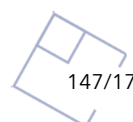
- les **aires de jeux et de sports ouvertes au public**.
- **les aires de stationnement ouvertes au public**, à condition :
  - d'être liées à un équipement ou une installation existante dans le secteur,
  - de démontrer une bonne intégration paysagère,
  - d'être limitées à 500 m<sup>2</sup> maximum sur l'ensemble du secteur,
  - d'être réalisées d'un seul tenant et en matériaux perméables.

### 2-2-4/ DE PLUS, DANS LE SECTEUR NE UNIQUEMENT, SONT ADMIS :

- les **aires de jeux et installations légères de loisir** sont admises sous réserve de leur bonne intégration dans l'environnement et le paysage dans lequel elles sont implantées ;
- les **réhabilitations ou rénovations des constructions et installations liées et/ou nécessaires aux équipements publics ou d'intérêt collectif**, notamment les équipements sportifs, culturels et de loisirs à condition d'être compatibles avec la vocation de la zone et sous réserve d'une bonne intégration paysagère ;
- les réhabilitations ou rénovations des **constructions et installations liées et/ou nécessaires aux activités de service où s'effectue l'accueil du public si elles présentent une vocation sportive, culturelle ou de loisirs** sous réserve d'une bonne intégration paysagère ;
- les **constructions et installations liées et/ou nécessaires à la gestion, au traitement, à la collecte et au recyclage des déchets** : déchetterie, recyclerie, pôle d'économie circulaire ;
- les **constructions, les extensions et les annexes des destinations ci-dessus** seront autorisées dans les secteurs permettant de justifier la cohérence du programme avec la vocation de loisirs du site d'intégration. Elles seront autorisées sous réserve que l'activité projetée ait un lien fonctionnel ou d'usage avec celles du site d'intégration et dans le cadre de STECAL ;
- **les aires de stationnement ouvertes au public**, à condition :
  - d'être liées à un équipement ou une installation existante dans le secteur,
  - de démontrer une bonne intégration paysagère,
  - d'être limitées à 500 m<sup>2</sup> maximum sur l'ensemble du secteur,
  - d'être réalisées d'un seul tenant et en matériaux perméables.

### 2-2-5/ DE PLUS, DANS LE SECTEUR NG UNIQUEMENT, SONT ADMIS :

- **les aires de stationnement ouvertes au public**, à condition :
  - d'être liées à un équipement ou une installation existante dans le secteur,
  - de démontrer une bonne intégration paysagère,
  - d'être limitées à 500 m<sup>2</sup> maximum sur l'ensemble du secteur,
  - d'être réalisées d'un seul tenant et en matériaux perméables.
- **les constructions, aménagements et installations nécessaires à la gestion et l'exploitation d'un golf** sous réserve de leur intégration au site et aux paysages
- **la restauration aux conditions suivantes** :
  - s'il s'agit de réhabilitations ou rénovations des constructions à usage de restauration existantes et leurs annexes ;
  - et sous les conditions cumulatives suivantes :
    - l'alimentation en eau potable est possible par le réseau public,
    - l'assainissement est possible par le réseau public ou par un dispositif autonome, sur le terrain d'assiette de la construction et adapté à la nature des sols,
    - la desserte est possible par une voie dont les caractéristiques répondent aux besoins de l'opération,
    - le stationnement des véhicules correspond aux besoins de l'opération ;
  - les nouvelles constructions, les extensions et les annexes sont conditionnés à la mise en place d'un secteur de taille et capacité d'accueil limité (STECAL).



- **l'hébergement hôtelier et touristique aux conditions suivantes :**

- s'il s'agit de réhabilitations ou rénovations des constructions à usage d'hébergement hôtelier et touristique existantes et leurs annexes ;
- et sous les conditions cumulatives suivantes :
  - l'alimentation en eau potable est possible par le réseau public,
  - l'assainissement est possible par le réseau public ou par un dispositif autonome, sur le terrain d'assiette de la construction et adapté à la nature des sols,
  - la desserte est possible par une voie dont les caractéristiques répondent aux besoins de l'opération,
  - le stationnement des véhicules correspond aux besoins de l'opération ;
- les nouvelles constructions, les extensions et les annexes sont conditionnés à la mise en place d'un secteur de taille et capacité d'accueil limité (STECAL).

- **les activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle aux conditions suivantes :**

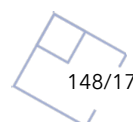
- s'il s'agit de réhabilitations ou rénovations des constructions à usage d'activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle existantes et leurs annexes. Cette activité de service doit être liée à l'exploitation du golf ou d'un hébergement touristique déjà implanté dans le secteur ;
- et sous les conditions cumulatives suivantes :
  - l'alimentation en eau potable est possible par le réseau public,
  - l'assainissement est possible par le réseau public ou par un dispositif autonome, sur le terrain d'assiette de la construction et adapté à la nature des sols,
  - la desserte est possible par une voie dont les caractéristiques répondent aux besoins de l'opération,
  - le stationnement des véhicules correspond aux besoins de l'opération ;
- les nouvelles constructions, les extensions et les annexes sont conditionnés à la mise en place d'un secteur de taille et capacité d'accueil limité (STECAL).

- **les équipements sportifs et autres équipement recevant du public aux conditions suivantes :**

- les nouvelles constructions, les réhabilitations ou rénovations des constructions existantes et leurs annexes. Ces constructions à destination d'équipements sportifs ou d'autres équipement recevant du public doivent être est liées à l'exploitation du golf ou d'un hébergement touristique déjà implanté dans le secteur ;
- et sous les conditions cumulatives suivantes :
  - l'alimentation en eau potable est possible par le réseau public,
  - l'assainissement est possible par le réseau public ou par un dispositif autonome, sur le terrain d'assiette de la construction et adapté à la nature des sols,
  - la desserte est possible par une voie dont les caractéristiques répondent aux besoins de l'opération,
  - le stationnement des véhicules correspond aux besoins de l'opération ;
- les constructions, les extensions et les annexes seront autorisées dans les secteurs permettant de justifier la cohérence du programme avec la vocation de loisirs du site d'intégration. Elles seront autorisées sous réserve que l'activité projetée ait un lien fonctionnel ou d'usage avec celles du site d'intégration.

2-2-6/ DE PLUS, DANS LE SECTEUR NJ UNIQUEMENT, SONT ADMIS :

- l'implantation **d'annexes** liées aux constructions existantes et implantées en zone UH/UHc/UHl voisine. Les annexes doivent respecter les conditions édictées pour les annexes en zone N ;
- l'implantation **d'abri de jardins** aux conditions cumulatives suivantes :
  - être démontables,
  - avoir une emprise au sol de 5 m<sup>2</sup> maximum,
  - ne pas présenter d'autres ouvertures que la porte d'entrée.



## ZONE N : Zone Naturelle

- l'aspect extérieur doit être de type bois naturel
- un abri maximum par jardin ;
- les **aménagements et activités compatibles avec la vocation de la zone** (jardins).

### 2-2-7/ DE PLUS, DANS LE SECTEUR NJF UNIQUEMENT, SONT ADMIS :

- l'implantation **d'abri de jardins** aux conditions cumulatives suivantes :
  - être démontables,
  - avoir une emprise au sol de 5 m<sup>2</sup> maximum,
  - ne pas présenter d'autres ouvertures que la porte d'entrée,
  - l'aspect extérieur doit être de type bois naturel,
  - un abri maximum par jardin ;
- les **aménagements et activités compatibles avec la vocation de la zone** (jardins).

### 2-2-8/ DE PLUS, DANS LE SECTEUR NL UNIQUEMENT, SONT ADMIS :

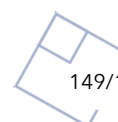
- les **aires de jeux et installations légères de loisir** sont admises sous réserve de leur bonne intégration dans l'environnement et le paysage dans le lequel elles sont implantées ;
- les **réhabilitations ou rénovations des constructions légères et installations liées et/ou nécessaires aux équipements publics ou d'intérêt collectif**, notamment les équipements sportifs, culturels et de loisirs à condition d'être compatibles avec la vocation de la zone et sous réserve d'une bonne intégration paysagère ;
- les réhabilitations ou rénovations des **constructions légères et installations liées et/ou nécessaires aux activités de service où s'effectue l'accueil du public si elles présentent une vocation sportive, culturelle ou de loisirs** sous réserve d'une bonne intégration paysagère ;
- les constructions, les extensions et les annexes des destination ci-dessus seront autorisées dans les secteurs permettant de justifier la cohérence du programme avec la vocation de loisirs du site d'intégration. Elles seront autorisées sous réserve que l'activité projetée ait un lien fonctionnel ou d'usage avec celles du site d'intégration et dans le cadre de STECAL ;
- l'aménagement de **terrain pour la pratique des sports ou loisirs motorisés**, sous réserve d'une bonne intégration paysagère ;
- **les aires de stationnement ouvertes au public**, à condition :
  - d'être liées à un équipement ou une installation existante dans le secteur,
  - de démontrer une bonne intégration paysagère,
  - d'être limitées à 500 m<sup>2</sup> maximum sur l'ensemble du secteur,
  - d'être réalisées d'un seul tenant et en matériaux perméables.

### 2-2-9/ DE PLUS, DANS LE SECTEUR Nm UNIQUEMENT, SONT ADMIS :

- les **constructions, aménagements et installations nécessaires à l'exploitation du Domaine des Saveurs - Les Planons**
- **les aires de stationnement ouvertes au public**, à condition :
  - d'être lié à un équipement ou une installation existante dans le secteur,
  - de démontrer une bonne intégration paysagère,
  - d'être réalisées d'un seul tenant et en matériaux perméables.

### 2-2-10/ DE PLUS, DANS LE SECTEUR Np UNIQUEMENT, SONT ADMIS :

- **les aménagements, installations et petites constructions liées ou nécessaires à la fonction de parc urbain**
- **les aires de stationnement ouvertes au public, à condition :**
  - d'être lié à un équipement ou une installation existante dans le secteur,
  - de démontrer une bonne intégration paysagère,
  - d'être limitées à 500 m<sup>2</sup> maximum sur l'ensemble du secteur,
  - d'être réalisées d'un seul tenant et en matériaux perméables.



## **ARTICLE N 3 : MIXITÉ FONCTIONNELLE ET SOCIALE**

### **2-1/ Mixité sociale dans l'habitat**

Non réglementé

### **2-2/ Mixité fonctionnelle**

Non réglementé

## **CHAPITRE 2 - CARACTERISTIQUES URBAINES, ARCHITECTURALES, ENVIRONNEMENTALES ET PAYSAGERES**

## **ARTICLE N 4 : VOLUMÉTRIE ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS**

### **Rappel :**

Dans le cadre des opérations d'aménagement et de construction, les chemins inscrits au PDIPR (Plan Département des Itinéraires de Promenade et de Randonnée) et les sentiers et itinéraires piétonniers ou cycles repérés au titre de l'article L151-38 doivent être préservés ; leur continuité doit être assurée.

### **4-1/ Implantation des constructions par rapport au domaine public ou voies publiques**

Se référer au secteur UHI.

De plus, en limite de secteur UEr, les constructions devront respecter une marge de recul équivalente à la hauteur (D=H) de la construction.

Application de l'article L111-6 et L111-7 du Code de l'Urbanisme :

En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de 100 mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes A40 et A406, et dans une bande de 75 mètres de part et d'autre de l'axe de la RD1079.

Toutefois cette interdiction ne s'applique pas :

- Aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;
- Aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;
- Aux bâtiments d'exploitation agricole ;
- Aux réseaux d'intérêt public ;
- Aux infrastructures de production d'énergie solaire, photovoltaïque ou thermique.

Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.

### **4-2/ Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives**

Se référer au secteur UHI.

### 4-3/ Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Non réglementé.

### 4-4/ Hauteur

#### 4-4-1- REGLE GENERALE

La hauteur maximum ne doit pas dépasser :

Secteurs	Règles
<b>N</b> <b>Ne</b> <b>NI</b> <b>Ng</b>	Pour les <b>bâtiments de logement</b> : les règles applicables sont celles de la zone UHl. Pour les <b>extensions des bâtiments existants</b> , la hauteur ne pourra pas dépasser la hauteur du bâti existant, et sous réserve d'une bonne intégration architecturale. Pour les <b>autres constructions admises</b> : la hauteur ne doit pas dépasser <b>7 m</b> .
<b>Nc</b> <b>Ne</b> <b>Nm</b>	La hauteur devra être en harmonie avec la hauteur du bâti existant, et devra démontrer une bonne intégration architecturale.
<b>Nj</b> <b>Njf</b> <b>Np</b>	La hauteur ne doit pas dépasser 3,50 m au faîtage.
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>Annexes non accolées</b> : la hauteur ne doit pas dépasser 3,50 m au faîtage.

#### 4-4-2- REGLE ALTERNATIVE

**Rappel : voir les dispositions générales**

**Des dispositions ci-avant ne s'appliquent pas aux constructions suivantes**, qui doivent toutefois s'intégrer dans le site :

- constructions à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics,
- ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif
- constructions repérées d'intérêt patrimonial ou architectural.

La hauteur n'est pas réglementée pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif de transport d'électricité dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris ; les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont donc également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.

Dans le cas où la hauteur de la construction mitoyenne préexistante dépasse celle maximum autorisée, la construction à édifier ne pourra excéder celle de la construction préexistante.

**En cas d'extension d'un bâtiment existant**, la hauteur maximum pourra être égale à la côte altimétrique du faitage du bâtiment existant.

### 4-5/ Emprise au sol

#### 4-5-1- REGLE GENERALE

Non réglementé.

### 4-5-2- REGLE ALTERNATIVE

Non réglementé

## ARTICLE N 5 : QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

**Se référer complémentairement au nuancier intercommunal établi par le CAUE de l'Ain et annexé au présent règlement.**

Le présent article ne s'applique pas aux constructions et installations techniques, aux constructions d'intérêt public ou d'intérêt collectif et aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics pour lesquels une intégration dans le site doit être recherchée en s'inspirant du sens du lieu.

### 5-1/ Aspect général des constructions

L'implantation, l'architecture, les dimensions et l'aspect extérieur des constructions ne doivent pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants.

Sont interdits les pastiches d'une architecture étrangère à la région, en particulier les chapiteaux sur colonnes, les arcs surbaissés...

Les mouvements de terrain (déblais remblais), nécessaires à l'implantation de la construction, doivent être limités aux stricts besoins techniques et ne doivent pas conduire à une émergence de la construction dans le paysage.

Aux abords de l'autoroute, dans la bande de recul, toute construction, installation, rénovation/réhabilitation/extension de constructions existantes, admise dans la zone, présentant un aspect extérieur attirant de façon excessive l'attention des usagers de l'autoroute et facteur de danger pour la circulation autoroutière pourra être interdite ou soumise à des prescriptions architecturales ou paysagères.

**Pour toute réhabilitation d'une construction présentant un intérêt architectural repérés au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme**, il est demandé de respecter les caractéristiques architecturales des volumes et des façades de ladite construction. Les nouveaux percements devront préserver l'équilibre des proportions existantes dans le cas de rénovation.

**Pour les logements autorisés**, il convient de se référer aux prescriptions de l'article 4-1 de la zone UHI d'habitat.

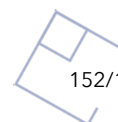
### 5-2/ Aspect des façades

#### **Aspect**

Les matériaux utilisés en extérieur doivent présenter un aspect fini. L'emploi à nu, en parements extérieurs, de matériaux normalement conçus pour être recouverts d'un enduit ou d'un autre type de revêtement, est interdit (exemple : parpaings, briques creuses, agglomérés, ...).

L'usage de panneaux solaires, thermiques et photovoltaïques n'est pas autorisé en façade.

L'aspect des murs apparents autres que les façades de la construction, doit s'harmoniser avec ces dernières. De plus, se référer au nuancier intercommunal établi par le CAUE de l'Ain et annexé au présent règlement.



### **Teintes**

Pour les teintes des façades et menuiseries, se référer au nuancier intercommunal établi par le CAUE de l'Ain et annexé au présent règlement.

### **5-3/ Aspect des toitures**

Toute modification ou réfection de toiture ou de couverture doit faire l'objet d'une déclaration préalable.

### **Pentes des toitures**

La pente des toitures des constructions principales et des annexes accolées doit être comprise entre 30 % et 50%.

Les toitures terrasses ou plates, végétalisée ou non, sont admises. Elles peuvent accueillir des panneaux solaires, thermiques ou photovoltaïques.

Dans le secteur Nc, la pente de toit n'est pas réglementée pour les hébergements légers de loisirs (de type résidence mobile, hébergement insolite, , etc...).

Toutefois, des pentes différentes pourront être admises, dans les cas d'extension et réhabilitation de constructions existantes avant la date d'approbation du PLUi, ayant une pente de toiture ne respectant pas la règle. Dans ce cas, le projet respectera la pente existante.

La pente des toitures des annexes non accolées de moins de 20 m<sup>2</sup> d'emprise au sol, traitements architecturaux particuliers (porches, auvents, coyaux, levées de toiture,...), des serres et tunnels agricoles n'est pas réglementée.

### **Aspect des matériaux**

Pour les teintes des toitures, se référer au nuancier intercommunal établi par le CAUE de l'Ain et annexé au présent règlement.

Les dispositions suivantes ne s'appliquent pas dans le secteur Nc.

#### Dans tous les cas :

L'emploi de matériaux transparents dans le cas de couverture de piscines, de vérandas ou de pergolas pourra, le cas échéant, être toléré dans des proportions harmonieuses.

En cas d'usage de panneaux solaires, thermiques et photovoltaïques en toiture, ces derniers doivent respecter la pente générale du toit. Ils doivent avoir un aspect non réfléchissant.

Seules les ouvertures en toitures intégrées à la pente du toit sans saillie, sont autorisées. Les lucarnes sont interdites.

### **5-4/ Installations techniques**

Les capteurs solaires installés au sol seront positionnés de telle manière qu'ils soient le plus possible dissimulés de la vue depuis l'espace public.

Les coffrets de réseaux de toutes sortes, ainsi que les boîtes aux lettres et les commandes d'accès, seront intégrés dans le mur de clôture, la haie ou la façade du bâtiment, sans déborder sur le domaine public.

### **5-5/ Aspect des clôtures**

Les clôtures ne sont pas obligatoires.

Elles sont soumises à déclaration préalable, sauf les clôtures agricoles qui peuvent être réalisés sans formalité préalable.

## **ZONE N** : Zone Naturelle

### Règles pour les clôtures soumises à déclaration préalable :

Les clôtures doivent être d'aspect sobre, en concordance avec le paysage environnant et les usages locaux quant à leur hauteur, leurs couleurs et leurs matériaux.

Les portes et portails seront sobres, sans galbe vers l'extérieur.

Les murets sont interdits.

Leur hauteur est limitée à 1,60 m maximum en tout point de l'installation.

Les haies végétales, d'une hauteur maximale de 1,8 m, seront traitées en haie vive champêtre, libre ou taillée, composée d'essences indigènes et diversifiées.

Indépendamment des règles déclinées ci-dessous, la hauteur des clôtures ou des murs peut être adaptée ou imposée par l'autorité compétente, en fonction de la nature particulière de l'installation ou de la topographie des lieux, et selon les critères de sécurité, de salubrité et de bonne ordonnance en usage.

Notamment, en limite de voie publique, la hauteur des clôtures peut être ramenée à 0,80 m pour des raisons de sécurité et de visibilité.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, les murs de clôtures et les dispositifs ajourés anciens devront, dans la mesure du possible, être préservés et restaurés dans les règles de l'art qui ont présidé à leur réalisation.

### **5-6/ Performances énergétiques et environnementales des constructions**

Dans le cas d'un projet mettant en œuvre des techniques relevant de la bioclimatique ou permettant d'atteindre de bonnes performances énergétiques ou l'utilisation d'énergie renouvelable, les règles sur l'aspect des constructions peuvent être assouplies dans la mesure où il n'est pas possible de les respecter pour des raisons de mise en œuvre de ces techniques. Le demandeur ou l'auteur du projet doit aussi justifier de la cohérence de la recherche architecturale par rapport au caractère général du site.

Toute construction nouvelle ou toute réhabilitation devra respecter la réglementation thermique en vigueur selon la catégorie de construction (RT2012 ou RE2020).

### **5-7/ Dispositions particulières aux bâtiments existants**

En cas de réhabilitation, d'aménagement ou d'extension mesurée d'un bâtiment existant qui ne respecterait pas les règles énoncées ci-dessus, il peut être dérogé à celles-ci à condition que la typologie d'implantation, de forme et de matériaux du bâtiment existant soit respectée.

## **ARTICLE N 6- TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS**

### **6-1/ Espaces verts**

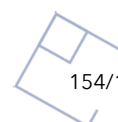
#### 6-1-1- REGLE GENERALE

Les surfaces laissées libres seront entretenues et plantées. Le choix d'essences locales est recommandé (charmilles, noisetiers...).

L'autorité compétente peut exiger du bénéficiaire d'une autorisation d'occupation ou d'utilisation du sol, la réalisation d'espaces aménagés ou plantés. Cette exigence sera fonction de la nature et de l'importance de l'opération projetée.

#### 6-1-2- REGLE ALTERNATIVE

Non réglementé



### **6-2/ Espaces perméables**

#### **6-2-1- REGLE GENERALE**

Dans le secteurs Nc, Ne, Nl, Ng, Nm : au moins la moitié des surfaces des aires de stationnement doivent être réalisées à l'aide de matériaux perméables.

#### **6-2-2- REGLE ALTERNATIVE**

Non réglementé

### **6-3/ Espaces collectif**

Non réglementé.

### **6-4/ Bandes de recul issues des retraits imposés par rapport aux limites séparatives**

Non réglementé.

### **6-5/ Secteurs paysagers identifiées au document graphique**

Les modifications des éléments paysagers protégés inscrits sur les plans graphiques feront l'objet d'une autorisation préalable.

En cas d'intervention les détruisant tout ou partiellement une reconstitution des éléments paysagers, avec des espèces similaires est obligatoire. Cette reconstitution doit être prévue à proximité immédiate des éléments paysagers

### **6-6/ Plantations**

Le choix d'essences locales est recommandé (charmilles, noisetiers...).

Les plantations existantes seront préservées.

Les plantations, en limites séparatives, seront réalisées avec des essences locales.

Les haies mono-végétales et les haies d'espèces persistantes en mono-végétaux et continues sur le pourtour des limites parcellaires, ainsi que les plantations de hautes futaies disposées en murs rideaux, sont interdites.

### **6-7 Implantation par rapport au terrain**

L'implantation, le volume et les proportions des bâtiments dans tous leurs éléments doivent être déterminés en tenant compte de l'environnement et en s'y intégrant le mieux possible, en particulier par leur adaptation au terrain et par leurs aménagements extérieurs.

Les bâtiments, tant par leur composition que par le traitement des accès doivent s'adapter au terrain naturel, en limitant les modifications des pentes.

D'une manière générale, tout mouvement de terrain est interdit sur une bande de 1 m sur le pourtour du terrain d'assiette du projet.

Les murs de soutènement inférieurs à 1,20 m de hauteur et rendus nécessaires sont autorisés. Les enrochements sont autorisés uniquement pour le soutènement des routes, des voies d'accès aux bâtiments principaux, les voies en pied de talus et aux garages, sous réserve que leur hauteur n'excède 1 m par rapport au terrain naturel. Les enrochements doivent être végétalisés.

## ZONE N : Zone Naturelle

Les dispositions du paragraphe ci-dessus ne s'appliquent pas au soutènement des voies et emprises publiques.

### **ARTICLE N 7- STATIONNEMENT**

#### **7-1/ Stationnement des véhicules automobiles**

##### 7-1-1- REGLE GENERALE

Il est exigé d'affecter les places de stationnement hors des emprises publiques et des voies.

**Pour les logements, se référer à la zone UHI d'habitat.**

Les stationnements des véhicules doivent répondre aux besoins de l'opération. Le nombre de places de stationnement hors des emprises publiques et des voies, affectées à une construction est lié à la nature et à l'importance de cette construction.

##### 7-1-2- REGLE ALTERNATIVE

**Pour les logements, se référer à la zone UHI d'habitat.**

#### **7-2/ Stationnement modes doux**

Non réglementé.

## CHAPITRE 3 : ÉQUIPEMENTS ET RÉSEAUX

### **ARTICLE N 8 - DESSERTE PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES**

#### **8-1/ Accès**

Les portails d'accès doivent être implantés avec un recul minimum de 5 m et de telle sorte que les véhicules devant stationner avant de les franchir puissent le faire sans empiéter sur la plate-forme des voiries publiques.

Le raccordement d'un accès privé à une voie publique doit présenter :

- une pente inférieure ou égale à 5 %, sur une longueur d'au moins 5 m, à partir de la chaussée de la voie publique,
- un tracé facilitant la giration des véhicules.

Les groupes de garages individuels ou aires de stationnement doivent être disposés dans les terrains d'assiette de l'opération de façon à ménager une aire d'évolution à l'intérieur des dits terrains et ne présenter qu'un seul raccordement à double sens, ou deux raccordements à sens unique sur la voie publique.

#### **8-2/ Voirie**

Se référer au secteur UHI.

### **ARTICLE N 9- DESSERTE PAR LES RÉSEAUX**

#### **9-1/ Eau potable**

Toute construction à usage d'habitation et tout local pouvant servir au travail, au repos, à l'agrément ou à l'accueil du public, doit être raccordé au réseau public d'eau potable.

Complémentaire, en l'absence de réseau public d'eau potable, l'alimentation à partir d'un captage privé est possible sous réserve du respect des dispositions réglementaires relatives aux distributions privées à usage personnel ou collectif.

#### **9.2 - Eaux usées**

Les zonages d'assainissement annexés au PLUi déterminent le zonage du territoire au sens de l'article 35 de la loi sur l'eau et définit à l'intérieur de chaque zone les solutions techniques les mieux adaptées à la gestion des eaux usées d'origine domestique, agricole, artisanale, industrielle et des eaux pluviales.

##### **9-2-1- ZONES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

Toute construction nouvelle, installation nouvelle ou aménagement par changement d'affectation doit être équipé d'un réseau séparatif eaux usées - eaux pluviales, et être raccordé au réseau public.

L'évacuation des eaux usées liée aux activités artisanales et commerciales dans le réseau public d'assainissement peut être subordonnée à un pré-traitement particulier et approprié.

Les effluents agricoles (purins, etc...) ne peuvent être rejetés aux réseaux publics.

##### **9-2-1- ZONES D'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL**

En l'absence de réseau d'assainissement eaux usées ou en l'attente de celui-ci, un dispositif d'assainissement individuel devra être mis en place, conçu de façon à pouvoir être mis hors circuit, adapté au milieu et à la quantité d'effluent, et dont la possibilité de mise en œuvre est conditionnée par les dispositions énoncées dans les annexes sanitaires du PLUi.

#### **9-3/ Eaux pluviales**

Les aménagements réalisés sur tout terrain devront être tels qu'ils garantissent l'écoulement direct des eaux pluviales, sans aggraver la situation antérieure.

Le constructeur réalisera les dispositifs appropriés pour une évacuation vers un exutoire.

Les accès aux terrains à partir des voies publiques devront maintenir le fil d'eau des fossés traversés et être équipés de grille-avaloir empêchant le ruissellement des eaux sur la voie publique.

Ces aménagements sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

Les projets situés en amont du domaine public devront prévoir la récupération des eaux de ruissellement.

#### **9-4/ Énergies et télécommunications**

Tout nouveau réseau sera à réaliser soit par câbles souterrains, soit par toute autre technique permettant une dissimulation maximum des fils ou câbles.

Les réseaux aériens existants dans les voies seront, au fur et à mesure des travaux de réfection et de renouvellement, remplacés par des câbles souterrains ou par des conduites fixées sur façades adaptées à l'architecture.

Les antennes paraboliques seront implantées le plus discrètement possible. Si elles sont visibles de l'espace public, elles seront peintes dans une couleur en harmonie avec le fond sur lequel elles sont installées.

## **ZONE N** : Zone Naturelle

---

Toute construction à usage d'habitation et tout local pouvant servir au travail, au repos, à l'agrément ou l'accueil du public, sauf les annexes, devra prévoir les branchements nécessaires assurant un raccordement aux réseaux de communications électroniques, y compris ceux à créer (fibre optique). Cette règle ne s'applique pas dans le cadre de la réhabilitation de bâtiments existants.

### **9-5/ Ordures ménagères**

Non réglementé.

---

## **TITRE 6**

## **STECAL**

## DISPOSITIONS APPLICABLES AUX STECAL

### CHAPITRE 1 : DESTINATIONS DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURE DES ACTIVITES

En application de l'article L151-13 du Code de l'Urbanisme, les zones A et N comportent des STECAL, Secteurs de taille et capacité d'accueil limités.

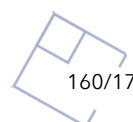
Le PLUi de la Veyle compte 38 STECAL répartis sur le territoire.

**Les dispositions générales du règlement s'appliquent dans les STECAL. Elles sont à consulter en complément des dispositions spécifiques présentées ci-après.**

#### ARTICLE STECAL 1 - DESTINATIONS ET SOUS DESTINATIONS AUTORISÉES SOUS CONDITIONS

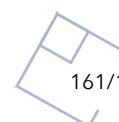
Les destinations et sous destinations autorisées, interdites ou soumises à conditions, pour la construction neuve et le changement de destination des constructions existantes, sont présentées dans le tableau suivant :

N° STECAL	Commune	Nom STECAL	Sous destinations admises et conditions
1	BEY	Implantation d'hébergements touristiques	Pour les destinations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• hébergements hôteliers et touristiques, sont admis :</li><li>- les constructions nouvelles,</li><li>- les extensions et annexes des constructions existantes,</li><li>- le changement de destination vers les destinations admises dans le STECAL..</li></ul>
2	BIZIAT	Evolution d'un atelier de charpente et possibilité d'implantation d'une 2 <sup>nd</sup> e activité artisanale	Pour la destination suivante : <ul style="list-style-type: none"><li>• industrie /artisanat, sont admis :</li><li>- l'extension et l'aménagement de la construction existante,</li><li>- la construction d'annexes,</li><li>- les constructions nouvelles à destination d'industrie, notamment l'artisanat du bâtiment.</li></ul>
3	BIZIAT	Évolution d'un atelier de charpente	Pour les destinations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• industrie /artisanat, sont admis :</li></ul>



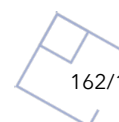
## STECAL : Secteurs de Taille et Capacité d'Accueil Limités

			<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'extension et l'aménagement de la construction existante,</li> <li>- la construction d'annexes,</li> <li>- les constructions nouvelles à destination d'industrie, notamment l'artisanat du bâtiment.</li> </ul>
<b>4</b>	CHANOZ-CHATENAY	Création d'un hébergement (gite et meublés de tourisme)	<p>Pour les destinations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• logement,</li> <li>• hébergement hôtelier et touristique,</li> <li>• activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle,</li> </ul> <p>sont admis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les constructions nouvelles,</li> <li>- les extensions et annexes des constructions existantes,</li> <li>- le changement de destination vers les destinations admises dans le STECAL.</li> </ul>
<b>5</b>	CHANOZ-CHATENAY	Évolution d'un site d'hébergement touristique.	<p>Pour les destinations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• logement,</li> <li>• hébergement hôtelier et touristique,</li> </ul> <p>sont admis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les constructions nouvelles,</li> <li>- les extensions et annexes des constructions existantes,</li> <li>- le changement de destination vers les destinations admises dans le STECAL.</li> </ul>
<b>6</b>	CHAVEYRIAT	Évolution d'une activité liée au travaux publics (sablage)	<p>Pour la destination suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• industrie /artisanat,</li> </ul> <p>sont admis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'extension et l'aménagement de la construction existante,</li> <li>- la construction d'annexes,</li> <li>- les constructions nouvelles à destination d'industrie, notamment l'artisanat du bâtiment.</li> </ul>
<b>7</b>	CROTTET	Évolution de commerces existants	<p>Pour les destinations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• commerce et artisanat de détail,</li> <li>• industrie (pour des activités artisanales),</li> </ul> <p>sont admis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les extensions et annexes des constructions existantes,</li> <li>- le changement de destination vers les destinations admises dans le STECAL.</li> </ul>
<b>8</b>	CROTTET	Création d'une cabane de chasse	<p>Pour les destinations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• autres équipements recevant du public,</li> </ul> <p>sont admis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les constructions nouvelles permettant l'accueil du public à titre temporaire pour pratiquer une activité sportive de plein air (cabane de chasse, ...),</li> </ul>



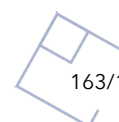
## STECAL : Secteurs de Taille et Capacité d'Accueil Limités

			- les extensions et annexes des constructions existantes.
<b>9</b>	CROTTET	Évolution de l'activité de loisirs ULM	<p>Pour les destinations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• équipements sportifs,</li> <li>• autres équipements recevant du public,</li> </ul> <p>sont admis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les constructions nouvelles permettant l'accueil du public à titre temporaire pour pratiquer une activité sportive de plein air (ULM, par exemple),</li> <li>- les extensions et annexes des constructions existantes.</li> </ul>
<b>10</b>	CROTTET	Site d'accueil du golf	<p>Pour les destinations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• restauration,</li> <li>• activité de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle,</li> <li>• commerces</li> </ul> <p>sont admis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les extensions et annexes des constructions existantes,</li> <li>- le changement de destination vers les destinations admises dans le STECAL.</li> </ul>
<b>11</b>	CROTTET	Évolution de de l'activité de loisirs ULM	<p>Pour les destinations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• équipements sportifs,</li> </ul> <p>sont admis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les constructions nouvelles liées à une activité sportive de plein air (ULM, par exemple),</li> <li>- les extensions et annexes des constructions existantes.</li> </ul>
<b>12</b>	GRIÈGES	Évolution d'un atelier de charpente.	<p>Pour les destinations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• industrie / activités artisanales,</li> </ul> <p>sont admis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les extensions et annexes des constructions existantes,</li> <li>- les constructions nouvelles à destination d'industrie, notamment l'artisanat du bâtiment.</li> </ul>
<b>13</b>	GRIÈGES	Évolution du restaurant situé au port de By.	<p>Pour la destination suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• restauration,</li> </ul> <p>sont admis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'aménagement dans le volume existant,</li> <li>- l'extension de la construction existante et les annexes légères selon les contraintes du PPR inondation de la Saône.</li> </ul>
<b>14</b>	GRIÈGES	Évolution du restaurant situé au Pont Vert.	<p>Pour les destinations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• restauration,</li> </ul> <p>sont admis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'aménagement dans le volume existant,</li> </ul>



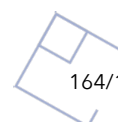
## STECAL : Secteurs de Taille et Capacité d'Accueil Limités

			- l'extension de la construction existante et les annexes légères selon les contraintes du PPR inondation de la Saône.
<b>15</b>	LAIZ	Magasin vente matériel agricole - vacant.	Pour les destinations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• commerce de gros,</li> <li>• commerce et artisanat de détails,</li> </ul> sont admis : <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'aménagement dans le volume existant,</li> <li>- les extensions et annexes des constructions existantes.</li> </ul>
<b>16</b>	LAIZ	Évolution d'un garage automobile	Pour la destination suivante : <ul style="list-style-type: none"> <li>• activité de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle</li> <li>• artisanat et commerce de détails</li> <li>• locaux techniques industriels des administrations publiques et assimilés</li> </ul> sont admis : <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'aménagement dans le volume existant,</li> <li>- les extensions et annexes des constructions existantes.</li> </ul>
<b>17</b>	LAIZ	Projet de construction d'un cabinet comptable	Pour les destinations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle,</li> <li>• bureaux,</li> </ul> sont admis : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les constructions nouvelles,</li> <li>- l'aménagement dans le volume existant,</li> <li>- les extensions et annexes des constructions autorisées,</li> </ul> sous réserve de la démolition préalable de la friche agricole existante.
<b>18</b>	MÉZÉRIAT	Évolution d'une activité industrielle (entreprise de thermoformage actuellement)	Pour la destination suivante : <ul style="list-style-type: none"> <li>• industrie,</li> </ul> sont admis : <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'aménagement dans le volume existant,</li> <li>- les extensions et annexes des constructions existantes,</li> <li>- les constructions nouvelles.</li> </ul>
<b>19</b>	MÉZÉRIAT	Évolution d'une activité artisanale (entreprise de travaux publics actuellement)	Pour les destinations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• industrie / activité artisanale</li> </ul> sont admis : <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'aménagement dans le volume existant,</li> <li>- les extensions et annexes des constructions existantes,</li> <li>- les constructions nouvelles.</li> </ul>
<b>20</b>	MÉZÉRIAT	Évolution d'un atelier de charpente	Pour les destinations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• industrie / activité artisanale,</li> </ul> sont admis : <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'aménagement dans le volume existant,</li> <li>- les extensions et annexes des constructions existantes,</li> </ul>



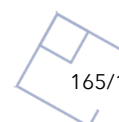
## STECAL : Secteurs de Taille et Capacité d'Accueil Limités

			- les constructions nouvelles.
<b>21</b>	MÉZÉRIAT	Evolution d'une entreprise du bâtiment	<p>Pour les destinations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• artisanat et commerces de détail sous réserve qu'il s'agisse d'une activité artisanale de vente de services,</li> <li>• industrie en tant qu'activité artisanale,</li> </ul> <p>sont admis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'aménagement dans le volume existant,</li> <li>- les extensions et annexes des constructions existantes,</li> <li>- les constructions nouvelles.</li> </ul>
<b>22</b>	PERREX	Evolution d'une activité industrielle	<p>Pour la destination suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• industrie,</li> </ul> <p>Sont admis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'aménagement dans le volume existant,</li> <li>- les extensions et annexes des constructions existantes,</li> <li>- les ouvrages de gestion du bassin de rétention,</li> <li>- les aires de stationnement liées à l'activité existante.</li> </ul>
<b>23</b>	PERREX	Évolution d'un garage automobile	<p>Pour les destinations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle,</li> <li>• commerces,</li> </ul> <p>sont admis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'aménagement dans le volume existant,</li> <li>- les extensions et annexes des constructions existantes.</li> </ul>
<b>24</b>	PERREX	Evolution d'une scierie	<p>Pour la destination suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• industrie / activité artisanale,</li> </ul> <p>sont admis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'aménagement dans le volume existant,</li> <li>- les extensions et annexes des constructions existantes,</li> </ul> <p>sous réserve de respecter les disposition de la zone rouge du PPR inondation de la Veyle.</p>
<b>25</b>	PERREX	Évolution de la ferme du château de Corsant vers un site touristique.	<p>Pour les destinations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• hébergement hôtelier et touristique,</li> <li>• activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle, si elles résultent de la destination principale d'hébergement hôtelier et touristique,</li> </ul> <p>sont admis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'aménagement dans le volume existant,</li> <li>- les extensions et annexes des constructions existantes.</li> </ul>
<b>26</b>	SAINT CYR SUR MENTHON	Salle pour les associations et salle d'exposition.	<p>Pour les destinations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• salles d'art et de spectacle,</li> <li>• autre équipement recevant du public,</li> </ul> <p>sont admis :</p>



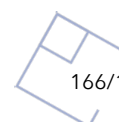
## STECAL : Secteurs de Taille et Capacité d'Accueil Limités

			<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'aménagement dans le volume existant,</li> <li>- les extensions et annexes des constructions existantes.</li> </ul>
<b>27</b>	SAINT GENIS SUR MENTHON	Transformation d'une ancienne porcherie en champ photovoltaïque	<p>Sont seulement admis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les constructions, installations et aménagements nécessaires à la production d'énergie renouvelable et les ouvrages techniques nécessaires à la gestion de ces installations et sous réserve de ne pas compromettre la vocation agricole du tènement ainsi que de garantir et de prévoir le démantèlement de l'installation après exploitation.</li> </ul>
<b>28</b>	SAINT GENIS SUR MENTHON	Création d'une cabane de chasse	<p>Pour la destination suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• autres équipements recevant du public sont admis :</li> <li>- les constructions nouvelles permettant l'accueil du public à titre temporaire pour pratiquer une activité sportive de plein air (cabane de chasse, ...),</li> <li>- les extensions et annexes des constructions existantes.</li> </ul>
<b>29</b>	SAINT GENIS SUR MENTHON	Évolution d'un atelier de métallerie	<p>Pour la destination suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• industrie / activité artisanale sont admis :</li> <li>- l'aménagement dans le volume existant,</li> <li>- les extensions et annexes des constructions existantes,</li> <li>- les constructions nouvelles.</li> </ul>
<b>30</b>	SAINT GENIS SUR MENTHON	Exploitation de sources chaudes pour la production d'énergies renouvelables.	<p>Sont seulement admis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les constructions, installations et aménagements nécessaires à la production d'énergie renouvelable et les ouvrages techniques nécessaires à la gestion de ces installations.</li> </ul>
<b>31</b>	SAINT GENIS SUR MENTHON	Exploitation de sources chaudes pour la production d'énergies renouvelables.	<p>Sont seulement admis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les constructions, installations et aménagements nécessaires à la production d'énergie renouvelable et les ouvrages techniques nécessaires à la gestion de ces installations.</li> </ul>
<b>32</b>	SAINT JEAN SUR VEYLE	Évolution d'une usine agro-alimentaire	<p>Pour la destination suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• industrie / activité artisanale sont admis :</li> <li>- l'aménagement dans le volume existant,</li> <li>- les extensions et annexes des constructions existantes,</li> <li>- sous réserve de respecter les disposition de la zone rouge du PPR inondation de la Veyle,</li> </ul>



## STECAL : Secteurs de Taille et Capacité d'Accueil Limités

			- sous réserve de ne pas porter atteintes aux zones humides avoisinantes.
<b>33</b>	SAINT JEAN SUR VEYLE	Évolution d'un atelier artisanal (couverture/zinguerie)	Pour la destination suivante : <ul style="list-style-type: none"> <li>• industrie / activité artisanale,</li> </ul> sont admis : <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'aménagement dans le volume existant,</li> <li>- les extensions et annexes des constructions existantes,</li> <li>- les constructions nouvelles.</li> </ul>
<b>34</b>	SAINT JULIEN SUR VEYLE	Évolution d'un atelier artisanal	Pour la destination suivante : <ul style="list-style-type: none"> <li>• industrie / activité artisanale,</li> </ul> sont admis : <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'aménagement dans le volume existant,</li> <li>- les extensions et annexes des constructions existantes,</li> <li>- les constructions nouvelles.</li> </ul>
<b>35</b>	SAINT JULIEN SUR VEYLE	Implantation d'un champ photovoltaïque	Sont seulement admis : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les constructions, installations et aménagements nécessaires à la production d'énergie renouvelable et les ouvrages techniques nécessaires à la gestion de ces installations sous réserve de garantir et de prévoir le démantèlement de l'installation après exploitation.</li> </ul>
<b>36</b>	VONNAS	Évolution d'un atelier artisanal	Pour la destination suivante : <ul style="list-style-type: none"> <li>• industrie / activité artisanale,</li> </ul> sont admis : <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'aménagement dans le volume existant,</li> <li>- les extensions et annexes des constructions existantes.</li> </ul>
<b>37</b>	VONNAS	Évolution de bâtiments de réception	Pour les destinations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle,</li> <li>• hébergement hôtelier et touristique si elles résultent de la destination activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle,</li> </ul> sont admis : <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'aménagement dans le volume existant,</li> <li>- les extensions et annexes des constructions existantes.</li> </ul>
<b>38</b>	VONNAS	Évolution d'un hôtel	Pour la destination suivante : <ul style="list-style-type: none"> <li>• hébergement hôtelier et touristique,</li> </ul> sont admis : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les constructions nouvelles</li> <li>- l'aménagement dans le volume existant,</li> <li>- les annexes non accolées des constructions existantes.</li> </ul>



## **ARTICLE STECAL 2- INTERDICTION ET LIMITATION DE CERTAINS USAGES ET AFFECTATIONS DES SOLS, CONSTRUCTIONS ET ACTIVITES**

### **2-1/ Installations autorisées, interdites ou soumises à conditions**

Se reporter complémentairement au règlement de la zone A ou N dans laquelle le STECAL est implanté.

### **2-2/ Limitation de certains usages et affectations des sols, constructions et activités, destinations et sous-destinations**

Se reporter complémentairement au règlement de la zone A ou N dans laquelle le STECAL est implanté.

## **ARTICLE STECAL 3 : MIXITÉ FONCTIONNELLE ET SOCIALE**

### **2-1/ Mixité sociale dans l'habitat**

Non réglementé

### **2-2/ Mixité fonctionnelle**

Non réglementé

## **CHAPITRE 2 - CARACTERISTIQUES URBAINES, ARCHITECTURALES, ENVIRONNEMENTALES ET PAYSAGERES**

## **ARTICLE STECAL 4 : VOLUMÉTRIE ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS**

### **4-1/ Implantation des constructions par rapport au domaine public ou voies publiques**

Se reporter complémentairement au règlement de la zone A ou N dans laquelle le STECAL est implanté.

### **4-2/ Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives**

Se reporter complémentairement au règlement de la zone A ou N dans laquelle le STECAL est implanté.

### **4-3/ Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété**

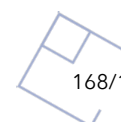
Non réglementé.

### **4-4/ Hauteur**

#### **4-4-1- REGLE GENERALE**

## STECAL : Secteurs de Taille et Capacité d'Accueil Limités

N° STECAL	Commune	Nom STECAL	Hauteur
1	BEY	Implantation d'hébergements touristiques	La hauteur devra être inférieure à 3 m à l'égout de toiture (= 1 niveau).
2	BIZIAT	Evolution d'un atelier de charpente et possibilité d'implantation d'une 2 <sup>nd</sup> e activité artisanale	La hauteur ne devra pas être supérieure à celle du bâtiment existant.
3	BIZIAT	Évolution d'un atelier de charpente	La hauteur ne devra pas être supérieure à celle du bâtiment existant.
4	CHANOZ-CHATENAY	Création d'un hébergement (gîte et meublés de tourisme)	La hauteur ne devra pas être supérieure à celle du bâtiment existant
5	CHANOZ-CHATENAY	Évolution d'un site d'hébergement touristique.	La hauteur devra être inférieure à 3 m à l'égout de toiture (= 1 niveau).
6	CHAVEYRIAT	Évolution d'une activité liée au travaux publics (sablage)	La hauteur ne devra pas être supérieure à celle du bâtiment existant.
7	CROTTET	Évolution de commerces existants	La hauteur ne devra pas être supérieure à celle du bâtiment existant.
8	CROTTET	Création d'une cabane de chasse	La hauteur ne devra pas être supérieure à celle du bâtiment existant.
9	CROTTET	Évolution de l'activité de loisirs ULM	La hauteur ne devra pas être supérieure à celle des hangars préexistants.
10	CROTTET	Site d'accueil du golf	La hauteur ne devra pas être supérieure à celle du bâtiment existant.
11	CROTTET	Évolution de de l'activité de loisirs ULM	La hauteur ne devra pas être supérieure à celle des hangars préexistants dans le secteur NI.
12	GRIÈGES	Évolution d'un atelier de charpente.	La hauteur ne devra pas être supérieure à celle du bâtiment existant.
13	GRIÈGES	Évolution du restaurant situé au port de By.	La hauteur ne devra pas être supérieure à celle du bâtiment existant.
14	GRIÈGES	Évolution du restaurant situé au Pont Vert.	La hauteur ne devra pas être supérieure à celle du bâtiment existant.
15	LAIZ	Magasin vente matériel agricole - vacant.	La hauteur ne devra pas être supérieure à celle du bâtiment existant.
16	LAIZ	Évolution d'un garage automobile	La hauteur ne devra pas être supérieure à celle du bâtiment existant.
17	LAIZ	Projet de construction d'un cabinet comptable	La hauteur devra respecter la règle de hauteur du secteur UH1 voisin.
18	MÉZÉRIAT	Évolution d'une activité industrielle (entreprise de thermoformage actuellement)	La hauteur ne devra pas être supérieure à celle du bâtiment existant.
19	MÉZÉRIAT	Évolution d'une activité artisanale (entreprise de travaux publics actuellement)	La hauteur ne devra pas être supérieure à celle du bâtiment existant.
20	MÉZÉRIAT	Évolution d'un atelier de charpente	La hauteur ne devra pas être supérieure à celle du bâtiment existant.

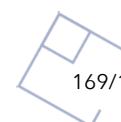


## STECAL : Secteurs de Taille et Capacité d'Accueil Limités

<b>21</b>	MÉZÉRIAT	Evolution d'une entreprise du bâtiment	La hauteur ne devra pas être supérieure à celle du bâtiment existant.
<b>22</b>	PERREX	Evolution d'une activité industrielle	La hauteur ne devra pas être supérieure à celle du bâtiment existant.
<b>23</b>	PERREX	Évolution d'un garage automobile	La hauteur ne devra pas être supérieure à celle du bâtiment existant.
<b>24</b>	PERREX	Evolution d'une scierie	La hauteur ne devra pas être supérieure à celle du bâtiment existant.
<b>25</b>	PERREX	Évolution de la ferme du château de Corsant vers un site touristique.	La hauteur ne devra pas être supérieure à celle du bâtiment existant.
<b>26</b>	SAINT CYR SUR MENTHON	Salle pour les associations et salle d'exposition.	La hauteur ne devra pas être supérieure à celle du bâtiment existant.
<b>27</b>	SAINT GENIS SUR MENTHON	Transformation d'une ancienne porcherie en champ photovoltaïque	La hauteur totale des constructions admises ne devra pas être supérieure à 5m.
<b>28</b>	SAINT GENIS SUR MENTHON	Création d'une cabane de chasse	La hauteur totale ne devra pas être supérieure 3,5 m.
<b>29</b>	SAINT GENIS SUR MENTHON	Évolution d'un atelier de métallerie	La hauteur ne devra pas être supérieure à celle du bâtiment existant.
<b>30</b>	SAINT GENIS SUR MENTHON	Exploitation de sources chaudes pour la production d'énergies renouvelables.	La hauteur totale des constructions admises ne devra pas être supérieure à 5m.
<b>31</b>	SAINT GENIS SUR MENTHON	Exploitation de sources chaudes pour la production d'énergies renouvelables.	La hauteur totale des constructions admises ne devra pas être supérieure à 5m.
<b>32</b>	SAINT JEAN SUR VEYLE	Évolution d'une usine agro-alimentaire	La hauteur ne devra pas être supérieure à celle du bâtiment principal existant.
<b>33</b>	SAINT JEAN SUR VEYLE	Évolution d'un atelier artisanal (couverture/zinguerie)	La hauteur ne devra pas être supérieure à celle du bâtiment existant.
<b>34</b>	SAINT JULIEN SUR VEYLE	Évolution d'un atelier artisanal	La hauteur ne devra pas être supérieure à celle du bâtiment existant.
<b>35</b>	SAINT JULIEN SUR VEYLE	Implantation d'un champ photovoltaïque	La hauteur totale des constructions admises ne devra pas être supérieure à 5m.
<b>36</b>	VONNAS	Évolution d'un atelier artisanal	La hauteur ne devra pas être supérieure à celle du bâtiment existant.
<b>37</b>	VONNAS	Évolution de bâtiments de réception	La hauteur ne devra pas être supérieure à celle du bâtiment existant.
<b>38</b>	VONNAS	Évolution d'un hôtel	La hauteur ne devra pas être supérieure à celle du bâtiment existant.

### 4-4-2- REGLE ALTERNATIVE

Se reporter complémentairement au règlement de la zone A ou N dans laquelle le STECAL est implanté.



# STECAL : Secteurs de Taille et Capacité d'Accueil Limités

## 4-5/ Emprise au sol

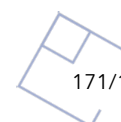
### 4-5-1- REGLE GENERALE

L'emprise au sol ne doit pas dépasser :

N° STECAL	Commune	Nom STECAL	CES
1	BEY	Implantation d'hébergements touristiques	CES de 0,20
2	BIZIAT	Evolution d'un atelier de charpente et possibilité d'implantation d'une 2 <sup>nd</sup> e activité artisanale	CES de 0,20
3	BIZIAT	Évolution d'un atelier de charpente	CES de 0,16
4	CHANOZ-CHATENAY	Création d'un hébergement (gîte et meublés de tourisme)	CES de 0,1
5	CHANOZ-CHATENAY	Évolution d'un site d'hébergement touristique.	CES de 0,08
6	CHAVEYRIAT	Évolution d'une activité liée au travaux publics (sablage)	CES de 0,29
7	CROTTET	Évolution de commerces existants	CES de 0,3
8	CROTTET	Création d'une cabane de chasse	CES de 0,27
9	CROTTET	Évolution de l'activité de loisirs ULM	L'emprise au sol totale cumulée des constructions (existantes et futures) devra être inférieure à 1000 m <sup>2</sup> .
10	CROTTET	Site d'accueil du golf	CES de 0,25
11	CROTTET	Évolution de de l'activité de loisirs ULM	L'emprise au sol totale cumulée des constructions (existantes et futures) devra être inférieure à 300 m <sup>2</sup> .
12	GRIÈGES	Évolution d'un atelier de charpente.	CES de 0,22
13	GRIÈGES	Évolution du restaurant situé au port de By.	CES de 0,14 (sous réserve des dispositions du PPRi).
14	GRIÈGES	Évolution du restaurant situé au Pont Vert.	CES de 0,25 (sous réserve des dispositions du PPRi).
15	LAIZ	Magasin vente matériel agricole - vacant.	CES de 0,3
16	LAIZ	Évolution d'un garage automobile	CES de 0,28
17	LAIZ	Projet de construction d'un cabinet comptable	CES de 0,56
18	MÉZÉRIAT	Évolution d'une activité industrielle (entreprise de thermoformage actuellement)	CES de 0,35
19	MÉZÉRIAT	Évolution d'une activité artisanale (entreprise de travaux publics actuellement)	CES de 0,33

## STECAL : Secteurs de Taille et Capacité d'Accueil Limités

<b>20</b>	MÉZÉRIAT	Évolution d'un atelier de charpente	CES de 0,26
<b>21</b>	MÉZÉRIAT	Evolution d'une entreprise du bâtiment	CES de 0,1
<b>22</b>	PERREX	Evolution d'une activité industrielle	CES de 0,2
<b>23</b>	PERREX	Évolution d'un garage automobile	CES de 0,3
<b>24</b>	PERREX	Evolution d'une scierie	CES de 0,45
<b>25</b>	PERREX	Évolution de la ferme du château de Corsant vers un site touristique.	CES de 0,08
<b>26</b>	SAINT CYR SUR MENTHON	Salle pour les associations et salle d'exposition.	CES de 0,15
<b>27</b>	SAINT GENIS SUR MENTHON	Transformation d'une ancienne porcherie en champ photovoltaïque	L'emprise au sol des constructions admises ne dépassera pas 100 m <sup>2</sup> . La surfaces des installations photovoltaïques n'est pas réglementée.
<b>28</b>	SAINT GENIS SUR MENTHON	Création d'une cabane de chasse	L'emprise au sol des constructions dans le périmètre du STECAL ne devra être supérieure à 70 m <sup>2</sup> .
<b>29</b>	SAINT GENIS SUR MENTHON	Évolution d'un atelier de métallerie	CES de 0,23
<b>30</b>	SAINT GENIS SUR MENTHON	Exploitation de sources chaudes pour la production d'énergies renouvelables.	L'emprise au sol des constructions admises ne dépassera pas 100 m <sup>2</sup> . La surfaces des installations d'exploitation des sources chaudes n'est pas réglementée.
<b>31</b>	SAINT GENIS SUR MENTHON	Exploitation de sources chaudes pour la production d'énergies renouvelables.	L'emprise au sol des constructions admises ne dépassera pas 100 m <sup>2</sup> . La surfaces des installations d'exploitation des sources chaudes n'est pas réglementée.
<b>32</b>	SAINT JEAN SUR VEYLE	Évolution d'une usine agro-alimentaire	CES de 50
<b>33</b>	SAINT JEAN SUR VEYLE	Évolution d'un atelier artisanal (couverture/zinguerie)	CES de 0,26
<b>34</b>	SAINT JULIEN SUR VEYLE	Évolution d'un atelier artisanal	CES de 0,19
<b>35</b>	SAINT JULIEN SUR VEYLE	Implantation d'un champ photovoltaïque	L'emprise au sol des constructions admises ne dépassera pas 100 m <sup>2</sup> . La surfaces des installations photovoltaïques n'est pas réglementée.
<b>36</b>	VONNAS	Évolution d'un atelier artisanal	CES de 0,73
<b>37</b>	VONNAS	Évolution de bâtiments de réception	CES de 0,35
<b>38</b>	VONNAS	Évolution d'un hôtel	CES de 0,18



## **STECAL** : Secteurs de Taille et Capacité d'Accueil Limités

### 4-5-2- REGLE ALTERNATIVE

Se reporter complémentaiement au règlement de la zone A ou N dans laquelle le STECAL est implanté.

### **ARTICLE STECAL 5 : QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE**

Se reporter complémentaiement au règlement de la zone A ou N dans laquelle le STECAL est implanté.

### **ARTICLE STECAL 6- TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS**

Se reporter complémentaiement au règlement de la zone A ou N dans laquelle le STECAL est implanté.

### **ARTICLE STECAL 7- STATIONNEMENT**

Se reporter complémentaiement au règlement de la zone A ou N dans laquelle le STECAL est implanté.

## **CHAPITRE 3 : ÉQUIPEMENTS ET RÉSEAUX**

### **ARTICLE STECAL 8 - DESSERTE PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES**

Se reporter complémentaiement au règlement de la zone A ou N dans laquelle le STECAL est implanté.

### **ARTICLE STECAL 9- DESSERTE PAR LES RÉSEAUX**

Se reporter complémentaiement au règlement de la zone A ou N dans laquelle le STECAL est implanté.



# P.L.U. intercommunal de la VEYLE

## 3 - 1 - RÈGLEMENT ÉCRIT

### Tome 2 - Annexe au Règlement

Dossier certifié conforme et annexé à la délibération du conseil communautaire du 22/05/2023,

Le Président,

Christophe GREFFET



# Communauté de Communes de La Veyle (01) Nuancier Inter-communal Juin 2022



le  
**c.a.u.e**  
de l'Ain





## QU'EST CE QU'UNE CHARTE CHROMATIQUE?

**D**ans le cadre du PLUi, la Communauté de Communes de La Veyle souhaite intégrer une charte chromatique au territoire inter-communal, en remplacement de plusieurs chartes communales existantes, afin d'harmoniser le territoire. La communauté de Communes sollicite l'appui du CAUE de l'Ain pour l'élaboration d'une charte plus pertinente.

Ce document portera plus particulièrement sur les couleurs des façades, menuiseries et ferronneries, et sera adapté pour l'information du public. En effet, la réalisation de cette charte doit permettre de sensibiliser les élus et les pétitionnaires quant à la bonne intégration de leur habitation, afin de préserver l'homogénéité du patrimoine. Il doit fournir en parallèle un outil aux élus et instructeurs, leur permettant une meilleure analyse du projet.

## Quelques règles pour hiérarchiser ses choix

### 1- PRENDRE EN COMPTE L'ENVIRONNEMENT

- **Environnement naturel,**
- **Environnement urbain :** En cas d'alignement, il convient de prendre en compte la teinte des constructions mitoyennes.

On cherchera à différencier les façades sans créer de rupture.

On jouera plutôt sur la valeur (plus clair ou plus foncé) sur une légère saturation ou sur une tonalité différente.

Éviter les couleurs identiques.

### 2- PRENDRE EN COMPTE L'ÉPOQUE DE CONSTRUCTION

- **Choix de la toiture,**
- **Choix du fond de façade.** Tenir compte du style, de l'époque de construction, des éléments constructifs déjà présents...
- **Choix des menuiseries,**
- **Modénatures,** sous face des toitures, serueries, ferronneries...

Il s'agit donc de proposer une démarche globale pour recréer une harmonie au niveau du bâti. Un outil d'aide à la décision, pour la mise en œuvre de ravalements de façades et des autres travaux de peintures extérieures, afin de redynamiser le patrimoine architectural.

La couleur dans l'architecture est un élément essentiel qui peut modifier l'impression des volumes, l'ordonnement des façades, contribuer à accentuer un effet plutôt qu'un autre.

Ainsi, la charte met à jour l'évolution des paysages urbains et de matériaux utilisés. Les références de couleurs ont par ailleurs été converties en NCS (Natural Color System), afin qu'elles soient facilement utilisables par tous et transcribibles par les marchands de matériaux.

Le document est enrichi par des recommandations architecturales sur des éléments clés d'une façade, notamment les menuiseries, les matériaux et les modénatures.

## Bon à savoir

La surface colorée est faite d'environ 60 à 70% d'enduit, 30 à 35% de couvertures, le reste va à la polychromie des menuiseries extérieures.

**En principe, les façades étaient destinées à être enduites.** La qualité de matière et de couleur des enduits traditionnels provient avant tout de l'emploi exclusif de chaux grasse et de sable local. Parfois on rajoutait un peu de tuiles et tuileaux écrasés et pulvérisés.

Les enduits les plus achevés étaient lissés à la truelle et badigeonnés.

**Les enduits, leurs matières et leurs teintes, sont d'une importance capitale pour la protection des maçonneries et pour l'aspect du village.**

Dans ce document vous trouverez donc d'une part une **gamme principale/ générale** composée des dominantes chromatiques architecturales des villages de la Communauté de Communes, constituée également par la végétation et par la couleur des toits et des murs lesquels représentent la majeure partie de la construction.

D'autre part, **la gamme ponctuelle** est constituée par les éléments de second œuvre : les menuiseries, les ferronneries et les ornements. Elle est composée de couleurs en contraste avec la gamme principale soit en valeur, soit en tonalité. La gamme ponctuelle doit permettre de différencier les maisons les uns des autres, et être la marque personnelle de chaque propriétaire. Le choix de ces couleurs doit cependant s'harmoniser à l'architecture et à l'environnement proche.



Ce qu'il faut savoir!  
Ce qu'il faut comprendre!

# ANALYSE DE L'EXSISTANT

## Une palette inspirée et issue du territoire

**La palette chromatique** du territoire revêt un rôle important dans la composition et la perception du paysage. Les matériaux traditionnels offrent une palette de tonalités riche et colorée, pleine des couleurs naturelles de la terre, crue ou cuite, des torchis, pisé, briques, pierres calcaires, ocres et oxydes de fer.

**Les soubassements des bâtis**, sont soit en pierre, souvent des galets roulés, soit ou avec des carrons, une briqué épaisse compactée et cuite, pour permettre d'éviter les remontées capillaires.

**La pierre de taille** est présente suivant deux grands principes :  
 - En moellon de petits appareils, souvent en soubassement des édifices ou des murs de clôture,  
 - En pierre de taille dans les encadrements de baie ou chainage d'angle, voire en façade entière.

**Le bois** est utilisé en pans de bois, encorbellement ou ponctuellement pour les inteaux bois. Des badigeons de chaux, lait de chaux ou eaux fortes participaient, outre l'ornementation des façades, historiquement à la protection des assemblages en bois.

**Les enduits traditionnels** des façades sont tous à base de chaux hydraulique mélangée au sable de rivière dont la couleur et l'aspect des grains participent aux reflets des pigments.

**Les pigments** sont dérivés des nuances d'ocres des argiles, allant de l'ocre rouge à l'ocre jaune en passant par des ocres orange flamboyant, ocres terre brûlée, ocre beige, ocre gris mauve voire ocre schiste vert.

## LA PALETTE NATURELLE

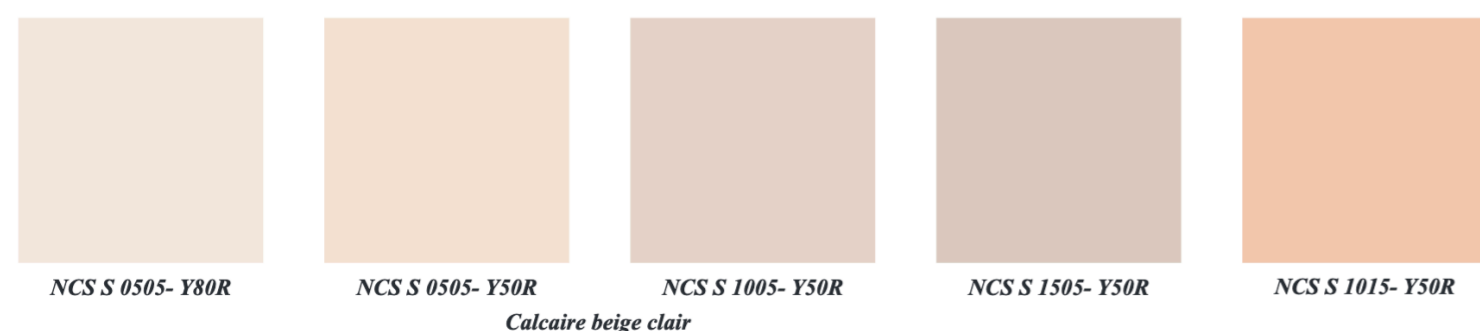


La palette naturelle en couleurs NCS

Les pierres naturelles «saturées» du site Briques & Galets



Les tons sable



## CE QU'IL FAUT SAVOIR...

### Les enduits ont deux rôles prioritaires

**1 la protection et l'isolation**, contre l'humidité et ses mécanismes de pénétration de l'eau (gravité, capillarité, condensation, gel), également contre la conjugaison vent et humidité.

**2 la présentation**, pour redresser les surfaces internes inégales mais également pour habiller les parements externes, en leur ajoutant une dimension décorative. Au delà de ce rôle de présentation, l'enduit appartient au domaine de l'architecture et participe à sa composition.

**LE CORPS D'ENDUIT** : Ils sont généralement au nombre de trois :

- LA COUCHE D'ACCROCHAGE, maigre,
- LA COUCHE DE DEGROSSISSAGE, ou CORPS D'ENDUIT, encore très sablonneux,
- LA COUCHE DE FINITION, assez grasse.... Et son traditionnel badigeon à la chaux pour sa protection et sa décoration.

**L'usage de la chaux** est primordiale pour des questions techniques en rapport avec le comportement et la comptabilité avec les matériaux qui composent le bâti ancien. La chaux est un liant et l'élément de base de la construction traditionnelle. La chaux se colore par des sables ou par adjonction de pigments.



#### LE SAVIEZ-VOUS ?

### les pigments naturels

Les ocres naturelles colorent la matière plus faiblement que les oxydes. Leur chimie, en affinité avec la chaux, permet une mise en œuvre durable. Elles offrent une palette allant de l'ocre-jaune, rouge, aux teintes terre de Siègne et terre d'ombre, naturelles ou calcinées... Les oxydes métalliques sont plus difficiles à disperser dans les laits de chaux.



- Privilégier des enduits lisses, moins soumis à l'encrassement.
  - Faire attention à ne pas créer de sur-épaisseur de l'enduit par rapport aux éléments en pierre de taille (chaîne d'angle, encadrement, linteau...)
- La charte proscrit les enduits écrasés ou ribbés, les enduits blancs.

## FINITIONS DES ENDUITS



talochée



gratée fin



gratée moyen



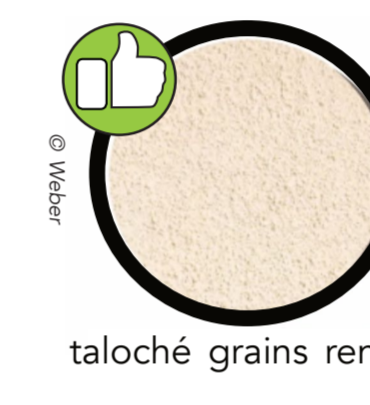
brossée moyen grains noirs



lisse taloché épongé



taloché grains sortis



taloché grains rentrés



grésé

**Proscrit**



taloché écrasé

**Proscrit**



gratée gros grains noirs



crépis

**Proscrit**

### ASPECT LISSE

**ENDUIT À LA CHAUX** : Il protège la façade grâce à son épaisseur. Sa qualité permet au support de respirer. La qualité de la « peau » du bâtiment ainsi obtenue est différente de celle des enduits industriels.

**BADIGEON À LA CHAUX** : Il protège en surface, homogénéise le support, et permet l'application d'une couleur sur un support en bon état. Idéal pour dessiner des modénatures en façade par exemple.

**EAU FORTE** : Sa plus haute dilution lui permet d'accentuer la couleur d'un enduit, sans masquer la texture du support.

### ASPECT À LÉGER RELIEF

**FINITION TALOCHÉE** : Cette finition peut varier et être plus ou moins lisse ou moins lisse, selon la taloche employée (plastique, éponge, bois ou polystyrène).

La couleur de la façade apparaît avec une teinte plus claire qu'une finition grattée. Il conviendra d'en tenir compte lors du choix de la couleur, et de choisir un ton plus soutenu dans le nuancier.

La surface est propice à l'application d'un lait de chaux en finition.

**FINITION BROSSÉE** : Après avoir taloché le parement, on le brosse à l'aide d'une brosse métallique ou nylon afin de faire ressortir les sables de rivière.

**FINITION GRATÉE** : Selon les grains contenus dans l'enduit, la finition sera dite « gratté moyen » (grain moyen) ou « gratté fin » (grain fin).

## CE QU'IL FAUT SAVOIR...

### Les différents éléments de façades

**LES FINITIONS :** L'utilisation de la taloche s'est trop généralisée depuis une trentaine d'année, car elle permet de travailler vite, et avec des épaisseurs d'enduit importantes. Cet outil n'est apparu qu'au XIXe siècle et ne devrait donc pas être utilisé sur des immeubles plus anciens. **Seule la finition à la truelle permet de travailler des épaisseurs moindres, et donne un meilleur rendu à la surface (lisse, sans trace de sable, ni l'effet vermiculé).**

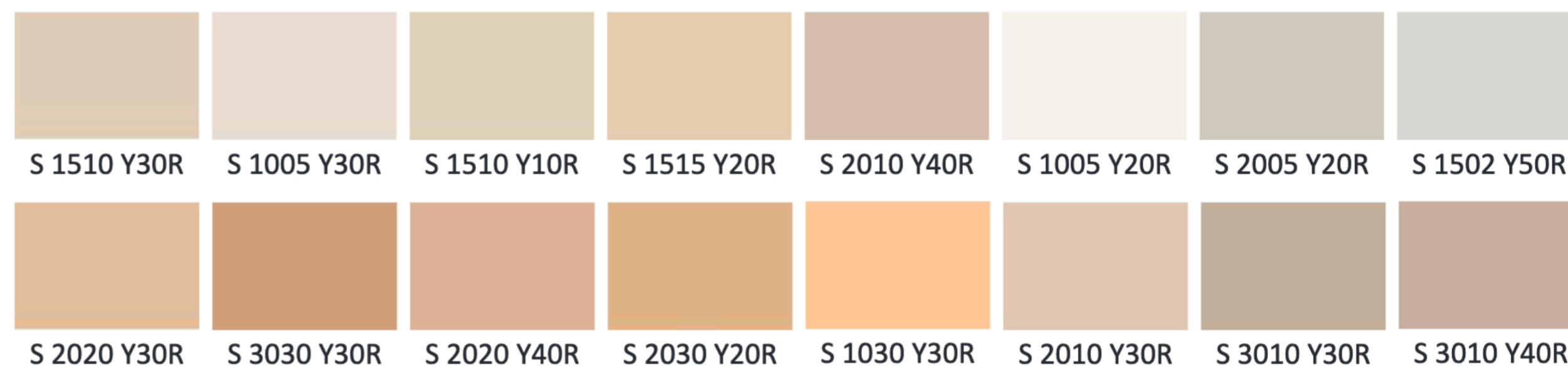
**A TOITURE :** Les toits se superposent les uns les autres, participent à l'ambiance colorée des villages et hameaux. Les toitures anciennes des centre-bourg doivent être restaurées ou restituées à l'identique. Les descentes d'eau pluviales doivent être en zinc ou en cuivre naturel.

**LA COLORATION DES MENUISERIES EXTÉRIEURES :** Partie intégrante de la composition et de l'ordonnement de la façade, elle obéit à la fois aux fonctions d'éclaircissement, d'aération, et de protection. **C'est un élément important de l'expression architecturale. Elle appartient à l'histoire du bâtiment.**

**LA PORTE D'ENTRÉE :** est un élément essentiel à la conservation du caractère et de la mémoire historique d'un édifice. Elle a souvent été conservées au cours des siècles, alors que le reste de la façade a été modifiée au grès des époques. C'est pourquoi, on évitera son remplacement par une porte industrielle standardisée et anonyme ou faussement stylée.

**LES MODÉNATURES :** On appelle modénatures les proportions et les profils de l'ensemble des éléments d'ornement que constituent les moulures et profils des moulures de corniches ainsi que les proportions et dispositions des membres de façade constituant le style architectural.

### UNE PALETTE GLOBALE - exemple



La gamme générale est composée des dominantes chromatiques architecturales des villages, constituées également par la végétation et par la couleur des toitures et des murs lesquels représentent la majeure partie de la construction.

La couleur est donnée par le matériau de base utilisé dans l'architecture (pierre, pisé, terre cuite, bois...) ou par un apport de matière colorante sur un support : les terres qui colorent les enduits, les pigments qui, associés à un liant, colorent les surfaces des bois ou des enduits (badigeon).

C'est pourquoi les couleurs sont différentes suivant le territoire, les époques de construction, les situations et les milieux d'implantation des bâtiments. C'est cela qui fait l'identité et fait la richesse d'un territoire.

### UNE PALETTE COMPLÉMENTAIRE - exemple



La gamme ponctuelle est constituée par les éléments de second œuvre : les menuiseries, les ferronneries et les ornementsations. Elle est composée de couleurs en contraste avec la gamme principale soit en valeur, soit en tonalité.

La gamme ponctuelle doit permettre de différencier les maisons des unes des autres, et être la marque personnelle de chaque propriétaire. Le choix de ces couleurs doit cependant s'harmoniser à l'architecture.

# ANALYSE DE L'EXISTANT

« Appréhender son patrimoine architectural, paysager et urbain, pour en restituer ses qualités ».

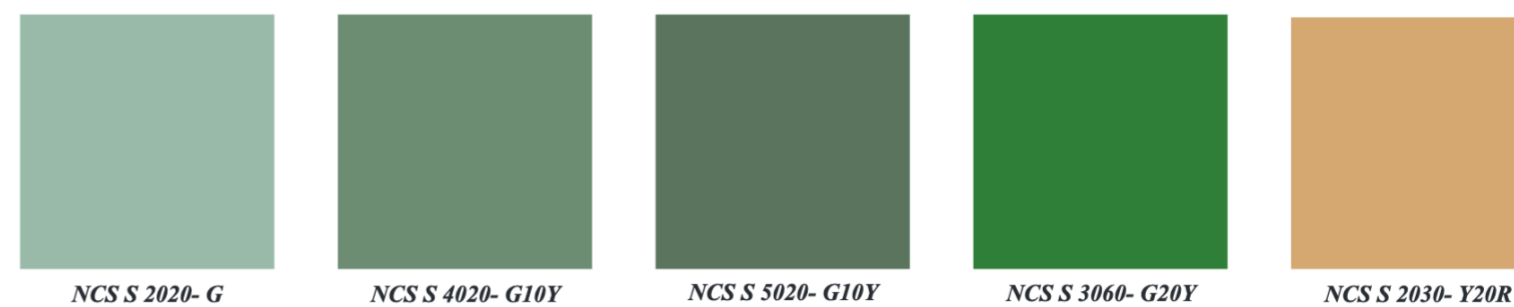
# ANALYSE DE L'EXISTANT

## REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE

### COULEURS ET MATÉRIAUX

La couleur est un élément très important de l'aspect du bâtiment. Elle permet de renforcer son identité, et contribue à écrire l'histoire du village. Choisir une coloration, c'est comprendre l'organisation, le style, les matériaux de la façade, c'est en assortir les différents éléments constitutifs et les confronter à la rue, au paysage.

### Les couleurs de la végétation



### COULEUR DANS LE PAYSAGE

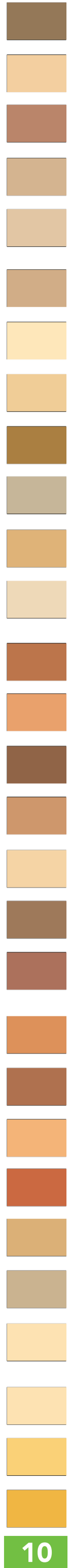
Pour choisir la couleur du bâti, on se reportera au nuancier Inter-communal. La couleur se perçoit sur deux échelles, une lointaine qui garantit la qualité des couleurs du paysage, une élémentaire qui offre une vision plus détaillée, permettant de discerner, matériaux, textures, compositions architecturales.

Le relief et la matière du support vont influencer la valeur (luminosité) de la couleur. Une surface lisse réfléchit la lumière et fait percevoir la couleur plus claire et plus colorée (saturée) qu'un support rugueux et texturé. Il faudra en tenir compte au moment du choix des enduits. (Le choix fera l'objet d'échantillons en grand format (1m2) avant les travaux).



# ANALYSE DE L'EXISTANT

## REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE



# ANALYSE DE L'EXISTANT

## REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE



# ANALYSE DE L'EXISTANT

## REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE



# ANALYSE DE L'EXISTANT

## REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE



# ANALYSE DE L'EXISTANT

## REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE



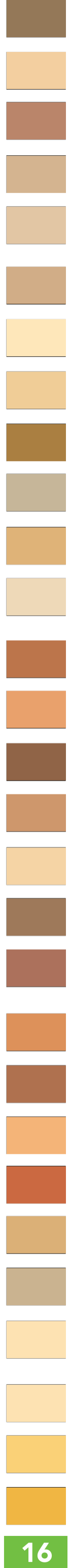
# ANALYSE DE L'EXISTANT

## REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE



# ANALYSE DE L'EXISTANT

## REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE



# ANALYSE DE L'EXISTANT

## REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE

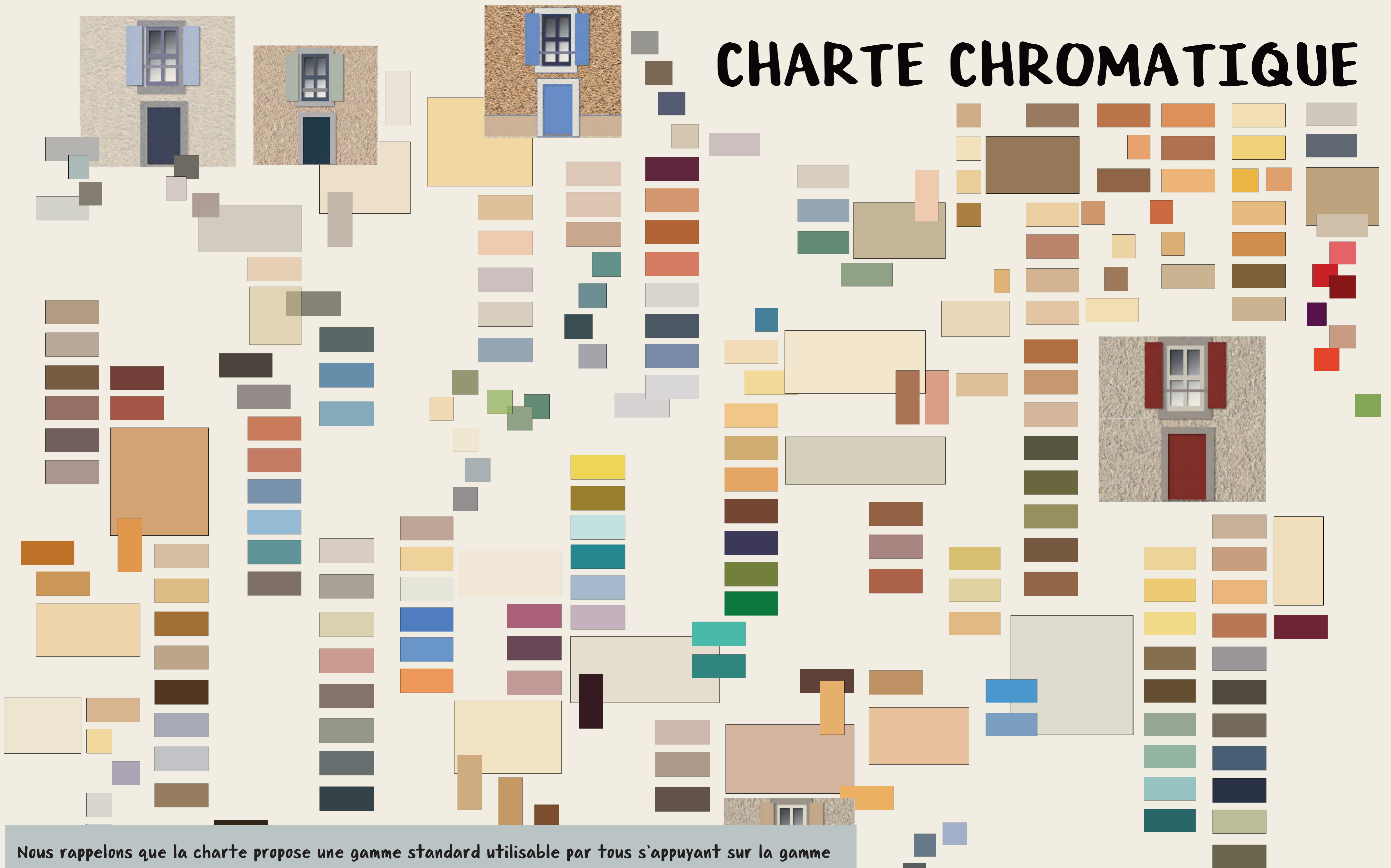


# ANALYSE DE L'EXISTANT

## REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE



# CHARTRE CHROMATIQUE



Nous rappelons que la charte propose une gamme standard utilisable par tous s'appuyant sur la gamme dite naturelle. Cependant des teintes peuvent être dérogées selon le bâti architectural et patrimonial sur recommandation obligatoire et argumentée.

## Nuanciers...

# REFONTE DU NUANCIER INTER-COMMUNAL MÉTHODOLOGIE

Certains communes de la Communauté de Communes sont dotées d'un nuancier communal depuis la fin des années 90. Cet outil est en général issu d'une analyse des valeurs et harmonies locales par les coloristes France et Michel Clerc.

Ce nuancier, associé à un suivi architectural permet de garantir une certaine unité chromatique et une adéquation de matériaux.

Conscient d'adapter et mettre à jour le nuancier dans le cadre du PLUi, les élus ont souhaité associer le Conseil d'Urbanisme d'Architecture et de l'Environnement (CAUE) pour renforcer son action en faveur de la mise en valeur des façades urbaines.

**Un travail de terrain et d'analyse des pigments, teintes ou des aspects des divers matériaux a été engagé. Cet aperçu, présenté dans le chapitre précédent, permet de rassembler et mettre en perspective les rapports en place afin d'affirmer et compléter cet inventaire.**

Est proposé dans ce chapitre la palette chromatique actualisée fond de façade, menuiserie, devanture et toiture.

Afin de retrouver fidèlement les teintes repérées, ces teintes sont classifiées en fonction des deux référentiels universels les plus employés :

**La classification NCS (Natural Color System)** est un référencement universel inventé en 1920 par le Scandinavian Colour Institute. C'est l'un des systèmes les plus complets pour exprimer une teinte. Il est utilisé principalement pour qualifier les teintes de badigeons ou les enduits de façade.

### Le codage des couleurs se décompose en trois entités :

- La teneur en noir, en pourcentage par pas de 10,
- La saturation, du pâle au soutenu, en pourcentage par pas de 10,
- La teinte, par un code à deux chiffres correspondant au pourcentage du mélange de deux couleurs fondamentales (R pour rouge, Y pour jaune, G pour vert, B pour bleu).

Ex : NCS S 3060-B est un bleu clair moyennement saturé  
Ex : NCS S 2030-G40Y est une couleur peu saturée mélangeant 60% de vert et 40% de jaune

Le préfixe S indique que le codage est présent dans l'atlas de seconde édition.

Voir vidéo « comment fonctionne un nuancier NCS »  
<https://www.youtube.com/watch?v=bbOASGBpqmc>

**Le RAL (Rutherford Appleton Laboratory)** est un système de correspondance européen inventé en Allemagne en 1927. Contrairement au référentiel NCS, il est beaucoup moins riche en nuances. **Il est à réserver aux teintes de menuiseries ou serrurerie.** Chaque chiffre correspond à un nom unique traduit en six langues (allemand, anglais, français, espagnol, italien et néerlandais).

Ex : RAL 6013 Schilfgrün - Reed green - vert jonc - verde caña - Verde canna - rietgroen  
Ex : RAL 7006 Steingrau - Stone grey - gris pierre - gris piedra - grigio pietra - steengrijs

Vidéo « Nuancier RAL K5 CLASSIC » finition satinée 2010 teintes  
<https://www.youtube.com/watch?v=oLsDI9KJmqj>



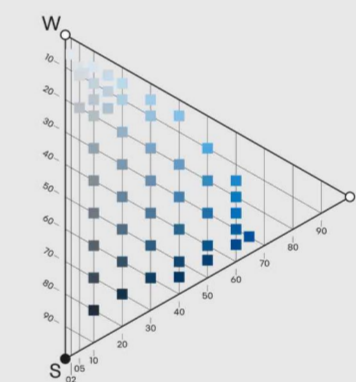
1

Find the Hue  
= R90B



2

Find the Nuance  
= 4030

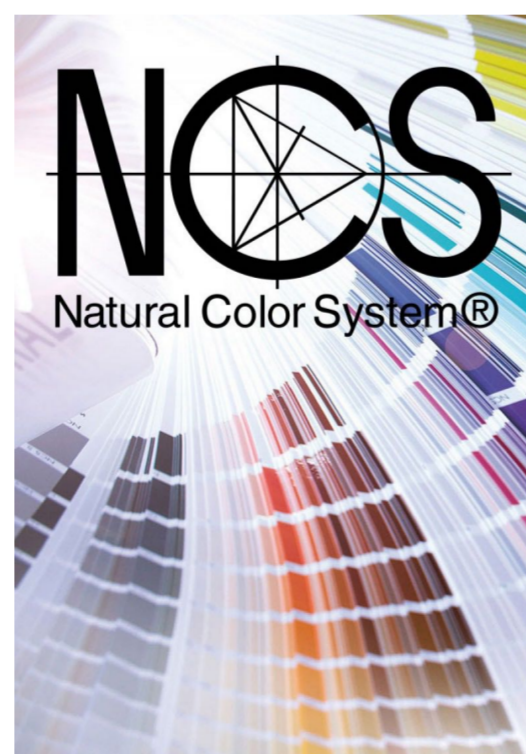


3

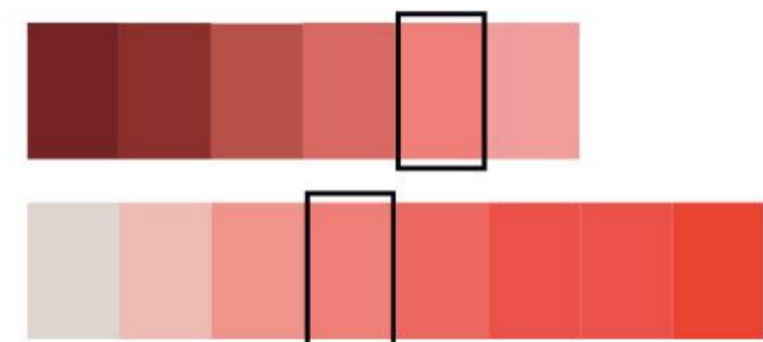
Complete the NCS Notation  
= 4030-R90B

NCS S 4030-R90B

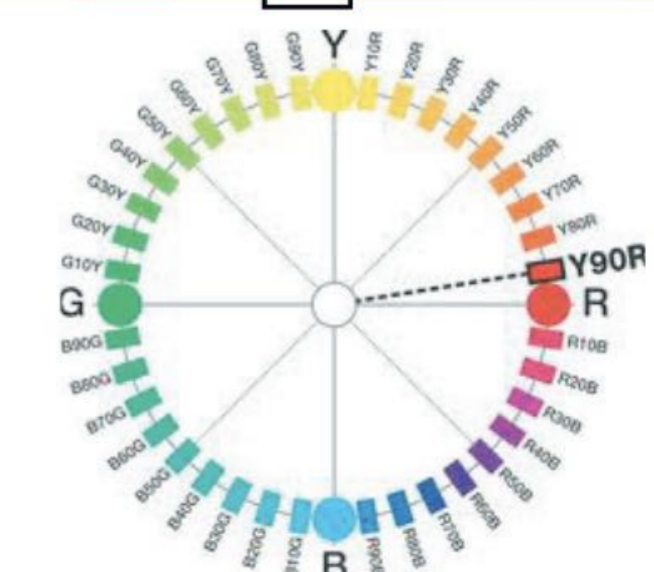
**Le Natural Color System est un référentiel qui vous permet de communiquer sur les couleurs d'une façon universelle.**



- . La valeur (claire ou foncée)
- . La saturation (vive ou grisée)
- . La teinte (Le nom de la couleur)



S 1050 - Y90R  
↑     ↑     ↑  
valeur saturation nom



# REFONTE DU NUANCIER INTER-COMMUNAL

## APPLICATION DES PALETTES

### METHODOLOGIE -RECOMMANDATIONS

#### EQUILIBRER LES VALEURS

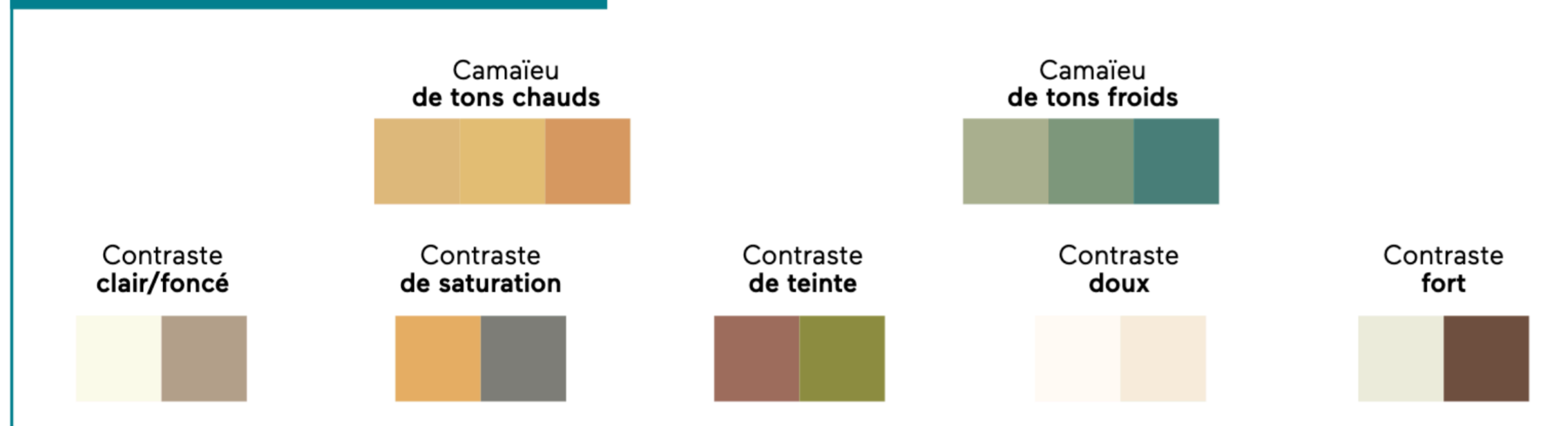
L'appréciation des couleurs se fait par contraste. Une teinte n'est jamais isolée, mais en contact avec d'autres. Pour équilibrer la répartition des valeurs, il convient de regarder les différents éléments de la façade : fond de façade, volets, menuiseries, serrurerie...

- Une valeur claire
- Une valeur moyenne
- Une valeur foncée

#### MODENATURES

Les modénatures et chaînage d'angles sont liés au type d'architecture. L'habitat traditionnel bénéficie généralement de modénatures en pierres de tailles ou linteau en bois ou parfois même sur certaines architecture en briques. Concernant l'habitat plus récent, l'encadrement peut éventuellement être dessiné en peinture ou par marquage lisse de l'enduit. Lorsque l'encadrement est saillant, ou travaillé en moulure, l'enduit doit venir en affleurement. Par principe, un encadrement de fenêtre est rectiligne et ne doit en aucun cas suivre une forme aléatoire.

### EXEMPLES D'HARMONIES COLORÉES



### LEXIQUE COULEUR

**Camaïeu:** harmonie de couleurs d'un même domaine chromatique.

**Clarté:** exprime la variation d'une teinte du clair au sombre.

**Code normalisé:** ce sont des références standards utilisées dans l'industrie pour différentes branches d'application, notamment celle de la peinture. Elles permettent la production d'une couleur dans un produit façade ou un autre (enduit, badigeon, peinture); elles sont connues par les professionnels du bâtiment.

Les codes normalisés NCS et RAL sont indiqués sous chacune des couleurs des 3 palettes de prescription.

*Nota: dans la palette générale, le référencement en NCS ou RAL peut parfois différer de l'échantillon réel, dans ce cas des points rouges à côté du code NCS ou RAL indiquent la proximité de l'équivalence (• très proche, •• proche, ••• assez proche).*

**Contraste:** association de deux couleurs qui diffèrent fortement soit par leur teinte et/ou leur saturation et/ou leur clarté.

**Couleur pastel:** couleur faiblement saturée et pâle.

**Couleurs chaudes:** domaines chromatiques des rouges, jaunes et orange.

**Couleurs désaturées:** couleur faiblement saturée, c'est-à-dire peu vive ou pâle.

**Couleurs froides:** domaines chromatiques des verts, bleus et violets.

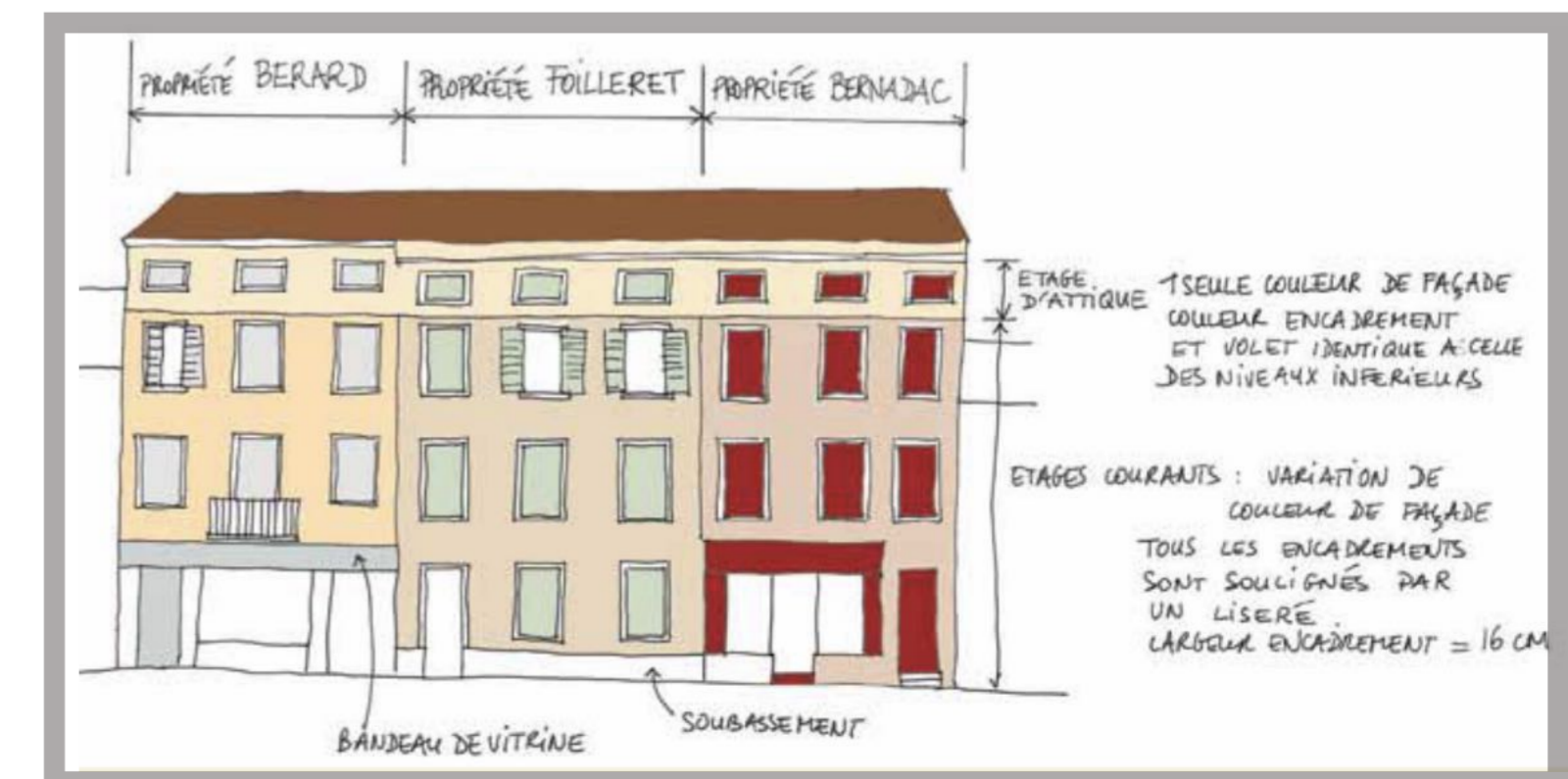
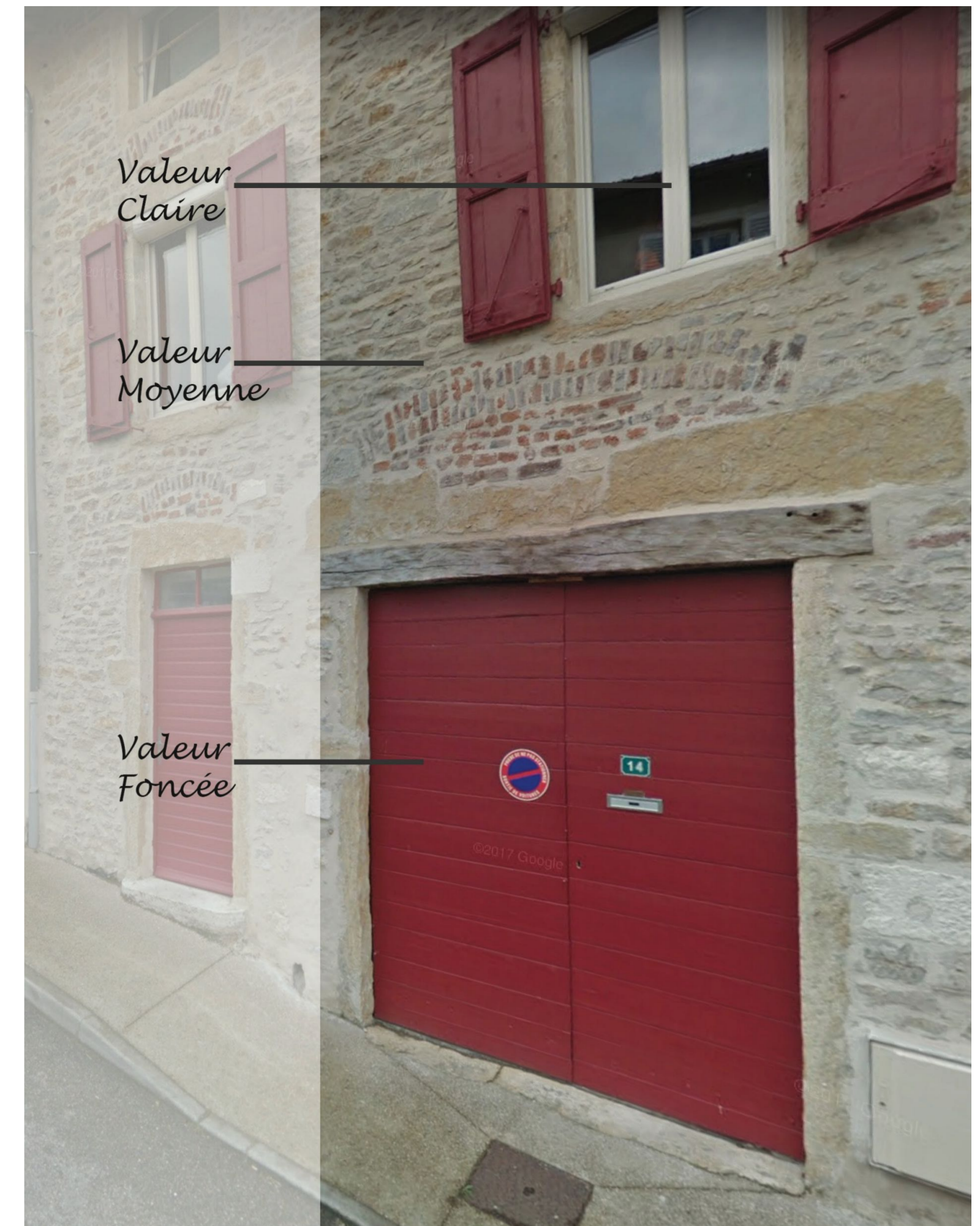
**Harmonie:** association de plusieurs couleurs dont l'ensemble forme un tout cohérent et équilibré.

**Polychrome:** association de plusieurs couleurs.

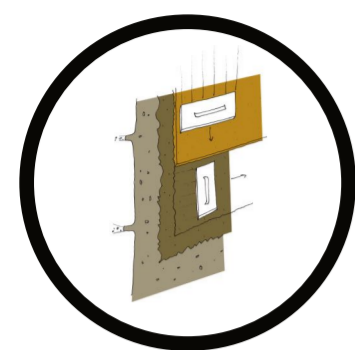
**Saturation:** définit une couleur par son degré d'intensité ou de richesse, qui n'est ni altérée par les noirs ni par les blancs.

**Teinte:** elle correspond au nom que l'on donne à une couleur: rouge, jaune, violet, bleu, vert, etc.

**Ton sur ton:** usage d'une même couleur dans différents aspects de surface et/ou dans différents matériaux.



# REFONTE D'UN NUANCIER INTER-COMMUNAL PALETTE N°1



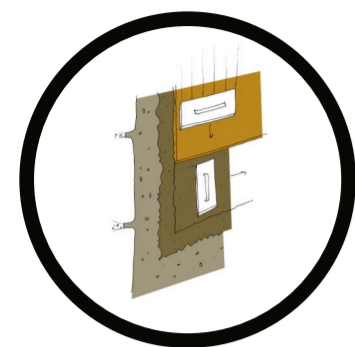
## GAMME DE FOND DE FAÇADE ACCEPTÉE

Tonalités grisées	Tonalités jaunes	Tonalités beiges orangées	Tonalités beiges rosées	Tonalités roses

Teintes très claires - Sur recommandations - modénatures							
	NCS-S 0907-Y30R	NCS 1111-Y35R	NCS-S 1005-Y30R	NCS-S 0603-Y40R	NCS-S 0804-Y30R	NCS-S 0502-R50B	NCS-S 0300-N
Teintes foncées - Sur recommandations - modénatures							
	NCS-S 1010-Y40R	NCS-S 1515-Y40R	NCS-S 1510-Y30R	NCS-S 0515-Y30R	NCS-S 0510-Y20R	NCS-S 1000-N	NCS-S 0907-Y10R
	NCS-S 1515-Y50R	NCS-S 2020-Y40R	NCS-S 1515-Y30R	NCS-S 1015-Y30R	NCS-S 1015-Y20R	NCS-S 1010-Y20R	NCS-S 1015-Y10R
	NCS-S 3040-Y70R	NCS-S 3040-Y60R	NCS-S 3040-Y50R	NCS-S 3040-Y40R	NCS-S 2030-Y30R	NCS-S 2030-Y20R	NCS-S 2030-Y10R
	NCS-S 3010-Y50R	NCS-S 3005-Y50R	NCS-S 4010-Y30R	NCS-S 3010-Y30R	NCS-S 3010-Y20R	NCS-S 3010-Y10R	
	NCS-S 2005-Y40R	NCS-S 2005-Y30R	NCS-S 2005-Y20R	NCS-S 1502-Y50R	NCS-S 2010-Y20R	NCS-S 2005-Y	

Nous rappelons que la charte propose une gamme standard utilisable par tous s'appuyant sur la gamme dite naturelle. Cependant des teintes peuvent être dérogées selon le bâti architectural et patrimonial sur recommandation obligatoire et argumentée.

# REFONTE D'UN NUANCIER INTER-COMMUNAL PALETTE N°1



## HARMONIE DES COULEURS

### 21 NUANCES ORGANISÉES DE FAÇON LOGIQUE

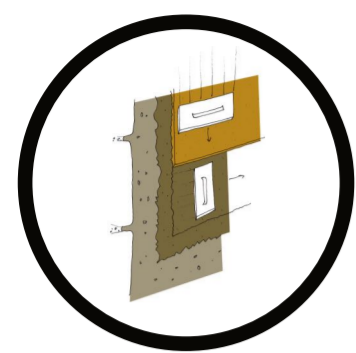


Nous rappelons que la charte propose une gamme standard utilisable par tous s'appuyant sur la gamme dite naturelle. Cependant des teintes peuvent être dérogées selon le bâti architectural et patrimonial sur recommandation obligatoire et argumentée.



# REFONTE DU NUANCIER INTER-COMMUNAL

## PALETTE des soubassements



### GAMME FOND DE FAÇADE - LES SOUBASSEMENTS...

Les soubassements marquent l'assise du bâtiment. Il est souvent constitué de matériaux plus solides afin d'en garantir la résistance. Il est possible que le soubassement soit marqué par une surépaisseur maçonnée. Sa hauteur est variable, sa limite est horizontale sauf dans les rues à forte pente où on ne le marquera pas.

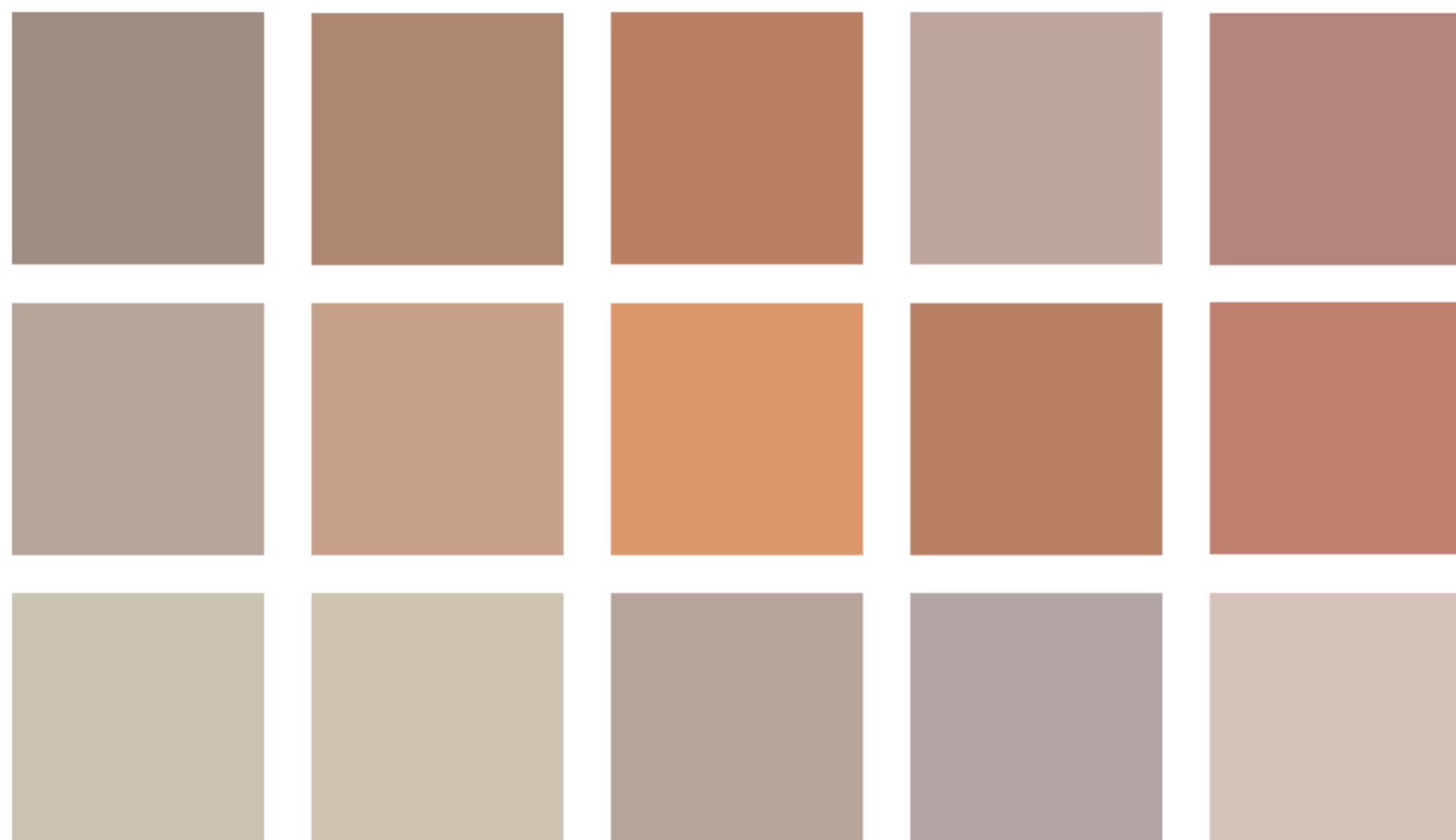
#### COULEUR DU SOUBASSEMENT :

Le soubassement viendra compléter l'harmonie chromatique de la façade. Il pourra être soit de la même couleur que le fond de façade, ou de valeur plus foncée, soit d'une couleur différente ayant une valeur identique ou plus foncée.



### SOUBASSEMENTS

1



Registre de tons plus « chauds » pour parfaire l'harmonie avec les tons de façades claires :

- Gris chauds - beige grisé - beige ocré - beige
- Brun beige - bruns ocre rouge - brun ocre orangé

Nous rappelons que la charte propose une gamme standard utilisable par tous s'appuyant sur la gamme dite naturelle. Cependant des teintes peuvent être dérogées selon le bâti architectural et patrimonial sur recommandation obligatoire et argumentée.

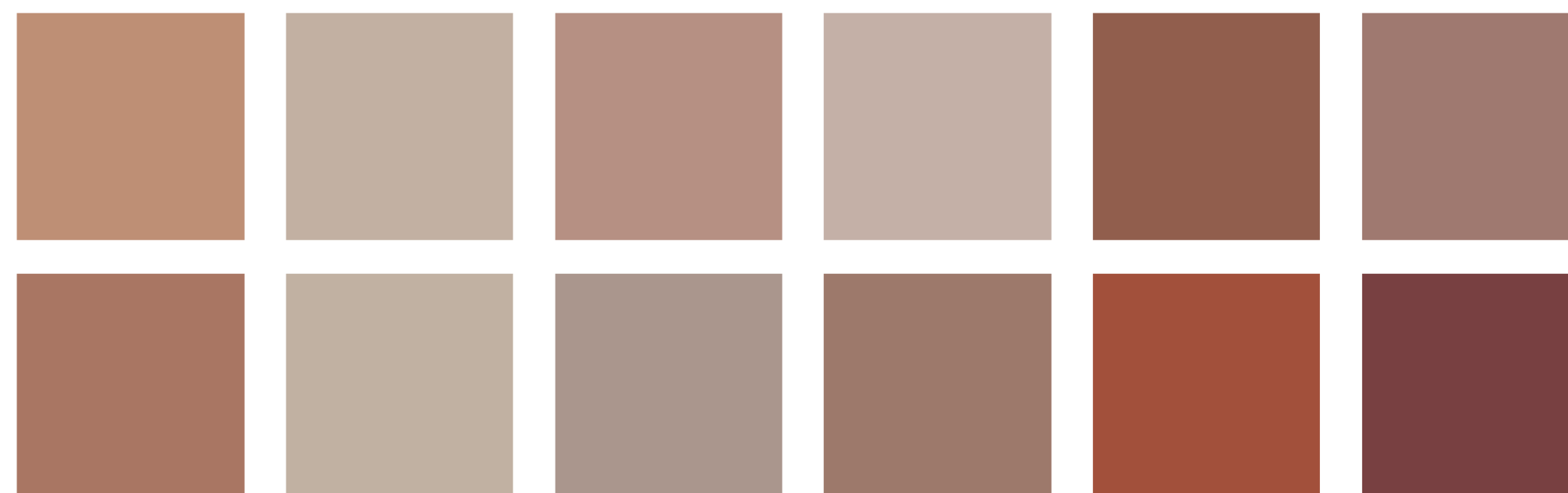
Pour satisfaire au critère de coordination des couleurs, la palette décline des tonalités d'ocres - bruns - orangés ou rouge.

Les couleurs de soubassement présentés ci-contre, sont dans un registre de tons chauds pour faire l'harmonie avec les tons de façades claires :

- Gris chauds, beiges grisés, beiges ocrés, beiges
- Bruns beiges, bruns ocres rouges, bruns ocres orangés.

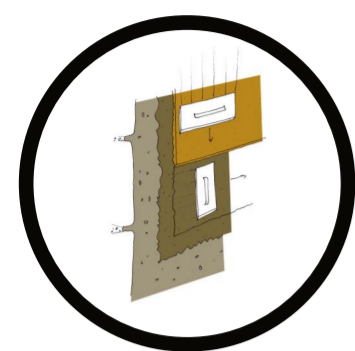
La luminosité dominante des couleurs est moyenne, pour assurer la fonction de protection des parties basses des façades.

2



- Les soubassements foncés pourront se coordonner aux couleurs de façades de briques de luminosité moyenne,
- Les soubassements plus clairs pourront se coordonner aux couleurs de façades de briques de luminosité foncée.
- Les soubassements plus neutres pourront se coordonner aux couleurs de façades de briques plus vives.

# REFONTE D'UN NUANCIER INTER-COMMUNAL PALETTE N°1



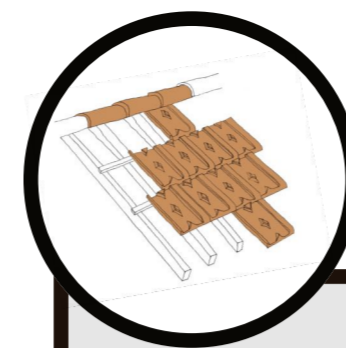
## NUANCIER FOND DE FAÇADE - LES EQUIVALENCES

Nous rappelons que la charte propose une gamme standard utilisable par tous s'appuyant sur la gamme dite naturelle. Cependant des teintes peuvent être dérogées selon le bâti architectural et patrimonial sur recommandation obligatoire et argumentée.

### CHOIX LIBRE

 <b>NCS 0540-Y20R</b> WEBER 097 Sable blond	 <b>NCS</b> WEBER 203 Cendre Beige Clair Tollens Façade TF 203-2
 <b>NCS 1624-Y13R</b> WEBER 310 Terre jaune	 <b>NCS 3520-Y20R</b> WEBER 013 Brun foncé Tollens Façade TF 226-2
 <b>NCS 2040-Y40R</b> WEBER 103 Orange flamboyant	 <b>NCS 2520-Y30R</b> WEBER 304 Ocre doré Tollens Façade TF 223-1
 <b>NCS 3030-Y30R</b> WEBER 312 Terre orangée	 <b>NCS 2010-Y30R</b> WEBER 044 Brun clair Tollens Façade TF 207-2
 <b>NCS 3520-Y50R</b> WEBER 096 Brun doré Tollens Façade TF 222-2	 <b>NCS 3209-Y41R</b> WEBER 495 Beige schiste Tollens Façade TF 262-1
 <b>NCS 3030-Y40R</b> WEBER 081 Orange foncé	 <b>NCS 3010-Y25R</b> WEBER 215 Ocre rompu Tollens Façade TF 204-1
 <b>NCS 3010-Y40R</b> WEBER 240 Marron moyen Tollens Façade TF 207-3	 <b>NCS 2020-Y20R</b> WEBER 232 Mordoré Tollens Façade TF 225-1
 <b>NCS 2045-Y10R</b> WEBER 311 Jaune safran	 <b>NCS 2020-Y20R</b> WEBER 222 Beige rosé Tollens Façade TF 218-2
 <b>NCS 2030-Y20R</b> WEBER 297 Ocre chaud	 <b>NCS 1010-Y28R</b> WEBER 016 Ton pierre
 <b>NCS 1030-Y30R</b> WEBER 301 Doré chaud	 <b>NCS 1505-Y30R</b> WEBER 279 Pierre grisée

Sur les petits linéaires de façade préférer des teintes soutenues (colonne 1) et sur les grands linéaires de façade préférer des teintes pastels (colonne 2)




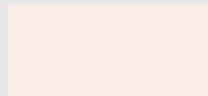


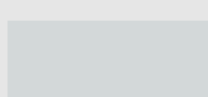
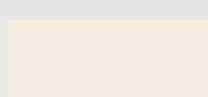

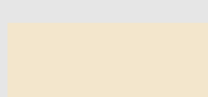
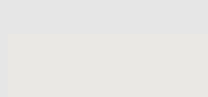
## TOITURE (VOIR P.30 & 31)

 <b>T1</b> <b>Rouge terre cuite</b> NCS S4040-Y70R	 <b>T6</b> <b>NCS S6005-Y20R</b> Brun kaki terre cuite
 <b>T2</b> <b>Rouge brun</b> NCS S4030-Y70R	<b>Préférer les teintes brutes, non panaché, non vieilli artificiellement (sauf pour les zingueries pré-patinées) et</b>
 <b>T3</b> <b>Ocre brun terre cuite</b> NCS S4020Y-60R	
 <b>T4</b> <b>Brun terre cuite</b> NCS S 4020-Y50R	
 <b>T5</b> <b>Brun cendré terre cuite</b> NCS S 4020-Y40R	

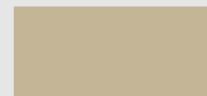










### CHOIX SUR RECOMMANDATIONS

Teintes très claires à privilégier sur de petites surfaces ponctuelles pour mettre en valeur certains éléments de façade ou modénatures -  
Dans le cas d'une utilisation pour une façade complète : demande de recommandations en amont.

 <b>NCS 2210-Y70R</b> WEBER 118 Beige bauxite
 <b>NCS 1008-Y60R</b> WEBER 252 Beige pâle
 <b>NCS 1005-Y70R</b> WEBER 255 Beige rompu
 <b>NCS 2005-Y40R</b> WEBER 203 Cendre beige clair
 <b>NCS 1500-N</b> WEBER 209 Gris bleuté clair
 <b>NCS 1005-Y20R</b> WEBER 207 Beige clair
 <b>NCS 1020-Y20R</b> WEBER 231 Jaune ivoire
 <b>NCS 1413-Y18R</b> WEBER 306 Jaune tuffeau
 <b>NCS 1502-Y50R</b> WEBER 091 Gris perle

Teintes particulières (couleur soutenue - saturée) à utiliser sur recommandations, selon l'époque de construction du bâtiment, son environnement dans l'espace urbain environnant.

 <b>NCS 3824-G96Y</b> WEBER 553 Ocre mousse
 <b>NCS 3112-G84Y</b> WEBER 516 Argile verte
 <b>NCS 3005-R80B</b> WEBER 272 Gris froid coloré
 <b>NCS 2005-B50G</b> WEBER 278 Bleuté vert
 <b>NCS 3737-Y26R</b> WEBER 319 Terre brûlée
 <b>NCS 4030-Y50R</b> WEBER 303 Terre ocre brun
 <b>NCS 3040-Y90R</b> WEBER 343 Rouge carmine
 <b>NCS 4030-Y70R</b> WEBER 330 Brique rouge
 <b>NCS 4520-Y50R</b> WEBER 320 Rose brun

Les tons clairs sont à utiliser pour les modénatures. Les valeurs des façades sont de moyen clair à moyen foncé. Dans le cas d'habitat isolé ou en lotissement on pourra de façon ponctuelle être plus saturé.

# REFONTE DU NUANCIER INTER-COMMUNAL

## PALETTE MENUISERIES

### NUANCIER MENUISERIES

M1		<b>RAL 7003 Gris mousse</b> NCS 6005-G80Y	M20		<b>RAL 7039 Gris quartz</b> NCS 5502-B
M2		<b>RAL 7034 Gris jaune</b> NCS 4005-Y50R	M21		<b>RAL 7013 Gris brun</b> NCS 6020-G90Y
M3		<b>RAL 6013 Vert jonc</b> NCS 6005-G80Y	M22		<b>RAL 7022 Gris terre d'ombre</b> NCS 8005-G20Y
M4		<b>RAL 7030 Gris pierre</b> NCS 5005-G80Y	M23		<b>RAL 7037 Gris poussière</b> NCS 5500-N
M5		<b>RAL 7033 Gris ciment</b> NCS 5010-G10Y	M24		<b>RAL 7023 Gris béton</b> NCS 5500-N
M6		<b>RAL 6021 Vert pâle</b> NCS 4020-G10Y	M25		<b>RAL 4009 Violet pastel</b> NCS 1002-Y
M7		<b>RAL 7002 Vert olive</b> NCS 6005-Y50R	M26		<b>RAL 4007 Violet pourpre</b> NCS 8010-R10B
M8		<b>RAL 6011 Vert réséda</b> NCS 5020-G10Y	M27		<b>RAL 3013 Rouge tomate</b> NCS 3060-Y80R
M9		<b>RAL 6027 Vert clair</b> NCS 2040-B20G	M28		<b>RAL 3005 Rouge vin</b> NCS 7020-Y90R
M10		<b>RAL 6034 Turquoise pastel</b> NCS 4020-G10Y	M29		<b>RAL 8012 Brun rouge</b> NCS 7020-Y70R
M11		<b>RAL 6033 Turquoise menthe</b> NCS 3050-B80G	M30		<b>RAL 3012 Rouge beige</b> NCS 3030-Y40R
M12		<b>RAL 5024 Bleu pastel</b> NCS 4020-B30G	M31		<b>RAL 8003 Brun argile</b> NCS 6010-Y50R
M13		<b>RAL 5014 Bleu pigeon</b> NCS 4030-R90B	M32		<b>RAL 8001 Brun terre de Sienne</b> NCS 3060-Y50R
M14		<b>RAL 6000 Vert patine</b> NCS 4040-B80G	M33		<b>RAL 7006 Gris beige</b> NCS 6005-Y50R
M15		<b>RAL 6005 Vert mousse</b> NCS 7020-B90G	M34		<b>RAL 1015 Ivoire clair</b> NCS 1010-Y40R
M16		<b>RAL 7001 Gris argent</b> NCS 4502-G	M35		<b>RAL 1001 Beige</b> NCS 2020-Y40R
M17		<b>RAL 5000 Bleu violet</b> NCS 6020-R80B	M36		<b>RAL 1002 Jaune sable</b> NCS 3020-Y20R
M18		<b>RAL 5023 Bleu distant</b> NCS 6020-R90B	M37		<b>RAL 1032 Jaune genêt</b> NCS 2070-Y20R
M19		<b>RAL 7000 Gris petit gris</b> NCS 5500-N	M38		<b>RAL 1012 Jaune citron</b> NCS 2070-G80Y



### PALETTE COMPLÉMENTAIRE DEVANTURES - COMMERCES

Une gamme de couleurs réduites suffit à l'identification d'un établissement.

La devanture, y compris les stores et les enseignes, est constituée de 3 teintes maximum : une teinte dominante/ 1 ou 2 teintes secondaires.

La couleur dominante doit être sobre, mate et dans les tons pastels ou foncés (on évitera le blanc et le noir purs).

Les couleurs très vives, saturées et/ou brillantes ont pour objet de souligner certains effets de la devanture et sont donc limitées en surface (lettrage, liseret...).



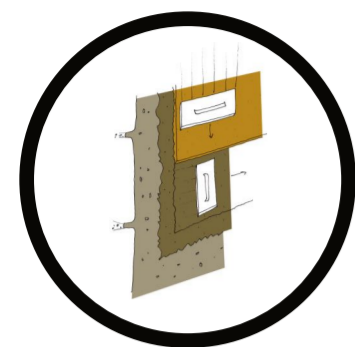
	<b>RAL 7032 - Gris silex</b> NCS 3005-Y50R		<b>RAL 4002 Violet rouge</b> NCS 3060-R
	<b>RAL 7036 - Gris platine</b> NCS 5000-N		<b>RAL 5012 Bleu clair</b> NCS 2065-B
	<b>RAL 2008 Orangé rouge clair</b> NCS 0585-Y60R		<b>RAL 5000 Bleu violet</b> NCS 6020-R80B
	<b>RAL 2011 Orangé foncé</b> NCS 0570-Y70R		<b>RAL 6017 Vert mai</b> NCS 4050-G30Y
	<b>RAL 1018 Jaune de zinc</b> NCS 0580-Y20R		<b>RAL 6018 Vert jaune</b> NCS 3060-G20Y
	<b>RAL 3012 Rouge beige</b> NCS 3030-Y40R		<b>RAL 7044 Gris soie</b> NCS S2703-Y
	<b>RAL 4009 Violet pastel</b> NCS 1002-Y		<b>RAL 7008 Gris kaki</b> NCS 6005-Y20R
	<b>RAL 4009 Violet pastel</b> NCS 1002-Y		<b>RAL 7039 Gris quartz</b> NCS S6005-Y50R
	<b>RAL 4009 Violet pastel</b> NCS 1002-Y		<b>RAL 7022 Gris terre d'ombre</b> NCS S7005-Y50R

+ Enseignes, bandeaux - Lettres découpées

### FERRONERIES


Nous rappelons que la charte propose une gamme standard utilisable par tous s'appuyant sur la gamme dite naturelle. Cependant des teintes peuvent être dérogées selon le bâti architectural et patrimonial sur recommandation obligatoire et argumentée.

# REFONTE D'UN NUANCIER INTER-COMMUNAL PALETTE



## HARMONIE DES COULEURS

### 21 NUANCES ORGANISÉES DE FAÇON LOGIQUE



## REFONTE DU NUANCIER INTER-COMMUNAL



## TYPOLOGIE BÂTIE - PORTES

DIFFÉRENCIER LA PORTE D'ENTRÉE

La porte d'entrée a un rôle unique par rapport aux autres éléments de la façade, son traitement marquera cette différence. Sa valeur sera moyennement foncée à foncée, en bois ou en peinture.

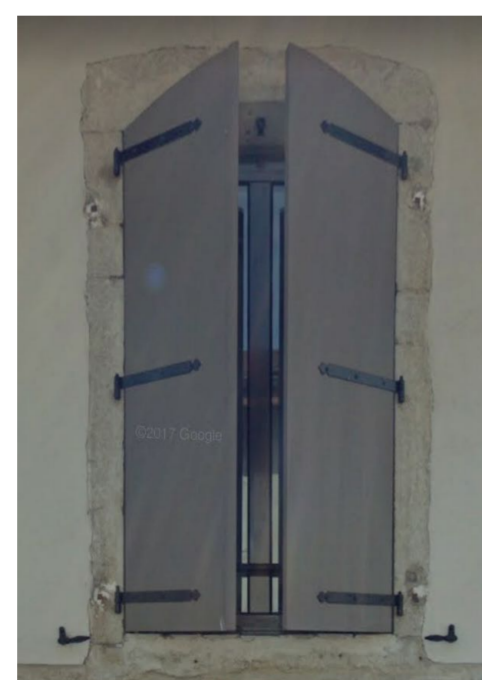
LES VOILETS OU PERSIENNES

Ils permettent souvent de jouer avec une couleur plus vive (saturée) que la façade. Ils ne sont pas systématiquement de la même couleur que les menuiseries des fenêtres :

- se fondre dans la valeur de l'encadrement lorsqu'il existe,
- être plus foncés ou plus clairs que la façade,
- être plus saturés (ton plus vif) que la façade si elle est neutre, grisée,
- être moins saturés (ton plus gris) que la façade si elle est d'un ton soutenu.



Encadrements dessinés à la peinture



Encadrement pierres apparentes



Encadrement pierres apparentes



Encadrement moulure visible



Encadrement en creux enduit lisse

NUANCIER INTER-COMMUNAL - CONSEILS

La teinte de la façade ou **du volume principal** est à déterminer en premier. Elle sera choisie en fonction des éléments déjà présents sur la façade comme la couleur des pierres ou de la couleur de la toiture si elle est bien en vue.

**Les couleurs des éléments d'accompagnement** (encadrement, corniche, tablette, volet, ferronnerie...) seront choisies en fonction de la teinte principale et de l'environnement bâti.

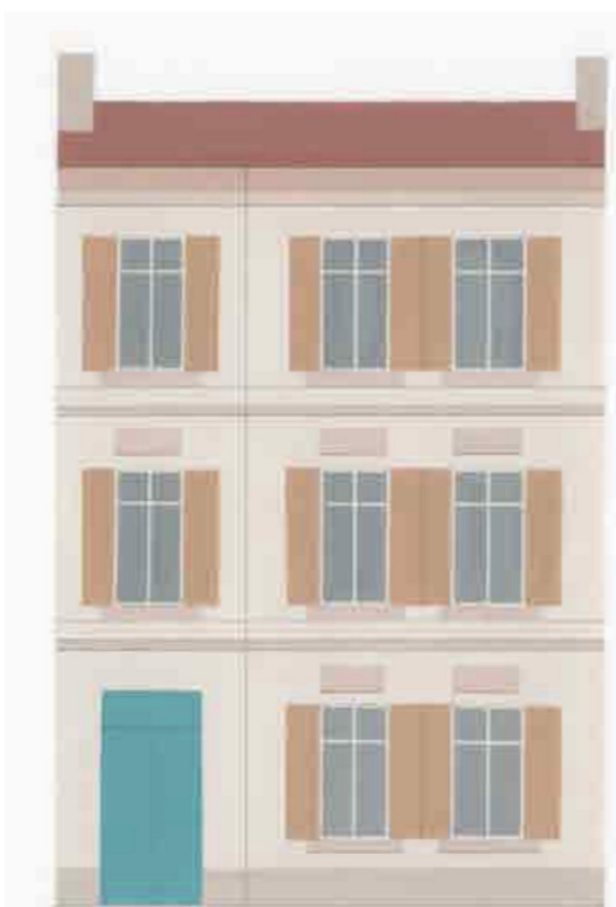
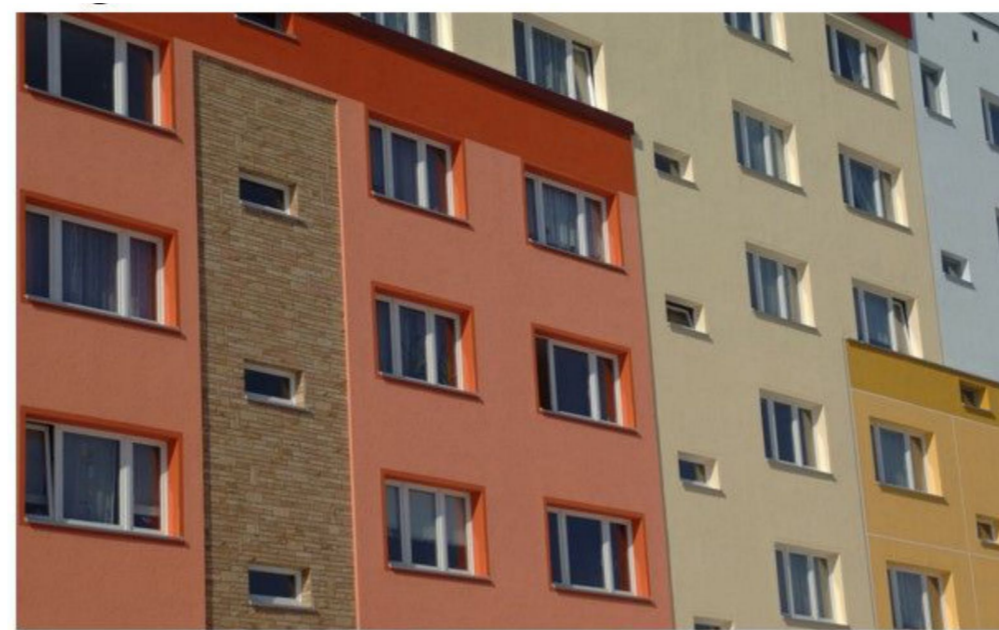
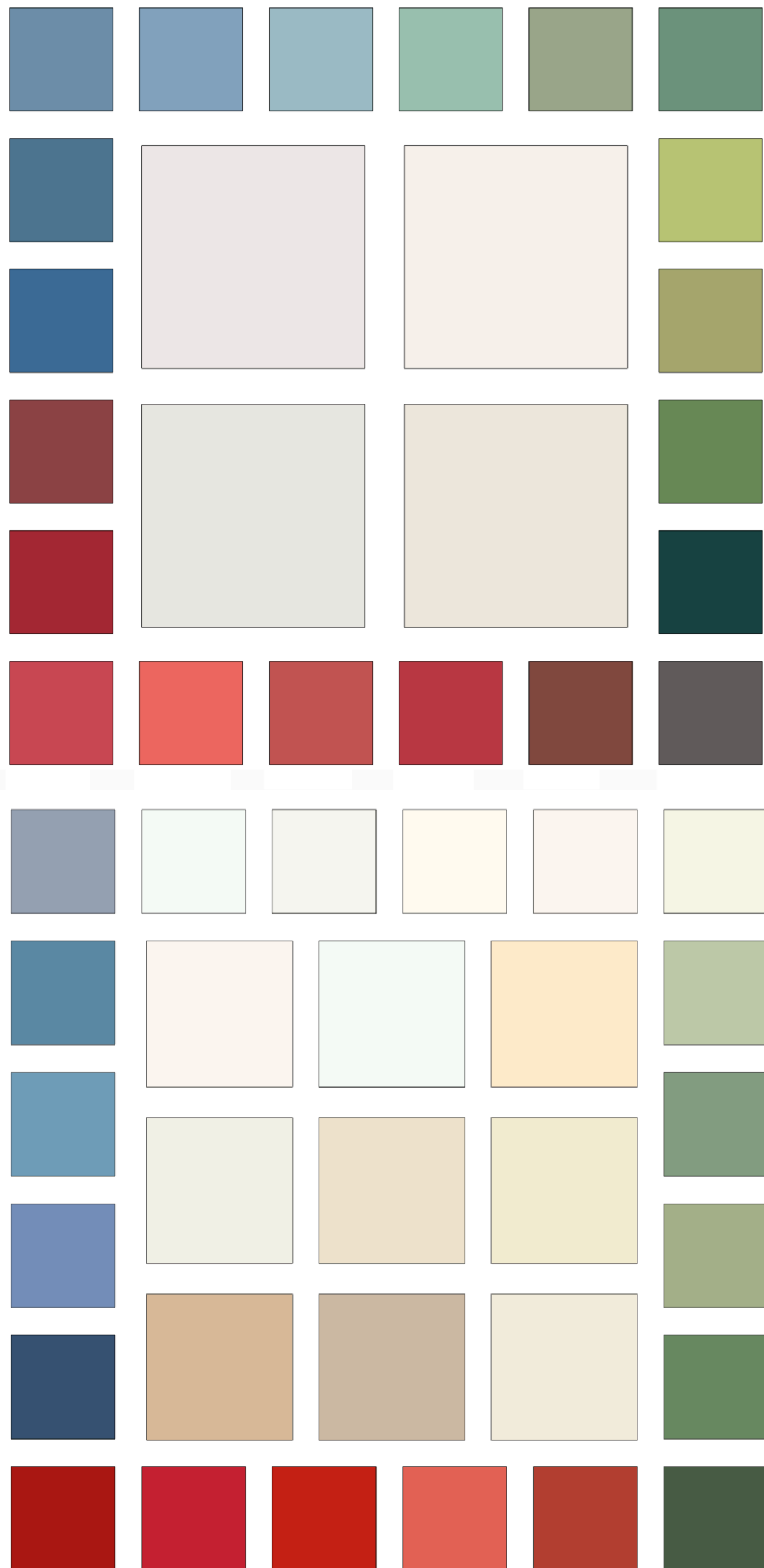
**La façade, lorsqu'elle est en alignement d'autres façades**, doit se choisir dans des tons proches, plus ou moins foncés.

La façade de ton plus soutenu est à privilégier occasionnellement, lors d'un décroché, sur une façade plus petite...

(Le choix des couleurs envisagées fera l'objet d'échantillons en grand format, au moins 1m2 bien avant le début des travaux. Et à proximité des matériaux permanents de type pierres par exemple. La couleur est très changeante suivant la peau de la façade et la lumière, il convient donc de regarder les échantillons un jour de soleil et par temps plus couvert.)

# REFONTE DU NUANCIER INTER-COMMUNAL

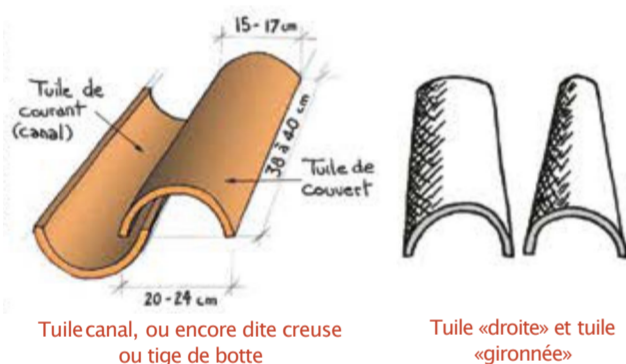
## ASSOCIATIONS DE COULEURS



# REFONTE DU NUANCIER INTER-COMMUNAL

## TYPLOGIE BÂTIE - LES TUILES

IL EST PRIMORDIAL AUJOURD'HUI DE CONSERVER LA COHÉRENCE DES TOITURES AFIN DE PRÉSERVER NOS PAYSAGES.



### LA TUILE CREUSE - CANAL

Pendant plus de seize siècles, la tuile creuse était le principal matériau de couverture utilisé. Vers la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, la découverte de nouvelles techniques de fabrication et le développement de l'industrialisation ont occasionné des transformations de ce matériau venant modifier de façon importante le panorama des toitures.

La tuile creuse (canal) est une tuile demi cylindrique légèrement conique (tronconique). Ces tuiles s'emboîtent les unes dans les autres et sont posées alternativement l'arrondi dessous (tuile canal), l'arrondi dessus (tuile de couvert). Ce mode de couverture est utilisé pour des pentes de toit de 28% à 35%.

**Recommandations :** Pour respecter le bâti traditionnel, mais également l'esthétique de la toiture en favorisant les jeux d'ombres et de lumière, il faut privilégier les couvertures en tuiles creuses (canal).

La tuile creuse ancienne doit être réemployée chaque fois que cela est possible. Les tuiles ensommagées seront remplacées par des tuiles neuves en courant, tandis que les tuiles récupérables seront réutilisées comme tuiles de couvert (dites tuiles de réemploi en chapeau).

L'emploi de plaques ondulées en fibrociment est à proscrire, car en plus d'être inesthétique, le manque de ventilation peut provoquer des moisissures.

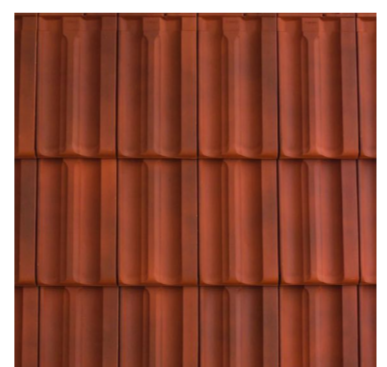
**La tuile creuse pourra être exigée dans les cas suivants :**

- Lorsque le toit existant est déjà en tuiles creuses
- Lorsque les toitures sont très visibles et conditionnent la perception du paysage (villages perchés ou établis sur une colline, village dans une vallée...)

### La tuile romane



Toiture de tuiles romanes



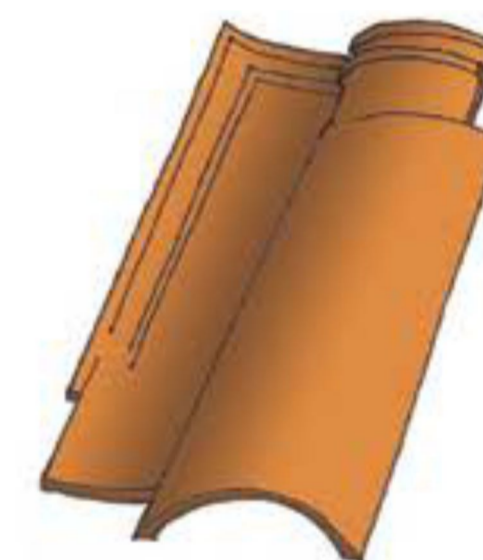
### LA TUILE ROMANE

La tuile romane, apparue vers 1950, est une tuile à emboîtement de conception récente. S'inspirant fortement de la tuile creuse traditionnelle, elle reprend avec un module unique en terre cuite, le principe d'une partie bombée venant recouvrir une partie incurvée formant canal.

Fabriquée de manière industrielle et de pose relativement rapide, la tuile romane est un matériau économique qui a très vite colonisé le département.

**Recommandations :** Il convient d'utiliser une tuile romane qui se rapproche le mieux de la tuile creuse traditionnelle par son gabarit, sa forme, sa couleur (environ 13 pièces au m<sup>2</sup>). Les zingueries au niveau des faitages, des rives, et des arrêtes sont à masquer au maximum.

**Couleur :** Privilégier la couleur rouge naturelle (rouge foncée), rouge orangée, rouge-brun pouvant correspondre aux terres cuites locales. Les tuiles panachées et de teinte paille sont à proscrire.



Tuile romane à emboîtement

### LA TUILE PLATE A COTES ET SON ALTERNATIVE MODERNE.

A partir de la deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, la tuile à emboîtement à larmier intérieur fait son apparition sur le marché avec le développement industriel.

Recommandations : Ces tuiles seront utilisées :

- Dans certains secteurs d'urbanisation postérieurs aux années 1880-1900,
- Sur des bâtiments de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et début du XX<sup>ème</sup> siècle.

Dans ce cas, il est impératif de reprendre le modèle de la tuile d'origine. La pente de la toiture doit être comprise entre 30 et 40%.

Privilégier les couleurs rouge foncé. Les coloris vermillons sont à éviter.

### La tuile mécanique plate



Tuiles plates à côte centrale et losangée anciennes

... et leur deux alternatives modernes

# REFONTE DU NUANCIER INTER-COMMUNAL

## TYPLOGIE BÂTIE - LES TUILES

IL EST PRIMORDIAL AUJOURD'HUI DE CONSERVER LA COHÉRENCE DES TOITURES AFIN DE PRÉSERVER NOS PAYSAGES.

Teintes non locales à PROSCRIRE



Rouge



Nuagé



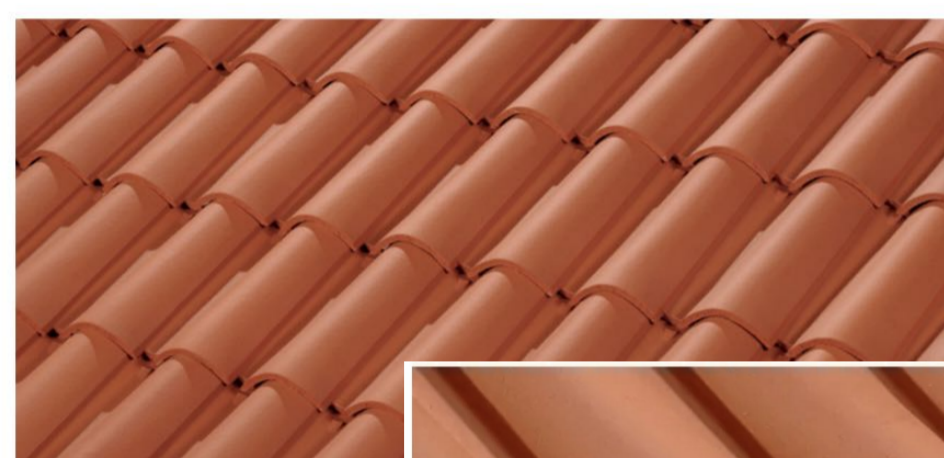
Terre nuancée



Ocre vieilli



Nuancé atlantique



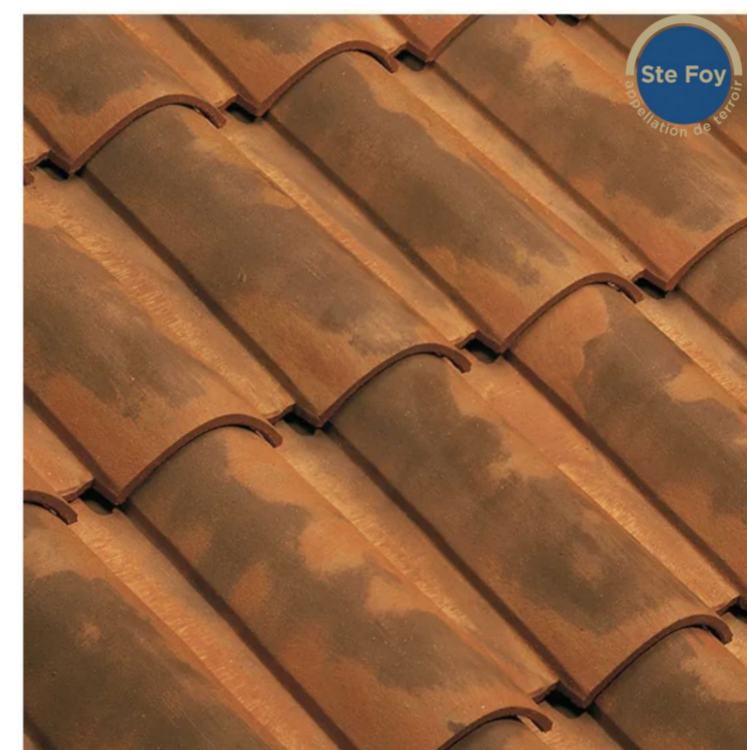
Rouge naturel



Tuile Canal S Rouge



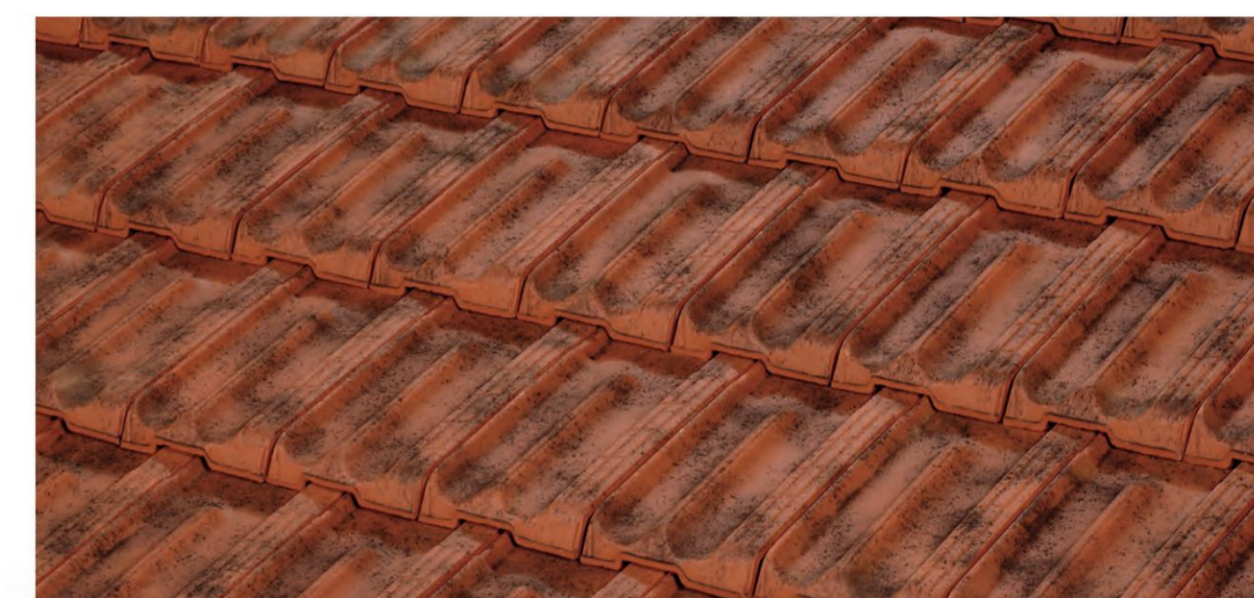
Tuile Oméga 13 Ste Foy Rouge



Tuile Oméga 13 Ste Foy Vieilli Nuancé / Fond Rouge



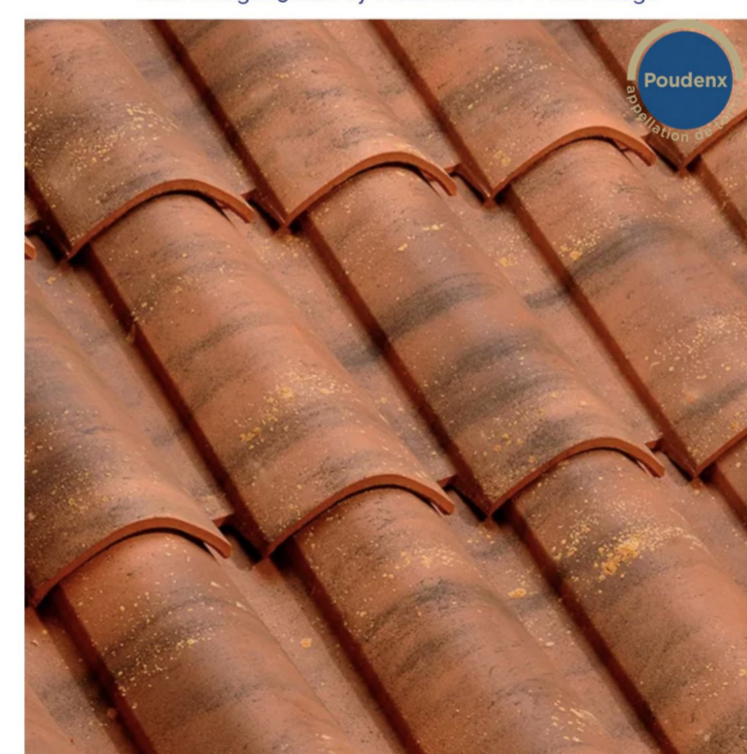
Rouge



Vieilli



Tuile Oméga 13 Ste Foy Rouge Nuancé



Tuile Canal S Alezane



Cathédrale

**INFOS :** Un choix de teintes différent des couleurs de la charte fera l'objet de recommandations avant dépôt du dossier de demande de travaux. Le choix peut être dérogé selon l'architecture du bâtiment, son époque, son contexte atypique.



Tuile à Côte Universelle

# REFONTE DU NUANCIER INTER-COMMUNAL

## TPOLOGIE BÂTIE - PORTAILS

Pour une bonne harmonie de la clôture, il est préférable que les portails et portillons soient de la même hauteur que la clôture et de tous les éléments qui la constituent.

Les portails doivent être réalisés dans des proportions rectangulaires, avec leur partie supérieure horizontale ou en arc simple.

Ils seront en bois ou ferronnerie. Ils peuvent être peints en harmonie avec la clôture et la façade de la maison.



# REFONTE DU NUANCIER INTER-COMMUNAL

## PALETTE DES MAISONS RÉCENTES

### HABITAT RÉCENT

#### Menuiseries autorisées

##### Alternative aux menuiseries blanches

StandardPVC beige	RAL 9001 (crème) RAL 1015 (ivoire claire)
StandardPVC gris	RAL 9002



RAL 7047 (alternative  
au 7016)



RAL 7035 (alternative  
au 7016)



RAL 7016 (gris  
anthracite standard)

**Nous rappelons que la charte propose une gamme standard utilisable par tous s'appuyant sur la gamme dite naturelle. Cependant des teintes peuvent être dérogées selon le bâti architectural et patrimonial sur recommandation obligatoire et argumentée.**



# REFONTE DU NUANCIER INTER-COMMUNAL

## PALETTE DES MATÉRIAUX CONTEMPORAINS



«Une maison devient contemporaine lorsqu'elle cherche à répondre de façon la plus efficace possible et modestement à des problématiques contemporaines».



Bardages en bois



Bardages métalliques en zinc

### HABITAT CONTEMPORAIN –Projet de maison...

#### FORMES ET MATIÈRES

Le bardage bois peut-être réalisé avec différentes essences ainsi que différentes préparations. Il est important d'éviter les bardages trop traités qui finissent par avoir un aspect presque «plastique».

Afin d'intégrer au mieux ce matériau dans un projet, il est conseillé de :

- bien définir les dimensions du bardage,
- définir son implantation en façade.

Il est conseillé de choisir des essences sans traitement ou avec un traitement thermique laissant le bois prendre, en vieillissant, une teinte gris argenté qui s'intègre mieux dans le paysage.



Références –illustrations (01)



### ALTERNATIVE CONTEMPORAINE à l'habitat pavillonnaire LES NOUVEAUX MODES D'HABITER...

Les aspirations d'habitat individuel poussent à imaginer de nouvelles formes bâties : Réinterprétation des formes urbaines et architecturales qui structurent les bourgs.

L'architecture contemporaine participe au renouvellement du paysage urbain et rural...

### ENTRE MAISON INDIVIDUELLE ET HABITAT COLLECTIF...

La maison mitoyenne est un type de logement qui investit progressivement les opérations d'urbanisme. Elle est moins chère que la maison individuelle car plus économe en terrain, elle correspond à la typologie d'habitat traditionnelle dans les coeurs de village et s'adapte parfaitement bien au milieu rural.

L'habitat intermédiaire utilise le volume pour imbriquer plusieurs logements l'un sur l'autre. Le principe se décline par accollement et voisinage. Traitement du rapport entre la part individuelle de l'habitat et la part collective.



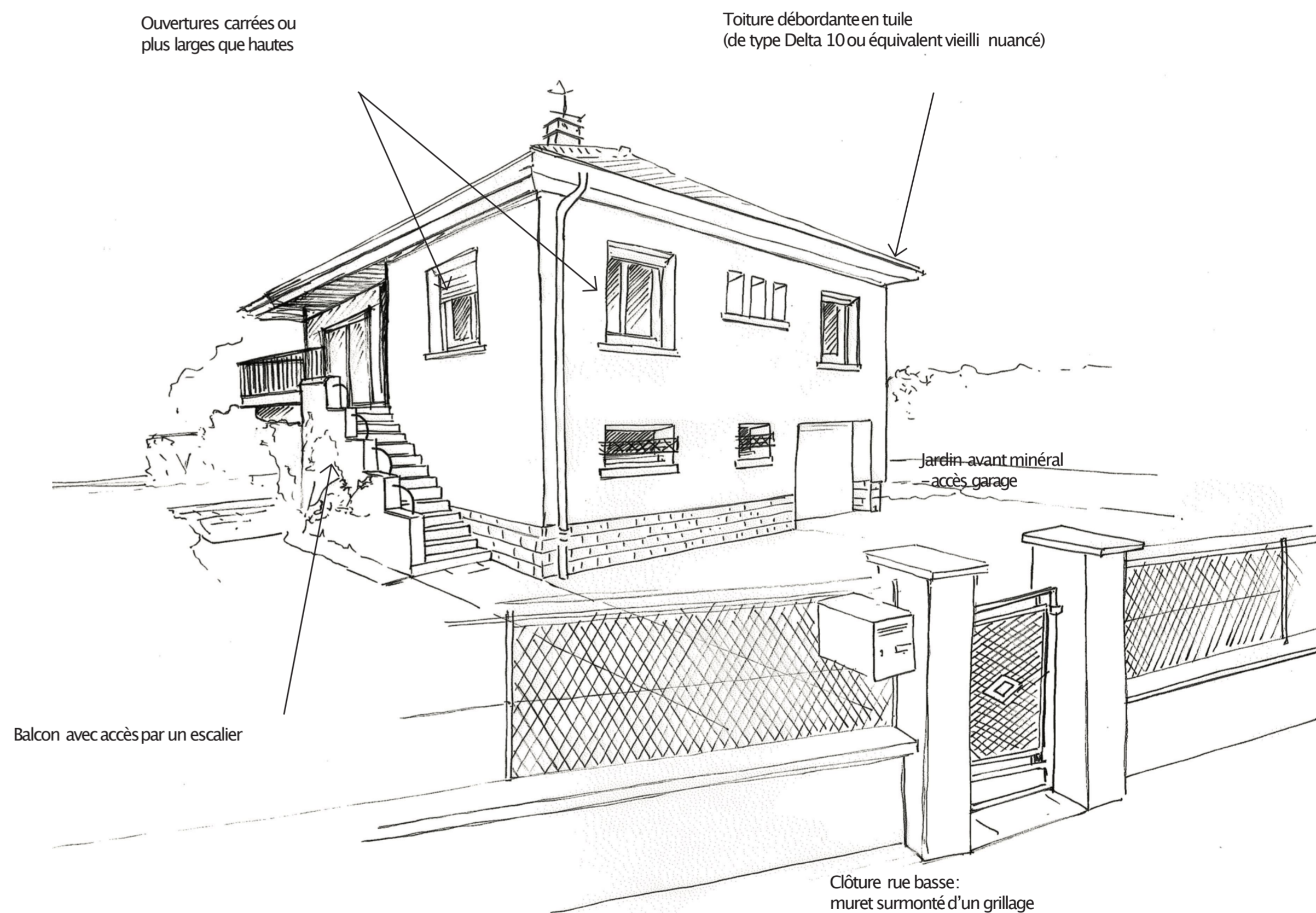
# REFONTE DU NUANCIER INTER-COMMUNAL

## TPOLOGIE BÂTIE - HABITAT années 60-70

Ces maisons sont souvent en retrait de la rue, construites sur deux niveaux, la maison comporte un rez-de-chaussée réservé à la voiture et aux pièces annexes, notamment la cave.  
Accessible par un mouvement de terrain ou un escalier, l'étage, lieu de vie est configuré en privilégiant : confort et lumière.



Nous rappelons que la charte propose une gamme standard utilisable par tous s'appuyant sur la gamme dite naturelle. Cependant des teintes peuvent être dérogées selon le bâti architectural et patrimonial sur recommandation obligatoire et argumentée.



# REFONTE DU NUANCIER INTER-COMMUNAL

## TPOLOGIE BÂTIE - LES CLÔTURES



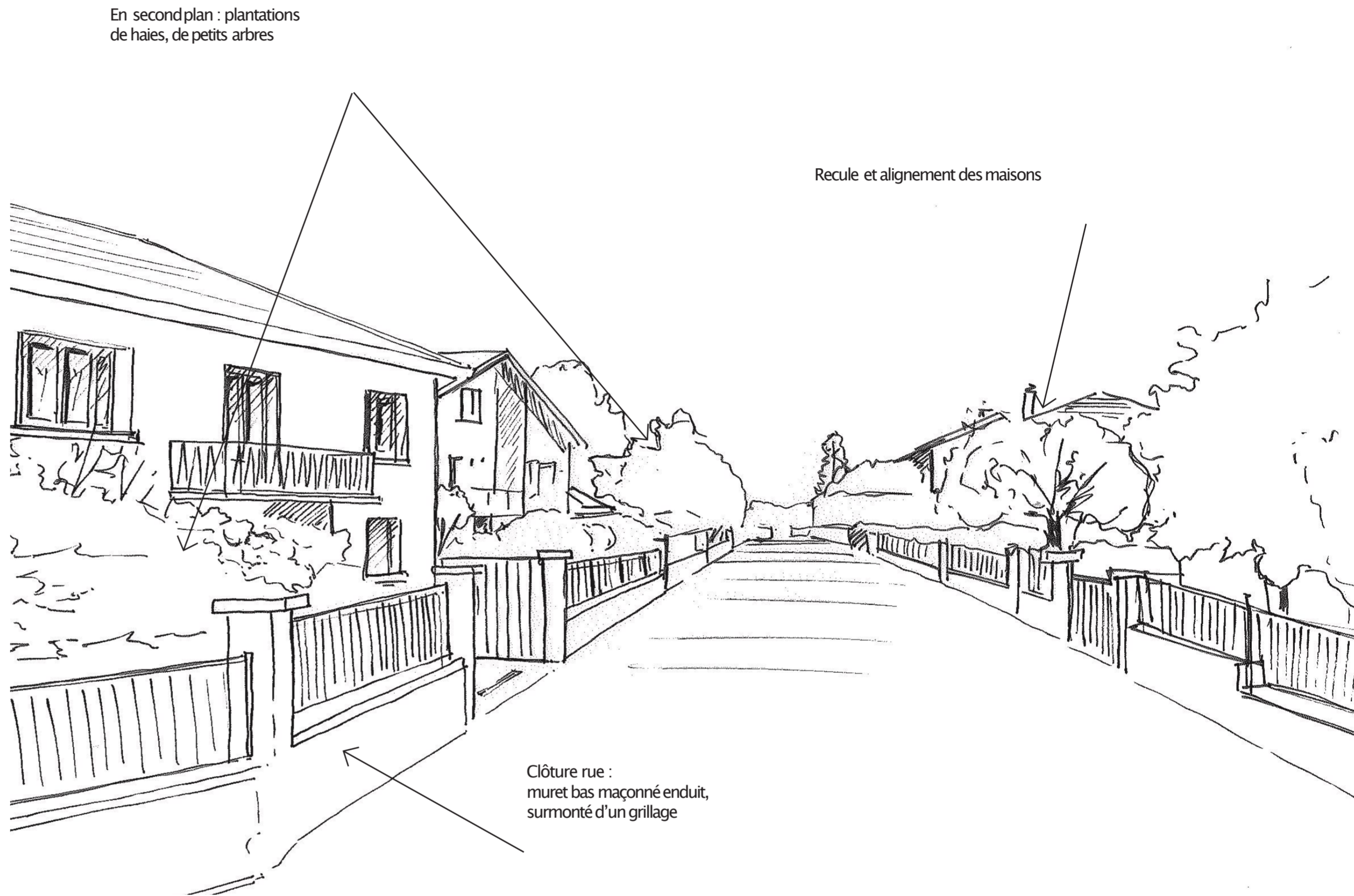
Muret bas



Grillage + haie à essence variée locale



Clôture agricole



La clôture exprime avant tout le désir de matérialiser la limite entre le domaine public et la propriété privée, ou entre deux propriétés. La clôture participe à la mise en valeur de la maison, elle en a la première image sur la rue. Elle constitue le paysage de la rue, à l'image de l'espace public. Dans les quartiers d'habitat pavillonnaire, les clôtures associent souvent des éléments de diverses natures : parties maçonnées surmontées de grilles, palissades ou panneaux... ainsi que des végétaux se déployant dans l'épaisseur de la parcelle. La clôture doit faire l'objet d'un soin aussi attentif que la construction qu'elle accompagne.

**OBJECTIFS**  
 - préserver une certaine diversité avec cohérence et harmonie, en évitant de tomber dans la banalisation,  
 - observer le contexte du projet c'est à dire la rue pour choisir sa clôture : implantation par rapport à son environnement, composition par rapport aux limites parcellaires, matériaux et couleur doivent s'intégrer à l'environnement bâti...

## TEINTES COMPLÉMENTAIRES AU NUANCIER MENUISERIES

Teintes bois...			Clôtures les plus fréquentes	
	Sikkens C8 1030 RAL 8016			

# REFONTE DU NUANCIER INTER-COMMUNAL

## « VILLAGE BLANC » À VONNAS



Menuiseries



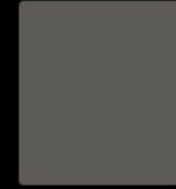
Menuiseries



Menuiseries



Menuiseries



Menuiseries



Menuiseries



Détail



Menuiseries

Brique



Facade

Brique



Facade

Brique



Facade

Brique



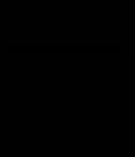
Facade

Brique



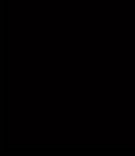
Facade

Bois



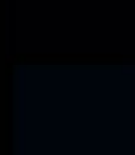
Facade

Bois



Facade

Galet



Facade

Galet



Facade



Facade



Facade



Commerce



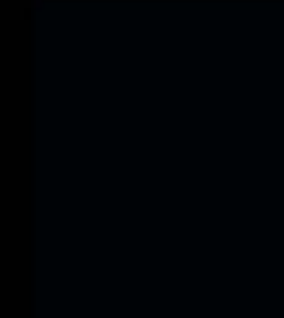
Facade



Facade



Facade



Facade



Facade



Facade



Facade



Facade



Facade



BLANC AUBERGISTE

FABRIQUE DE LIMONADE  
CAFÉ RESTAURANT  
BLANC AÏNÉ

Galet

Galet

Galet

Pierre

Pierre

Pierre

Pierre



Encadrement

Soubassement

## REFONTE DU NUANCIER INTER-COMMUNAL

# TPOLOGIE BÂTIE - ZONES D'ACTIVITÉS

## Respecter une harmonie d'ensemble...

La simplicité et la sobriété de l'enveloppe du bâtiment favorise son insertion paysagère.

### **IL EST RECOMMANDÉ :**

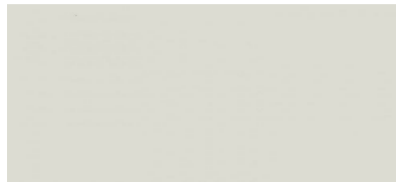




















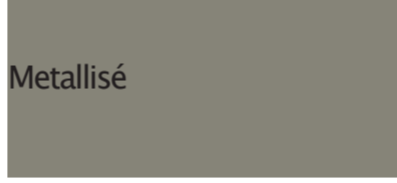








- De privilégier les couleurs dans une gamme de couleur choisie à l'échelle de la zone d'activité,
- De limiter le nombre de matériaux,
- De proscrire des teintes trop vives, trop contrastantes pour les grands volumes de stockage, privilégier des teintes neutres pour ces volumes,
- Les entrées qui nécessitent d'être identifiées peuvent recevoir un traitement particulier : matériaux différents, couleur vive-contrastante.



# REFONTE DU NUANCIER INTER-COMMUNAL

## PALETTE ZONES D'ACTIVITÉS

### Bâtiments industriels et agricoles

Bardages métalliques – Bâtiments agricoles		Sikkens G0 05 75 RAL 9002 A –Whitegrey		Sikkens T0 20 40 RAL 5014 A –Saphir 5014		Sikkens U0 05 35 RAL 7015 A –Basalt 7015	Toitures – rouge/ brun		Sikkens C5 33 23 RAL 8012 A –Bordeaux 8012
		Sikkens F4 10 70 RAL 1039 A –Grege 113		Sikkens T4 20 39 RAL 5023 A –Skyalu 45G5		Sikkens ON 00 45 RAL 7037 A –Mouse 7037			Sikkens D1 43 36 RAL 8004 A –Bauxit 4838
		Sikkens E8 15 75 RAL 1015 A –Sahara 1015		Sikkens T0 30 40 RAL 5007 A –Lagoon 4592		Sikkens H0 04 65 RAL 7038 A –Zinc 4750			Sikkens D4 18 17 RAL 8014 A –Sepia 8014
		Sikkens E8 15 65 RAL 1002 A –Sand 1002		Sikkens S1 26 51 RAL 5024 A –Sky 4510		Sikkens KN 01 74 RAL 7035 A –Platina 7035			Sikkens F4 05 23 RAL 7022 A –Graphit 7022
		Sikkens G0 10 70 RAL 9001 A –Creme 41C4		Sikkens S0 30 40 RAL 5009 A –Mikonos 530		Sikkens – RAL 9006ALUMINIUM A –Silver 9006			
		Sikkens D0 03 56 RAL 7036		Sikkens L0 05 55 RAL 7023 A –Stahl 4541		Metallisé			
		Sikkens C0 05 65 RAL 4009		Sikkens J3 19 55 RAL 6021 A –Tilia 6021		Metallisé	Sikkens F2 05 45 RAL 9007ALUMINIUM A –Titanium 9007		
			Sikkens J3 25 46 RAL 6011 A –Reseda 6011		Sikkens F2 16 54 RAL 1019 A –Beige 1019				
			Sikkens J0 10 40 RAL 7033 A –Moss 4688		Sikkens E7 10 35 RAL 7006 A –Cacao 7006	Sikkens G6 04 66 RAL 7032 A –Stone 7032			

### Références



Nous rappelons que la charte propose une gamme standard utilisable par tous s'appuyant sur la gamme dite naturelle. Cependant des teintes peuvent être dérogées selon le bâti architectural et le contexte, sur recommandations et argumentaires.



# BONNES PRATIQUES POUR BIEN RESTAURER

# Pour bien rénover votre façade

## Les bons conseils

- **Observer l'environnement de votre façade** pour une intégration harmonieuse à la rue
- **Valoriser et protéger** votre façade par des choix appropriés de matériaux
- **Comprendre la composition de votre façade** pour valoriser chaque élément de l'architecture
- **Respecter l'époque de construction**: matériaux, couleurs, finitions
- **Opter pour la sobriété de la devanture et la discrétion de l'enseigne** qui devront s'intégrer harmonieusement à la façade

## Comment faire ?

- **Identifier votre façade**: quelles couleurs pour quel gabarit ?
- **Choisir les couleurs** des différents éléments de façade dans les palettes dédiées
- **Restituer à l'identique les menuiseries**; en cas de remplacement, privilégier les menuiseries en bois
- **Réaliser un essai peinture sur 1 m<sup>2</sup> de façade** pour valider la couleur

## Les démarches préalables

- **Se rapprocher des services ressources** pour vous accompagner dans votre projet

# CAUE DE L'AIN ROLES ET MISSIONS



Le CAUE (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement) **aide tous les maîtres d'ouvrage et encourage la qualité de l'architecture, de l'urbanisme et des paysages.**

Le CAUE est un organisme investi d'une **mission d'intérêt public**, né de la **loi sur l'architecture du 3 janvier 1977.**

Le CAUE est créé à initiative des responsables locaux et présidé par un élu du conseil départemental (Clotilde Fournier)

**L'architecture est une expression de la culture** « La création architecturale, la qualité des constructions, leur insertion harmonieuse dans le milieu environnement, le respect des paysages naturels et urbains ainsi que du patrimoine sont d'intérêt public. »  
*Loi sur l'architecture de 1977 art. 1*

« Le C.A.U.E. a pour mission de développer l'information, la sensibilité et l'esprit de participation du public dans le domaine de l'architecture, de l'urbanisme, de l'environnement et du paysage. »  
*Loi sur l'architecture de 1977 art. 7*

Il a pour objectif de promouvoir la qualité de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement dans le territoire départemental. L'architecture, les paysages et le patrimoine sont d'intérêt public

C'est un organe de concertation entre les acteurs impliqués dans la production et la gestion de l'espace rural et urbain.

## Les 4 missions définies par la loi de 1977

### >> Aide à la décision et accompagnement des communes

**Diagnostiques territoriaux**, communaux ou intercommunaux (ateliers partagés, commission restreinte...)

**Suivi des documents d'urbanisme** et autres documents réglementaires (PCAT, SCOT, PLU, règlement de publicité, trames vertes et bleues, mission haie...)

**Aide aux services instructeurs** (organisation de permanences en amont des projets ou avis sur DP ou PC)

Réalisation de cahiers de recommandations architecturales et de chartes de qualité adaptées au territoire

Définition et suivi de territoires (principes de développement, liaisons douces, haies bocagères...)

**Accompagnement d'opération de revitalisation des centres bourg** (Action cœur de ville, Petite ville de demain, Politique spécifique communale...)

Opérations de rénovation des façades (chartes, nuanciers, plans couleurs...)

**Inventaires patrimoniaux** (recherches historiques, évolutions, mise en contexte, assistance pour candidature à appel à subvention...)

**Pré-programmation usages, besoins pour des constructions ou des espaces publics**, Aide au montage de dossiers opérationnels (OAP, ZAC, principes d'implantation et règlements de lotissements...)

...

### >> Le conseil aux particuliers

Un service ouvert à tous et gratuit

Avis sur les implantations, qualités des constructions, intégrations paysagères (habitat, tertiaire, bâtiment artisanal ou industriel...)

...

### >> La formation

Chaque année un programme 4 saisons (couleur, patrimoine, urbanisme et paysage) à destination des élus et professionnels

...

### >> Les actions culturelles la sensibilisation et l'information

Atlas du Paysage de l'Ain, Actions culturelles (exposition, palmarès valeurs d'exemple, observatoires...), RandoScoT, Parcours urbains (JPE, JNA...), jeune public, interventions dans les écoles, centre de documentation, photothèque

...



**Baptiste MEYRONNEINC**

Directeur du CAUE  
 Ingénieur - Architecte

# L'EQUIPE DU CAUE DE L'AIN

Janvier 2022



## Les chargés d'études territoriaux

### Nord Val-de-Saône / Bresse



112 communes  
 3 intercommunalités  
 CA Bassin de Bourg-en-Bresse  
 CC Bresse et Saône  
 CC de la Veyle

**Sandrine HOUDIN, architecte-conseillère**

### Dombes / Sud Bugey



82 communes  
 3 communautés de communes  
 CC Dombes,  
 CC Bugey Sud,  
 CC Ussets et Rhône

**Anne SELVA, architecte-conseillère**

## PÔLE CONSEILS ET TERRITOIRE

### Nord Bugey / Pays de Gex



81 communes  
 3 intercommunalités  
 CA Haut-Bugey,  
 CC Pays Bellegardien,  
 CA du Pays de Gex

**Matthieu VIGUIÉ, architecte-conseiller**

### Sud Val de Saône / Côtiers / Plaine de l'Ain



116 communes  
 6 communautés de communes  
 CC Val de Saône-Centre  
 CC Dombes Saône Vallée  
 CC Miribel-Plateau  
 CC Côtiers-Montluel  
 CC Plaine de l'Ain  
 CC Rives de l'Ain - Pays de Cerdon

**Bruno SAVI, architecte-conseiller**

## Les chargés d'études thématiques

En appui aux chargés d'étude territoriaux sur l'ensemble du département



Patrimoine – Centre bourg  
 Bâtiments remarquables

Information–Sensibilisation  
 Fiches-conseil grand public

**Sylvain PONS, architecte-conseiller**



Conseil aux particuliers  
 en appui sur l'ensemble du département

Sensibilisation  
 Jeune public / scolaires

**Lucas MAIZERAY, architecte-conseiller**



Paysage – Environnement

Formation – Sensibilisation  
 Publics Collectivités / Professionnels

**Lorène JOCTEUR, paysagiste-conseillère**



Paysage – Environnement

Sensibilisation  
 Jeune public / scolaires

**Agathe MERIAUX, paysagiste-conseillère**

## L'équipe support

Secrétaire-comptable  
 Référente Ressources Humaines



**Marie-Noëlle GUICHARDON**

Assistante  
 Secrétariat-accueil



**Laure PAGANI**

Chargée de communication  
 Référente Evènementiel



**Nathalie GRANGE**

Chargée de documentation  
 Référente formation



**Nathalie LEQUY**

## PÔLE FORMATION ET SENSIBILISATION

## PÔLE DIFFUSION ET VALORISATION

## FORMATION

Afin de maîtriser la Charte Chromatique, de pouvoir orienter les pétitionnaires vers des choix de teintes adéquates au contexte architectural et paysager, afin d'avoir les outils et les arguments pour décider, le CAUE propose une formation spéciale sur « la couleur ».

Cette formation peut également être préparée sur mesure sur un territoire.

### CAUE de l'Ain

Organisme de formation, le CAUE est enregistré sous le n° 84010196301 auprès de la préfecture de la région Auvergne Rhône-Alpes. Il est référencé au Datadock et dispose de droit de l'agrément de formation des élus.

Depuis le 11 février 2022, le CAUE de l'Ain a obtenu la certification Qualiopi au titre des catégories d'actions suivantes : actions de formation.

### Contact – Informations complémentaires

Auprès de Lorène Jocteur ou Nathalie Lequy

04 74 211131

formation@caue-ain.com

www.caue01-formation.org

## MODALITES PEDAGOGIQUES

### Méthode

Une logique d'acquisition progressive des connaissances permettra d'aborder des notions de base puis d'approfondir le sujet.

La formatrice et les animateurs s'appuieront sur une alternance de méthodes, expositives (cours et exposés), interrogatives (quizz et questions ouvertes) et actives (exercices pratiques et mise en situation).

### Evaluation des acquis

Un questionnaire de préformation, des exercices, quizz seront proposés en cours de formation puis une mise en situation conclura l'apprentissage.

Un questionnaire d'évaluation de formation sera proposé aux apprenants.

Une feuille d'émargement par demi-journée de présence est fournie en fin de formation ainsi qu'une attestation de fin de formation si le stagiaire a bien assisté à la totalité de la session.

### Supports

Un road book et une bibliographie seront remis à chaque participant.

### Public visé

Les élus, techniciens, les maîtres d'oeuvres, les instructeurs de permis de construire ou toute personne ayant un intérêt à travailler ses savoirs et savoir-faire sur ce thème.

**PROGRAMME**

**La couleur dans les rues**  
#Nuancier, charte chromatique, teinte, façade

Comment faire mieux avec parfois moins ? Les couleurs peuvent être un début de réponse. Par petites touches et de proche en proche, par le simple fait de colorer sa façade ou de jardiner son pied de mur, nous oeuvrons tous à embellir notre cadre de vie. L'apparente facilité à parler de couleurs cache des dimensions culturelles, sensibles et techniques et scientifiques. La formation proposée vise à savoir argumenter un choix chromatique.

«Less is more»

ETÉ

Objectif de formation  
Argumenter des choix de couleurs dans une commune

le caue de l'Ain  
**CULTIVE**  
les  
**idées**

## CONTENU DE LA FORMATION

### Acquérir une culture de la couleur

#### Qu'est-ce que la couleur ?

- °Lumière – Matière – Oeil,
- °Effet d'optique, phénomènes perceptifs,
- °Expériences des possibles de la couleur,
- °Facteurs de perception de la couleur : tonalité, clarté, saturation,
- °Accroître sa palette personnelle de couleurs,
- °Espace tridimensionnel : les atlas et les nuanciers de couleurs,
- °Les gammes : triangle de désaturation.

### Connaître et savoir utiliser les outils chromatiques

#### Esthétique des couleurs

- °Le beau/le laid,
- °Moyens pratiques pour réaliser une gamme chromatique,
- °Lois d'harmonie,
- °Les ensembles colorés et combinatoires.

#### Couleur en environnement

- °Le regard,
- °L'influence de la couleur en environnement,
- °La définition d'un parti pris chromatique.

### Mettre en place une argumentation couleur

Rencontre d'une commune colorée !

Laissons parler des élus ayant mis en place une politique couleur depuis plusieurs années. Ils nous feront part de leur expérience.

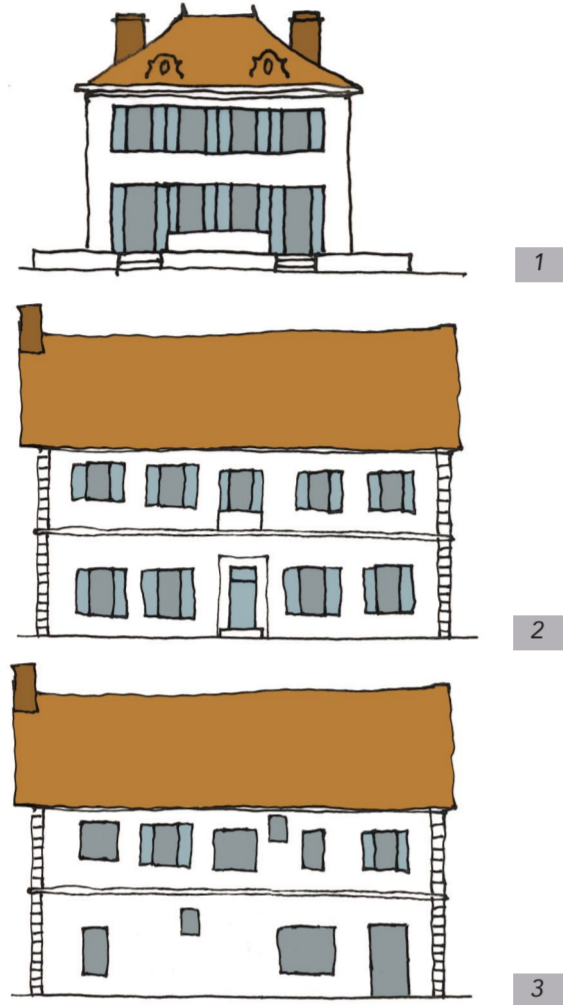
### Mise en situation des apprenants

Rien de tel que de mettre en pratique le contenu acquis lors des deux premières journées pour se tester et intégrer les savoir-faire.

- °Construire une argumentation en partant du terrain ou d'une charte,
- °Jeux de rôle et présentations,
- °Bilan.

# BONNES PRATIQUES POUR BIEN RESTAURER RECOMMANDATIONS

## FAÇADES



1 et 2 : Façades ordonnancées.  
3 : Façade non ordonnancée parfois nommée façade arrière : certains percements sont ici subis, ce qui nuit à la lecture de la composition générale.

Le rythme de la composition joue un rôle important dans la perception de l'édifice. En général, la **façade principale** est **ordonnée**. Les baies sont alignées verticalement et horizontalement.

La façade n'a pas forcément d'**axe de symétrie**. Une porte cochère, une fénière\* ou un balcon peuvent axer ou non cette composition générale. Le soubassement permet d'asseoir le bâtiment. Il est constitué généralement en pierres dures (suivant les régions, pierre calcaire, pierre volcanique ou granit...).

Dans ce soubassement peuvent émerger des soupiraux si la maison comporte un sous-sol.

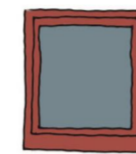
On parle de **travées** pour définir le **nombre de fenêtres par étage**. Lorsque les percements sont à intervalles réguliers, la travée est dite régulière.

Un **couronnement** est marqué par une proportion de baies plus petites, une corniche moulurée, des chevrons moulurés, une rive\* sculptée...

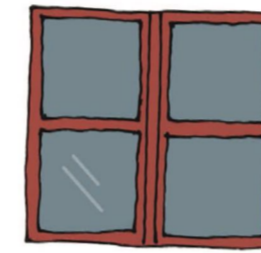


Façades ordonnancées par immeuble - Perspective de la rue Bourgmayeur à Bourg-en-Bresse (01)

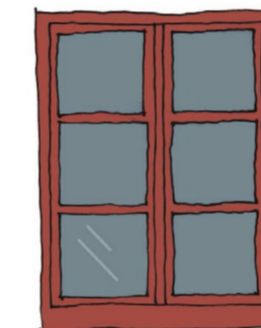
## OUVERTURES



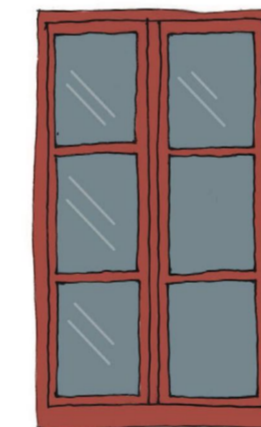
Fenestron : Percement ponctuel, pour l'aération.



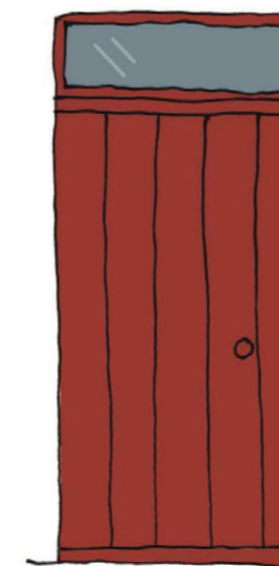
Baie 1/1. Percement privilégié aux étages bas de plafond comme les combles.



Baie 2/3. Percement privilégié aux étages courants.



Baie 1/2 voire 1/3. Percement privilégié aux étages courants, en fonction de la hauteur sous plafond. Luminosité plus grande.



Porte 1/3. Imposte possible, de deux à trois carreaux si la hauteur sous plafond le permet. L'imposte permet une luminosité et une aération naturelle.

La proportion traditionnelle des baies est la **dimension plus haute que large** avec une préférence pour le 1/2, 1/3 voire 2/3 suivant la hauteur du plancher.

Les encadrements des baies sont mis en valeur de différentes manières : pierre de taille, brique, badigeon en rehaut plus clair que le fond de façade (souvent blanc cassé ou ocre sur une quinzaine de centimètres autour de la baie), ou contours soignés en trompe-l'œil. Parfois, un fin liseré brun ou ocre foncé marque la transition entre l'encadrement et le fond de façade. Outre un intérêt esthétique, car il agrandit visuellement la baie, l'encadrement permet de protéger la façade des chocs au même titre que la chaîne d'angle.

Les pierres de taille sont destinées à être vues. Elles sont taillées sur au moins trois faces rectilignes. La partie visible peut être layée\*, bouchardée\* ou un bosselé pour souligner les jeux d'ombres d'une chaîne d'angle ou soigner un soubassement\*.

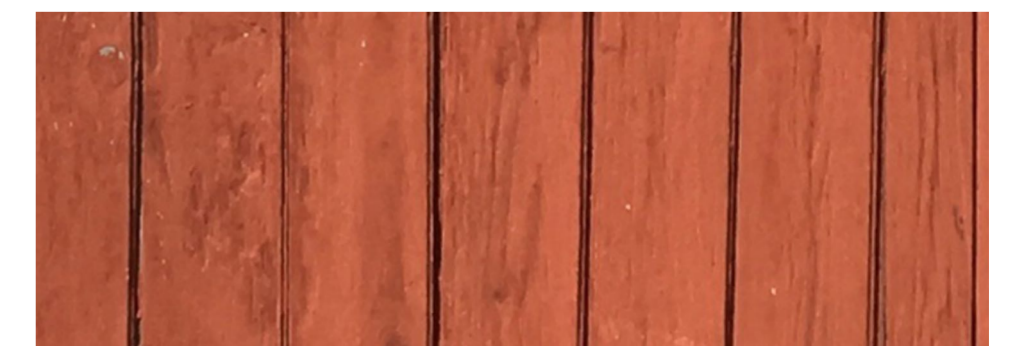
Les surfaces de pierre non taillée, en dehors des annexes, sont destinées à être protégées par un enduit à la chaux\*.

La **menuiserie**, qui est soit la porte soit la fenêtre, est placée dans le mur en feuillure, c'est-à-dire dans une entaille dans le mur destinée à recevoir, par l'extérieur, la menuiserie. À l'intérieur, les raccords sont gérés au moyen de baguettes moulurées.



En général, les portes sont badigeonnées par une peinture à l'ocre\*.

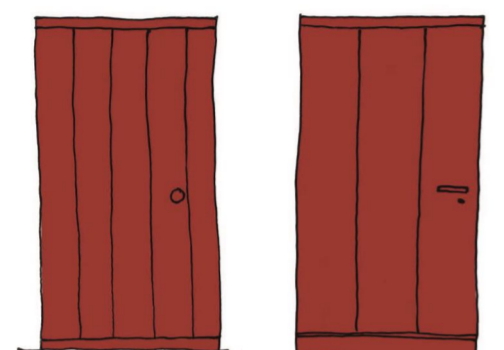
Ce pigment économique et naturel peut être privilégié pour une restauration. Il a l'avantage de ne pas s'écailler.



Des ouvertures traditionnellement plus hautes que larges.

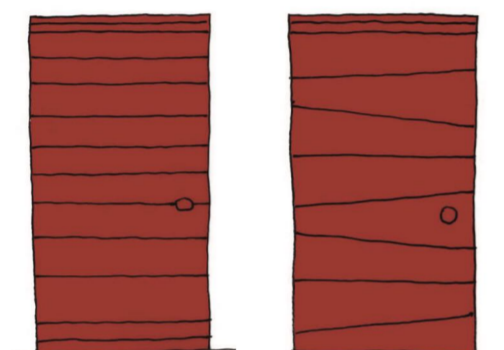
# BONNES PRATIQUES POUR BIEN RESTAURER RECOMMANDATIONS

## PORTES



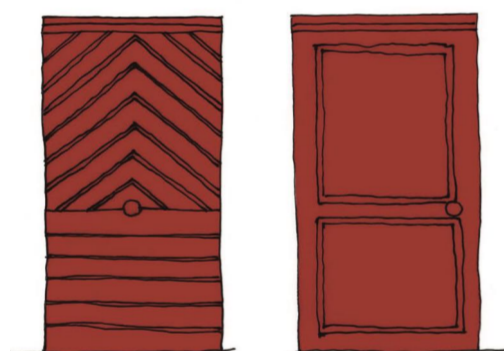
lames croisées verticales.

lames croisées verticales larges.



lames croisées horizontales.

lames croisées biaisées.



panneaux à chevrons.

panneaux à 2 cadres.



panneaux à 3 cadres.

panneaux à cadres et petit jour avec volet extérieur détachable.

1

Diversité et panoramas d'assemblages de portes en bois.

Les portes d'entrée présentent une grande diversité de dessins. En bois, elles sont généralement en larges **planches contrariées\*** appelées aussi lames croisées, c'est à dire un assemblage dont deux à trois épaisseurs successives de planches alternent lattes horizontales et lattes verticales. Les lames donnant sur l'extérieur sont généralement verticales pour permettre à la pluie de glisser sans pénétrer.

Si la hauteur d'ouverture le permet, on trouve une imposte\* vitrée de deux à quatre carreaux. A partir du XVI<sup>e</sup> siècle, apparaît la porte à panneaux cadrée de baguettes moulurées en quart de rond\*, demi-rond ou doucine\*.

Le pied de la porte est soumis aux intempéries. Souvent le soubassement est doublé par un second plan de lames afin de prolonger, à moindre coût, la menuiserie.

Voir fiche 5.16 restaurer une menuiserie



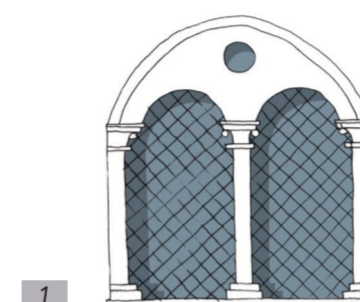
La recette de la **peinture à l'ocre**, d'après les cahiers de l'association *Terres et couleurs* et le *petit guide illustré de la peinture à l'ocre* de Félicien Carli.

Préparation 1 heure

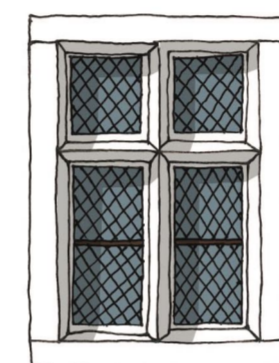
- 3,2 L d'eau ;
- 260 g de farine de blé ou de seigle ;
- 1 kg d'ocre ;
- 100 g de sulfate de fer (se trouve en pharmacie) ;
- 0,4 L d'huile de lin ;
- 4 cL de savon ;

- Mettre à ébullition 3 L d'eau ;
- Diluer la farine dans 20 cL d'eau et verser l'eau bouillante ;
- Cuire pendant 15 min environ ;
- Ajouter le sulfate ;
- Continuer à cuire pendant 15 min ;
- Ajouter l'huile de lin ;
- Continuer à cuire pendant 15 min ;
- Ajouter le savon pour favoriser l'émulsion de l'huile de lin ;
- Laisser refroidir. Si trop épais rajouter de l'eau.

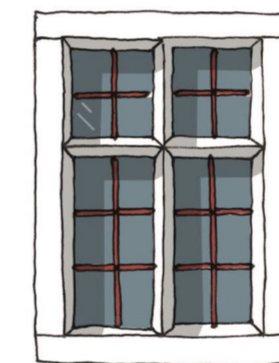
## FENÊTRES



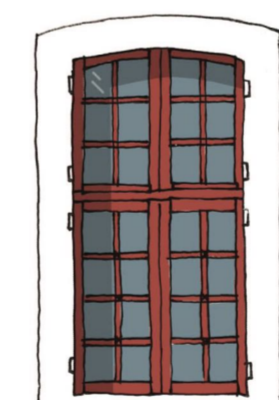
1



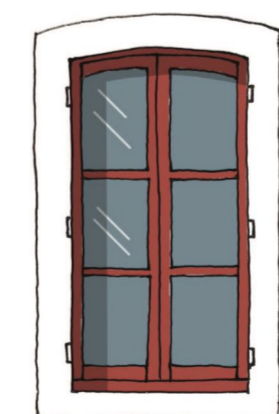
2



3



4



5

Les percements sont de préférence **alignés** de manière à gérer au mieux la descente de charge. En rez-de-chaussée, les baies peuvent être de plus grandes tailles pour bénéficier des galeries sous arcades, de portes cochères, portails d'entrée... Les baies cintrées ou en tiers-point adaptent facilement la charge.

Les fenêtres des habitats du Moyen-Âge, du XIII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle, sont souvent placées derrière une baie géminée. Les reports de charges sont répartis par des linteaux cintrés doublés d'un arc de décharge. La menuiserie est initialement en bois ou fer forgé.

Les verreries sont rares, le produit est cher et fragile. Jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle, de manière artisanale, le support des vitres était constitué de petites sections de verre ou de mica liées par un réseau en plomb.

Le verre à vitre commence à partir de la Renaissance, au XIV<sup>e</sup> siècle, avec la fabrication de feuilles planes. Les fenêtres à meneaux de pierre ou de bois deviennent la norme.

Au XVII<sup>e</sup> siècle, il est possible de créer de plus grandes sections planes que l'on réunit grâce à des petits bois, ce qui forme un réseau de petits carreaux.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, la feuille de verre est perfectionnée pour former des grands carreaux divisés, en principe, par trois à quatre petits bois. Les meneaux disparaissent au profit de profils plus minces.

Au XX<sup>e</sup> siècle, les fenêtres Art nouveau ou Art déco participent à renforcer l'expression des façades ornementées.



- 1 : Fenêtre géminée du XIII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle.
- 2 : Fenêtre à meneau en pierre du XVI<sup>e</sup> siècle.
- 3 : Fenêtre à meneau en pierre du XVII<sup>e</sup> siècle.
- 4 : Fenêtre à meneau en bois et divisions petits carreaux au début du XVIII<sup>e</sup> siècle.
- 5 : Fenêtre grands carreaux à partir du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle.
- 6 : Fenêtre Art nouveau - Angle Avenue Pierre Sépard et Avenue Alphonse Baudin, Bourg-en-Bresse (01) - © UDAP de l'Ain.
- 7 : Fenêtre Art déco - Rue René Cassin, Bourg-en-Bresse (01) - © UDAP de l'Ain.

# BONNES PRATIQUES POUR BIEN RESTAURER RECOMMANDATIONS

## VOLETS



Volets rustiques.



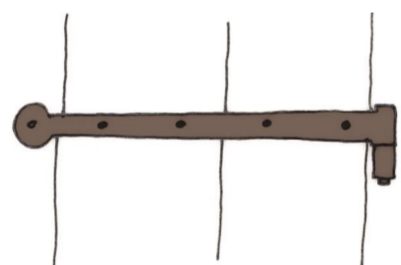
Volets à lames croisées appelés aussi à lames contrariées.



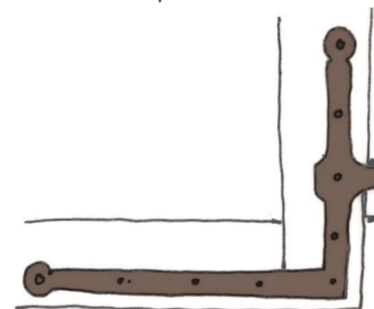
Volets à cadre.



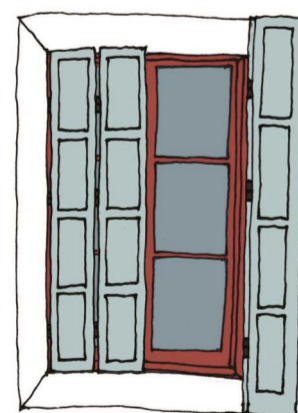
Volets persiennés.



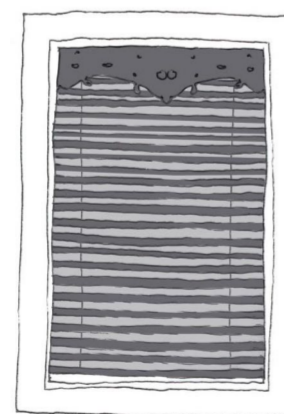
Penture droite.



Penture en équerre.  
Penture en équerre.



Volets intérieurs appelés aussi volets à l'anglaise par opposition aux volets extérieurs dit à la française.



Jalousies appelés aussi localement stores lyonnais.

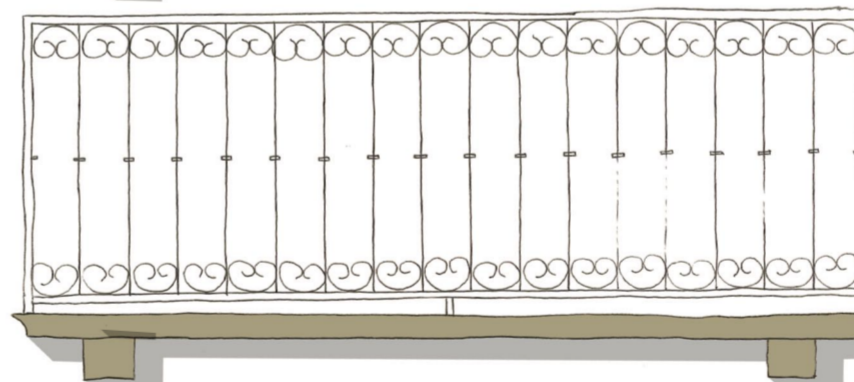
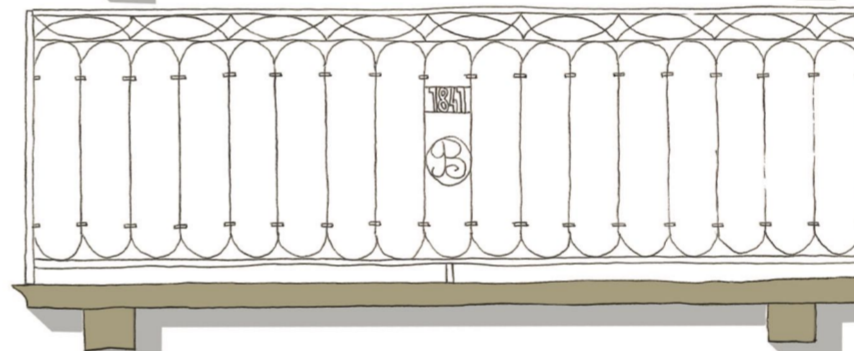
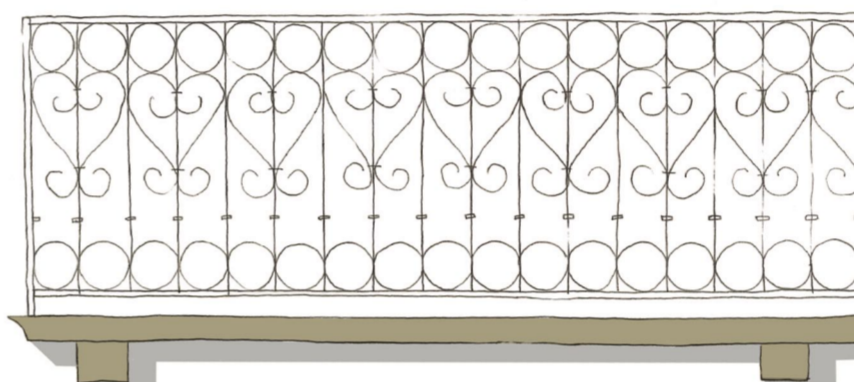
Les volets, aussi parfois appelés contrevents, offrent une variété de formes, du panneau rustique à la persienne, en passant par la jalousie. Ils ont l'intérêt d'**occulter la lumière**, de **protéger** des intrusions, d'**isoler**, d'**atténuer** les fortes chaleurs...

Sur les bâtis anciens, les modèles à **lames croisées** ou les **volets persiennés** sont les plus courants. Le volet à lames croisées offre une plus forte **solidité**. Il est souvent armé de clous.

Pour les bâtiments du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, les volets intérieurs en bois mouluré sont courants.

Dans certains cas, essentiellement pour les édifices du XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècle, les **volets intérieurs** sont doublés ou non par des persiennes extérieures. Ce dispositif, outre son côté pratique, permet d'**augmenter les performances thermiques**.

## BALCONS



Dans l'architecture traditionnelle, les garde-corps des balcons utilisent en forte proportion le **fer forgé** pour ses qualités de résistance, la légèreté par rapport à la maçonnerie, sa transparence offerte par la finesse des sections et enfin son caractère ouvragé.

Le dessin du garde-corps, est souvent formé par une répétition d'éléments de base comme le rond, le demi-rond, le «C» ou le «S» retourné couplé à des effets miroirs.

Le balcon est ainsi un élément particulier de composition d'une façade. Il souligne les niveaux et donne de l'épaisseur au bâti.

Il peut être de deux formes :

- **Filant**, lorsqu'il occupe la totalité du linéaire de façade. Cet état est typique de l'architecture haussmannienne du XIX<sup>e</sup> siècle,

- **Isolé** quand il est présent de manière ponctuelle dans la composition. Pour les constructions classiques, il respecte un axe de symétrie (central ou latéral).

Parfois, selon l'année de construction de la maison, le blason ou les initiales des commanditaires sont intégrés au centre du garde-corps du balcon principal.

La conservation, l'entretien et la restauration de ces éléments sont primordiaux car ils sont des éléments importants et témoignent de l'époque de construction de l'édifice.

La **peinture** permet de **maintenir** ces éléments de patrimoine en **état**. On veillera à utiliser des teintes d'un ton légèrement plus soutenu que la couleur des volets afin de renforcer les divers plans successifs de la façade.

Les garde-corps peuvent être réduits à l'épaisseur d'une baie. Lorsqu'une fenêtre n'a pas une hauteur suffisante sous allège\* (90 cm), une **lisse\*** horizontale en fer plein peut remédier au problème sans réduire l'apport de lumière.

1 : Panorama d'éléments de base d'une grille en ferronnerie.

2 : Variété d'assemblages possibles. Exemples de balcons en fer forgé à Oyonnax ou Bourg-en-Bresse (01).

3 : Balcon ouvragé du XVIII<sup>e</sup> siècle - Nantua (01).

# BONNES PRATIQUES POUR BIEN RESTAURER RECOMMANDATIONS



## RÉALISER UNE DEVANTURE EN APPLIQUE



1



2



3

La devanture commerciale est la façade qui comprend la **vitrine** et l'**ornementation** du mur qui l'encadre. Elle peut être complétée par une petite enseigne drapeau\* en latéral de la façade. L'ensemble joue un rôle important dans le caractère d'un lieu car elle est un appel pour le visiteur. Elle marque ainsi le seuil de la boutique ou du magasin. Des couleurs douces, des pastels ou des gris colorés (gris-bleu, vieux rose, gris-vert, gris-beige...) sont préférables aux couleurs criardes d'un caractère agressif ou heurtant. Le nom du magasin est peint au pochoir et se limite, par principe, à deux couleurs avec éventuellement un éclairage indirect.

Il existe, traditionnellement deux familles :

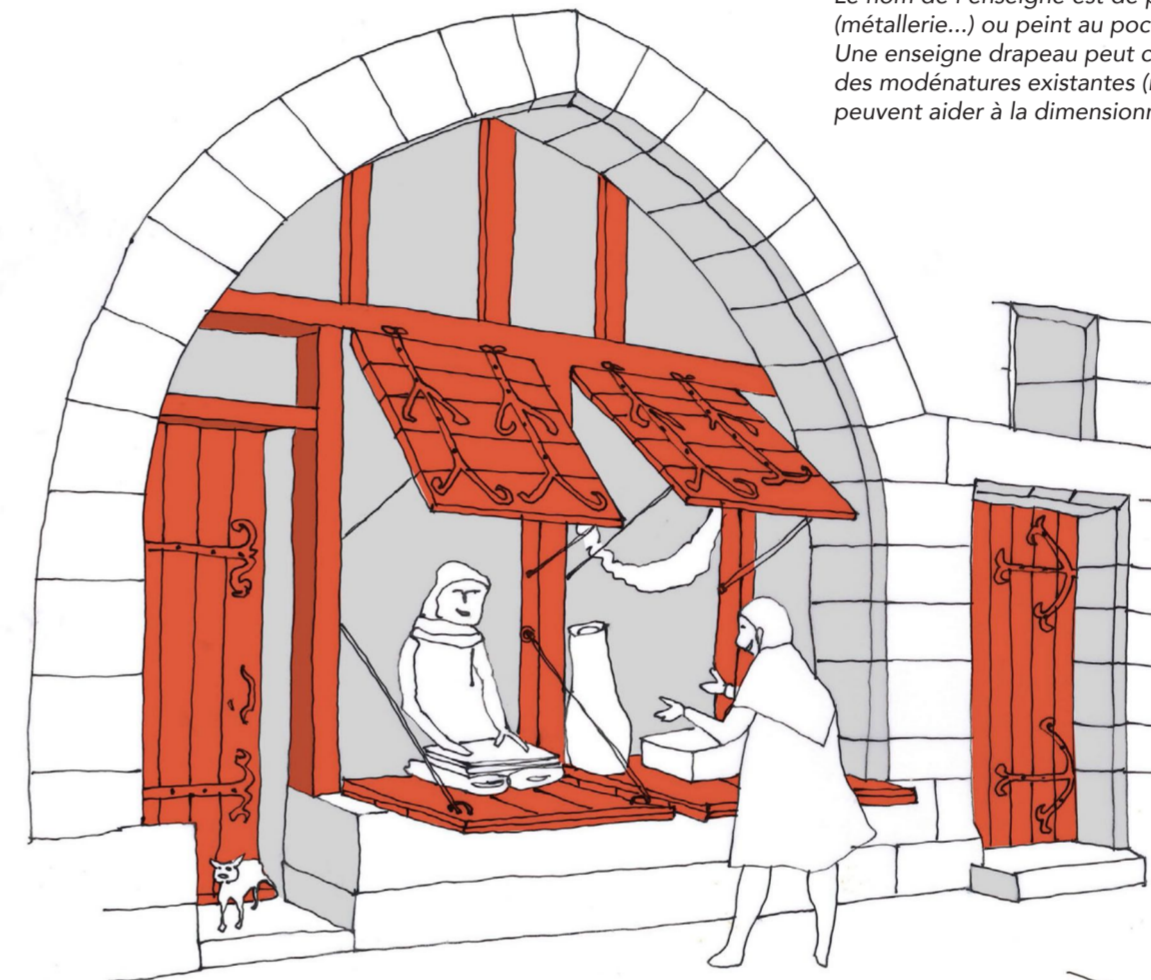
- Les **devantures en applique**. Un habillage en bois mouluré en saillie vient encadrer la vitrine. Les caissons latéraux peuvent servir à replier, ranger et dissimuler les volets.
- Les **devantures en feuillure**. La vitrine est intégrée au bâti, la menuiserie est placée à l'intérieur de l'épaisseur de la baie.

Voir fiche 5.18 réaliser une devanture en feuillure

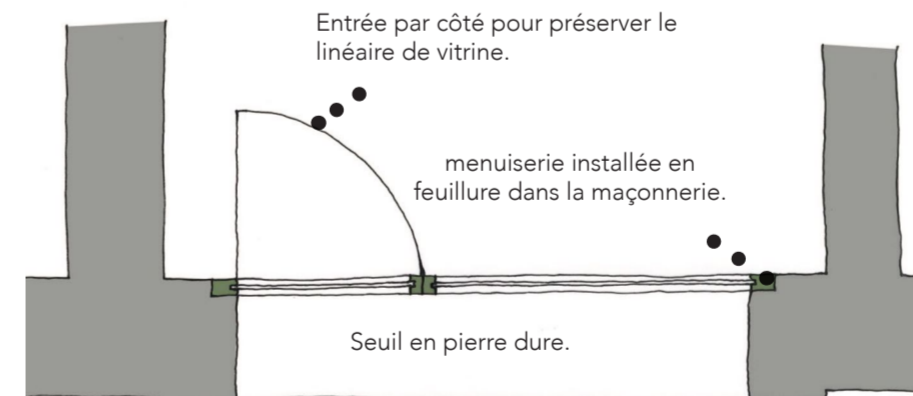
La devanture en applique est à privilégier si l'encadrement de la baie n'est pas prévu à l'origine comme étant visible (absence de pierre de taille, de modénatures, façade trop altérée...). Lorsqu'une devanture est créée, il est important de respecter la **trame** de percements générée par le bâtiment, les jambages\* des baies du rez-de-chaussée s'alignent avec les jambages des ouvertures des étages supérieurs. Les menuiseries vitrées sont installées en retrait, à l'intérieur de la baie ce qui donne à celle-ci un effet d'épaisseur avec une légère ombre portée. On veillera à ce que l'encadrement de l'éventuelle porte d'entrée de l'immeuble reste confortablement dégagée. L'arrivée du volet métallique a occasionné des coffres volumineux, une diminution des apports de lumière lorsqu'il est installé dans le volume de la baie et une banalisation des vitrines. Des solutions alternatives au volet métallique opaque, comme la grille ajourée sur charnière ou le verre feuilleté, permettent de protéger la boutique tout en rendant visible la vitrine en dehors des heures d'ouverture.

- 1 : Principe d'une devanture en applique, volets fermés. Le nom de l'enseigne est de préférence peint au pochoir, deux couleurs maximum si effet d'ombre.  
 2 : Principe d'une devanture en applique, volets rangés dans les caissons latéraux.  
 3 : Déclinaison possible avec volet en tôle rétractable dans le caisson.

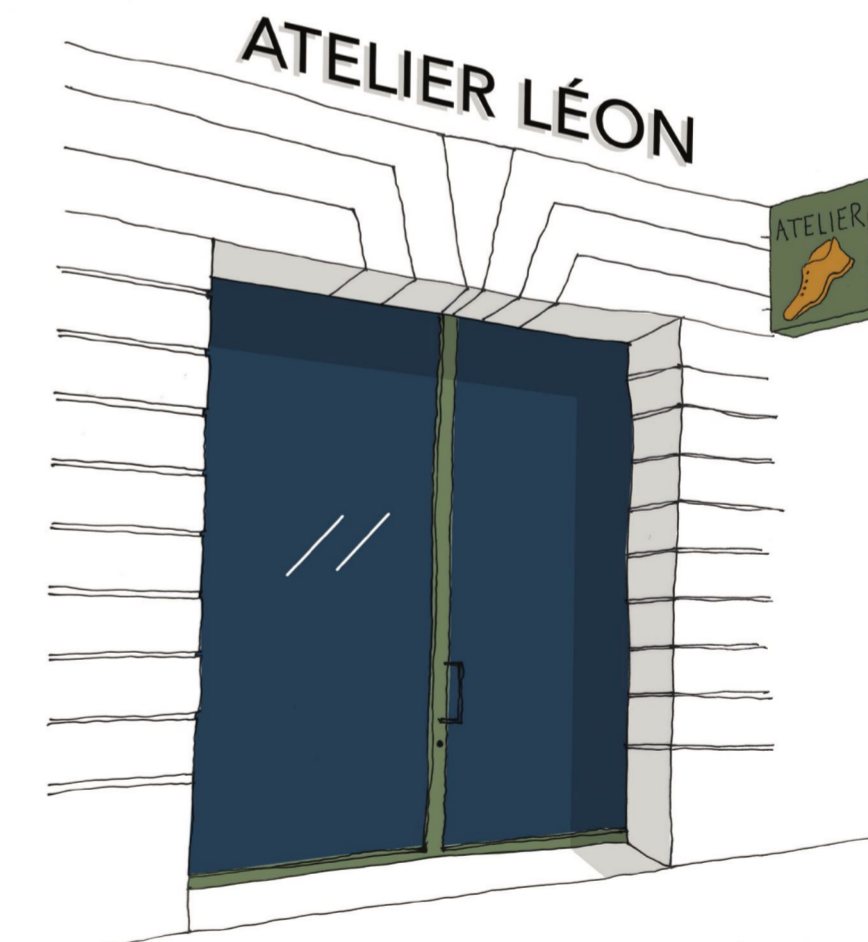
## RÉALISER UNE DEVANTURE EN FEUILLURE



1



2



3

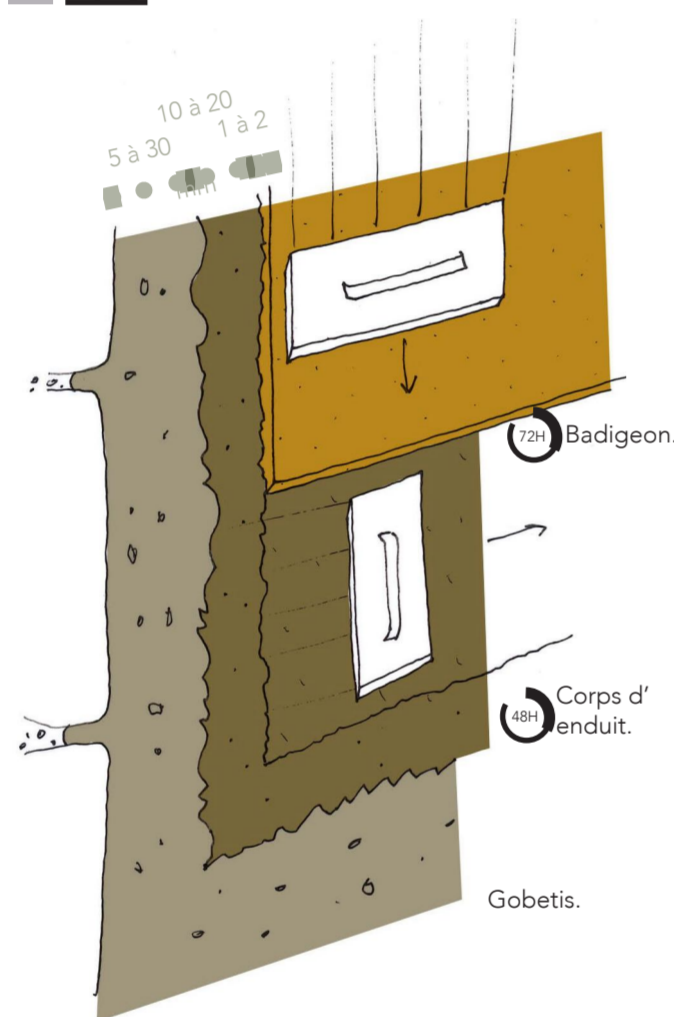
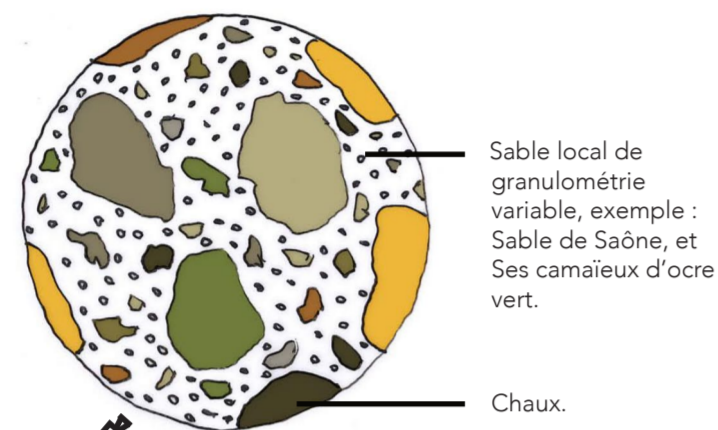
- 1 : Échoppe médiévale, d'après le dictionnaire raisonné de l'architecture française du XIe au XVIe siècle 1854. Eugène Viollet-le-Duc.  
 2 : Plan d'une devanture en applique.  
 3 : Principe de composition possible d'une devanture en applique. Le nom de l'enseigne est de préférence en lettres découpées (métallerie...) ou peint au pochoir. Une enseigne drapeau peut compléter la devanture. Les proportions des modénatures existantes (modules de pierre de taille, joints creux...) peuvent aider à la dimensionner.

" DEVANTURE DE BOUTIQUE : REVÊTEMENT, ORDINAIREMENT EN BOIS, QUI FORME SAILLIE AU DEVANT D'UNE BOUTIQUE, ET QUI SERT À ÉCLAIRER ET À CLORE. ANCIENNEMENT LES OUVERTURES DES BOUTIQUES NE S'ÉLEVAIENT PAS AU-DESSUS DU REZ-DE-CHAUSSÉE, DE SORTE QU'ELLES ÉTAIENT FORT BASSES ; AUJOURD'HUI ELLES EMBRASSENT SOUVENT LE REZ-DE-CHAUSSÉE ET L'ENTRE-SOL, CE QUI PERMET À L'ARCHITECTURE DE LEUR DONNER DE PLUS BELLES PROPORTIONS. "

BOSC Ernest Dictionnaire raisonné de l'Architecture, et des sciences de l'art qui s'y rattachent Tome II, 1878 page 42

# BONNES PRATIQUES POUR BIEN RESTAURER RECOMMANDATIONS

## ENDUIT A LA CHAUX



2

1 : Agrandissement d'un assemblage chaux-sable.  
2 : Les étapes d'un enduit à la chaux traditionnelle en trois passes.

Depuis l'Antiquité, l'enduit traditionnel est la chaux. Elle est le produit de la calcination du calcaire. Ses qualités sont sa porosité (diminution des phénomènes de condensation ou de remontées capillaires), ses propriétés bactéricides, l'imperméabilité à l'eau de ruissellement grâce à la formation de calcin\*, une certaine élasticité qui évite - en partie - la formation de fissures et sa capacité à se patiner avec le temps.

On distingue deux types de chaux :

- La **chaux aérienne** fait sa prise majoritairement à l'air. Elle est plus pure en calcaire, on la préfère pour les badigeons,
- La **chaux hydraulique** fait majoritairement sa prise à l'eau. Elle contient une fraction d'argile.

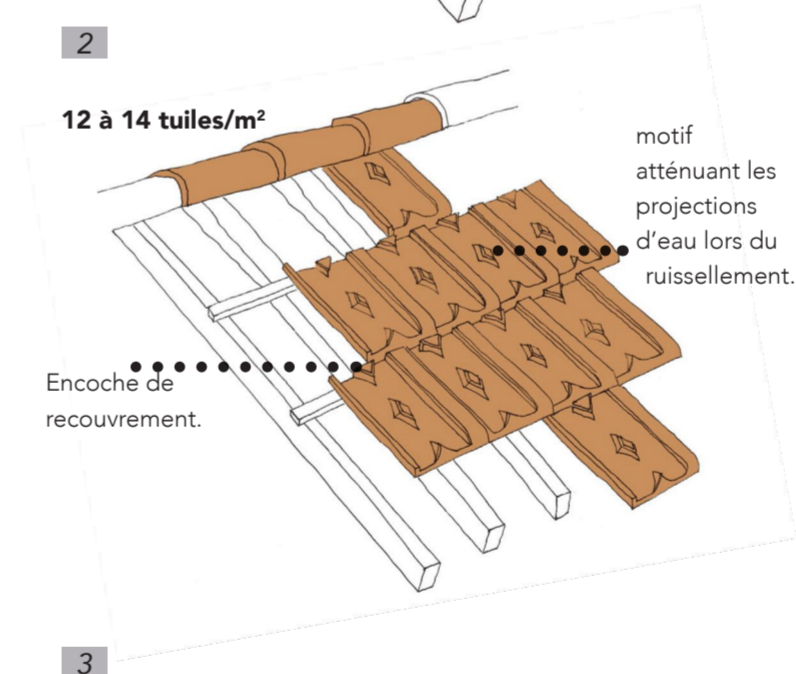
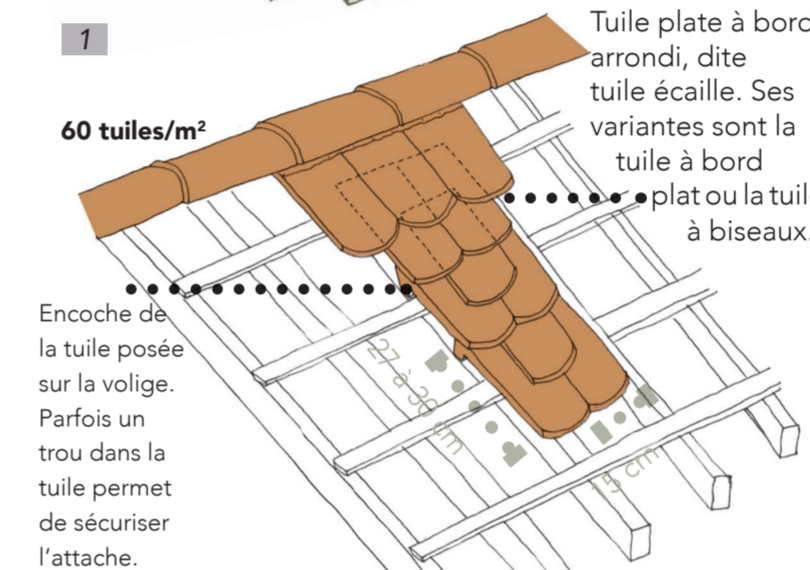
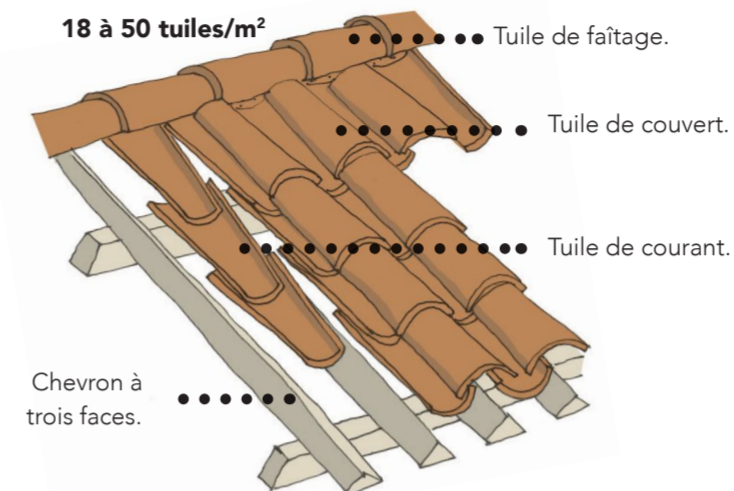
Deux options se rencontrent :

- L'enduit à la chaux est en bon état mais présente un léger farinage, la teinte ne convient pas. Le ravalement peut consister à un simple badigeon tiré,
- L'enduit à la chaux est en mauvais état (décrochage par plaques, fissuration, faïençage...). Le support doit être préalablement préparé par un décroutage, les éventuels joints au ciment sont piqués\*.

Le ravalement consiste à une reprise de la façade en trois passes sur support humidifié :

- Le **gobetis**, qui est la couche d'accroche avec une chaux dosée en liant et un sable grossier.
- Après séchage d'au moins 48 heures, le **corps d'enduit**, tiré à la règle ou à la taloche dans un mouvement horizontal.
- Après séchage d'au moins 72 heures, enduit de finition, dit aussi **badigeon** dans un mouvement vertical pour laisser la pluie glisser et ne pas pénétrer le support. Ce badigeon offre la finesse du grain au mur et une protection à la pluie du corps d'enduit grâce à la prise du calcin\*. Dans le gobetis ou le corps d'enduit, on peut ajouter du chanvre\* ou de la pouzzolane\* fine afin d'apporter une correction thermique.

## COUVERTURES



La couverture est la cinquième façade de la maison. Elle s'adapte à la pente donnée par la charpente. Traditionnellement, le choix des matériaux dépend des ressources locales et de la richesse des propriétaires.

- La **tuile canal** est réservée aux pentes moyennes. Elle est courante dans la Dombes et la Bresse.
- La **tuile plate**, assez courante dans le Revermont, le Bugey, les crêts et piémonts du Jura. Elle convient aux pentes fortes (supérieur à 45°) et, en particulier, pour les petits édifices hauts et isolés comme les pigeonniers.
- La **tuile losangée à emboîtement** dans son format petit moule, a été inventée dans les années 1840. Elle est à éviter pour les édifices construits avant cette date. Plus économique et plus légère avec son faible recouvrement, elle s'adapte à toutes les pentes au dessus de 17°.
- La **ardoise grise** de Savoie est réservée aux couvertures de certaines églises (en particulier les clochers), aux bâtis remarquables et aux brisis\* des toitures mansardées\*. Ses intérêts sont sa durabilité, son imperméabilité et sa légèreté par rapport à la tuile. Elle laisse plus facilement glisser la neige d'où son emploi courant en moyenne et haute montagne.
- La **tôle ondulée** démocratisée à partir des années 1830, se retrouve souvent en substitution de couverture en bardeau de bois pour les toitures des bâtis agricoles (nombreux exemples sur plateau du Retord ainsi que pour la couverture de la Chapelle du Retord).
- Le **zinc** peut se rencontrer dans le Haut-Bugey et les édifices du XIX<sup>e</sup> siècle sur les joints debouts lors des rehausses de toit.
- La **tôle bac acier** peut être utilisée pour les bâtiments industriels ou agricoles ou les extensions contemporaines mesurées. Il est préférable qu'elle soit laquée mate et d'une couleur soutenue (gris foncé, brun, ocre rouge brûlé...).

- 1 : Toiture en tuile canal.
- 2 : Toiture en tuile plate.
- 3 : Tuile losangée à emboîtement appelée aussi tuile losangée mécanique.



Pour aller plus loin :  
Série de fiches conseil thématiques  
**Le bâti traditionnel dans l'Ain, connaître et agir**

<https://www.caue01.org/fr/portail/93/outils/54732/le-bati-traditionnel-dans-lain-connaître-et-agir.html>

